



BIBLIOTECA NAZ.  
Vittorio Emanuele III

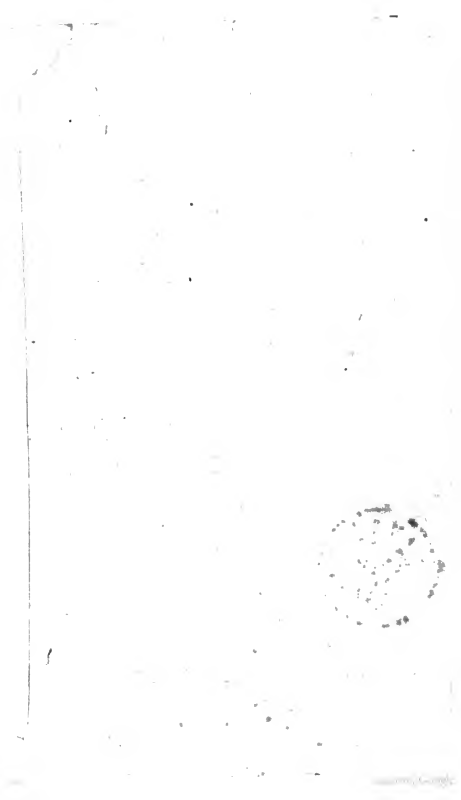
**LIV**

**D**

**56**

NAPOLI









HISTOIRE  
DU REGNE  
DE  
LOUIS XIV.

ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE.

SECONDE EDITION

*Revue, corrigée & augmentée.*

TOME NEUVIÈME

Qui comprend les Conférences de Gertruidenberg  
rompues par la France , & les Intrigues de cette  
Cour avec l'Angleterre pour parvenir à la Paix d'U-  
trecht.

Par H. P. DE LIMIERS , Docteur en Droit.

*Cui compositis rebus nulla spes, omne in turbido consilium....  
quæ gravia atque intoleranda, sed necessitate armorum  
excusata. Tacit. Hist. I. & II.*



A AMSTERDAM.

Aux Dépens de la COMPAGNIE.

M. DCC. XVIII.



THE  
OFFICE OF THE  
TREASURER OF THE  
UNITED STATES  
DEPARTMENT OF THE  
TREASURY



ACTS OF CONGRESS





# SOMMAIRE

DES

## DEUX LIVRES

Contenus dans le IX. Volume.

---

### LIVRE DIXSEPTIEME,

Qui commence aux Conférences de Gertruidemberg, & finit à la prise de Bouchain par les Alliez en 1711.

**P**ourquoi le Projet de Paix proposé 1711.  
par la France ne put être exécuté.  
Conférences de Gertruidemberg.  
Naissance du Duc d'Anjou. Se-  
conde entrevue des Plénipotentiaires aussi inutile  
que la première. Ouverture de la Campagne. Li-  
gnes des François forcées par les Alliez. Consler-

## S O M M A I R E

*nation que cette Nouvelle causa à la Cour. Suites des Conférences de Gertruidenberg. Dernière entrevue des Plenipotentiaires suivie de la rupture des Négociations. Lettre des Ministres de France au Conseiller Pensionnaire de Hollande sur cette rupture. But que la France se proposoit dans cette Négociation. Réponse des Etats Généraux à la Lettre précédente. Prise de Douai par les Alliez. Siège de Bezhune. Mort du Duc de Bourbon. Le Roi règle le rang entre les Princes & les Princesses de sa Maison. Nouvelle Chapelle à Versailles. Mariage de Mr. le Duc de Berri. Le Cardinal de Bouillon se sauve hors du Roïaume. Il écrit une Lettre au Roi. Le Roi en écrit une autre au Cardinal de la Tremouille sur la même affaire. On fait le Procès au Cardinal de Bouillon. Suite de la Campagne du Pais-Bas. Siège d'Aire. Siège de St. Venant. Convoi des Alliez battu par les François. Autre affaire désavantageuse aux François. Reddition de St. Venant. Suite du Siège d'Aire. Affaires d'Espagne. Descente des Alliez au Port de Cete, comment se passa selon les François. Selon les Alliez. Relation de la Bataille d'Almenara selon les François. Relation du même Combat selon les Alliez. Situation des deux Armées après cette Bataille. Affaire de Penalva. Comment on fut premièrement informé de la*  
Ba-

## DU XVII. LIVRE,

*Bataille de Saragosse. Lettre sur ce sujet. Suites de cette Victoire du Roi Charles. Affaires du Nord. Affaires de Hongrie. Enlèvement du Grand-Prieur de France. Par qui il fut exécuté. Nouveau Differend entre les Cours de France & de Rome au sujet de la Régale. Arrêt du Parlement de Paris sur cette affaire. Raisons alléguées contre le Bref du Pape. Conformité de cette affaire avec celle de la Conflitution Unigenitus. Etat du Roïaume dans la continuation de la Guerre. Ce qu'on en disoit à Paris. Levée du Dixième Denier. Suppression des Billets de Monnoie. Agioteurs punis. Situation des affaires d'Espagne. Relation de la Bataille de Villa-Viciosa. Lettres particulières sur le même sujet. Relation de la même Bataille par le Comte de Staremberg. Suite des affaires d'Espagne. Idée générale de celles de 1711. Mort de Monseigneur. Ses Oseques. Le Duc & la Duchesse de Bourgogne sont déclarez Dauphin & Dauphine. Lettre du Roi au Cardinal de Noailles sur la mort de Monseigneur. Service solennel pour ce Prince. Le Roi reçoit les Complimens de Condoleance de la Cour. Edit de S. M. pour régler le Rang des Duchez & Pairies. Mort de l'Empereur Joseph. Mouvement que la France se donne à ce sujet. Affaires de Hongrie. Guerre entre*

1711.

## S O M M A I R E

le Czar & le Turc. Suivie de la Paix. Affaires du Nord. Application du nouveau Darsin aux affaires & particulièrement à régler les Finances. En quel état elles étoient cette année. Interdiction du Commerce avec les Hollandois. Le Prince de Conti & autres faits Chevaliers du S. Esprit. Suite de l'affaire de la Constitution. Les Evêques de Luçon & de la Rochelle écrivent au Roi contre le Cardinal de Noailles. Les Jésuites Auteurs de cette Lettre. Démarche du P. le Tellier contre ce Cardinal. On le prie de revenir en Cour. Comment il y fut reçu. Lettre interceptée de l'Abbé Bochard de Saron sur cette affaire. Modèle de la Lettre au Roi contre le Cardinal de Noailles. Effet que produisit la Lettre de l'Abbé Bochard. Lettre qu'il écrit pour justifier les Jésuites. Réponse à cette Lettre. Pouvoirs de confesser & de prêcher ôtez aux Jésuites. Le Roi ne peut obtenir qu'on les leur rende. Etat des affaires des Alliez. Etat des affaires d'Espagne, de Portugal & de Savoie. Affaires d'Allemagne. Etat des Armées au Pais-Bas. Arleux pris par les Alliez. Les François veulent surprendre un Corps de Troupes vers ce Poste. Ils le reprennent à leur tour. Leurs Lignes, crûes impénétrables, sont passées sans effort. Lettre des Députés des E. G. à ce sujet. Mort du

## DU XVII. LIVRE.

*du Maréchal de Boufflers. Election du nouvel Empereur Charles VI. Description de cette Cérémonie. Remarques sur cette Election. Combien elle fut aplandie. Raisons qui la confirment. Le Grand-Prieur de France relâché. Siège de Venasque en Arragon. Comment finit cette Campagne. Suite de celle du Pais-Bas. Bouchain est investi par les Alliez. Généraux des Alliez enlevez par les François en deux rencontres. Suite du Siège de Bouchain. Difficultez survenues pour la Capitulation. La Cour en est fort mécontente. De quelle manière on en parla à Paris. On impute au Duc de Marlborough de n'en avoir pas gardé les conditions. Lettre de ce Général à L. H. P. pour sa Justification. Lettre du Maréchal de Villars au Duc de Marlborough sur le même sujet. Mémoire instructif sur cette affaire donné par la France. Réponse du Duc de Marlborough à Mr. de Villars, accompagnée d'un Mémoire du Général Fagel & du Colonel Pagnies sur le même sujet. Les deux Armées se séparent. Comment le Maréchal de Villars fut reçu du Roi.*

# S O M M A I R E

## LIVRE DIXHUITIEME

Contenant les intrigues de la Cour de France avec celle d'Angleterre jusqu'à la Suspension d'Armes Générale conclüe au mois d'Août 1712.

1711.

*I* Ntrigues de la France à la Cour d'Angleterre pour la détacher des Alliez. Sermon séditieux du D. Sacheverel jette dans Londres des semences de Division. Quelle fut la cause du mécontentement de la Reine de la G. B. Origine des Whigs & des Tors. D'où viennent ces noms & ce qu'ils signifient. Changement dans le Ministère d'Angleterre. Le nouveau Ministère se déclare pour la Paix. Quelles furent les premières marques de ce changement. L'Angleterre en fait les avances. Premières Propositions de la part de la France. On fait mystère de ces Négociations aux Etats Généraux. Propositions secrètes de l'Angleterre. Les Alliez n'y ont point de part. Avantage que l'Angleterre procura en cela à la France. Mr. Ménager est envoyé à Londres & pourquoi. Les Ministres Anglois font signer à la Reine les Plein-pouvoirs dont ils ont besoin. Quelle vue ils avoient en agissant ainsi. Combien la France accorda peu de chose à l'Angleterre pour prix de sa complaisance. Préliminaires de la Paix Générale proposez par les François. Intelligence



## DU XVIII. LIVRE.

gence parfaite des deux Cours. Conduite de l'Angleterre à l'égard des Etats Généraux. Remontrances inutiles de L. H. P. à la Reine. Voïage de Mr. de Tallard en France de quoi suivi. La Ville d'Utrecht est nommée pour le Lieu du Congrès. Intentions secrètes du Roi par rapport aux Alliez dans son Mémoire en réponse à celui de la Reine. Les Anglois s'engagent de les apuier. Si toute la Nation Angloise étoit dans les mêmes sentimens. Débat dans les Chambres du Parlement à ce sujet. Disgrâce du Duc de Marlborough. Expedition du Sr. du Gué-Trouin sur les Côtes de l'Amerique. Sa Lettre au Gouverneur de Rio-Janciro. Réponse du Gouverneur. Couronnement de l'Empereur Charles VI. S. M. I. reçoit les hommages des Magistrats de Francfort. Mort de Mr. le Dauphin & de Mad. la Dauphine. Honneurs funebres rendus à leurs Corps. Le Duc de Bretagne est déclaré Dauphin. Le Roi reçoit les Complimens de condoléance de toute la Cour. Mort du nouveau Dauphin. Constance du Roi au milieu de toutes ces pertes. Bâtême du Duc d'Anjou devenu Roi sous le nom de Louis XV. Le Roi se porte bien & en donne des marques. Mort de la Princesse d'Angleterre, Fille du Roi Jacques. Plenipotentiaires envoyez au Congrès d'Utrecht. Règlement touchant l'Ordre qui devoit être observé dans le Congrès. Ouverture des Confé-

1712.

## S O M M A I R E

rences. Seconde Conférence dans laquelle les Offres de la France furent proposées. Explication spécifique de ces offres. Comment elle fut reçue par les Alliez. L'Evêque de Bristol se signale à Utrecht par sa Magnificence. Demandes faites par les Alliez. Les François refusent de répondre par écrit & pourquoi. Quel étoit le but des Négociations d'Utrecht. La France & l'Angleterre continuent les leurs secrètement. Ce que fit la Chambre des Communes gagnée par la Reine. Soupçons que les Alliez conçoivent de cette intelligence. Renonciation du Roi Philippe, proposée comme un moyen d'empêcher l'Union des deux Monarchies. Difficultez qu'on y trouve. M. de Torci y apporte des tempéramens. Alternative proposée pour le Roi d'Espagne. Il choisit la Renonciation. Mort du Duc de Vendôme. La Reine d'Angleterre rompt tout engagement avec ses Alliez. Déclaration faite sur ce sujet par le Duc d'Ormond à l'Armée. Ses Correspondances avec la France. Lettre de L. H. P. à S. M. Britannique sur ce sujet. Réponse de la Reine aux Etats Généraux. Réponse du Roi à un Mémoire envoyé de Londres. Article du Commerce. Article d'une Suspension d'armes. Siège du Quesnoi par les Alliez. Courses de leurs Partis en Champagne & en Lorraine. Suite des intrigues de la France avec l'Angleterre. Suspension d'armes déclarée par le Duc d'Ormond.

Con-

## D U XVIII. LIVRE

*Conditions de cet Armistice. Les Copies sur lesquelles on l'accepte ne sont point signées. Les Troupes Etrangères refusent d'obéir au Duc d'Ormond. Le Comte de Strafford va à l'Armée & pourquoi. Conditions de la Suspension d'armes Générale ou de la Paix séparée de l'Angleterre. Correspondance de M. de Villars avec le Duc d'Ormond. Lettres qu'ils s'écrivent. Traitement fait aux Troupes Etrangères à la solde d'Angleterre. Avantage que la France tira de la Suspension d'armes des Anglois. Dunkerque leur est livrée. Disposition des Armées avant l'affaire de Denain. Les Alliez se préparent à recevoir les François en cas d'attaque. Feinte des François pour surprendre les Ennemis occupez au Siège de Landrecies. Les Alliez n'apprennent la marche des François, que quand ils ne peuvent plus les éviter. Disposition des Alliez avant l'attaque. Ordre de l'Armée Françoisë. On commence de part & d'autre à se canonner. Les Alliez sont battus & leur Retranchement forcé. Lettre des Seigneurs Députés des E. G. sur cette affaire. Comment cette Nouvelle fut reçüe & à quoi attribuée. Ce que font les Anglois en faveur des François. L'Evêque de Bristol déclare à Utrecht la Suspension d'armes. Demandes du Roi en faveur de l'Electeur de Baviere. Demandes*

## SOMMAIRE DU XVIII. LIV.

*de la Reine d'Angleterre pour le Duc de Savoie. Agitation de ce Prince lors qu'on lui proposa le Roïaume de Sicile. Mr. de St. Jean va en France pour travailler à la Paix d'Angleterre. Lettre qu'il écrit au Comte de Dartmouth. Il y négocie le Traité de Suspension d'armes Générale. Copie de ce Traité.*

Fin du Sommaire.



# HISTOIRE

DE

# LOUIS XIV.

ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE.

## LIVRE DIXSEPTIEME,

*Qui commence aux Conférences de Gertruidenberg, & finit à la prise de Bouchain par les Alliez en 1711.*

**L**E nouveau Projet de Paix proposé par la France au commencement de cette année contenoit à la vérité une grande partie des choses qu'on avoit demandées au Roi par les Articles Préliminaires, mais il y avoit des changemens essentiels. On ne donnoit qu'une promesse toute simple, de procurer la restitution de l'Espagne, & l'on avoit retranché la Clause du IV. Article des

1710.

Pourquoi  
le Projet  
de Paix  
proposé  
par la  
France ne  
put être  
accepté.

1710. „ Préliminaires, par laquelle le Roi s'engageoit à prendre de concert avec les Alliez les mesures propres pour obliger son Petit-Fils à cette restitution. Outre cela on prétendoit, que l'exécution de tout ce que le Roi promettoit, fût différée jusqu'à ce que le Traité fût conclu & les Ratifications échangées. Cela fut cause, que les Alliez ne purent se résoudre à y donner les mains, & qu'ils insistèrent sur l'acceptation des premiers Préliminaires. Mr. de Petkum en écrivit à Mr. le Marquis de Torci, & lui fit connoître le peu de disposition qu'il trouvoit dans les esprits, à se conformer au Projet qu'il lui avoit envoyé; & il y a apparence qu'on en seroit demeuré là, si ce Ministre n'eût répondu positivement, que le Roi approuvoit tous les autres Articles Préliminaires & que si les Alliez vouloient consentir que les Ministres vinssent conférer avec eux sur le 37. il ne doutoit pas que ce qu'on leur proposeroit de sa part là-dessus ne fût capable de les satisfaire. Ajoûtant pour explication, que les Préliminaires subsisteroient dans toute leur étendue, sans y faire d'autres changemens que ceux que les diverses circonstances du tems l'obligeroient de faire dans le terme de l'exécution.

Conféren-  
ces de  
Gertrui-  
denberg.  
Naissance  
du Duc  
d'Anjou.

Après une Déclaration si expresse on ne pouvoit refuser d'en venir à une Négociation. Cependant il venoit d'arriver à la Cour une chose qui renouvella les soupçons que le Roi ne pensoit pas sincèrement à rappeler son Petit-Fils d'Espagne. Il étoit né un troisième Fils au Duc de Bourgogne le 15. de Février, auquel selon la coutume le Roi donna d'abord le Titre de *Duc d'Anjou*, le premier que le Roi Philippe avoit porté : ce qui marquoit qu'on

qu'on étoit bien éloigné de le lui rendre, quoi  
 que les protestations \* d'abandonner ce 1710.  
 Prince fussent du 23. du même Mois. On ne  
 laissa point de nommer de part & d'autre les  
 Plénipotentiaires marquez ci-devant. Ils se ren-  
 dirent vers le milieu de Mars à Gertruidem-  
 berg, petite Ville sur les Frontières du Brabant  
 Hollandois, que Leurs Hautes Puissances a-  
 voient choisi pour le Lieu des Conférences.  
 Le résultat de leur première entrevue, suivant  
 le rapport qu'en firent Mrs. Buis & vander Duf-  
 sen aux Etats Généraux, fut que les Plénipo-  
 tentiaires du Roi avoient tâché de leur per-  
 suader „ que l'intérêt des Alliez étoit de faire  
 „ une Paix séparée avec la France, à l'exclu-  
 „ sion de l'Espagne: que le Roi leur Maître  
 „ étoit prêt d'entrer dans tous les engagements  
 „ les plus solennels, & même de leur don-  
 „ ner des Villes en ôtage pour sûreté de la  
 „ promesse qu'il feroit de n'assister en aucu-  
 „ ne manière son Petit-Fils. Qu'eux Dépu-  
 „ tez leur avoient répondu, qu'ils ne croïoient  
 „ pas que les Alliez reçussent de bon cœur cet-  
 „ te proposition, après l'avoir déjà rejetée.  
 „ Que comme il s'agissoit de rétablir la Mai-  
 „ son d'Autriche dans la possession du Roïaume  
 „ d'Espagne, où le Roi avoit placé son Petit-  
 „ Fils, ils s'attendoient à quelque chose de plus  
 „ qu'à des promesses de ne s'y point opposer:  
 „ tout le monde étant persuadé que le Roi  
 „ pouvoit y concourir beaucoup plus effica-  
 „ cement, s'il vouloit véritablement l'entre-  
 „ prendre, comme il l'avoit fait espérer. Que  
 „ les Ministres de France aiant fait semblant  
 „ d'ignorer que le Roi eût promis plus que  
 „ CC

\* Dans une Lettre écrite à Mr. de Petkum.

1710. » ce qu'ils offroient, avoient enfin protesté,  
 » après de grandes assurances des sincères in-  
 » tentions du Roi pour la Paix, qu'il seroit  
 » impossible d'engager jamais Sa Majesté à dé-  
 » clarer la Guerre à son Petit-Fils, ou à pren-  
 » dre aucune mesure violente contre lui. Que  
 » le seul moïen de procurer la Monarchie  
 » d'Espagne au Roi Charles, étoit d'en don-  
 » ner une partie au Roi Philippe, & qu'en  
 » lui cédant les Roïaumes de Naples & de  
 » Sicile, on pourroit le disposer à céder le res-  
 » te à l'Archiduc. Que c'étoit là le seul ex-  
 » pédient qu'il y eût pour prévenir une plus  
 » grande effusion de sang; & que comme le  
 » sort des Armes étoit incertain, il pourroit  
 » bien arriver que les Alliez seroient obligez  
 » de faire la Paix à de pires conditions. Qu'eux  
 » Députés aiant représenté que ce Partage é-  
 » toit contraire aux Traitez que les Alliez a-  
 » voient faits entre eux, aussi bien qu'aux Ar-  
 » ticles Préliminaires dont on étoit convenu  
 » à la Haïe, & qu'ils n'étoient envoieés que  
 » pour entendre quel équivalent les Ministres  
 » de France avoient à proposer au lieu du 37.  
 » Article dont le Roi n'étoit pas content:  
 » n'aïant d'ailleurs aucun pouvoir d'entrer en  
 » discussion d'autres matières: leur Confé-  
 » rence s'étoit terminée là-dessus.

Seconde  
 entrevue  
 des Pléni-  
 potentiai-  
 res aussi  
 inutile que  
 la premiè-  
 re.

Ce Résultat de la première Conférence, a-  
 près laquelle les Plénipotentiaires de France  
 envoièrent de leur côté un Courier à Paris,  
 fut communiqué aux Ministres de tous les Al-  
 liez qui étoient à la Haïe. Ils furent priez en  
 même tems de s'emploier vivement auprès de  
 leurs Maîtres, afin qu'on fût de bonne heure  
 en état d'entrer en Campagne & d'acquiescer  
 par



par la force ce qu'on avoit lieu de douter qu'on pût obtenir par la voie de la Negociation. Mais le Courier qui avoit été dépêché à Versailles par les Plénipotentiaires François étant revenu le 18. , les Députez retournèrent à Gertruidenberg le 20 , où ils eurent encore quelques Conférences les deux jours suivans. Elles n'aboutirent qu'à répéter les mêmes propositions d'un Traité séparé & les assurances que le Roi n'assisteroit point son Perit-Fils ; après quoi les Plénipotentiaires François proposèrent de nouveaux Plans de partage & demandèrent la Sicile & Naples pour le Roi Philippe, ou le Roïaume d'Arragon en échange , ou si cela paroïssoit trop dur , ils dirent que ce Prince se contenteroit des Roïaumes de Sicile & de Sardaigne & des Places Espagnoles qui sont sur les Côtes de Toscane.

Les Députez furent extrêmement surpris de voir qu'on traitât de toute autre chose que du sujet pour lequel on avoit entrepris la Negociation , savoir de l'Equivalent pour le 37. Article. Ils en témoignèrent leur étonnement avec force, & protestèrent qu'ils n'avoient aucun ordre ni pouvoir de traiter de partage. Les Conférences finirent encore là-dessus & les Députez retournèrent à la Haïe, pendant que les Ministres François dépêchèrent un Courier à Versailles. Son retour donna lieu à d'autres Conférences qui se tinrent le 7. & le 8. d'Avril. Les Ministres de France parurent se relâcher sur la Cession de la Sicile & de la Sardaigne ; mais ils insistèrent sur le Roïaume d'Arragon. Comme on leur donna encore sur cela la même exclusion, ils demandèrent quelle sûreté les Alliez prétendoient donner au Roi

pour

1710. pour l'exécution qu'ils promettoient eux-mêmes des Préliminaires. C'est ainsi que la France demandoit aux autres des sûretés, sans en vouloir donner aucune de sa part; & que doutant de la bonne foi des autres Puissances, elle le vouloit qu'on se reposât uniquement sur la sienne, pour l'exécution des Traitez faits avec elle. Cependant il étoit juste que les Alliez prissent de part & d'autre quelque précaution, pour s'assurer de la durée de la Paix, aux conditions que la France elle-même avoit stipulées avec chacun d'eux le plus récemment. Aussi cette défaite des Ministres François parut-elle recherchée dans la vûe de brouiller la Négociation, d'autant plus qu'eux-mêmes ne s'étoient jamais voulu expliquer sur la sûreté que l'on demandoit au Roi avec bien plus de fondement. Ce qui fut cause que les Députez des Etats répondirent aux François en termes formels, *que l'on romproit les Conférences s'ils ne donnoient pas une Déclaration pleine & distincte, sur ce qui étoit le principal sujet du Traité, sans passer comme ils faisoient à toute heure à de nouvelles propositions.* Les François se retranchèrent sur ce que le Roi attendoit d'Espagne les dernières résolutions du Roi Philippe, promettant de dépêcher de nouveau un Courier pour avoir les ordres positifs de Sa Majesté.

Ouverture  
de la Cam-  
pagne.  
Lignes des  
François  
forcées  
par les  
Alliez.  
Mémoires  
en Tém.

Sur le rapport que les Députez des E.G. firent aux Ministres des Alliez, on jugea que les François n'avoient aucun véritable dessein de conclure. C'est pourquoi le Prince Eugène & le Duc de Marlborough, prirent les dernières résolutions pour l'ouverture de la Campagne; & après avoir concerté avec les E.G. quelles en seroient les opérations, ils partirent tous

tous deux le 15. du même mois d'Avril, pour se rendre à Tournai, où étoit le Rendez-vous des Troupes. Les François avoient repris le Poste de Mortagne, qu'un Détachement des Alliez avoit emporté sur eux; mais un autre Détachement envoyé à l'arrivée de ces deux Généraux, s'en empara pour la seconde fois. Ce succès fut suivi d'un autre plus considérable encore: les François qui étoient campez à Pont-à-Vendin furent forcez dans leurs Lignes, sans que les Alliez y perdissent un seul homme, le peu de monde qui les gardoit les ayant abandonnés sans tirer un seul coup. 40. Bataillons qui étoient postez à Lens & à Bethune, se retirèrent en partie à Arras, & en partie à Douai; de sorte que la gauche des Alliez étoit passée à Courières, & la droite à Pont-à-Vendin. Leur Armée ayant ensuite passé la Scarpe, la Ville de Douai & le Fort de l'Escarpe furent investis le 23. du même mois. Cette Armée étoit campée sur deux Lignes, dont l'une fut destinée à faire le Siège, & l'autre à observer les François. Le Duc de Marlborough prit son Quartier au Château de Gouzelin, le Comte de Tilli à Deschi, & le Prince Eugène à Vitri. On travailla depuis aux Lignes de Circonvallation, & l'on donna ordre de faire venir la grosse Artillerie, qui fut tirée en partie de Mons & de Tournai & le reste de Gand. Les François se retirèrent durant ce tems-là entre Cambrai & Valenciennes, & le Maréchal de Villars arriva le 26. à Cambrai.

On ne peut exprimer la consternation où l'on fut à la Ville & à la Cour quand on aprit que les Alliez étoient entrez dans les Lignes par deux endroits; on ne pouvoit comprendre que ces mêmes Lignes, qui sembloient la Cam-

Consternation que cette nouvelle causa à la Cour.

pagne

1710. pagne précédente avoir tenu les Ennemis en  
 respect une partie de l'Été, eussent été insultées sans que ces derniers y eussent fait la moindre perte. Cette Nouvelle renouvela les mécontentemens à la Cour. M. le Dauphin vouloit s'aller mettre à la tête de l'Armée: le Duc de Bourgogne vouloit le suivre: le Maréchal de Villars n'étoit pas content, le Maréchal de Boufflers le paroïssoit encore moins, aussi bien que le Duc de Vendôme; en un mot tout parut en une grande confusion. On se consola de voir les Alliez s'attacher à Douai, dans l'espérance que cette Place tiendrait assez pour qu'on eût le tems de se reconnoître. En effet la Garnison se défendit bien & fit une sortie le 7. de Mai au soir, dans laquelle elle remporta quelque avantage. Le Maréchal de Villars, sur qui reposoit le reste des espérances de la Cour & du Roïaume, eut à son arrivée au Pais-Bas quelques Conférences avec le Maréchal de Montesquiou, & l'Intendant de Bernières, sur l'état des Troupes & des Magazins; mais il aprit bien-tôt que les choses n'étoient pas en état de pouvoir battre les Alliez avant l'arrivée d'environ 30000. hommes qu'ils attendoient encore d'Allemagne, ni de faire lever le Siège de Douai avant le 25. comme il s'en étoit vanté à son départ de Paris. En effet l'Armée Françoisé fut à peine formée 8. jours après, & ne commença à se mettre en mouvement que le 24. Cependant, comme il étoit impossible de garantir la Picardie contre les Partis des Alliez & contre leurs gros Détachemens, le Roi permit à cette Province de s'accorder avec eux pour les Contributions. La plupart des Généraux de quelque réputation avoient

avoient eu ordre de se rendre au Pais-Bas. Le 1710.  
 Maréchal de Boufflers & le Duc de Berwick, joignirent l'Armée de Flandre; & le Chevalier de St. George s'y rendit aussi pour y faire la Campagne. On publia qu'il y auroit dans peu une Bataille, & l'Armée s'avança en présence des Alliez entre Vitri & Arleux; mais comme il étoit trop dangereux de les attaquer de ce côté-là, on jugea plus à propos de passer la Scarpe à Arras, pour aller chercher les Ennemis dans la Plaine. Le Maréchal de Villars aiant été joint par 18. Bataillons & 26. Escadrons que le Maréchal de Besons lui avoit amenez d'Allemagne, s'avança jusqu'à Lens pour tenter le secours de Douai. Les Armées restèrent assez long-tems en présence & fort près l'une de l'autre, sans que le Maréchal osât attaquer les Alliez dans leurs Retranchemens.

Cependant on attendoit à Gertruidenberg la Réponse des François, & les Députez des Etats s'y étant rendus le 24. d'Avril à la réquisition expresse des premiers, ils leur demandèrent, *si avec leur dernier Courier ils avoient reçu de nouvelles Instructions sur la grande affaire, pour laquelle ils étoient venus?* les François répondirent *qu'ils n'avoient rien à offrir que ce qu'ils avoient offert, & qu'eux-mêmes y attendoient la réponse des Alliez.* On peut croire qu'une telle réponse ne fut pas reçue sans quelque ressentiment de la part des Députez, qui témoignèrent aux Ministres François d'une manière assez vive, *qu'ils s'étonnoient de ce qu'après tant de promesses & de Déclarations positives, que le Roi proposeroit un expé-  
 rcs,*

*Suite des  
 Conféren-  
 ces de Ger-  
 truidem-  
 berg.  
 Mémoires  
 sur ces Né-  
 gociations.*

1710. *res, le seul dont on n'étoit pas encore d'accord, on n'offroit rien qu'un partage de la Monarchie d'Espagne à laquelle néanmoins il vouloit qu'on crût qu'il avoit renoncé.* Le jour suivant les Députez prirent congé des Ministres François, en leur déclarant que la Campagne étant avancée & les Négociations sans succès, il étoit inutile de les continuer davantage. Les François répondirent qu'ils avoient fait plusieurs ouvertures suffisantes (selon eux) pour avancer la Paix, & qu'ils étoient surpris que les Alliez les aiant toutes desapprouvées ne proposassent rien de leur part pour parvenir à la même fin. Ils demandèrent ensuite par écrit ce qu'on venoit de leur dire de bouche & le Congé qu'on sembloit leur donner; mais les Députez le refusèrent, ne doutant point de l'usage que les François en vouloient faire, qui étoit sans doute de persuader par là aux Peuples qu'il n'avoit pas tenu au Roi de faire la Paix, & qu'on ne devoit attribuer qu'aux Alliez la continuation de la Guerre. On attendit néanmoins encore le retour d'un Courier que les Plénipotentiaires de France dépêchèrent en Cour sur cet incident. Mais son retour n'ayant rien produit de nouveau que des demandes réciproques d'un dernier éclaircissement, on crut que toute la Négociation étoit rompue, d'autant plus que les Ministres François faisoient emballer leurs Bagages. Néanmoins un nouveau Courier étant arrivé de Versailles, vers le milieu de Mai, il se tint une nouvelle Conférence le 23. qui roula encore de la part des François, sur la sincérité des bonnes intentions du Roi pour la Paix, qui se desistoit de sa pré-

ten-

tenſion ſur Naples & qui ſe contenoit des Roiaumes de Sicile. & de Sardaigne, & des Places ſituées ſur la Côte de Toſcane. Mais n'ayant rien répondu de précis & n'ayant fait que biaïſer ſur la ſûreté que le Roi devoit donner, en cas qu'on lui accordât ſa demande, pour la Ceſſion de l'Eſpagne & des Indes: Mrs. Buiſ & vander Duſſen ne purent ſ'empêcher de leur dire, " qu'on ſ'apercevoit de plus „ en plus que la Cour de France n'entrete- „ noit cette Négociation, que pour animer „ les Peuples à ſuporter plus patiemment le „ fardeau de la Guerre, & pour amuſer les „ Alliez; qu'ainſi ils ſeroient à la fin obligez „ de rompre avec eux toute Conférence, pour „ ne pas donner lieu aux jaloſies qui en pou- „ voient naître ". Sur quoi les François fai- ſant toujours ferme ſur les bonnes intentions du Roi, dirent qu'ils enverroient un autre Exprès en Cour avec la Rélation de ce qui ſ'étoit paſſé dans cette nouvelle Conférence.

On attendit encore ſon retour, & Mrs. les Dèpuez de Leurs Hautes Puiffances, qui étoient revenus à la Haïe, retournèrent à Gertruidenberg au milieu de Juin. On y tint le 15. & le 16. de nouvelles Conférences, dans leſquelles les Plénipotentiaires François déclarèrent, " que le Roi étoit ſi bien intentionné „ pour la Paix, qu'afin de la procurer, il re- „ nonçoit aux Places Eſpagnoles ſur la Côte „ de Toſcane, qu'ils avoient demandées dans „ les dernières Conférences, & qu'il ſe con- „ tenteroit de la Sicile & de la Sardaigne, pour „ le Roi Philippe. Que ſa Maieſté Très-Chré- „ tienne emploïeroit toute forte de moïens, „ pour

1710. „ pour engager son Petit-Fils à recevoir ce par-  
 „ tage ; mais que cela demandoit du tems , &  
 „ que si ce Prince ne vouloit pas y consentir ,  
 „ (quoi que le Roi ne pût se résoudre à lui dé-  
 „ clarer la Guerre) Sa Majesté fourniroit une  
 „ somme d'argent , pour contribuer aux fraix  
 „ de celle qu'on feroit contre lui , pour l'obli-  
 „ ger à céder l'Espagne & les Indes à la Mai-  
 „ son d'Autriche. Ces propositions , qui ne  
 „ différoient en rien d'important de celles qu'on  
 „ avoit tant de fois rejetées , ne furent pas jugées  
 „ plus recevables que les autres. Les Députés  
 „ en ayant fait leur rapport , on pria Mr. de Pet-  
 „ kum , Ministre de Holstein à la Haïe , qui vou-  
 „ lut aller à Gertruidenberg , sous prétexte d'y  
 „ traiter quelques affaires particulières avec les  
 „ Ministres François , de leur donner la réponse  
 „ suivante : que „ l'offre du Roi , de contribuer  
 „ une somme d'argent pour les fraix de la  
 „ guerre , & pour obliger le Duc d'Anjou , à  
 „ céder la Monarchie d'Espagne (en cas qu'il  
 „ ne voulût pas se contenter de la Sicile & de  
 „ la Sardaigne , ) ne pouvoit être acceptée par  
 „ les Alliez : & cela pour plusieurs raisons ,  
 „ dont l'une étoit , que cela produiroit une Paix  
 „ séparée , & non une Paix Générale , que les  
 „ Alliez persistoient à demander l'évacuation  
 „ de l'Espagne & des Indes , suivant les Arti-  
 „ cles Préliminaires : & que si ce fondement  
 „ étoit admis , les Alliez consentiroient  
 „ volontiers à négocier sur les autres Arti-  
 „ cles.

Dernière  
 entrevue  
 des Pléni-

Comme les François ne répondoient  
 point aux Propositions qu'on leur avoit fait  
 faire par M. de Petkum , Mrs. Buis &  
 vander



vander Duffen , eurent ordre d'envoïer un <sup>1710.</sup>  
 Exprès à Gertruidenberg , pour les solliciter  
 de s'ouvrir au plutôt là-dessus. Leur Répon- <sup>potentiai-</sup>  
 se fut en propres termes : qu'en vertu de <sup>res suivie</sup>  
 leur Pouvoir & de leurs instructions , ils étoient <sup>de la rup-</sup>  
 toujours en état d'expliquer les sentimens du <sup>ture des</sup>  
 leur Maître , & qu'ainsi ils prioient lesdits Dé- <sup>Négocia-</sup>  
 putes , de s'aboucher encore une fois avec eux.  
 Il y avoit lieu de croire , qu'ayant tant de  
 fois fait la même promesse , ils ne s'en acquit-  
 teroient pas mieux cette fois-ci , que les au-  
 tres. Cependant on consentit à cette nouvel-  
 le Conférence , mais avec des ordres précis  
 aux Députez , d'insister sur une réponse claire &  
 positive aux Articles , que Mr. de Petkum leur  
 avoit communiqué. Le 31. Juin fut le jour de  
 cette dernière Conférence qui dura 4. heures  
 & qui eut le même succès que les précédentes.  
 Les Députez Hollandois reconnurent  
 de plus en plus , que la Conduite des Ministres  
 François ne pouvoit être regardée que  
 comme une Négociation illusoire , pour ga-  
 gner du tems & pour amuser les Alliez. Ce  
 furent à peu près les mêmes termes dont ils  
 s'en expliquèrent aux Plénipotentiaires Fran-  
 çois. Mr. l'Abbé de Polignac haussant la  
 voix , commença à accuser les Hollandois  
 d'ingratitude envers la Couronne de France ,  
 qui , à ce qu'il dit , avoit été leur véritable  
 appui lors qu'ils avoient secoué le joug de  
 l'Espagne , ce qui fit qu'on se sépara avec ai-  
 greur & avec peu de satisfaction de part &  
 d'autre.

Il plut cependant aux Ministres François de  
 proposer d'envoïer encore un Courier au Roi ,  
 pour lui donner part de cette résolution in-

1710. flexible des Alliez, à refuser toute sorte de  
 partage & les offres d'argent qu'ils leur a-  
 voient faites de la part de S. M. On les  
 pria de le faire & de solliciter les dernières  
 Déclarations du Roi le plutôt qu'il seroit  
 possible, & l'on fut que le Courier étant ar-  
 rivé à Versailles, ne s'y étoit arrêté que deux  
 ou trois heures & qu'il avoit été immédia-  
 tement renvoyé, ses dépêches n'ayant pas eu be-  
 soin d'un plus long tems pour être formées. A-  
 près son retour, les Plénipotentiaires de France  
 écrivirent une longue Lettre au Conseiller Pen-  
 sionnaire de Hollande, datée du 10. de Juillet  
 par laquelle ils lui notifioient leur départ, s'ex-  
 cusant sur la Rupture des Conférences. Pour  
 ne rien imposer en cette occasion, je donne  
 ici leur Lettre, telle que les États Généraux  
 voulurent bien qu'elle fût rendue publique.

## MONSIEUR.

Lettre des  
 Ministres  
 de France  
 au Pen-  
 sionnaire  
 de Hol-  
 lande sur  
 cette Rup-  
 ture.

VOUS savez, que nous avons consenti  
 à tout ce que Mrs. les Députez nous a-  
 voient proposé, sans qu'on puisse dire, que  
 nous aïons varié sur quoi que ce puisse  
 être, encore moins que nous aïons retracté  
 les paroles que nous aurions données par  
 l'ordre du Roi notre Maître, dans la vûe  
 de parvenir à la Paix si nécessaire à toute  
 l'Europe.  
 Mrs. les Députez n'en ont pas jugé de  
 même. Vous n'avez point oublié ce qui  
 s'est passé entr'eux & nous, depuis le  
 commencement de la Négociation. Trou-  
 vez bon, Monfr. que nous vous remettions  
 devant les yeux les Propositions nouvelle-  
 ment

ment inventées, injustes & impossibles dans leur exécution, que ces Messieurs, pour toute Réponse aux nôtres, nous firent dans notre dernière Conférence. Ils nous dirent :

„ Que la Résolution de leurs Maîtres & de leurs Alliez étoit de rejeter absolument toute offre d'argent de la part du Roi, pour les aider à soutenir la Guerre d'Espagne, de quelque nature qu'elle puisse être, & quelque sûreté que S. M. voulût donner pour le paiement.

„ Que la République & ses Alliez prétendoient obliger le Roi notre Maître à faire seul la Guerre au Roi son petit-Fils, pour le contraindre de renoncer à la Couronne, & que sans unir leurs forces à celles de S. M. il falloit que ce Monarque fût dépossédé de l'Espagne & des Indes, dans le terme de deux mois.

„ Que ce terme étant expiré, sans que le Roi Catholique fût réellement chassé de son Trône, la Trêve dont les Alliez seroient convenus avec le Roi notre Maître cesseroit, & qu'ils reprendroient les Armes contre S. M. quoi-qu'elle eût exécuté toutes les autres Conditions, contenues dans les Articles Préliminaires.

„ Qu'avant que de les signer, ils vouloient bien, moyennant l'engagement ci-dessus, s'expliquer positivement sur le Partage, sur ce qu'ils consentiroient de laisser au Roi d'Espagne, & qu'ils faciliteroient même les moyens de convenir des demandes ultérieures.

„ Qu'enfin ils pourroient permettre com-

1710. „ me une Grace, que les Troupes qu'ils ont en  
„ Portugal & en Catalogne , concourussent  
„ avec celles de France pendant l'espace de  
„ deux mois , pour faciliter la Conquête de  
„ l'Espagne & des Indes , que S. M. seroit  
„ obligée de faire en faveur de l'Archiduc ;  
„ mais qu'aussi-tôt que ce terme seroit ex-  
„ piré , ces mêmes Troupes des Alliez ces-  
„ seroient d'agir & que la Trêve seroit rom-  
„ pue.  
„ Nous représentâmes à Mrs. les Dépu-  
„ tez , que ces Propositions étoient contra-  
„ dictoires, tant à celles qu'ils avoient tou-  
„ jours faites , qu'aux Articles IV. & V. des  
„ Préliminaires , auxquels l'Art. XXXVII,  
„ qu'il s'agissoit entre nous de régler, étoit ré-  
„ latif.  
„ Quant à la manière d'assûrer aux Alliez  
„ l'Espagne & les Indes, ils nous dirent que  
„ la concession d'un Partage , dont ils s'ex-  
„ pliqueroient dans la suite , & qu'ils n'ont  
„ point encore déclaré , les mettoit en droit  
„ d'exiger plus à présent , que ne portoient les  
„ Art. IV. & V.  
„ Nous leur répondîmes par une raison  
„ sans réplique , en leur demandant , si dans  
„ toutes nos Conférences il n'avoit pas été  
„ question d'un Partage , & si sur ce fonde-  
„ ment ils avoient jamais exigé de nous autre  
„ chose , que les mesures de concert & l'union  
„ des forces.  
„ Messieurs les Députez ne le nièrent pas ,  
„ car ils ne pouvoient le nier : mais ils nous  
„ dirent , que s'ils avoient proposé les me-  
„ surres de concert & l'union des forces, ils ne  
„ le faisoient plus : qu'ils avoient ordre de  
„ nous

„ nous le déclarer au nom des Alliez , & de 1710.  
 „ nous dire , qu'ils prétendoient en un mot  
 „ ( soit que le Partage fût accepté, soit qu'il  
 „ ne le fût pas) recevoir des mains du Roi no-  
 „ tre Maître la Monarchie d'Espagne & des  
 „ Indes, en lui laissant le soin d'employer seul  
 „ les moiëns, ou de persuasion, ou de con-  
 „ trainte, lequel des deux il jugeroit le plus  
 „ efficace pour mettre actuellement l'Archi-  
 „ duc en possession de ses Etats, dans l'espace de  
 „ deux mois.

„ Un désaveu si formel de toute la con-  
 „ duite passée, & de toutes les démarches  
 „ faites de la part des Alliez, aussi bien que  
 „ le refus de tout ce qui étoit possible de la  
 „ nôtre, marquent assez, Monsieur, un  
 „ dessein formé de rompre toute Négocia-  
 „ tion.

„ Pour avoir la réponse du Roi notre Mai-  
 „ tre à ces nouvelles Demandes, jusqu'à pré-  
 „ sent inouïes, & dont l'accomplissement est  
 „ hors de son pouvoir, il étoit inutile de nous  
 „ donner le terme de 15. jours. Il y a long-  
 „ tems que S. M. a fait connoître qu'elle  
 „ accorderoit pour le bien d'une Paix defini-  
 „ tive & sûre les Conditions dont l'exécution  
 „ dépendra d'elle; mais elle ne permettra jamais  
 „ ce qu'elle fait lui être impossible d'exécuter.  
 „ Si toute espérance de parvenir à la Paix lui  
 „ est ôtée par l'injustice & l'obstination de ses  
 „ Ennemis, alors se confiant à la protection  
 „ de Dieu, qui fait humilier quand il lui plaît  
 „ ceux qu'une Prosperité insperée élève, &  
 „ qui ne comptent pour rien les malheurs pu-  
 „ blics & l'effusion du Sang Chrétien, elle  
 „ laissera au jugement de toute l'Europe,

1710.

„ même à celui de l'Angleterre & de la Hol-  
 „ lande, à reconnoître les véritables Auteurs  
 „ de la continuation d'une Guerre aussi fan-  
 „ glante.

„ On verra d'un côté les avantages que le  
 „ Roi notre Maître a faits : le consentement  
 „ qu'il a donné aux Propositions les plus du-  
 „ res, & les engagemens que S. M. consen-  
 „ toit de prendre pour leur ôter toute défian-  
 „ ce & pour avancer la Paix.

„ D'autre part on pourra remarquer une af-  
 „ fection continuelle à s'expliquer obscuré-  
 „ ment, afin d'avoir lieu de prétendre tou-  
 „ jours au delà des Conditions accordées, en  
 „ sorte qu'à peine nous avons consenti à une  
 „ demande, qui devoit être la dernière, qu'on  
 „ s'en desistoit pour en substituer une autre  
 „ plus exorbitante.

„ On remarquera aussi une variation réglée  
 „ seulement ou par les événemens de la Guer-  
 „ re, ou par les facilités que le Roi notre  
 „ Maître apportoit à la Paix. Il paroît même  
 „ par les Lettres que Mrs. les Députés nous  
 „ ont écrites, qu'ils n'en disconviennent  
 „ pas.

„ L'Année dernière les Hollandois & leurs  
 „ Alliez regardoient comme une injure,  
 „ qu'on les crût capables d'avoir demandé  
 „ au Roi d'unir ses forces à celles de la Ligue,  
 „ pour obliger le Roi son Petit-Fils à renon-  
 „ cer à la Couronne. Ils prenoient à témoins  
 „ les Préliminaires mêmes, qui ne parlent  
 „ que de prendre des mesures de concert.  
 „ Depuis ils n'ont fait aucune difficulté de  
 „ l'exiger hautement.

„ Aujourd'hui ils prétendent que S. M. s'en  
 „ char-

„ charge seule , & ils osent dire que si au-  
„ paravant ils se contentoient de moins, leur  
„ intérêt mieux connu les porte à ne plus s'en  
„ contenter. Une pareille Déclaration, Mon-  
„ sieur, est une rupture formelle de toute Né-  
„ gociation, & c'est après quoi les Chefs des  
„ Alliez soupirent.

„ Quand nous demeurerions plus long-  
„ tems à Gertruidenberg, quand même  
„ nous passerions des années entières en  
„ Hollande, notre séjour y seroit inutile; puis-  
„ que ceux qui gouvernent la République  
„ sont persuadez qu'il est de leur intérêt  
„ de faire dépendre la Paix d'une Condition  
„ impossible.

„ Nous ne prétendons pas leur persuader  
„ de continuer une Négociation qu'ils veu-  
„ lent rompre; & enfin quelque desir qu'eût  
„ le Roi notre Maître de procurer le re-  
„ pos à ses Peuples, il sera moins fâcheux  
„ pour eux de soutenir la Guerre, dont ils  
„ savent que S. M. vouloit acheter la fin  
„ par de si grans sacrifices, contre les mêmes  
„ Ennemis qu'elle a depuis dix ans à com-  
„ battre, que d'y ajoûter encore le Roi son  
„ Petit-Fils, & d'entreprendre imprudem-  
„ ment de faire en deux mois la Conquête  
„ de l'Espagne & des Indes, avec l'assu-  
„ rance de retrouver après ce tems expiré  
„ ses Ennemis fortifiez par les Places qu'elle  
„ auroit cédées, & par conséquent en  
„ état de tourner contr'elle les nouvel-  
„ les armes qu'elle auroit mises entre leurs  
„ mains.

„ Voilà, Monsieur, la réponse positive  
„ que le Roi nous a donné ordre de vous fai-

1710. „ re sur les nouvelles Propositions de Mrs. les  
 „ Députez. Nous la faisons au bout de six  
 „ jours au lieu de 15. qu'ils nous avoient accor-  
 „ dez comme une Grace. Cette diligence  
 „ servira du moins à vous faire connoître que  
 „ nous ne cherchons point à vous amuser, &  
 „ que si nous avons demandé souvent des  
 „ Conférences, ce n'étoit pas pour les mul-  
 „ tiplier sans fruit, mais pour ne rien omet-  
 „ tre de tout ce qui pourroit nous conduire à  
 „ la Paix.

„ Nous passons sous silence les proce-  
 „ dez qu'on a tenus envers nous, au mé-  
 „ pris de notre Caractère; nous ne vous  
 „ disons rien des Libelles injurieux, rem-  
 „ plis de faussetez & de calomnies qu'on a  
 „ laissé imprimer & distribuer pendant no-  
 „ tre séjour; afin de mettre de l'aigreur dans  
 „ les esprits qu'on travailloit à réconcilier.  
 „ Nous ne nous plaignons pas mêmes de  
 „ ce que contre la Foi publique & au pré-  
 „ judice de nos plaintes, si souvent réité-  
 „ rées, on a ouvert toutes les Lettres que  
 „ nous avons ou reçues ou écrites. L'a-  
 „ vantage qui nous en revient, c'est que  
 „ le prétexte dont on couvroit tant d'indi-  
 „ gnitez s'est trouvé mal fondé. On ne  
 „ peut pas nous reprocher d'avoir tenté la  
 „ moindre pratique contraire au Droit des  
 „ Gens qu'on violoit à notre égard; & il  
 „ est sensible qu'en empêchant qu'on ne  
 „ vint nous rendre visite dans notre espèce  
 „ de Prison, ce qu'on craignoit le plus étoit  
 „ que nous ne découvrissions des vérités qu'on  
 „ vouloit tenir cachées.

„ Nous vous prions, Monsieur, de vou-  
 „ loir



„ loir donner à notre Exprès la Réponse qu'il 1710.  
 „ a ordre d'attendre. Ou si vous ne voulez  
 „ point répondre, de lui donner un *Certificat*  
 „ comme vous avez reçu cette Lettre. Nous  
 „ sommes &c.

Signé HUXELLES.

L'ABBE' DE POLIGNAC.

Si cette Lettre n'eût pas été rendue publi- But que la France se proposoit dans cette Négociation.  
 que, il seroit difficile de se persuader que les  
 Ambassadeurs de France eussent pu avancer  
 tant de choses contraires à ce que tout le mon-  
 de savoit, & qu'on eût prétendu les faire ac-  
 croire à ceux-là mêmes, qui étoient les mieux  
 instruits de la vérité, par la seule hardiesse avec  
 laquelle on les débitoit.

On fait en général que cette Guerre é-  
 tant extrêmement onéreuse à la Nation  
 Françoisse, il falloit de tems en tems la con-  
 soler & l'encourager par des démarches qui  
 sembloient tendre à la Paix. Mais comme  
 on ne feignoit de la vouloir, qu'autant qu'il  
 falloit pour en persuader les Peuples, &  
 non pour l'obtenir en effet; quand on jugea  
 que le Leurre avoit réussi, on en inter-  
 rompit la poursuite & la Négociation, &  
 pour mieux justifier cette conduite, on re-  
 jecta sur les autres la haine & la cause de  
 la Rupture. La chose néanmoins étoit bien  
 difficile à persuader: on n'avoit commencé  
 les Conférences pour la Paix qu'à l'instance  
 du Roi de France même, & dans la suposi-  
 tion qu'il accorderoit tous les Prélimina-  
 res conclus & arrêtez à la Haïe, excepté,  
 comme on a dit, le seul Article XXXVII.  
 sur lequel il s'agissoit de trouver des tem-

1710.

péramens. On étoit convenu' de la Restitution de l'Espagne & des Indes, quelque disposition qu'on pût faire de toutes les autres parties de la Monarchie Espagnole. Le Roi l'avoit promis & en avoit fait le fondement du Traité. Ou l'on avoit promis une chose possible, & dès là toutes les raisons d'impossibilité qu'on alléguoit étoient des prétextes de rupture; ou si la chose étoit effectivement impossible, quelle vûe pouvoit-on avoir eue en faisant cette promesse? Pour l'honneur du Roi, & pour persuader qu'on avoit proposé une chose possible, les Ministres demandèrent un Partage, & la Cession de quelques parties de la Monarchie Espagnole, comme un expedient ou un accommodement du XXXVII. Article, & une facilité à l'évacuation de l'Espagne & des Indes, qui étoit cet Article accordé. Mais en refusant Caution pour le reste & pour l'Evacuation effective de l'Espagne, alléguant que la chose ne dépendoit pas du Roi, qu'on savoit pourtant être le tout-puissant dans cette affaire, & dont le seul desir auroit été la règle des volontez de son Petit-Fils: on faisoit assez voir qu'on n'avoit eu en vûe que de semer de la jalousie & de la division entre les Alliez, dont les uns auroient consenti au démembrement, & les autres auroient refusé de le faire. Offrir de l'argent aux Alliez, ou des Places de la part du Roi de France pour le tenir quitte de concourir à la Conquête de l'Espagne, c'étoit proposer une Paix particulière au lieu de la générale qu'on vouloit conclure, & fomenter même la Guerre sourdement par les moïens secrets que le Roi avoit.

voit de maintenir sur le Trône son Petit-Fils. 1710.  
 Quoi-qu'à dire le vrai on eût eu bien de la  
 peine à l'en empêcher, si le Roi n'eût pas  
 voulu concourir sincèrement à le déposséder.  
 C'est de quoi ses Ministres se plaigrent conti-  
 nue d'une contrainte tout-à-fait injuste ; quoi-  
 que & le concours & la coopération fussent  
 l'unique sujet des Conférences & la Base des  
 Traitez proposez par le Roi même.

Aussi les Etats Généraux publièrent-ils leur  
 acquiescement à la rupture, dès que Mr. le  
 Conseiller Pensionnaire leur eut communiqué  
 la Lettre des Ambassadeurs de France, &  
 quatre jours après un ample Écrit en réponse  
 à la même Lettre, qu'il est juste de rapporter  
 aussi.

*Réponse des Etats Généraux des  
 Provinces - Unies à la Lettre  
 de Mrs. les Ambassadeurs de  
 France.*

„ Les Sieurs de Randwyck & autres Députés de Leurs Hautes Puissances pour les Affaires Etrangères, en conséquence & en conformité de la Résolution Com-  
 „ missoriale du 23. de ce Mois, aiant conféré avec les Ministres des Hauts Alliez  
 „ sur le contenu de la Lettre des Sieurs le  
 „ Maréchal d'Huxelles & l'Abbé de Poli-  
 „ gnac, écrite de Gettruidenberg le 20. du  
 „ courant au Sieur Conseiller Pensionnaire  
 „ Heinsius : laquelle servoit de réponse à ce  
 „ que les Sieurs Buis & vander Dussen leur  
 „ avoient proposé dans la dernière Conféren-

Réponse  
 des Etats  
 Généraux  
 à la Lettre  
 précédent<sup>te</sup>

1710.

„ ce, & qui avoit été le sujet de la Négocia-  
„ tion; & aiant examiné & concerté ensem-  
„ ble les mesures qu'on doit prendre, & ce qu'il  
„ convient de faire à l'avenir sur cette affaire,  
„ ont fait leur raport à l'Assemblée, & ont dit:  
„ Que lesdits Sieurs Ministres & eux Dé-  
„ putez avoient témoigné en général un  
„ très-sensible déplaisir de ce que les Enne-  
„ mis rompant les Négociations qu'on a-  
„ voit reprises, pour parvenir à une Paix  
„ solide & générale, on voioit par là les  
„ espérances, qu'on avoit conquës desdites  
„ Négociations, s'évanouir, & cette Paix  
„ si ardemment désirée par les Hauts Al-  
„ liez, éloignée. Mais considérant, qu'on  
„ ne peut parvenir à la Paix, que lors que  
„ les Ennemis y voudront concourir: &  
„ que cette volonté est dans la réalité aussi  
„ éloignée de leur intention, qu'elle paroît  
„ sincère & effective dans leurs paroles, ils  
„ croient qu'il ne reste plus du côté de l'E-  
„ tat & des Alliez, que d'acquiescer à la rup-  
„ ture, en se reposant sur l'assurance qu'ils  
„ ont eux-mêmes donnée, que comme leurs  
„ intentions ont toujours été droites & n'ont  
„ jamais eu pour but que d'avancer une bon-  
„ ne & solide Paix, & d'y parvenir s'il eût  
„ été possible, aucune personne impartiale &  
„ équitable ne pourra leur imputer la rupture  
„ de la Négociation & la continuation de la  
„ Guerre. Car quoi-que ladite Lettre, rem-  
„ plie d'insinuations artificieuses & d'expres-  
„ sions odieuses, ne soit écrite & ne tende à  
„ autre but, qu'à rejeter sur les Alliez la rup-  
„ ture de la Négociation & la continuation  
„ de la Guerre, comme s'ils demandoient  
„ des

„ des choses nouvelles, injustes & impossibles dans leur exécution ; néanmoins tout cela ne change point le fond de la chose en elle-même, & il n'en est pas moins clair, que cette rupture doit beaucoup plutôt être attribuée aux Ennemis, puis qu'ils se départent des fondemens, sur lesquels la Négociation a été commencée, & qu'ils font leurs efforts pour rendre l'Article capital, savoir, la Restitution de l'Espagne & des Indes, illusoire dans son exécution.

„ Que pour démontrer cette vérité, il faut considérer, qu'il y a long-tems, lorsque les Ennemis demandèrent d'entrer en Conférence & de traiter de la Paix, on n'a pas voulu ni pu y consentir du côté des Alliez, à moins qu'avant toutes choses on ne convînt de certains Articles, qui fussent le fondement de la Négociation dans laquelle on devoit entrer, pour parvenir à une Paix solide & générale. Le premier & le principal de ces Articles fut la Restitution de l'Espagne & des Indes au Roi Charles III. & cet Article fut accordé par la France, même avant que le Sieur Rouillé & le Marquis de Torci vinsent dans le Pais, & ainsi avant qu'on fût convenu des Préliminaires, par lesquels cette Restitution est confirmée avec plus d'étendue, & de nouveau promise & stipulée. Par conséquent personne ne peut trouver étrange, qu'on insiste de la part des Alliez sur un Point capital, comme celui-ci, pour lequel on a commencé & continué jusqu'à présent la Guerre, ni que les

1710.

„ Alliez prétendent avoir une entière sûreté  
 „ l'égard d'une chose de si haute importance.  
 „ Que les Hauts Alliez croiant ne trouver  
 „ cette sûreté, que dans l'Art. XXXVII. des  
 „ Préliminaires : & le Roi T. C. n'ayant pas  
 „ jugé à propos d'approuver les Préliminaires,  
 „ à cause de ce XXXVII. Article seul, cet  
 „ Article est devenu le sujet de la Négociation  
 „ que les Ennemis viennent de rompre ; la-  
 „ quelle avoit été proposée pour chercher  
 „ un moyen équivalent, par lequel les Al-  
 „ liez trouvaissent la même sûreté qu'il leur é-  
 „ toit donnée par le XXXVII. Article des  
 „ Préliminaires.

„ Que dans la première Conférence tenue  
 „ à Gertruidenberg entre les Sieurs le Maré-  
 „ chal d'Huxelles & l'Abbé de Polignac d'un  
 „ ne part, & les Sieurs Buis & vander Duf-  
 „ sen de l'autre, ces derniers avoient fait voir,  
 „ que les Propositions qu'on avoit fait jusqu'a-  
 „ lors de donner aux Alliez des Villes d'otage aux  
 „ Pais-Bas, pour leur tenir lieu de la sûreté  
 „ qu'ils croioient trouver dans le XXXVII.  
 „ Article des Préliminaires, n'étoient point  
 „ acceptables, parce que par là les Alliez se  
 „ trouveroient engagez dans une Guerre par-  
 „ ticulière & incertaine avec l'Espagne, pen-  
 „ dant que la France de son côté jouiroit de  
 „ la Paix : & qu'on ne pouvoit pas avec rai-  
 „ son exiger d'eux, qu'ils demeuraissent enga-  
 „ gez dans une Guerre sujette à toute sorte  
 „ d'incidens, & qui même leur seroit couru  
 „ risque de ne recouvrer jamais l'Espagne &  
 „ les Indes, mais que la Paix devoit être Gé-  
 „ nérale.

„ Les Sieurs Plénipotentiaires de France

en.

„ en parurent si convaincus, que dans cette 1710.  
 „ première Conférence & dans toutes les  
 „ autres qui suivirent, ils proposèrent, que  
 „ puis qu'ils voioient bien que les Alliez ne  
 „ vouloient qu'une Paix Générale, & qui pro-  
 „ curât la restitution de l'Espagne & des In-  
 „ des, dont le Roi Philippe étoit encore en pos-  
 „ session, il n'y avoit que deux voies, pour le  
 „ porter à s'en desister, l'une de la contrain-  
 „ te & l'autre de la persuasion. Que la pre-  
 „ mière, à leur avis, seroit dure à la France,  
 „ & par conséquent que la seconde seroit seule  
 „ praticable & pourroit réussir, si on leur remet-  
 „ toit entre les mains quelque portion de la  
 „ Monarchie d'Espagne, dont ils pussent disposer  
 „ en faveur du Roi Philippe, & par ce moien  
 „ le porter à renoncer au reste. Ensuite aiant  
 „ demandé, si les Alliez, pour parvenir à  
 „ une Paix Générale, ne voudroient pas con-  
 „ sentir à un Partage, i's ont proposé plusieurs  
 „ Alternatives, l'une desquelles étant accep-  
 „ tée, le Roi Charles entreroit en possession  
 „ de la Monarchie d'Espagne, à l'exception  
 „ de cette portion qui seroit assignée au Roi  
 „ Philippe. Et après qu'on eut tenu plu-  
 „ sieurs Conférences, les Sieurs Plénipoten-  
 „ tiaires de France réduisirent les susdites Al-  
 „ ternatives aux Roïaumes de Sicile & de  
 „ Sardaigne. Les Hauts Alliez n'ont pu par-  
 „ là entendre autre chose, sinon que ces  
 „ deux Roïaumes étant cédés au Petit-Fils  
 „ de S. M. T. C., Sadite Majesté s'enga-  
 „ geoit par ce moien de le porter à remet-  
 „ tre aux Hauts Alliez le reste de la Mo-  
 „ narchie d'Espagne, dont il est encore en  
 „ possession.

„ Mais

1710.

„ Mais les Hauts Alliez comprirent par  
 „ ce qui se passa dans la pénultième Con-  
 „ férence , & par le raport qu'en firent les  
 „ Sieurs Deputez , que quand même ils  
 „ pourroient se résoudre à accepter la sus-  
 „ dite Proposition d'un Partage, il demeu-  
 „ reroit toujours incertain , si par là on pour-  
 „ roit parvenir à une Paix Générale; puis  
 „ que les Srs. Plénipotentiaires ne s'expli-  
 „ quoient pas clairement sur la Question , si  
 „ en ce cas l'Espagne & les Indes seroient ef-  
 „ fectivement remises au Roi Charles, com-  
 „ me il avoit été réglé par les Plénipoten-  
 „ tiaires. Ils sembloient même supposer le con-  
 „ traire, puis que l'un d'eux ( quoi-qu'il sem-  
 „ blât alors ne parler que selon sa pensée par-  
 „ ticulière ) s'étoit avancé de demander , si les  
 „ Alliez ne pouvoient pas se contenter de  
 „ ce que le Roi de France leur fournit u-  
 „ ne certaine somme d'argent , pour les ai-  
 „ der à faire la Conquête de l'Espagne & des  
 „ Indes.

„ Dans cette incertitude, les Hauts Alliez  
 „ crûrent qu'avant que de s'ouvrir sur la pro-  
 „ position d'un Partage, il falloit qu'ils vissent  
 „ plus clair dans les intentions de la France  
 „ sur une affaire si sérieuse & si essentielle.  
 „ Pour cet effet ils requièrent le Sr. de Pet-  
 „ kum, ( qui avoit été ci-devant, & qui l'é-  
 „ toit encore , employé dans la Négociation )  
 „ d'en parler aux Srs. Plénipotentiaires , &  
 „ de leur faire connoître que les Hauts Alliez  
 „ ne pouvoient pas accepter la proposition  
 „ des Subsidés , qui avoit été avancée, parce  
 „ que cela supposoit , qu'on feroit une Paix  
 „ particulière avec la France , en continuant  
 „ une



„ une Guerre particulière avec l'Espagne: à 1710.  
 „ quoi les Alliez ne pouvoient point enten-  
 „ dre, par les raisons alleguées dans la pre-  
 „ mière Conférence. On demandoit en mê-  
 „ me tems un éclaircissement sur les inten-  
 „ tions de la France, au sujet de l'évacuation  
 „ de l'Espagne & des Indes, en faveur du Roi  
 „ Charles, en conformité des Préliminaires;  
 „ avant que du côté des Alliez on vînt à s'ex-  
 „ pliquer sur le Partage: déclarant que l'in-  
 „ tention des Hauts Alliez étoit, que le  
 „ fondement qui avoit été d'abord posé, fa-  
 „ voir, la restitution de l'Espagne & des  
 „ Indes, suivant les Préliminaires, devoit  
 „ demeurer ferme. Que sur ce pié-là la Né-  
 „ gociation pourroit se continuer: mais que  
 „ si on venoit à s'en départir, on ne pou-  
 „ voit attendre aucun fruit des Conféren-  
 „ ces.

„ Lesdits Srs. Plénipotentiaires n'ayant pas  
 „ jugé à propos de s'expliquer en aucune ma-  
 „ nière sur ce que le Sr. de Petkum leur  
 „ avoit proposé, demandèrent peu de jours  
 „ après une nouvelle Conférence. Les Srs.  
 „ Députez jugeant par la Lettre qu'ils écri-  
 „ virent, qu'ils étoient alors en état de s'ex-  
 „ pliquer sur ce que le Sr. de Petkum leur  
 „ avoit proposé, se rendirent à Gertruidem-  
 „ berg, où les Srs. Plénipotentiaires leur di-  
 „ rent, que quoi-qu'ils ne se crussent pas  
 „ obligés de recevoir les paroles qui leur é-  
 „ toient portées par le Sr. Petkum, ils n'a-  
 „ voient pas laissé d'envoyer à la Cour de  
 „ France la Proposition qui leur avoit été fai-  
 „ te; mais qu'ils n'avoient pu recevoir aucun  
 „ ordre sur ce sujet, parce qu'elle-y avoit été  
 „ trou-

1710. „ trouvée obscure & ambigue : ( ce fut la  
 „ manière dont il plut à ces Messieurs de  
 „ s'exprimer ) sur quoi lesdits Srs. Députez  
 „ expliquèrent & justifièrent ladite Proposi-  
 „ tion si clairement, qu'il ne pouvoit plus res-  
 „ ter à cet égard aucun doute, ni ambiguïté.  
 „ Ils représentèrent eu même tems, que les  
 „ Hauts Alliez ne pouvoient accepter l'offre  
 „ qu'on faisoit d'un Subside, pour leur aider  
 „ à recouvrer l'Espagne & les Indes. Ils fi-  
 „ rent connoître les raisons de ce refus, sa-  
 „ voir qu'il avoit paru très-clairement par les  
 „ discours qu'on avoit tenus sur ce sujet dans  
 „ la précédente Conference, qu'on ne pour-  
 „ roit jamais s'accorder, tant à l'égard des  
 „ sommes, que de la sûreté des Paiemens,  
 „ non plus qu'à l'égard de la sûreté que la  
 „ France devoit donner, de n'assister le  
 „ Duc d'Anjou ni directement, ni indirecte-  
 „ ment. Ceci fait voir, qu'on pose dans la  
 „ Lettre des Srs. Plénipotentiaires trop li-  
 „ béralement, & d'une manière trop vague,  
 „ que les Alliez ont refusé des secours d'ar-  
 „ gent, de quelque nature, & avec quelque  
 „ sûreté que ce fût. Et que la véritable &  
 „ essentielle raison qui a fait qu'on n'a pu  
 „ accepter cette nouvelle Proposition, a  
 „ été qu'elle supposoit une Guerre particu-  
 „ lière avec l'Espagne, & qu'elle mettoit les  
 „ Alliez dans la nécessité de conquérir ce  
 „ Roïaume & les Indes par les Armes; ce  
 „ qui est directement contraire aux fonde-  
 „ mens posés ci-devant & à l'intention des  
 „ Alliez.  
 „ De plus, pour une plus ample expli-  
 „ cation de la Proposition du Sr. de Per-  
 „ kum,

„ kum, les Srs. Députez ajoutèrent, en a-  
„ puiant la chose par des raisons convenables,  
„ que lesdits Srs. Plénipotentiaires aiant pro-  
„ posé un Partage, & l'aïant en dernier lieu  
„ réduit à la Sicile & à la Sardaigne, on avoit  
„ toujours entendu, & on entendoit encore  
„ du côté des Alliez, qu'en cas qu'ils déclara-  
„ rassent d'accepter cette proposition, les Ar-  
„ ticles Préliminaires avec cette exception  
„ seule subsisteroient en leur entier, le  
„ XXXVII. aussi bien que tous les autres, les-  
„ quels ils avoient déclaré devoir subsister a-  
„ vant qu'on reprît cette Négociation ; &  
„ qu'en conséquence l'Espagne & les Indes,  
„ avec leurs Dépendances, devoient être res-  
„ tituées, en conformité des Préliminaires,  
„ c'est-à-dire, dans le tems qui y est exprimé,  
„ ou dans tel autre espace dont on pourroit  
„ convenir : ce qui n'étant pas exécuté, alors  
„ ce qui est stipulé dans les Préliminaires au-  
„ roit lieu, savoir, que la Suspension d'armes  
„ cesseroit. Que cet Article de la Restitution  
„ de l'Espagne, des Indes, & de leurs Dé-  
„ pendances étant le fondement & le point  
„ capital de la Négociation, les Hauts Alliez  
„ ne pouvoient en aucune manière demeurer  
„ dans l'incertitude à cet égard, ni se conten-  
„ ter de paroles & de promesses, sans être as-  
„ surez qu'elles seroient suivies des effets. C'est  
„ pourquoi ils exigeoient, qu'on leur donnât  
„ là-dessus une Déclaration claire & précise,  
„ avant qu'eux-mêmes vinssent à s'expliquer  
„ sur le Partage proposé : mais qu'après qu'ils  
„ seroient éclaircis & assurés à cet égard, ils  
„ faciliteroient les voies, pour terminer le  
„ reste de la manière la plus convenable. Qu'en-

„ tre

1710.

„ tre les moïens qui pourroient contribuer à  
„ faciliter la fin de cette affaire, celui-ci pour-  
„ voit être employé, savoir, qu'au cas que le  
„ Roi de France ne pût pas par voie de per-  
„ suasion porter son Petit-Fils à quitter l'Es-  
„ pagne & les Indes, selon les Préliminaires,  
„ mais qu'il fût obligé d'employer les voies de  
„ contrainte, en ce cas-là les Alliez feroient  
„ aussi agir pour cette fin les Troupes qu'ils  
„ ont en Espagne & en Portugal, pendant le  
„ tems limité pour la cessation d'armes, ou  
„ pendant tel autre espace, dont on convien-  
„ droit; quoi qu'ils n'y fussent pas obligez par  
„ les Préliminaires, & qu'ils pussent satisfaire  
„ à leurs engagemens en demeurant dans l'i-  
„ naction. Les Alliez aiant cru qu'il étoit né-  
„ cessaire de s'expliquer ainsi d'une manière  
„ claire & précise, & demandant qu'on s'ex-  
„ pliquât de la même manière de la part de  
„ la France, les Srs. Plénipotentiaires s'étoient  
„ chargez d'écrire en Cour ce qui venoit de  
„ leur être proposé: sur quoi on vient de re-  
„ cevoir pour réponse la Lettre ci-dessus men-  
„ tionnée.

„ Il est notoire & incontestable, qu'avant  
„ que d'entrer en aucune Négociation, pen-  
„ dant qu'on a traité des Préliminaires & par  
„ les Préliminaires mêmes, avant qu'on reprît  
„ cette dernière Négociation, & tant qu'elle  
„ a duré, on a toujours posé la Restitution de  
„ l'Espagne & des Indes, comme un fonde-  
„ ment ferme & inébranlable. Il ne reste plus  
„ aucune question à cet égard, sinon que les  
„ Hauts Alliez prétendent, qu'on leur donne  
„ une pleine sûreté, sur laquelle ils puissent se  
„ reposer; que ce fondement une fois posé ne  
„ sera

sera point renversé , & que ce qui leur a  
été promis là-dessus dès le commencement  
sans aucune difficulté, sortira son effet. Ils  
prétendent du moins, qu'on leur donne u-  
ne aussi grande sûreté, que celle qu'ils croient  
trouver dans le XXXVII. Article des Pré-  
liminaires; ce point essentiel étant de si gran-  
de importance, qu'il seroit contre la pruden-  
ce & contre la saine raison, de consentir  
qu'il demeurât sujet au moindre doute & à  
la moindre incertitude.  
Il est également clair & évident, que les  
Hauts Alliez ont droit de prétendre pour la  
Maison d'Autriche la restitution de l'Espa-  
gne & des Indes, & de ce qui en dépend:  
& de former cette prétension non seulement  
contre le Duc d'Anjou, en qualité de pos-  
sesseur, mais principalement contre le Roi  
de France, comme celui qui, au préjudice  
des Renonciations les plus amples & des  
Traitez les plus solennels, a occupé lesdits  
Etats de la manière que chacun fait, & qui  
par conséquent est dans l'obligation de les  
restituer, sans que Sa Majesté s'en puisse ex-  
xemter par la raison de la prétendue impos-  
sibilité qu'on allègue. Car outre que cette  
impossibilité (de laquelle on ne convient  
nullement) quand même on la supposeroit  
réelle, seroit du propre fait du Roi Très-  
Chrétien lui-même, qui auroit mis son Petit-  
Fils en état de se maintenir contre sa volon-  
té dans la possession où lui-même l'a établi:  
ce qui ne diminue rien de l'obligation de Sa-  
dite Majesté; personne ne se laissera faci-  
lement persuader, que le Petit-Fils du Roi  
Très-Chrétien, qui n'a hors de l'Espagne  
aucun

1710.

1710.

„ aucun apui ni ressource qu'auprès du Roi  
 „ son Aïeul , pût ou osât refuser de quitter  
 „ l'Espagne & les Indes, si Sa Majesté lui dé-  
 „ claroit de bonne foi & serieusement sa vo-  
 „ lonté sur ce sujet, & lui en vouloit faire sen-  
 „ tir les effets en cas de besoin, sur tout lors  
 „ que les Alliez y concouroient avec lui pen-  
 „ dant le tems de la Trêve.

„ Cela paroît si évident, qu'il n'est pas con-  
 „ cevable autrement, que le Roi de France  
 „ aît pu sans aucune difficulté promettre la res-  
 „ titution de l'Espagne & des Indes, & poser  
 „ cette restitution (même avant que d'entrer  
 „ en Traité) comme le fondement, sur lequel  
 „ tout le reste devoit être apuié ; & on ne  
 „ peut présumer autre chose , sinon que Sa  
 „ Majesté a bien su , que l'intention de son  
 „ Petit-Fils étoit de céder l'Espagne & les In-  
 „ des , & qu'elle a bien connu les moïens  
 „ qu'elle étoit en pouvoir d'employer, pour  
 „ le contraindre à cette Cession en cas de be-  
 „ soin.\* Autrement il s'ensuivroit nécessaire-  
 „ ment, que le Roi de France dès le com-  
 „ mencement auroit flaté les Alliez d'une vai-  
 „ ne espérance, & leur auroit promis une cho-  
 „ se essentielle, laquelle il n'avoit ni la volon-  
 „ té ni le pouvoir d'exécuter; c'est ce qu'on  
 „ ne peut pas présumer sans marquer qu'on  
 „ manque de bonne foi. Et on le présume-  
 „ roit d'autant moins, que dans une des Con-  
 „ férences tenues ici l'année dernière avec les  
 „ Ministres de France, l'un d'eux dit, *que le*  
 „ *Roi Philippe seroit peut-être plutôt à Versailles,*  
 „ *que lui:* preuve évidente, qu'on ne mettoit  
 „ pas alors en doute à la Cour de France une  
 „ chose qu'on nous représente aujourd'hui.

„ com-

„ comme impossible, & qu'on étoit bien per-  
 „ suadé, qu'en tout cas il ne dependoit que  
 „ de la volonté & du pouvoir du Roi de Fran-  
 „ ce, de la faire exécuter promptement.

„ Il suit incontestablement de tout ceci, que  
 „ les Srs. Députés n'ont rien demandé de la  
 „ part des Hauts Alliez dans la dernière Con-  
 „ férence, que ce qui dès le commencement  
 „ & toujours dans la suite a été posé pour fon-  
 „ dement : que ce qui peut être demandé a-  
 „ vec justice, & que ce que la France est en  
 „ pouvoir d'effectuer. Par conséquent tout  
 „ ce qui est allégué dans ladite Lettre, &  
 „ qui y est si souvent répété, savoir, que les  
 „ Propositions faites par les Sieurs Députés  
 „ dans la dernière Conférence, *sont nouvelle-*  
 „ *ment inventées, inouïes, injustes & impossibles*  
 „ *dans leur exécution*, tout cela tombe entiè-  
 „ rement de soi-même, puis que la restitution  
 „ de l'Espagne & des Indes, avec leurs Dé-  
 „ pendances, (excepté la portion dont on de-  
 „ voit convenir) a été depuis le commence-  
 „ ment jusqu'à la fin demandée avec justice :  
 „ que la France ne l'a pu proposer que com-  
 „ me une chose possible dans l'exécution, &  
 „ qu'elle a été réputée telle par les Alliez, &  
 „ l'est encore.

„ Ensuite il est très-aisé de détruire ce qui  
 „ est dit en plusieurs endroits de cette Lettre,  
 „ que les Srs. Députés ont souvent varié & con-  
 „ tredit une proposition par une autre ; qu'ils ont  
 „ fait des propositions contraires au IV. & au V.  
 „ Article des Préliminaires, *retracé en un tems*  
 „ *ce qu'ils avoient proposé en un autre*, & autres  
 „ choses de même nature, qui y sont touchées  
 „ d'une

1710.

„ d'une manière odieuse. Car il paroît clai-  
 „ rement par tout ce qui a été dit ci-dessus,  
 „ que les Srs. Députés ont toujours été dans  
 „ cette pensée, & n'ont pu en avoir d'autre,  
 „ savoir que la proposition d'un Partage, faite  
 „ de la part de la France, se faisoit dans le  
 „ but & dans l'intention, qu'au cas qu'on pût  
 „ s'accorder là-dessus, on leveroit par là tou-  
 „ tes les difficultez qu'on a faites jusqu'à pré-  
 „ sent sur l'exécution des Articles Préliminai-  
 „ res, & qu'en même tems on previeudroit  
 „ la nécessité de prendre les mesures, dont il  
 „ est parlé dans le IV. Article; lesquelles me-  
 „ sures (quand même cet Article pourroit être  
 „ séparé du XXXVII. ce quine se peut pas) ne  
 „ pourroient avoir lieu, qu'en ce que, quand  
 „ contre les apparences le Duc d'Anjou ne vou-  
 „ droit pas quitter l'Espagne & les Indes, la  
 „ France, après avoir travaillé inutilement  
 „ pendant deux mois à l'y porter, auroit be-  
 „ soin du secours des Alliez, pour lui faire a-  
 „ bandonner non seulement l'Espagne & les  
 „ Indes, mais aussi toute la Monarchie, sans  
 „ aucun démembrement.

„ Il est vrai que dans la penultième Con-  
 „ férence les Plénipotentiaires de France don-  
 „ nèrent lieu d'examiner, si on ne pourroit  
 „ point trouver de moiens propres pour don-  
 „ ner aux Alliez de plus grandes sûretes pour  
 „ la restitution de l'Espagne & des Indes. Mais  
 „ cela ne porta en aucune manière les Dépu-  
 „ tés à se départir de leur premier sentiment,  
 „ qui étoit, que la proposition d'un partage  
 „ avoit été faite pour faciliter la restitution de  
 „ l'Espagne & des Indes, & pour (en faveur  
 „ de ce partage) faire exécuter les Préliminai-

„ res



res en toutes leurs parties. Les discours  
 „ qu'on tint sur ce sujet, aiant donné lieu de 1710.  
 „ penser, que les intentions de la France  
 „ pouvoient bien n'être pas telles qu'on les  
 „ avoit cruës, donnèrent en même tems oc-  
 „ casion à en demander l'éclaircissement, &  
 „ à expliquer clairement l'intention des Al-  
 „ liez, qu'on avoit fait connoître dans la pré-  
 „ cedente Conférence. Mais on ne peut pas  
 „ dire pour cela, que lesdits Srs. Députez  
 „ aient varié & se soient contredits & retrac-  
 „ tez, comme on les en accuse: puis qu'ils  
 „ se sont toujourns tenus au point essentiel &  
 „ capital, savoir, la sûreté que les Hauts Al-  
 „ liez doivent avoir à l'égard de la Restitu-  
 „ tion de l'Espagne & des Indes.

„ Tout ce qu'on allègue pareillement,  
 „ pour fonder le reproche qu'on fait aux Al-  
 „ liez, d'une variation, réglée seulement par  
 „ les événemens de la Guerre, ou par les fa-  
 „ cilités que le Roi de France apportoit à la  
 „ Paix: & toutes les preuves qu'on en apor-  
 „ te, tout cela est absolument destitué de fon-  
 „ dement. On ne convient & on n'avoue  
 „ point du côté des Alliez, qu'ils eussent l'an-  
 „ née dernière regardé comme une injure,  
 „ qu'on les crût capables d'exiger, que le Roi  
 „ de France unît ses forces aux leurs. On n'a  
 „ jamais rien dit de tel, cette année ni la pré-  
 „ cedente, dans aucune Conférence: & ce  
 „ qui pourroit avoir été dit en d'autres occa-  
 „ sions, ne peut pas tirer à conséquence. Cer-  
 „ tainement si on avoit été porté à varier, sui-  
 „ vant les événemens, ce qui s'est passé de-  
 „ puis que les Préliminaires furent règlez, la  
 „ prise de la Ville & Citadelle de Tournai, la

1710. „ Victoire de Malplaquet , la Réduction de  
 „ Mons, le Passage des Lignes auprès de la  
 „ Scarpe & la Prise de Douai , en avoient  
 „ fourni d'assez fortes raisons.

„ Quant à ce que les Srs. Plénipotentiaires  
 „ en plusieurs endroits de leur Lettre s'éten-  
 „ dent fort au long sur la dureté des condi-  
 „ tions, en ce qu'on voudroit que le Roi de  
 „ France fit seul la Guerre à son Petit-Fils :  
 „ & qu'en cas que dans l'espace de deux mois  
 „ la Cession de l'Espagne & des Indes ne fût  
 „ pas exécutée, la Trêve cesseroit ; il est à  
 „ remarquer, que ce qui est dit dans cette pe-  
 „ riode, que le Roi de France seroit obligé à  
 „ faire seul la guerre à son Petit-Fils, est con-  
 „ tredit dans la période suivante un peu plus  
 „ bas, où il est dit, que les Troupes que les  
 „ Alliez ont en Catalogne & en Portugal,  
 „ devoient agir de concert avec celles de Fran-  
 „ ce, pendant ces deux mois. Car encore  
 „ qu'on y ait ajouté, que cela étoit accordé  
 „ comme une Grace, (c'est ainsi qu'on a trou-  
 „ vé bon de s'exprimer, pour donner un tour  
 „ odieux à une facilité que les Alliez vouloient  
 „ apporter) & qu'après ce terme expiré ces  
 „ Troupes cesseroient d'agir : néanmoins il est  
 „ constant, que ce seroit un secours assez con-  
 „ sidérable pour ledit espace de deux mois,  
 „ ou pour tel autre plus long terme, dont on  
 „ auroit pu convenir ; & il n'est pas étrange,  
 „ que ces Troupes ne dussent pas servir après  
 „ l'expiration du terme, puis qu'alors la Trê-  
 „ ve seroit finie.

„ Outre cela, lors qu'on se plaint de la du-  
 „ reté qu'il y auroit , que le Roi de France  
 „ dût prendre sur lui seul, de faire effectuer.

„ la

„ la restitution de l'Espagne, il paroît qu'on  
 „ ne fait pas d'attention à la dureté qu'il y a  
 „ eu, lors que Sa Majesté s'est emparée seule  
 „ de la Monarchie d'Espagne, & qu'elle a  
 „ mis le reste de l'Europe en péril d'être en-  
 „ vahi de même. Si on considère bien les  
 „ choses, on trouvera, qu'il n'y a pas au fond  
 „ de ceci d'autre dureté, que celle qui se ren-  
 „ contre dans tous les Traitez, qui emportent  
 „ quelque restitution de choses qu'on possède  
 „ injustement. Cependant on peut assez ju-  
 „ ger par la situation des affaires d'Espagne,  
 „ que le Roi Très-Chrétien parviendroit aisé-  
 „ ment, soit par la voie de la persuasion, soit  
 „ par celle de la contrainte, à obliger son  
 „ Petit-Fils à restituer l'Espagne & les Indes,  
 „ s'il le vouloit sincèrement & sérieusement,  
 „ & si son Petit-Fils & la Nation Espagnole  
 „ étoient bien persuadés de la droiture & de  
 „ la sincérité de cette intention.

„ On ne voit pas aussi, qu'il y ait d'autre  
 „ dureté que celle qui est attachée à tous les  
 „ autres Traitez & Conventions, en ce qu'en  
 „ stipule, que la restitution de l'Espagne n'é-  
 „ tant pas exécutée dans le tems limité, la  
 „ Trêve cesseroit. Car comme les Alliez au-  
 „ roient raison de prendre pour une infraction  
 „ du Traité, si on refusoit de leur livrer dans  
 „ le tems limité quelque'une des Villes, dont  
 „ la Cession auroit été stipulée dans les Préli-  
 „ minaires, & qu'ils seroient en droit de se  
 „ faire justice par les Armes : il est encore  
 „ plus juste & raisonnable, que si un point  
 „ aussi important, que la restitution de l'Es-  
 „ pagne & des Indes, venoit à n'être pas ef-  
 „ fectué dans le tems limité, ils soient alors

1710. „ en droit de prendre les Armes, pour obtenir l'Article le plus essentiel de tous ceux dont on seroit convenu : & il n'y auroit aucune dureté, qu'ils emploïassent toutes leurs forces pour y parvenir.

„ De plus les Hauts Alliez ont d'autant plus de raison d'insister, que la France se charge de procurer dans un espace de tems limité, la restitution de l'Espagne & des Indes, qu'il a paru assez clairement par le discours d'un des Srs. Plénipotentiaires, que si on venoit à joindre ses forces pour y parvenir, on formeroit, ou on pourroit former tant d'obstacles dans l'exécution, qu'on n'en viendroit jamais à bout; faisant entendre, qu'il faudroit auparavant examiner & régler, avec combien de forces par terre il faudroit agir, soit conjointement, soit séparément : combien chacun y contribueroit : de combien de Vaisseaux on auroit besoin & où on les emploieroit, qui auroit le Commandement des forces de terre & de celles de mer, & à qui il apartiendrait de le conférer : quelles Instructions on donneroit aux Généraux, & par qui elles seroient formées : & plusieurs autres semblables difficultés ; d'où on a pu aisément juger, qu'on les pouvoit multiplier d'une manière à ne jamais produire aucun effet.

„ On avance bien dans ladite Lettre, que les Srs. Plénipotentiaires ont consenti de la part de la France à tout ce qui leur a été proposé, qu'ils n'ont jamais varié, & qu'ils ne se sont jamais retractez. Mais il est difficile de deviner, en quoi consiste cette grande facilité dont on veut se faire honneur.

„ Ils

„ Ils n'ont même jamais consenti à déclarer  
 „ la guerre à l'Espagne, en cas de refus de la  
 „ part du Duc d'Anjou : ce qui néanmoins  
 „ leur a été proposé. Etant venus ici pour  
 „ traiter d'un équivalent sur le XXXVII. Ar-  
 „ ticle des Préliminaires, (après avoir aupara-  
 „ vant promis, que tous les Articles Préli-  
 „ minaires subsisteroient & seroient acceptez)  
 „ ils ont proposé eux-mêmes un partage, pour  
 „ servir d'Equivalent, & ont réduit ce parta-  
 „ ge à la Sicile, ou à la Sardaigne; & quand  
 „ à présent on leur demande de déclarer po-  
 „ sitivement, si donc en ce cas les Articles  
 „ Préliminaires seront signez & exécutez en  
 „ leur entier, afin que de la part des Alliez  
 „ on puisse s'expliquer sur leurs propositions:  
 „ ils prennent cette demande, comme un des-  
 „ sein formé de rompre les Conférences. Ce-  
 „ la est bien éloigné de cette facilité dont on  
 „ se vante, & de ce consentement qu'on pré-  
 „ tend avoir été général, sans variation ni re-  
 „ tractation.

„ Certainement tout le monde doit être  
 „ dans le plus grand étonnement de voir, qu'  
 „ après que la France a déclaré plusieurs fois,  
 „ qu'elle accepteroit les Préliminaires, excep-  
 „ te le XXXVII. Article, & offert en place  
 „ de celui-ci pour sûreté de l'exécution des-  
 „ dits Articles Préliminaires, trois Places d'ô-  
 „ tage dans les Païs-Bas, lesquelles n'ont pu  
 „ être acceptées, parce que cela n'exemtoit  
 „ pas les Alliez d'une Guerre particulière a-  
 „ vec l'Espagne, pendant que la France joui-  
 „ roit de la Paix) après avoir ensuite, pour le-  
 „ ver cette difficulté, proposé un partage res-  
 „ traint par la France même à la Sicile & à la  
 „ Sardaigne, comme un moyen propre à per-

1710. „ suader au Duc d'Anjou, de consentir à res-  
 tituer l'Espagne & les Indes; qu'après tout  
 „ cela la France étant sommée de se déclarer  
 „ sur l'exécution des Articles Préliminaires,  
 „ elle prenne cette sommation pour un dessein  
 „ formé de rompre la Négociation, comme  
 „ on vient de le dire : & qu'elle prétende,  
 „ que les Alliez, au lieu des Articles Prélimi-  
 „ naires dans leur entier (excepté le XXXVII.)  
 „ & au lieu des Villes d'Otage offertes dans les  
 „ Pais-Bas, se doivent contenter aujourd'hui  
 „ de ces mêmes Articles Préliminaires, sans  
 „ le XXXVII. sans les Villes d'Otage; &  
 „ qu'ils cèdent de plus la Sicile & la Sardaigne,  
 „ en demeurant dans la même incertitude,  
 „ qu'auparavant, sur la restitution de l'Es-  
 „ pagne & des Indes: & qu'on veuille faire va-  
 „ loir cela, comme si de son côté on avoit  
 „ consenti à tout, sans variation, ni retracta-  
 „ tion.  
 „ On ne doit pas être moins surpris de voir,  
 „ qu'on accuse les Hauts Alliez d'injustice &  
 „ d'obstination, parce qu'ils ne veulent pas  
 „ accepter une si belle proposition: & que  
 „ sur cela on ose implorer, avec une aparen-  
 „ ce d'humilité, la Protection Divine, & im-  
 „ puter aux Hauts Alliez les Calamitez publi-  
 „ ques & l'effusion du Sang Chrétien, dont  
 „ cependant l'invasion de la Monarchie d'Es-  
 „ pagne, & le refus que fait le Duc d'Anjou  
 „ de restituer ce qu'il en détient encore, sont  
 „ la grande cause: pendant qu'on pourroit fai-  
 „ re cesser sur le champ, & ces Calamitez, &  
 „ cette effusion de sang, en restituant ce qui  
 „ a été envahi contre la bonne foi des Trai-  
 „ tez les plus solennels.

„ Il paroît clairement par toute la condui-  
 „ te que la France a tenue en cette occasion,  
 „ que la proposition faite de sa part d'un par-  
 „ tage, & celle de régler les demandes ulté-  
 „ rieures réservées par les Préliminaires, n'ont  
 „ été autre chose que des môiens recherchez,  
 „ pour (s'il eût été possible) exciter de la ja-  
 „ lousie & de la desunion entre les Hauts Al-  
 „ liez, afin de parvenir par là plus aisément  
 „ à son but, . qui paroît jusqu'à présent assez  
 „ clairement être, de retenir l'Espagne & les  
 „ Indes; quoi que la restitution qui s'en doit  
 „ faire, ait été le premier fondement de tou-  
 „ te la Négociation. Et comme ces Propo-  
 „ sitions n'ont sans doute tendu, qu'à mettre  
 „ de la division entre les Hauts Alliez: aussi  
 „ voit-on dans la susdite Lettre plusieurs traits,  
 „ qu'on pouvoit bien attendre de ses Ennemis,  
 „ mais non pas de personnes envoiées pour  
 „ le rétablissement de la Paix & de la bonne  
 „ Intelligence; lesquels traits paroissent en  
 „ quelque manière inventez pour donner aux  
 „ Sujets de l'Angleterre & de l'Etat de mau-  
 „ vaises impressions contre le Gouvernement,  
 „ & pour leur faire entendre, que ceux qui  
 „ sont à la tête des affaires, & les Chefs des  
 „ Alliez, sont la cause de la continuation de  
 „ cette sanglante & onereuse guerre. Mais la  
 „ cause en est trop bien connue & a été trop  
 „ bien démontrée ci-dessus, pour qu'ils puis-  
 „ sent espérer, que ces insinuations affectées  
 „ & odieuses soient reçues & goûtées par des  
 „ Peuples qui jouissent de la liberté, & qui  
 „ savent qu'ils ne portent les Charges de la  
 „ Guerre, que pour la défense de cette liber-  
 „ té. Le jugement de ces Peuples n'est point

1710.

„ corrompu par un dur esclavage & par une  
 „ longue opression, comme celui de certains  
 „ autres Peuples, auxquels sans cela les Alliez-  
 „ pourroient en appeler avec beaucoup plus  
 „ de raison, comme à ceux qui savent & qui  
 „ sentent, combien cher leur coûte l'avidité  
 „ de dominer sur leurs Voisins.

„ Enfin le peu de tems que lesdits Srs. Plé-  
 „ nipotentiaires ont pris pour faire réponse, la  
 „ donnant au bout de six jours, bien loin d'être  
 „ (comme ils le prétendent) une marque de  
 „ droiture, par laquelle ils ne cherchent point  
 „ à s'amuser, peut bien p'ûtôt servir à mon-  
 „ trer, que la résolution de rompre les Con-  
 „ férences étoit déjà prise & préparée de loin.  
 „ Les Srs. Plénipotentiaires ne peuvent pas  
 „ non plus avec raison insinuer, (comme ils le  
 „ font en plus d'un endroit) qu'on leur ait pres-  
 „ crit un terme, de 15. jours. Les Srs. Dé-  
 „ putez les ont bien priez de vouloir procu-  
 „ rer une réponse positive & prompte, mais ils  
 „ ne leur ont prescrit aucun terme. Au con-  
 „ traire, lors que sur cela il leur fut deman-  
 „ dé, s'ils en vouloient marquer un, ils répon-  
 „ dirent civilement, que non, & que les Con-  
 „ férences aiant déjà duré si long-tems, quel-  
 „ ques jours de plus ou de moins ne seroient  
 „ pas une affaire.

„ Pour ce qui est des plaintes que font les  
 „ Srs. Plénipotentiaires de choses qui les re-  
 „ gardent en particulier, savoir, qu'on a mé-  
 „ prisé leur Caractère, imprimé & publié des Li-  
 „ belles injurieux contr'eux, ouvert leurs Lettres,  
 „ empêché qu'on ne leur rendit des visites : &  
 „ qu'on les a tenus dans une espèce de prison; il  
 „ faut considérer, que lesdits Srs. étant venus

ici



„ ici pour traiter (comme on en étoit conve-  
 „ nu) fans Caractère ni cérémonie, & com-  
 „ me *Incognito*, on a évité de part & d'autre  
 „ toute sorte de Cérémoniel. On a d'ailleurs  
 „ conservé tous les égards qui sont dûs à leur  
 „ qualité, à leur naissance & à leur mérite,  
 „ ainsi on ne peut savoir, ni même soupçon-  
 „ ner, en quoi sont fondées les plaintes qu'ils  
 „ font à cet égard. On ne fait pas non plus  
 „ ce qu'ils veulent dire par ces Libelles inju-  
 „ rieux dont ils se plaignent, & on n'en a au-  
 „ cune connoissance. Il y a des Ordonnan-  
 „ ces très-sevères qui défendent ces sortes de  
 „ Libelles dans le Pais. Il est bien vrai que  
 „ cela n'empêche pas qu'il ne s'en répande  
 „ quelques-uns, aussi bien qu'en d'autres lieux.  
 „ Mais le Gouvernement les condamne, &  
 „ lors qu'on en découvre les Auteurs & les  
 „ Imprimeurs, ils sont punis selon les loix.  
 „ On n'a point ouï dire & on n'a aucune  
 „ connoissance, que de ce grand nombre de  
 „ Couriers que les Srs. Plénipotentiaires ont  
 „ reçus & dépêchez, & par lesquels ils ont  
 „ sans doute envoié & reçu leurs dépêches les  
 „ plus importantes, aucun ait été arrêté, ni  
 „ qu'on ait intercepté aucune des Lettres qu'ils  
 „ ont envoiées par la Poste ordinaire. On n'a  
 „ jamais empêché personne d'aller voir lesdits  
 „ Sieurs Plénipotentiaires, & on n'a donné  
 „ aucun ordre particulier d'examiner ceux qui  
 „ les venoient voir. Mais comme c'est la cou-  
 „ tume dans toutes les Places frontières, que  
 „ personne n'y entre, sans se faire connoître  
 „ à la Garde des Portes & au Commandant,  
 „ cet usage n'a pas été discontinué pendant leur  
 „ séjour à Gertruidenberg: & on ne voit pas

1710. „ qu'on doive s'en formaliser, ni le prendre  
 „ en mauvaise part. Que si quelqu'un a été  
 „ par là retenu de les aller voir, dans la crainte  
 „ d'être connu, on ne peut pas dire pour  
 „ cela, qu'on ait empêché qu'on ne vint leur  
 „ rendre visite. On ne pourroit certainement  
 „ pas être blâmé, si craignant qu'ils ne dé-  
 „ couvrirent des choses qu'on vouloit tenir  
 „ cachées, on avoit pris des mesures pour les  
 „ prévenir. Enfin on ne peut pas appeler une  
 „ espèce de prison une Ville, où les Srs. Plé-  
 „ nipotentiaires eux-mêmes sont convenus de  
 „ faire leur résidence, & qu'ils ont préférée à  
 „ Anvers, qui est une belle & grande Ville.  
 „ Lesdits Srs. Députés de L. H. P. ont ajou-  
 „ té, que les Srs. les Ministres des Hauts Al-  
 „ liez & eux avoient cru, qu'il étoit à propos,  
 „ que pour toutes les raisons ci-dessus mention-  
 „ nées, les résolutions de L. H. P. du 23. de  
 „ ce mois fussent communiquées à leurs Maî-  
 „ tres: & ils se sont réciproquement requis &  
 „ exhortés (puis que les Ennemis avoient de  
 „ cette manière rompu la Négociation qui se  
 „ faisoit, pour parvenir à une Paix solide &  
 „ Générale, & qu'il n'y avoit plus d'autre par-  
 „ ti à prendre, que celui de pousser la Guerre a-  
 „ vec vigueur) d'employer tous leurs bons offi-  
 „ ces auprès de leurs Maîtres, pour qu'on ne  
 „ néglige rien de ce qui peut y contri-  
 „ buer.

Prise de  
 Douai, par  
 les Alliez.

En effet la Campagne commença de tous  
 côtes avec vigueur; & le Siège de Douai, où  
 la Tranchée avoit été ouverte la nuit du 4. au  
 5. de Mai, aiant été poussé pendant 6. Se-  
 maines, cette importante Place fut prise par  
 les

les Alliez, sans que le Maréchal de Villars eût entrepris pendant tout cetems-là de s'y opposer. La Capitulation fut signée le 27. Juin. Cette prise fut suivie de celles de Bethune, d'Aire & de St. Venant. Neuf Bataillons & six Escadrons furent détachés de l'Armée du Prince Eugène, & 17. Bataillons & 12. Escadrons de celle de Mylord Duc, pour servir au Siège de la première. Le Maréchal de Villars, aiant renforcé son Armée des Détachemens commandez par le Chevalier de Luxembourg & le Lieutenant-Général Broglio, comme aussi des Garnisons de Condé, du Quesnoi, de Valenciennes & de Cambrai, étoit campé dans de nouvelles Lignes qu'il avoit fait faire le long du Crinchon jusqu'à Miraumont derrière Arras; de sorte qu'il étoit impossible de l'attaquer ni de faire le Siège de cette Place: ce qui obligea les Alliez, en attendant quelque autre occasion, de s'occuper à celui de Bethune qui fut investie le 16. Juillet.

Siège de  
Bethune.

Cette Ville n'est pas grande, mais elle est fortifiée très-régulièrement. Il y a presque par tout un double Chemin couvert & de bonnes Lunettes revêtues dans les Angles saillans de la première Contrescarpe, & dans les autres endroits le reste de la Place est inondé. La Garnison de cette Place consistoit en 9. Bataillons, outre 200. hommes de l'Armée, 2. Escadrons de Dragons, 50. Dragons de la Brigade du Roi, 100. Chevaux de l'Armée & 100. Canonniers, Bombardiers & Mineurs. La Tranchée fut ouverte la nuit du 23. au 24. à l'attaque gauche où commandoit le Général Fagel, vis-à-vis du Bastion de St. Ignace du côté de la Porte d'Arras; mais le Général Schulem-

1710.

bourg, qui commandoit à l'attaque droite vers la porte d'Aire, ne put l'ouvrir de son côté que trois jours après, aiant été obligé d'emporter plusieurs Postes. Les attaques furent poussées de côté & d'autre avec vigueur jusqu'au 28. Le Général Schulembourg employa les 5. nuits suivantes à perfectionner ses ouvrages & à faire toutes les dispositions nécessaires pour passer le Fossé, qui étoit fort large & fort profond, & tout paroissoit disposé à donner l'assaut la nuit d'après à un Ravelin, & une Contregarde qui étoient dans le Fossé, lors que les Alliés battirent la Chamade sur les 5. heures du soir, & arborèrent deux Drapeaux, l'un sur la grande Brèche du Château & l'autre sur celle du Ravelin. Tout le monde se rendit en foule sur la Contrescarpe, de même que quelques Officiers François qui vinrent par la Porte St. Prix. Mr. de Vauban, Gouverneur de la Place, y arriva aussi un moment après, & le Général Schulembourg s'avança pour le saluer, ce qui se fit avec beaucoup de marques d'estime de part & d'autre. Cependant le feu ne cessoit point à l'attaque du Général Fagel, & un Officier vint rapporter à Mr. de Vauban, que ce Général menaçoit de tout abîmer, en cas qu'on s'obstinât à lui refuser les mêmes honneurs qu'au Général Schulembourg; ce qui obligea M. de Vauban à s'expliquer en présence de plusieurs Généraux. Il dit, que n'y aiant point de Brèche à l'autre Attaque, il n'y avoit point fait arborer de Drapeau; que cependant pour prévenir le dommage qui en pourroit arriver, il y feroit d'abord arborer un Drapeau, en cas que le Général Schulembourg le trouvât bon, ce qui fut d'abord exécuté. Sur ces entre-faites

aites, les Députez de L. H. P. arrivèrent, 1710.  
 & on convint de l'échange des Orages,  
 remettant au lendemain le Traité de la Ca-  
 pitulation, qui fut conclue le 29. chez le  
 Général Fagel, où le Prince Eugène, le Duc  
 de Marlborough, & Mrs. les Députez étoient  
 allez dîner pour cet effet.

Quelques mois auparavant le Duc de Mort du Duc de Bourbon  
 Bourbon, Prince du Sang, & Chef de la  
 Branche de Bourbon-Condé, mourut \* dans  
 sa 42. année. Il étoit Grand Maître de la  
 Maison du Roi & Gouverneur de Bourgo-  
 gne; & ces deux Charges furent conférées  
 au Duc d'Enguien, son Fils aîné. Le  
 Corps de ce Prince fut porté à Valeri, pro-  
 che de Fontainebleau, Sépulture de ses An-  
 cêtres.

Le Roi régla alors le rang entre tous les Le Roi règle le Rang entre les Princes & Princesses de la Maison.  
 Princes & Princesses de la Maison. Made-  
 moiselle, Fille de Mr. le Duc d'Orléans,  
 devoit passer après les Princesses de Conti, &  
 immédiatement avant la Duchesse du Maine.  
 Le Duc de Chartres, Fils du Duc d'Orléans,  
 eut la Pension de Premier Prince du Sang. Le  
 Duc d'Enguien prit le nom de Duc de Bour-  
 bon; & son Frère celui de Comte de Charo-  
 lois. Le Duc de Bourbon n'étant pas enco-  
 re en âge d'exercer les Fonctions de Gouver-  
 neur du Duché de Bourgogne & de la Mai-  
 son du Roi; S. M. nomma le Marquis d'An-  
 tin pour Administrateur de ce Gouverne-  
 ment, & pour Inspecteur de la Maison de  
 S. M. Cependant ce Duc en fit les fonc-  
 tions publiques & d'honneur, comme il les  
 C 7. avoit

1710. avoit faites depuis qu'il avoit été reçu en Souveraineté.

Nouvelle  
Chapelle  
à Versail-  
les.

Le Roi, comme je croi l'avoir dit ailleurs, avoit fait bâtir à Versailles une nouvelle Chapelle, dont la beauté efface, pour ainsi dire, tout ce qu'il y a d'Edifices en ce genre. Les Panegyristes \* du Monarque, qui ne manquent jamais l'occasion de le louer, jusqu'à mêler même l'encens qu'ils lui prodiguent à celui qu'ils offrent à l'Eternel, disent alors :

*Que ce Temple, en prêchant la Majesté de Dieu,  
Du plus GRAND ROI du monde exalte la Puissance.*

Il est vrai que la richesse & la magnificence y éclatent de toutes parts ; & quoi que la Chapelle ne soit pas exemte de défauts, elle ne laisse pas d'être un Monument illustre de la somptuosité de Louis XIV. Je dirois même de sa Piété, avec ceux qui le comparent en ce point à Salomon, si ce Monarque avoit bâti ce Temple à Dieu avec des mains moins souillées par tant de guerres. Quoiqu'il en soit, la Chapelle fut benite le 5 de Juin par le Cardinal de Noailles, Archevêque de Paris ; & le premier qui y prêcha devant le Roi après cette Cérémonie, fut l'Abbé de Conflans, Chanoine & Archidiacre de Soissons.

Mariage  
de Mr. le  
Duc de  
Berry.

Trois jours avant cette Consécration, le Roi étant à Marli avoit déclaré le Mariage de Mr. le Duc de Berry avec Mademoiselle d'Orléans.

\* Le Sr. Mengard, dans un Sonnet qu'il fit à ce sujet & qui finit par les deux Vers ci-dessus.







léans. La Dispense de Rome étant arrivée à la Cour de France, le Roi envoya Mr. Des-Granges, Maître des Cérémonies, invier tous les Princes & Princesses de la Maison Roïale de se trouver à Versailles le 5. Juillet; le Contrât fut signé ce jour-là dans le Cabinet du Roi, & le lendemain le Mariage fut benî dans la Chapelle du Château par le Cardinal de Janson, Grand Aumônier de Franco. Le soir il y eut un grand Repas dans le Salon de l'Appartement du Roi, où l'on vit à table 28. Princes ou Princesses de la Famille Roïale. Le Prince de Dombes & le Comte d'Eu, Fils de Mr. le Duc du Maine, étoient de ce nombre, parce que le Roi leur accordoit les mêmes honneurs qu'au Duc leur Père. Le 7. le Roi, Mr. le Daupin, tous les Princes & Princesses, les Grans de la Cour & la Reine d'Angleterre rendirent visite à Mr. le Duc & à la nouvelle Duchesse de Berri. Sa Majesté leur donna le Palais du Luxembourg pour leur Logement à Paris; & pour Apanage, Mr. le Duc de Berri eut le Berri, le Duché d'Alençon & le Perche. Madame donna la plus grande partie de ses Pierres à Mad. de Berri, sa Petite-Fille, pour laquelle elle a toujours eu beaucoup de tendresse.

Le Cardinal de Bouillon étoit relegué depuis 9. ans dans ses Abbayes de Tournus & de Cluni. Pendant le séjour qu'il fit dans la dernière, il eut de grans différens avec ses Religieux, parce, dit-il, qu'il n'avoit pas voulu souscrire en aveugle à leurs volontez; & ces Différens produisirent entre l'Abbé & les Moines un grand Procès que le Cardinal perdit.

Le Cardinal de Bouillon se fauve hors du Roïaume.

Recueil de Pièces touchant les affaires de ce Card.

1710.

dit au Parlement de Paris & au Grand Conseil. Mais ce Prélat ayant obtenu permission d'aller faire un tour à son Abbaye d'Arras, il profita du voisinage de la Frontière pour se sauver hors du Roïaume. Il se rendit au Camp des Alliez devant Douai \*, favorisé par un Détachement de Cavalerie que le Prince d'Auvergne son Neveu avoit mené à sa rencontre. Il y fut reçu avec beaucoup de marques d'honneur par les Généraux & les Députés de Hollande, ensuite dequoi il alla à Tournai, où on lui avoit préparé le Palais Episcopal. Cette évasion donna lieu à un Arrêt du Parlement de Paris, qui ordonnoit, entr'autres choses, que par le Lieutenant Criminel d'Abbeville, il seroit informé de l'évasion du Cardinal, pour la Procédure rapportée, être ordonné ce que de raison.

Il écrivit une  
Lettre au  
Roi.

Il parut alors une Lettre au Roi, sous le nom de ce Cardinal, dont bien des gens ne pouvoient croire qu'il fût l'Auteur, tant par rapport au stile, qu'aux expressions peu convenables à sa Dignité & à son Eloquence. Cependant comme la suite a fait juger qu'elle avoit du moins été publiée par son ordre, je la donnerai ici parce qu'elle n'est pas longue.

*Lettre du Cardinal de Bouillon  
au Roi.*

„ J'Envoie à Votre Majesté par cette Let-  
„ tre, que je me donne l'honneur de lui  
„ écrire, après plus de dix ans des plus inouïes,  
„ des

\* Cui se passa durant le Siège de cette Place.

„ des plus injustes , & des moins méritées 1710.  
 „ souffrances , accompagnées de ma part du-  
 „ rant tout ce tems-là du plus profond silence  
 „ & de la patience la plus constante , trop  
 „ outrée , non seulement aux yeux du Mon-  
 „ de , mais peut-être même aux yeux de  
 „ Dieu , par raport à l'honneur & à la gloire  
 „ de son Eglise. J'envoie , dis-je , à Votre  
 „ Majesté avec un très-profond respect , la  
 „ Démission volontaire , qui ne peut plus être  
 „ regardée par personne comme l'aveu d'un  
 „ crime que je n'ai jamais commis , de ma  
 „ Charge de Grand-Aumônier de France , &  
 „ de ma Dignité d'un des neuf Prélats Com-  
 „ mandeurs de l'Ordre du S. Esprit , qui a  
 „ l'honneur d'avoir Votre Majesté pour son  
 „ Chef & Grand Maître , laquelle a juré sur  
 „ les Saints Evangiles le jour de son Sacre ,  
 „ l'exacte observation des Statuts dudit Or-  
 „ dre. En conséquence de ces Statuts , je  
 „ joins à cette Lettre le Cordon & la Croix  
 „ de l'Ordre du S. Esprit , que par pur res-  
 „ pect & soumission pour les Ordres de Votre  
 „ Majesté , j'ai toujours porté sous mes ha-  
 „ bits , depuis l'Arrêt que Votre Majesté  
 „ rendit contre moi absent & non entendu ,  
 „ dans son Conseil d'en haut , le 11. Septem-  
 „ bre 1700. En conséquence de ces Démis-  
 „ sions , que j'envoie aujourd'hui à Votre  
 „ Majesté , je reprends la Liberté que me don-  
 „ noient ma Naissance de Prince Etranger ,  
 „ Fils d'un Souverain , ne dépendant que de  
 „ Dieu , & ma Dignité de Cardinal de la  
 „ Sainte Eglise Romaine , & de Doïen du  
 „ Sacré Collège , Evêque d'Ostie , Premier  
 „ Suffragant de l'Eglise Romaine. Liberté  
 „ Sé-

1710. „ Séculière & Ecclésiastique, dont je ne m'é-  
 „ tois privé volontairement que par les deux  
 „ Sermons que je fis entre les mains de Votre  
 „ Majesté en l'année 1671. Le premier pour  
 „ la Charge de Grand Aumônier de France,  
 „ la première des quatre grandes Charges de  
 „ sa Maison & de sa Couronne; & le se-  
 „ cond pour la Dignité d'un des neuf Prélats  
 „ Commandeurs de l'Ordre du S. Esprit. Des-  
 „ quels Sermons je me suis toujours très-fidè-  
 „ lement & très-religieusement acquité, tant  
 „ que j'ai possédé ces deux Dignitez dont je  
 „ me depouille aujourd'hui volontairement,  
 „ & même avec une telle fidélité aux ordres  
 „ & aux volontez de Votre Majesté, en tout  
 „ ce qui n'étoit pas contraire au Service de  
 „ Dieu & de son Eglise, que je desirerois  
 „ bien en avoir eu une semblable à l'égard  
 „ des Ordres de Dieu & de ses Volontez.  
 „ C'est à quoi je tâcherai de travailler unique-  
 „ ment le reste de mes jours en servant Dieu  
 „ & son Eglise dans la Première Place après  
 „ la Suprême, où la Divine Providence m'a  
 „ établi quoi-que très-indigne; & en cette  
 „ qualité qui m'attache uniquement au S.  
 „ Siège, j'assurerais Votre Majesté que je suis  
 „ & serai jusqu'au dernier soupir de ma vie,  
 „ avec le profond respect qui est dû à la Ma-  
 „ jesté Royale.

SIRE, &c. *A Arras le 22. Mai 1710.*

Le Roi en  
 écrit une  
 autre au  
 Cardinal  
 de la Tre-  
 mouille  
 sur la mê-  
 me affaire.

Le Cardinal ayant envoié cette Lettre au  
 Roi, dépêcha un Courier à Rome, pour y  
 donner avis de son évafion hors de France.  
 Quelques Lettres d'Italie assurèrent que le Pa-  
 pe, aprenant cette conduite, en fut surpris &c  
 la

la désaprouva. Mr. le Cardinal de la Tremouille reçût aussi alors un Courier de la Cour de France, avec une Lettre du Roi du 26. Mai, dont voici la Copie.

1710.

*Lettre du Roi au Cardinal de la  
Tremouille sur l'évasion du  
Cardinal de Bouillon.*

IL y a déjà long-tems que j'aurois pardon-  
né au Cardinal de Bouillon sa desobéis-  
sance à mes ordres, s'il m'eût été libre d'a-  
gir comme particulier dans une affaire où  
la Majesté Roiale étoit intéressée. Mais  
comme elle ne me permettoit pas de laisser  
sans châtement le Crime d'un Sujet qui  
manque à son principal devoir envers son  
Maître, & je puis ajouter envers son Bien-  
facteur, tout ce que j'ai pu faire a été d'a-  
douceir par degrez les peines qu'il avoit  
justement méritées. Ainsi non seulement  
je lui ai laissé la jouissance de ses reve-  
nus, lorsqu'il est rentré dans mon Roiau-  
me; mais depuis je lui ai permis de chan-  
ger de séjour, quand il m'a représenté les  
raisons qu'il trouvoit pour sortir des lieux  
où j'avois fixé sa demeure. Enfin je lui  
avois accordé, sans même qu'il l'eût de-  
mandée, la liberté d'aller en telle Provin-  
ce, & en tel endroit de mon Royaume  
qu'il lui plairoit, pourvu que ce fût à la  
distance de 30. lieues de Paris, & lorsque  
pour abrégér sa route, il a passé à l'ex-  
trémité de cette Ville, & qu'il a séjourné  
aux



„ veuille que cette Ambition sans bornes , 1710.  
 „ & soutenue seulement par la haute idée de  
 „ Doien des Cardinaux , ne cause pas un  
 „ jour quelque desordre dans l'Eglise ! On  
 „ peut tout présumer d'un Sujet prévenu de  
 „ l'opinion , qu'il dépend de lui de se souf-  
 „ traire à l'obéissance de son Souverain. Il  
 „ suffira que la Place dont le Cardinal de  
 „ Bouillon est présentement ébloui , lui pa-  
 „ roisse inférieure à sa Naissance & à ses ta-  
 „ lens. Il se croira toutes voies permises  
 „ pour parvenir à la première Dignité de l'E-  
 „ glise , lors qu'il en aura contemplé la splen-  
 „ deur de plus près. Car il y a lieu de croi-  
 „ re que son dessein est de passer à Rome ; je  
 „ doute que ce soit de concert avec Sa Saint-  
 „ teté ; & s'il avoit pris quelques mesures se-  
 „ crètes avec Elle , je suis persuadé qu'Elle se  
 „ repentiroit bientôt du consentement qu'El-  
 „ le y auroit donné. Quoi-qu'il en soit , si le  
 „ Cardinal de Bouillon arrive à Rome , mon  
 „ intention est que vous n'aiez aucun Com-  
 „ merce avec lui , & que vous le regardiez  
 „ comme un homme absolument livré à mes  
 „ Ennemis , & comme un Sujet rebelle &  
 „ se glorifiant de son Crime. Vous averti-  
 „ rez aussi tous les François qui sont à Rome ,  
 „ aussi bien que les Italiens attachez à mes  
 „ intérêts , de se conformer aux ordres que  
 „ je vous donne à son égard. Sur ce je prie  
 „ Dieu &c.

En conséquence des ordres du Roi on in-  
 struit le Procès du Cardinal de Bouillon à la  
 Chambre de la Tournelle , où les Cham-  
 bres du Parlement s'assemblèrent à ce sujet  
 le 20. Le Procureur-Général leur commu-

On fait le  
 Procès au  
 Cardinal  
 de Bouil-  
 lon.  
 Recueil des  
 Lettres &  
 autres Pib-  
 ces conser-  
 vées

1710. niqua son *Requisitoire* qui contenoit en substance " que ce Cardinal étoit coupable de  
 „ trois Crimes Capitaux : le 1. de *desobéissance* envers le Roi pour ne s'être pas  
 „ tenu dans le Lieu que Sa Majesté lui avoit marqué pour sa résidence. Le 2. de  
 „ *Desertion*, pour être sorti du Roïaume &  
 „ s'être retiré chez les Ennemis de l'Etat.  
 „ Le 3. de *Felonie* pour avoir nié sa Naissance & son Roi & avoir prétendu n'être pas son Sujet. " Le \* Procureur-Général conclut ensuite à un Décret de prise de Corps , & il fut rendu le 20. de Juin un Arrêt du Parlement conforme à ces Conclusions. Ensuite, par une Déclaration donnée à Versailles le 7. Juiller, & Registrée au Parlcment le 10. du même Mois, le Roi ordonna la manière dont il vouloit qu'il fût pourvu aux Bénéfices qui viendroient à vaquer à la Nomination de ce Cardinal.

Suite de la  
 Campagne  
 du Pais-  
 Bas.

Reprenons maintenant la suite des opérations de la Campagne au Pais-Bas , où les Alliez étoient occupez à saigner les inondations d'Aire & de St. Venant. Un Détachement de la Garnison d'Ypres voulut tenter de surprendre Warneton au commencement de Septembre ; mais ayant trouvé la Garnison sur ses gardes , il fut obligé de se retirer sans rien faire. Un autre Détachement de l'Armée du Maréchal de Villars s'avança le 10. du même Mois vers la Bassée, pour enlever la Garde des Alliez , qui en ayant été informée à tems, se retira sous les Portes de Bethune.

Le

\* M. Dagneſſan.



Le 12. toutes les dispositions étant faites 1710.  
 pour attaquer la Ville d'Aire en deux en-  
 droits, l'un par le Détachement de l'Ar- <sup>Siège</sup>  
 mée de Mylord Duc, au côté gauche de d'Aire  
 l'Ouvrage à Cornes, à la porte de Notre- <sup>par les Al-</sup>  
 Dame, vis-à-vis du Bastion de Thinc, & liez.  
 l'autre par le Détachement de l'Armée du  
 Prince Eugène de Savoie, vis-à-vis le vieux  
 Château, du côté du Village de St. Quentin,  
 on ouvrit sur les 10. heures du soir  
 la Tranchée aux deux Attaques avec 2500.  
 Travailleurs à chacune. Il y eut à la pre-  
 mière 500. hommes pour les couvrir &  
 400. à la seconde. On tira deux Lignes  
 Parallèles de plus de 100. toises chacune,  
 avec leur Communication & Redoutes à cô-  
 té, pour se garantir des sorties des Assié-  
 gez. Ces derniers ne s'aperçurent du côté  
 de l'Ouvrage à Cornes que le 13. au ma-  
 tin, qu'on avoit ouvert la Tranchée, & il  
 n'y eut que trois hommes blessez à l'autre  
 Attaque.

Le Siège de St. Venant fut en même tems <sup>Siège de St.</sup>  
 résolu & exécuté. Les dispositions nécessai- <sup>Venant</sup>  
 res pour faire écouler l'inondation de cette <sup>par les</sup>  
 Placé aiant été achevée avec succès par les Al- <sup>mêmes.</sup>  
 liez, ils firent ouvrir la Tranchée le 16. Sep-  
 tembre à 150. toises de la Contrescarpe; & il  
 n'y eut point d'exemple pendant cette Guerre  
 qu'on eût approché de si près d'aucune Place  
 dès la première nuit. Aussi les Assiégeans ne  
 tardèrent-ils guère à être découverts, & ils  
 eurent 50. hommes tuez ou blessez en cette  
 occasion, & entr'autres 3. Capitaines.

Durant ce tems-là les François battirent un <sup>Convoi</sup>  
 Convoi des Alliez qui leur venoit de Gand. <sup>des Alliez</sup>  
 battu par

1710.

les François.

Il étoit composé d'environ 40. Bateaux, dont il y en avoit 3. chargez de Poudre, de Boulets de Canon & de Bombes vuides, 3. de Foin pour les Magazins de Lille, plusieurs de Vivres, quelques-uns de Brandevin, & le reste de Hardes ou Marchandises appartenant à des particuliers. Les François avertis que ce Convoi étoit parti de Gand le 17. au soir, sous une Escorte de 12. à 1300. hommes, dont il y en avoit 450. de Cavalerie de diverse Nation, firent un Détachement de 4000. hommes la nuit du 17. au 18. & parurent le 19. au matin à la vuë de Courtrai, d'où on tira sur eux le Canon. Cependant aiant continué leur marche le long de la Lis du côté de Gand, ils rencontrèrent le Convoi sur le midi à Vives St. Eloi, & l'Escorte s'étant rangée en Bataille, il se fit d'abord un rude Combat; mais les François profitant de leur supériorité l'entourèrent & en tuèrent la plus grande partie: l'autre fut faite prisonnière ou obligée de se jeter dans la Rivière, dans laquelle il y en eût plusieurs de noiez; le reste se sauva à Deinse. On compte qu'il y eut environ 300. hommes de tuez ou de noiez, & 300. Fantassins avec 25. ou 30. Cavaliers prisonniers. Les François tombèrent ensuite sur les Bateaux, & mirent le feu à ceux qui étoient chargez de Foin, & à quelques autres. Des 3. Bateaux où il y avoit de la Poudre, un sauta à 5. heures du soir; l'autre à 7. heures, & le dernier vers les deux heures après minuit. Des 40. Bateaux il y en eut 27. brûlez ou coulez à fond; le reste se sauva. Les François se retirèrent vers les 4. heures du matin, & furent attaquez à Rouffelaer,

laer, par le Détachement de Masbach, qui 1710.  
 étant trop foible fut obligé de se retirer. Pen-  
 dant cette petite attaque, Mr. de Ravignan  
 qui commandoit les François, & qui ne savoit  
 pas où cela pourroit aller, renvoia Mrs. de  
 Ginkel & d'Ameronguen, avec les autres  
 Officiers prisonniers, sur leur parole pour un  
 Mois.

Il se passa encore le 22. de Septembre une au- Autre af-  
 tre affaire entre quelques Partis des deux Armées. faire où  
 Un Détachement de celle de France voulut ces der-  
 enlever quelques Généraux de la Droite des niers ont  
 Alliez à Rebeck de l'autre côté de la Lis. du des-  
 Mais ce Détachement fut si bien reçu, avantage,  
 qu'il en resta environ 250. hommes sur la  
 place, & l'on ramena au Camp des Alliez  
 12. Officiers François Prisonniers avec 220.  
 Cavaliers, outre 300. Chevaux à vui-  
 de, sans que les Alliez eussent eu plus de  
 40. hommes tués ou blessés en cette occa-  
 sion.

Cependant les deux Sièges s'avançoient, Reddition  
 quoi-que non pas avec la même diligence. de St. Ve-  
 Comme celui d'Aire étoit beaucoup plus con- nant.  
 sidérable que celui de St. Venant, il ne put  
 aller aussi vite. Ce dernier fut poussé avec  
 tant de vigueur jusqu'au 25. Septembre, que  
 la nuit du 25. au 26. on passa deux Fossés,  
 larges de 20. piés chacun, pour s'aller loger  
 sur l'Angle saillant: le 26. on fit Brèche à la  
 Contrescarpe, & on passa la nuit suivante le  
 Fossé qui la couvroit. On se prépara la nuit  
 du 27. au 28. à l'Assaut de la Contre-Garde  
 & de l'Angle saillant. On le donna à l'entrée  
 de la nuit suivante. Les Assiégeans y furent  
 repoussés deux fois, & y perdirent beaucoup

1710. de monde; mais enfin ils y restèrent, & les  
 Assiégez desespérant de les en chasser, bat-  
 tirent la Chamade le 29. sur les 4. heures  
 après midi. La Capitulation fut signée  
 le 30.

Suite du  
 Siège  
 d'Aire.

Au Siège d'Aire, on ne donna l'Assaut à la  
 Contrescarpe & à la Flèche du côté de S.  
 Quentin que la nuit du 31. Octobre au 1.  
 Novembre. On en chassa d'abord les Fran-  
 çois & on y étoit déjà retranché, lorsque les  
 Assiégez firent jouer une Mine qui fit sauter  
 30. hommes des Assiégeans. Ceux-là aiant fait  
 en même tems une vigoureuse sortie, obligè-  
 rent les autres d'abandonner leurs Logemens  
 avec perte de 400. hommes. Mais ces per-  
 tes aiant été réparées les jours suivans, & les  
 Travaux avancez avec beaucoup de diligen-  
 ce, les Ponts furent si considérablement al-  
 longez à l'Attaque gauche, que la nuit du 7.  
 au 8. les Assiégeans n'étoient plus qu'à 5. ou 6.  
 toises de la Brèche. Le 8. au soir, comme  
 ils étoient occupez à achever les Ponts aux  
 deux Attaques, pour donner l'Assaut général,  
 le Marquis de Goesbriant, Gouverneur,  
 fit battre la Chamade vers les 6. heures du  
 soir, & demanda à capituler. Il envoya le  
 même soir pour Otag s un Brigadier, un Co-  
 lonel, & un Lieutenant-Colonel; & du côté  
 des Alliez, on lui envoya un pareil nombre  
 d'Officiers du même rang. Le 9. le Gou-  
 verneur se rendit lui-même au Quartier de  
 Mylord Marlborough, où s'étoit rendu le P.  
 Eugène de Savoie, & la Capitulation pour la  
 Ville d'Aire & le Fort S. François fut signée  
 vers le soir. Par la Conquête de ces trois  
 Places, les Alliez non seulement couvroient

la Ville de Lille & les autres le long de la Lis & de l'Escaut, mais aussi ils eurent un pié considérable dans l'Artois, où elles sont situées, & le moïen d'étendre leurs Contributions & le Logement de leurs Troupes, aussi bien que de pénétrer plus facilement sur les terres des François. Tous ces Sièges furent faits à la vuë de leur Armée, qui, au commencement, avoit paru dans le dessein de livrer Bataille, mais qui se contenta de se poster avantageusement, & de se retrancher pour se tenir sur la défensive, ne voulant pas risquer une Décision.

C'étoit pourtant pour le Païs-Bas que la France avoit réservé ses plus grandes forces, parce que c'étoit là qu'elle avoit uniquement à craindre & à se garantir d'une invasion. Cela parut par les mesures prises en Espagne, où elles furent si bien concertées, que cette Couronne put se passer du secours de la France. Aussi les affaires y furent-elles dans un flux & reflux perpétuel de bonheur & d'infortune pour les deux Partis; chacun y éprouva ce que vaut un secours donné à propos ou manqué par des Contretems. Au commencement tout paroissoit favorable au Roi Philippe: outre les Corps qu'il avoit en Estramadure, dans l'Andalousie & ailleurs, son Armée étoit supérieure à celle des Alliez, sur tout en Cavalerie, & le Duc de Noailles étoit à portée avec un autre Corps pour agir de concert. Il se proposoit d'emporter *Balaguer* & *Gironne*, deux Places de la dernière importance pour les Alliez. Le Roi Charles attendoit le secours d'Italie qui n'étoit

*Affaires  
d'Espagne.  
Mémoires  
du Temps.*

1710. point encore arrivé & qui dépendoit des Vents. Outre cela il avoit besoin des Troupes Palatines, qui étoient dans le Lampourdan, pour observer le Duc de Noailles. Ainsi tout paroissoit à craindre pour lui; mais d'autres circonstances le favorisèrent, & le Roi Philippe eut ses Contretiens. L'Emprisonnement du Duc de Medina Celi \*, qui surprit tout le monde, obligea d'abord ce Prince à suspendre son départ; & quand il se présenta devant Balaguer, son dessein échoua par la vigilance du Maréchal de Staremberg, qui rendit ensuite sa tentative inutile, lors que son Armée entreprit de l'attaquer dans son Camp avant l'arrivée du secours d'Italie.

Les Troupes du Roi Philippe réussirent mieux devant *Estadilla* & *Calaf*, de même que le Marquis de Bai dans la Province de *Tra los Montes*, où il emporta *Miranda* par Escalade: mais on trouva un peu étrange, que la petite Ville de *Ciudadilla* qui avoit d'abord refusé de se soumettre, eût été pillée & brûlée, ce qui irrita plus qu'il n'intimida les Habitans du País. L'entreprise du Duc de Turis sur la Sardaigne, (qui eût été de grande conséquence pour le Roi Philippe si elle eût réussi) échoua par le secours survenu à propos de l'Escadre des Alliez, avec une grande perte pour les Espagnols. D'un autre côté l'entreprise des Alliez sur le Port de Cète, petite en apa-

\* Pour avoir donné aux Ennemis communication de toutes les Négociations qui se traitoient entre la France & l'Espagne; ce qui avoit beaucoup contribué à éloigner la Paix. C'est du moins ce que déclarèrent les Commissaires nommez pour le juger.

aparence, mais bien exécutée sous le Général Sciffan, produisit la Diversiſion qu'ils s'étoient proposée, en obligeant le Duc de Noailles d'y accourir en diligence. Voici comme la chose arriva selon les François. 1710.

Le 25. de Juillet la Flote des Alliez avoit paru entre le Cap de Cète & celui d'Agde, & sur les 5. heures du soir ils débarquèrent en deux fois environ trois mille hommes partagez en deux Corps. L'un s'empara du petit Fort de Cète, & l'autre s'étant avancé vers Agde, s'empara du Faubourg & du Pont sur l'Erant. Aufſi-tôt le Duc de Roquelaure, qui commandoit en Languedoc, envoya un Courier au Duc de Noailles, Lieutenant-Général & Gouverneur de Rouffillon, & s'avança à Frontignan avec ce qu'il put rassembler de Troupes. Le Duc de Noailles de son côté, fit marcher 1000. Chevaux avec des Grenadiers en croupe & 12. pièces de Canon, dont quatre étoient de 24. livres de bale, & aiant pris les devans, il arriva le 26. près de Beziers, & alla à Montpellier conférer avec le Duc de Roquelaure. Les Troupes arrivèrent le 27., le 28. il marcha aux Ennemis, & le 29. il les chargea, pendant que le Duc de Roquelaure s'avançoit aussi. Ils firent peu de résistance, aiant été mis en desordre par le feu du Canon, & ils furent vivement poursuivis: 3. ou 400. furent tuez, 100. pris, & un grand nombre noiez en se rembarquant. Ensuite, le Fort de Cète fut emporté l'épée à la main, & 7. hommes qui le gardoient-faits prisonniers, avec leurs Officiers. Il n'y eut du côté des Troupes du Roi, qu'un Grenadier qui fut

1710. tué par accident, avec quelques Chevaux, quoy-que les Alliez *fissent un grand feu de leurs Vaisseaux*. C'est ainsi que les Nouvelles Publiques de France racontèrent cette affaire.

Selon les  
Alliez.  
Lettres de  
la Haie.

On ne comprenoit pas bien comment la Flote des Alliez aiant débarqué 3000. hommes le 25. au soir, le Duc de Noailles, Gouverneur du Roussillon, eût pu faire marcher assez tôt *mille Chevaux avec des Grenadiers en groupe & 12. pièces de Canon*, pour arriver le 27. *marcher aux Ennemis le 28. les charger le 29. & emporter le Fort de Cète l'épée à la main*, sans qu'il y eût eu du côté des Troupes du Roi qu'un Grenadier tué, encore par accident, quoy-que les Ennemis *fissent un grand feu de leurs Vaisseaux*. Il est certain que cela avoit besoin d'un détail plus circonstancié, d'autant plus que les Lettres de Montpellier du 29. ne disoient rien de ces Attaques, & marquoient simplement que *les Alliez se rembarquèrent à Cète le 28. après avoir rempli leurs Barques de toutes sortes de Provisions*. Or s'ils s'étoient rembarquez ls 28. les François n'eurent pas beaucoup de peine à les chasser le 29. & cela étant il ne faut pas s'étonner si ceux-ci n'eurent qu'un Grenadier tué. Il vaut donc mieux s'en rapporter aux nouvelles de la Haie, les voici.

„ Le Général Seiffan étoit allé à la Cour  
„ de Barcelone pour une Commission, &  
„ il s'y trouva dans le tems que le Roi  
„ Charles III. voulant attaquer l'Armée En-  
„ nemie, avoit besoin de renforcer son Ar-  
„ mée des Troupes Palatines, qui faisoient  
„ tête à celles du Duc de Noailles. Il y a-  
voit



„ voit lieu de craindre que ce Général pro- 1710.  
 „ firant du départ de ces Troupes , n'en-  
 „ trât dans le *Lampourdan*. Mr. de Seif-  
 „ san aiant promis de l'en empêcher, & de  
 „ l'attirer ailleurs, fit embarquer 700. hom-  
 „ mes, & alla descendre à Cète & à Agde  
 „ en Languedoc, où il resta jusqu'à ce que  
 „ le Duc de Noailles y fût venu avec ses  
 „ Troupes. Aiant réussi dans ce dessein,  
 „ il se rembarqua *sans qu'il y ait eu un*  
 „ *seul homme de tué*: le peu de fermeté de  
 „ quelques Officiers, & sur tout de celui  
 „ qui étoit dans le Fort de Cète, aiant été  
 „ la seule cause qu'il y eut quelques pri-  
 „ sonniers. Toutes les Lettres des Ami-  
 „ raux d'Angleterre & de Hollande ren-  
 „ dent justice à Mr. de Seissan, & disent  
 „ qu'il a fait voir une Conduite digne des  
 „ plus grandes louanges. Il n'est pas vrai  
 „ *qu'il ait exigé la moindre Contribution* : il  
 „ fit vivre au contraire ses Troupes dans  
 „ la plus exacte Discipline, se contentant  
 „ de rendre le service qu'il avoit promis, sans  
 „ vouloir porter aucun préjudice à ce Pais-là  
 „ d'où il est originaire. Son arrivée à la Haïe  
 „ le 22. d'Août ressuscita les 400. hommes  
 „ que les nouvelles de France avoient tuez  
 „ où noïez, & elle remit dans la Caisse du  
 „ Languedoc l'argent qu'on disoit qu'il avoit  
 „ exigé.

Quel qu'ait été le succès de cette Entre-  
 prise, il est du moins certain qu'elle don-  
 na lieu aux Troupes du Lampourdan d'aller  
 joindre le Roi Charles; & comme le Duc  
 de Noailles s'étoit affoibli par des Détache-  
 mens pour le Languedoc; il ne se trouva

1710. pas en état d'entreprendre le Siège de Gir-  
ronne.

Sur ces entrefaites le secours attendu arriva d'Italie & joignit l'Armée des Alliez à point nommé le 26. Juillet, veille du Combat d'Almenara, où par la diligente marche du Général Stanhope la Cavalerie des deux Couronnes fut mise en déroute & leur Armée réduite à se retirer en confusion sous *Lerida* à la faveur de la nuit, qui ne permit pas aux Alliez de la poursuivre. Comme on ne peut juger sainement de cette Action par les Relations que les François en donnèrent, j'y joindrai aussi celle des Alliez. Voici premièrement ce qu'on en écrivit du Camp du Roi Philippe du 28. Juillet, lendemain du Combat.

Relation  
de la Ba-  
taille d'Al-  
menara  
selon les  
Francois.

„ Le Roi aiant résolu de quitter son Camp  
„ d'Ivars & de Barbens, où il avoit campé  
„ pendant 40. jours, fit décamper avant-hier  
„ l'Armée, pour passer la Segra près de Le-  
„ rida, & aller camper au Comté de Riba-  
„ gorça. Les Ennemis abandonnèrent en mê-  
„ me tems leur Camp retranché de la Huerta,  
„ & marchèrent sur deux Lignes: aiant été  
„ joints la veille par 9. Bataillons & 11. Es-  
„ cadrons venant du Lampourdan, & par les  
„ Troupes arrivées en dernier lieu d'Italie.  
„ Hier 27. on détacha le Lieutenant-Général  
„ Don Miguel de Sello, & le Major-Géné-  
„ ral Don Pedro Ronquillo, avec les vieux  
„ Régimens Espagnols, 2. de Dragons  
„ d'Offune & de Vallejo, 20. Compagnies  
„ de Grenadiers, & 2. Brigades de Castille  
„ & de Bajeles, afin de s'assurer du passage  
„ de la Noguera, du côté d'Alfaraz. Ce Dé-

„ 12.

» tachment se mit en marche le même jour, 1710.  
 » devant être suivi par le reste de l'Armée:  
 » mais lors qu'il arriva près d'Almenara, il  
 » trouva que les Ennemis avoient fait occu-  
 » per les Hauteurs par 27. Escadrons & une  
 » partie de leur Infanterie, le Général Sta-  
 » remberg aiant déjà passé la Noguera, &  
 » fait avancer son Armée jusqu'au Pont  
 » d'Alfaraz.

» Le Roi qui continuoit à s'avancer vers  
 » Alguaira avec l'Armée, aiant été averti de  
 » la situation des Ennemis, détacha d'abord  
 » le Marquis de Villadarias avec la Cavale-  
 » rie, pour se rendre en diligence de ce cô-  
 » té-là. Ce Marquis monta sur les Hau-  
 » teurs d'Almenara, & mit ses Troupes en  
 » ordre de Bataille sur deux Lignes, envi-  
 » ron à une portée de Canon de la Cava-  
 » lerie Ennemie; aiant envoié ordre à Don  
 » Miguel de Sello de le venir joindre avec  
 » son Détachement, afin de former l'Aile  
 » droite.

» Les Ennemis en aiant été informez, dres-  
 » sèrent une Batterie de cinq pièces de Ca-  
 » non, qui tua d'abord Don Joseph Figuero-  
 » ra, Colonel du Régiment d'Infanterie de  
 » Medina-Sidonia. Ils formèrent ensuite deux  
 » Lignes de 27. Escadrons, & tombèrent à  
 » l'improviste sur notre Cavalerie, qui fai-  
 » soit quelque mouvement: Cependant elle  
 » les reçut avec tant de vigueur, que leur  
 » première Ligne commençoit à reculer un  
 » peu en desordre: mais aiant été soutenue  
 » par leur seconde Ligne, ils pénétrèrent a-  
 » vec tant de furie dans notre seconde Li-  
 » gne, qui étoit fort mal campée, qu'ils la

1710. „ mirent entièrement en desordre & en fui-  
 „ te, sans que les Officiers, dont un grand  
 „ nombre fut tué ou blessé dans cette occasion,  
 „ pussent la rallier; bien loin de là, elle des-  
 „ cendit la Montagne avec une telle con-  
 „ fusion. qu'elle mit en desordre l'Infante-  
 „ rie, qui se retira vers Lerida avec les Ba-  
 „ gages, qui furent même pillés par ces  
 „ Fuyards, sans que la présence du Roi  
 „ les en pût empêcher. Sa Majesté jugea  
 „ à propos de se retirer à Lerida, où el-  
 „ le arriva sur le minuit. On croit que  
 „ le Duc de Sarno & Mr. Verboom, Lieu-  
 „ tenans-Généraux, sont pris & blesez.  
 „ Nonobstant cette déroute de notre Ca-  
 „ valerie, & le desordre général de l'Armée,  
 „ l'Infanterie du Détachement du Général de  
 „ Sello, monta sur les Hauteurs, & se for-  
 „ ma en ordre de Bataille à une portée de  
 „ mousquet des Escadrons Ennemis: elle res-  
 „ ta une demi-heure dans cette situation & fit  
 „ ensuite quelque mouvement. Six Esca-  
 „ drons de ce Général marchèrent sur ces  
 „ entrefaites dans la Plaine, où ils arrêterent  
 „ celui de Vallejo & un d'Ossune, qui étoient  
 „ du nombre des Fuyards: & les obligèrent  
 „ de rebrousser chemin, & d'aller soute-  
 „ nir cette Infanterie sur les Hauteurs. Les  
 „ Dragons se postèrent à l'Aile gauche de cer-  
 „ te Infanterie, vis-à-vis de 17. Escadrons  
 „ Ennemis. Don Joseph Vallejo résolut a-  
 „ lors de sacrifier son Régiment de Dragons,  
 „ pour favoriser la retraite de l'Infanterie,  
 „ sur quoi, ayant divisé ses Troupes en cinq  
 „ Pelotons, il attaqua les 17. Escadrons  
 „ Ennemis l'épée à la main, & les obli-  
 „ gea.

„ gea de se retirer vers leur Armée. Il les 1710  
 „ poursuivit jusqu'à la dernière Ligne de la  
 „ Cavalerie, qui fut aussi un peu en desor-  
 „ dre ; mais il y avoit derrière une Ligne  
 „ d'Infanterie, dont deux Bataillons firent feu  
 „ sur nos Gens, & en tuèrent quelques-uns.  
 „ On se battit aussi en retraite contre la Cava-  
 „ lerie Ennemie, qui avoit battu & chassé la  
 „ nôtre, mais à cause de la nuit elle ne jugea  
 „ pas à propos de nous poursuivre. Tous  
 „ les Officiers & Soldats de ce Détachement  
 „ se sont fort distinguez dans cette dernière  
 „ occasion : on n'y a perdu qu'un Eten-  
 „ dard : le Lieutenant-Colonel, un Ca-  
 „ pitaine & 4. Dragons ont été tuez : &  
 „ 3. Lieutenans, trois Enseignes & 18. Sol-  
 „ dats bleffez.

„ Pendant cette Action, l'Infanterie s'est  
 „ retirée à la faveur de la nuit à Lerida,  
 „ avec notre Artillerie. Le Régiment de  
 „ Vallejo n'a décampé d'Alguaira qu'à la  
 „ pointe du jour, & est venu joindre le  
 „ Camp près de Lerida, où l'on est oc-  
 „ cupé à former l'Armée. La bravoure du  
 „ Marquis de Vallejo a en partie empê-  
 „ ché la ruine de notre Armée, la  
 „ consternation aiant été si grande qu'on  
 „ ne pouvoit tenir les Troupes en ordre.  
 „ Notre perte n'est pas fort considéra-  
 „ ble, à cause que notre Cavalerie prit d'a-  
 „ bord la fuite au commencement de l'Ac-  
 „ tion. Le Roi est venu cet après-mi-  
 „ di de Lerida au Camp, pour visiter l'Ar-  
 „ mée, & reconnoître celle des Enne-  
 „ mis.

1710.

Voici maintenant une autre Relation de ce même combat , adressée par Mr. de Belcastel , Commandant des Troupes Hollandoises , aux Etats Généraux ; & conforme à celle que Mr. Stanhope , qui commandoit la Cavalerie des Alliez , avoit envoïée à la Reine d'Angleterre.

## HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS,

Relation  
du même  
Combat  
selon les  
Alliez.

„ SA Majesté Catholique aiant eu avis le  
„ 25. que le Baron de Wetzels , Lieu-  
„ tenant Général de Sa Majesté Impériale,  
„ étoit arrivé à Camaraça , Place située à  
„ trois heures de Balaguer , avec le renfort  
„ de Troupes tiré du Lampourdan & ve-  
„ nu d'Italie , elle lui ordonna de pour-  
„ suivre sa marche le lendemain avant la  
„ pointe du jour , pour se joindre à l'Ar-  
„ mée.

„ Le 26. quelques-unes de nos Patrouil-  
„ les & Partis vinrent donner avis avant  
„ la pointe du jour , qu'on apercevoit un  
„ grand feu au Camp des Ennemis ; & l'on  
„ fut informé avant le lever du Soleil , par  
„ un raport unanime , que l'Ennemi étoit en  
„ pleine marche , prenant sa route vers Le-  
„ rida sur trois Colonnes : sur quoi on en-  
„ voïa des Partis de nos Hussars , & autres  
„ Détachemens , pour les observer & sui-  
„ vre leur marche. A la pointe du jour  
„ nous changeames notre Camp : on passa  
„ la Rivière de Scio , & on posta le Camp  
„ devant Balaguer près du Pont de pierre ,  
„ suivant le nouvel ordre de Bataille qu'on  
„ avoit formé. Le Corps du Général Wetzels

„zel joignit l'Armée avant midi, de mê- 1710.  
 „me que tous les Détachemens qui avoient  
 „été dehors.

„Sa Majesté Catholique aiant ensuite  
 „été avertie tant par les Partis, que par  
 „les Prisonniers, Deferteurs & Espions,  
 „que l'Armée Ennemie étoit déjà arrivée  
 „dans les Jardins de Lerida, & qu'ils y  
 „avoient établi leur Corps, elle tint d'a-  
 „bord conseil de Guerre; & après avoir  
 „entendu les sentimens des Généraux des  
 „Alliez, elle ordonna que toute l'Armée  
 „plieroit les Tentes au Soleil couchant, &  
 „se tiendrait prête à la marche. En con-  
 „sequence, l'Armée passa sur le Pont de  
 „Balaguer, & prit la route d'Alfaraz, à  
 „cinq lieues de Balaguer, au delà de la  
 „Noguera. Le Lieutenant-Général Stan-  
 „hope fut détaché pour cette exécution,  
 „& avec lui sous ses ordres deux Majors  
 „Généraux, un de la Cavalerie & un de  
 „l'Infanterie; savoir le Major-Général Pep-  
 „per, avec 4. Régimens de Dragons,  
 „dont deux Anglois de la Reine & de  
 „Pepper, & 2. Hollandois de Mattha &  
 „de Slippenbach, étoient tous de l'Aile gau-  
 „che, & les plus proches du Pont de Ba-  
 „laguer; & le Major-Général Eck, Impé-  
 „rial, avec 20. Compagnies de Grenadiers,  
 „six pièces de Canon & les Pontons,  
 „pour prévenir en toute diligence les En-  
 „nemis, & se rendre Maîtres du Poste &  
 „passage d'Alfaraz, en jettant le Pont sur  
 „la Noguera. Toute l'Armée suivit suc-  
 „cessivement ce Détachement, dans la dis-  
 „position suivante.

1710.

„ L'Infanterie formoit la tête : la pre-  
 „ mière Ligne marchoit à la gauche , é-  
 „ tant suivie par l'Aîle gauche de la seconde :  
 „ ensuite l'Aîle droite de la première Ligne,  
 „ & après celle de la seconde : derrière l'In-  
 „ fanterie, marchoit le reste de la Cavalerie de  
 „ l'Aîle gauche, ensuite l'Artillerie suivie de  
 „ toute la Cavalerie de l'Aîle droite. Le  
 „ tout passa sur le Pont de Balaguer , à  
 „ cause que la Rivière de Segra n'étoit  
 „ guéable en aucun endroit , & que les  
 „ Pontons avoient été envoiez d'avant-  
 „ ce.

„ Il est à remarquer, que le jour suivant  
 „ 27. environ les 8. heures du matin,  
 „ toute l'Armée avoit passé le Pont, à quoi  
 „ a contribué la grande activité des Géné-  
 „ raux, & le zèle & l'empressement des  
 „ Troupes: & comme l'on devoit prendre  
 „ la marche par le Village de Farfanna, &  
 „ de nouveau défilér sur un Pont de pier-  
 „ re, l'Infanterie passa successivement par  
 „ Brigades, de la même manière & dans le  
 „ même ordre qu'elle étoit arrivée. De l'autre  
 „ côté du Pont, on fit une Alte de deux heu-  
 „ res, tant pour prendre haleine, que pour  
 „ se servir de la commodité de l'eau, &  
 „ donner le tems à la Cavalerie d'avancer  
 „ & de gagner les devans de toute l'Ar-  
 „ mée; & aiant alors passé sur le Pont de  
 „ la Farfanna, elle continua sa marche vers  
 „ Alfaraz. sur diverses Colonnes, l'Infan-  
 „ terie & l'Artillerie la suivant sur deux  
 „ autres. Lorsqu'on fut arrivé d'Alguaira,  
 „ à une heure en deçà d'Alfaraz, on reçut  
 „ avis du Lieutenant-Général Stanhope,  
 „ que:



„ que non seulement il avoit passé la Ri-  
 „ vière à gué avec les Troupes de son  
 „ Commandement, & pris poste au Village  
 „ d'Alfaraz ; mais aussi qu'on avoit déjà  
 „ jetté le Pont sur la Noguera , quoique  
 „ l'eau fût si basse , que la Cavalerie &  
 „ l'Artillerie auroient pû la passer & mê-  
 „ me l'Infanterie en cas de besoin ; ajoû-  
 „ tant , qu'il n'avoit encore rien rencon-  
 „ tré, ni rien appris des Ennemis. Mais une  
 „ demi-heure après , il donna avis par un  
 „ Officier, que ses Postes avancez voïoient  
 „ marcher vers Almenara 19. Escadrons  
 „ avec quelque Infanterie, aiant une gran-  
 „ de poussière derrière eux ; sur quoi il avoit  
 „ fait occuper les Hauteurs par son Déta-  
 „ chement , pour s'y poster. La tête de  
 „ notre Cavalerie arriva en même tems ,  
 „ & passa la Noguera. Les Ennemis com-  
 „ mencèrent à prendre poste près d'Alme-  
 „ nara , & à se former , savoir avec deux  
 „ Brigades d'Infanterie & les 19. Escadrons  
 „ ci-dessus , lesquels, suivant le rapport des  
 „ Prisonniers, avoient été detachez la nuit  
 „ précédente, pour se rendre Maîtres de ce  
 „ passage, & nous le disputer ; mais étant  
 „ arrivez trop tard pour l'empêcher , leur  
 „ dessein étoit de se maintenir dans le Poste  
 „ d'Almenara , en attendant leur Armée,  
 „ laquelle on voïoit en pleine marche.  
 „ On fit de part & d'autre toute la dili-  
 „ gence possible pour se former ; & com-  
 „ me toute notre Armée avoit presque pas-  
 „ sé la Noguera environ à six heures du  
 „ soir, on a eu l'avantage de prévenir les  
 „ Ennemis ; car quoi qu'ils eussent formé  
 „ toute ;

1710.

„ toute leur Cavalerie en deux Lignes, avec  
 „ un Corps de huit à 10. Bataillons, le reste  
 „ de leur Infanterie marchoit encore sur deux  
 „ Colônes. Voiant ces circonstances, &  
 „ que le Terrain ne laissoit pas assez de place  
 „ pour nous étendre, nous fûmes obligez de  
 „ partager les deux Lignes de la Cavalerie,  
 „ & d'en former quatre l'une derrière l'autre,  
 „ dont l'Aile gauche étant arrivée la premiè-  
 „ re formoit l'Avant-Garde; & l'Infanterie  
 „ ne put pareillement se former qu'en quatre  
 „ Lignes, les unes derrière les autres, dans  
 „ le même ordre, & derrière la Cavalerie.  
 „ Sa Majesté Catholique prit en même tems  
 „ la résolution d'attaquer les Ennemis pour  
 „ deux raisons importantes; la première, par-  
 „ ce qu'il étoit déjà sept heures du soir, &  
 „ qu'on remarquoit par la contenance des En-  
 „ nemis, ou que la nuit ils se posteroient  
 „ mieux & plus avantageusement, ou qu'ils  
 „ se retireroient; l'autre parce qu'on voioit  
 „ l'Ennemi dans une mauvaise situation & con-  
 „ tenance: De sorte que, pour profiter de cet-  
 „ te conjoncture favorable, Sa Majesté fit  
 „ d'abord venir 14. pièces de Canon sur une  
 „ certaine Hauteur qui dominoit le Terrain  
 „ occupé par les Ennemis: & sous la bonne  
 „ & sage conduite des Lieutenans Généraux  
 „ Stanhope & Carpenter, & les deux Majors-  
 „ Généraux Franckenberg & Pepper, on com-  
 „ mença l'Attaque au nom de Dieu, avec  
 „ tant de résolution, de valeur & de fermeté,  
 „ qu'on mit toute la Cavalerie des Ennemis  
 „ en déroute, avant même que toute notre  
 „ Aile droite, qui étoit encore en arrière, eût  
 „ pu les joindre pour avoir part à la gloire, &

.. té-

„ témoigner en effet sa bonne volonté & son 1710.  
 „ ardeur à combattre , excepté quelques Ré-  
 „ gimens conduits par le Général Comte d'At-  
 „ talaia , qui eurent encore le tems de se trou-  
 „ ver au Combat. La première Ligne des  
 „ Ennemis ne témoigna pas une bonne con-  
 „ tenance , mais quelques Régimens , & deux  
 „ entr'autres , montrèrent beaucoup de bra-  
 „ voure , & nonobstant que notre Infanterie  
 „ se hâtât , même plus que les Généraux ne  
 „ le souhaitoient , il fut impossible de joindre  
 „ les Ennemis , quoi qu'on les poursuivit deux  
 „ heures de nuit , qui étoit si obscure , qu'on  
 „ ne pouvoit se voir.

„ Quoi qu'on ne puisse véritablement nom-  
 „ mer cette Action qu'un gros Choc de Ca-  
 „ valerie , elle a néanmoins été si rude & si  
 „ hardie , que non seulement toute la Cava-  
 „ lerie des Ennemis a été culbutée , renver-  
 „ sée & mise dans la dernière confusion , mais  
 „ aussi toute leur Infanterie , & ensuite toute  
 „ l'Armée , qui prit la fuite , ne s'étant sauvée  
 „ qu'à la faveur de la nuit jusques sous le Ca-  
 „ non de Lerida , sans ordre ni commande-  
 „ ment , l'Infanterie & la Cavalerie pêle-mê-  
 „ le , plusieurs jettant les Armes en confusion ,  
 „ laissant en arrière quelques Canons & Mu-  
 „ nitions , abandonnant leurs Equipages à la  
 „ merci des Païsans & de nos Soldats : tou-  
 „ tes ces circonstances font comparer ce Choc  
 „ à une Déroute Générale , & sans l'obscuri-  
 „ té de la nuit , qui ne nous permit pas de les  
 „ poursuivre plus avant , l'affaire en seroit ve-  
 „ nuë infailliblement à une Défaite entière.

„ Notre perte , tant morts que blessez , mon-  
 „ te environ à 400. hommes : le Régiment  
 „ du

1710.

„ du Comte Jorger a eu 15. hommes  
 „ morts ou blesez : des Anglois, ceux des  
 „ Dragons de la Reine, de Harvai, Pepper,  
 „ Rochefort & Nassau chacun 15. des Hol-  
 „ landois, Mattha 15. Slippenbach 15., Drim-  
 „ born 39. Spec & deux autres Régimens Pa-  
 „ latins 100. hommes. Les Officiers de dis-  
 „ tinction qui sont demeurez, sont les deux  
 „ Brigadiers Mylord Rochefort & le Comte  
 „ de Nassau, qui sont généralement regrettez,  
 „ comme Officiers de grand mérite, & ex-  
 „ trêmement estimez dans notre Armée; le  
 „ Major de Rochefort, & quelques autres  
 „ Officiers, dont voici le nombre: 8. Offi-  
 „ ciers morts & blesez, 74. Soldats morts  
 „ & 90. blesez.

„ Jusqu'à présent on n'a pu encore savoir  
 „ au juste la perte des Officiers Ennemis, le  
 „ quelle cependant ne peut pas être petite,  
 „ leur Déroute aiant été générale: le Corps  
 „ du Duc de Sarno, Lieutenant Général, a  
 „ été trouvé parmi les morts; & parmi les  
 „ prisonniers & les blesez, le Lieutenant-  
 „ Général Verboom, le Colonel des Gardes  
 „ du Corps, Don Victor Parisio, le Lieute-  
 „ nant-Colonel de Valere, 4 Capitaines, &  
 „ 15. Lieutenans & Cornettes, avec 300.  
 „ hommes. Le nombre des Prisonniers au-  
 „ roit été plus grand, si nos Gens eussent vou-  
 „ lu s'en charger dans la chaleur du Combat:  
 „ celui des morts & des blesez monte à 1500.  
 „ hommes & plus. Ils ont aussi perdu du Ca-  
 „ non, des Etendarts, & Timbales, avec  
 „ une grande partie des Equipages, parmi les-  
 „ quels il se trouve quelque Argenterie du  
 „ Duc d'Anjou.

Les

„ Les Régimens qui se sont particulière-  
 „ ment trouvez dans la mêlée , sont les fix  
 „ Anglois, 3. Hollandois & 3. Palatins, ce-  
 „ lui de Kelli, Portugais, & 3. Escadrons de  
 „ Jorger, commandez par le Lieutenant-Co-  
 „ lonel d'Atilli, lesquels se sont tous égale-  
 „ ment distingués. S. M. le Roi Catholique  
 „ en personne , suivi de l'Ambassadeur de  
 „ Portugal & de l'Envoïé de S. A. Roïale de  
 „ Savoïe, a animé tous les Soldats par sa pré-  
 „ sence, & chacun a témoigné un empressé-  
 „ ment extraordinaire pour joindre les Enne-  
 „ mis, & pour se distinguer à la vûe de S.  
 „ M.; de même que tous les Généraux, qui  
 „ ont marqué avec grande satisfaction la joie  
 „ qu'ils avoient d'exécuter ses ordres.

„ Je puis assûrer V. H. P. que leur Cavale-  
 „ rie, les deux Régimens de Dragons de Mat-  
 „ tha & Slippenbach, & celui de Drimborn,  
 „ commandez par les Capitaines Laiffaux & la  
 „ Ferté, & le Lieutenant-Capitaine S. Pier-  
 „ re de Julien : le Major la Vigne aiant été  
 „ commandé avec un Détachement qui étoit  
 „ demeuré en arrière à Balaguer, ont battu  
 „ avec beaucoup de valeur cinq Escadrons des  
 „ Ennemis, fait prisonnier le Lieutenant Gé-  
 „ néral Verboom, & pris un Etendart : ce-  
 „ lui de Mattha, conduit par le Comte de  
 „ Collins, a mis en fuite six Escadrons, &  
 „ celui de Slippenbach, commandé par un  
 „ Major, s'est battu contre deux, les a mis  
 „ en fuite, & enlevé un Etendart.

Le Roi Philippe n'avoit pas jugé à propos  
 d'abandonner si-tôt le voisinage de Lerida où  
 il s'étoit retiré, comme on a vû, après la Ba-  
 taille

Situation  
des deux  
Armées.

1710. taille dont on vient de lire la Relation. Cependant comme il y manqua bien-tôt de vivres & qu'il reçut de Valence & d'ailleurs environ cinq mille hommes de renfort, il fit mine d'aller chercher les Ennemis. Mais la véritable raison qu'il eut de décamper, outre le manque de vivres, furent les progrès que faisoient les Alliez dans l'Arragon depuis Fraga jusqu'à la Huesca, dont ils s'étoient rendus Maîtres; de sorte qu'il étoit à craindre qu'ils n'empêchassent le retour des Espagnols par cette Province. Leur Armée passa donc la Cinca sous le Canon de Fraga, & prit sa route vers Saragosse. Le Roi Charles ne fut pas plutôt averti de leur marche, qu'il fit aussi marcher son Armée. Un de ses Détachemens de Cavalerie de 8. Escadrons manqua de s'emparer d'un Poste à Penalva; mais le Roi Philippe y en ayant envoyé un plus fort, les Alliez se retirèrent après la première décharge, n'ayant perdu que 8. chevaux. Cependant on fit grand bruit à Madrid de cette Action, jusqu'à chanter le *Te Deum* & faire des réjouissances de trois jours, au moins selon les nouvelles de Paris. Ce fut sans doute pour assoupir la nouvelle de la Défaite d'Almenara, qu'on publia des Lettres de Madrid dattées du 19. & 20. de Septembre, qui portoient qu'il y avoit eu un Combat le 15. vers Penalva, & l'on en débita les circonstances suivantes.

Affaire de  
Penalva.

„ Les Ennemis détachèrent 28. Escadrons  
„ pour en attaquer 13. des Troupes Espagno-  
„ les, qui faisoient l'arrière-Garde, & qui  
„ essuierent leur feu. Le Combat fut fort  
„ opiniâtre, & fort sanglant, parce que les  
„ Ennemis aiant été rompus, s'étoient ralliez

„ 4.

„ 4. à 5. fois derrière des défilez, & qu'on 1710.  
 „ les avoit poursuivis jusqu'à la vûe de leur  
 „ Infanterie, qui étoit éloignée de demi-  
 „ lieuë.

„ Alors le Roi d'Espagne fit ranger son Ar-  
 „ mée en Bataille, & fit revenir une partie  
 „ de sa Cavalerie, qui étoit au fourage; mais  
 „ aiant vû que les Ennemis, au lieu d'avancer  
 „ se retiroient vers Candanos, il fit marcher  
 „ l'Armée vers Penalva. La Défaite de la  
 „ Cavalerie a été entière. Les Ennemis ont  
 „ eu plus de mille hommes tuez, un plus grand  
 „ nombre de blesez & beaucoup de prison-  
 „ niers, parmi lesquels il y a 56. Officiers de  
 „ distinction. On leur a pris 7. Etendarts &  
 „ 2. paires de Timbales: le Régiment Alle-  
 „ mand d'Herbeville, qui avoit six Escadrons,  
 „ a été entièrement défait. Le Marquis de  
 „ Villadarias mande que les Ennemis se reti-  
 „ roient encore plus loin.

„ L'Avis de cette Victoire fut aporté le  
 „ 17. au soir à Madrid. Aussi-tôt la Reine  
 „ alla en rendre grâces à Notre-Dame d'Ato-  
 „ cha, & les peuples ont fait des feux de joie  
 „ pendant trois nuits.

Cette nouvelle fut reçûë à Paris comme on  
 reçoit toutes les choses qu'on souhaite, c'est-  
 à-dire qu'on y ajouta foi fort aisément; cepen-  
 dant ceux qui faisoient réflexion aux dattes, &  
 qui savoient que les Lettres de Madrid du 20.  
 ne pouvoient pas parler de ce qui s'étoit passé  
 le même jour à Saragosse, ne laissèrent pas de  
 craindre que le bruit qui commençoit à se ré-  
 pandre d'une défaite du Roi Philippe près de  
 cette Ville, ne fût trop véritable, & on com-  
 men-

1710. mença à soupçonner que cet avantage du 15. n'avoit été publié que pour faire prendre le change sur l'affaire du 20. En effet, quoi-que l'Armée Espagnole aiant gagné une marche fût arrivée la première à Saragoffe, & qu'elle y eût encore reçu un Détachement de 1400. Chevaux, le Roi Charles aiant passé l'Ebro le 19.; le Roi Philippe vit bien qu'il n'y avoit plus moien de reculer, & qu'il en faloit venir à une Bataille, elle se donna effectivement, & le succès ne lui en fut point avantageux. Ce qui le fit croire, fut le soin qu'on prit de publier les nouvelles d'Espagne tout autrement qu'elles n'étoient. Voici de quelle manière on en fut premièrement informé.

Comment  
ou fut pre-  
mièrement  
informé  
de la Ba-  
taille de  
Saragoffe.

Il arriva à Paris le 27. d'Août un Courier d'Espagne, adressé au Duc d'Albe. Le Duc n'étoit pas au Logis; mais sur ce que le Courier dit qu'il apportoit des nouvelles de conséquence & qui demandoient une prompte expedition, on le fit incontinent appeler. A son arrivée ses Domestiques & beaucoup de monde s'assemblèrent croiant aprendre quelque nouvelle. Il partit sans rien dire une heure après pour se rendre à Versailles & ne fut pas jusques-là, aiant appris en chemin que le Marquis de Torci avoit reçu une ample information du contenu de ses Dépêches dont on lui avoit adressé un double. On ne publia rien de la nouvelle ce jour-là; mais il courut un bruit le lendemain que le Roi Philippe avoit été entièrement battu le 20. Août, & quelques particuliers eurent Copie d'une Lettre que le Courier avoit apportée de la part du Duc de St. Jean, Gouverneur de Navarre. Elle lui étoit adressée par le Comte de Mirabelle;  
Gou-



Gouverneur de Saragosse, & dattée du 21. En 1710.  
voici le contenu.

MONSIEUR,

*Je me crois obligé de vous faire savoir que hier non loin des Portes de Saragosse, le Roi notre Maître a eu la disgrâce de perdre la Bataille; de laquelle, à cause de la confusion qu'il y a encore, je ne puis pas vous donner un plein détail. Mais ce qu'on m'a dit, quoi que non pas avec une certitude entière, est que les Bataillons venus de Flandre n'ont pas voulu se battre, & ont mis bas les Armes. La Cavalerie, à ce qu'on dit, n'a pas fait si bien qu'on s'astendoit. Les Régimens des Gardes ont fait des miracles. Le Duc d'Havré a été tué d'un coup de Canon, & on ne sait pas encore où est le Marquis de Bai. On m'a dit que le Roi est allé à Madrid, quoi-que je n'en sois pas sûr. Je suis venu à Tudela pour y attendre les ordres du Roi notre Maître. J'ai cru être obligé de vous donner part de ce que je sai, afin que vous puissiez prendre vos mesures. Si j'apprens quelque chose de contraire, je vous le ferai savoir. Adieu &c.*

Signé, MIRABELLA.

Ce ne fut qu'après la réception de cette Lettre qu'on publia l'affaire de Penalva telle que je l'ai rapportée en son lieu; comme pour faire oublier une perte réelle par un avantage imaginaire. Mais toute l'adresse qu'on employa pour dissimuler cette dernière disgrâce, ne pût empêcher que les Nouvelles Publiques ne l'avouassent enfin.

Cette

1710.

Suites de  
cette Vic-  
toire du  
Roi Char-  
les.

Cette Victoire du Roi Charles fut si com-  
plette, qu'il sembloit que toute l'Espagne al-  
loit lui être soumise en peu de tems. Ce Prin-  
ce se vit tout d'un coup Maître de l'*Arragon*,  
Possesseur de la *Castille*, de *Madrid* & de *To-  
lede*: il s'étoit ouvert la communication avec  
le Portugal, où le bruit de sa Victoire avoit  
déjà fait lever le Blocus de *Bragance*, & où  
les Troupes Portugaises s'emparèrent de *Xerès  
de Los Carvalleros*, de *Barcarota*, d'*Alcanisa*,  
& de *Puebla*. Le Roi Philippe, qui avoit en-  
voïé la Cour à *Vittoria*, ne rassembla qu'avec  
peine les débris de son Armée, en attendant  
des renforts pour la rétablir, & le Duc de  
Vendôme ne la put joindre qu'après sa défaite.  
On peut juger de son état par la Lettre qu'on  
fit écrire alors par les Grans de son Parti pour  
implorer le secours de la France; & il est cer-  
tain que ce Prince avoit tout à craindre des  
Troupes Portugaises qui étoient en marche si  
elles eussent pu joindre à tems l'Armée du Roi  
Charles, pour agir sans délai contre son Con-  
current. Mais cette jonction ne s'étant pas  
faite & divers autres contre-tems étant surve-  
nus, le Roi Philippe eut non seulement le  
tems de se reconnoître, & de recevoir des  
Troupes de tous côtez; mais aussi de revenir  
avec une Armée sur le Tage, en attendant  
l'arrivée des autres secours de France, qui é-  
toient partis du Dauphiné après la séparation des  
deux Armées, & qui s'avançoient en toute  
diligence.

Affaires  
du Nord.

Quant à la Guerre du Nord, elle ne pouvoit  
manquer d'avoir des suites considérables, après  
le grand événement de la Bataille de *Pultowa*,  
& il s'en étoit peu fallu qu'elle n'eût enveloppé  
la

la Turquie. Le Czar se voyant les mains libres ne perdit point de tems, après son Entrée triomphante dans sa Capitale, à profiter de ses avantages, & à pousser ses Conquêtes, ce qu'il fit avec une diligence extraordinaire. Il s'assura premièrement de la confirmation du Traité qu'il avoit renouvelé avec la Porte, & ayant laissé un Corps d'Armée vers les Frontières de Turquie, & un autre en Pologne, il fit attaquer & prendre d'assaut la Ville d'*Elbing* en Prusse, où il y avoit Garnison Suédoise: ensuite dans le cours de la Campagne, il s'empara de *Wibourg*, Capitale de la Carélie, de l'importante Place de *Riga*, du Fort de *Dunamunder*, de *Pernau*, de *Revel*, en un mot de toute la Livonie: de *Kexholm* en Finlande, & de la Forteresse d'*Arensbourg* dans l'Ile d'*Oesel*. Pendant tous ces mouvemens, la Pologne demeura tranquille, si on en excepte le passage & le séjour des Troupes, & la Peste, dont le Roïaume fut longtems affligé en divers endroits, & dont la Suède ne fut pas moins travaillée en quelques lieux, même dans sa Capitale. Le Roi de Pologne, délivré de son Competiteur, fit terminer les affaires à sa satisfaction dans le Conseil de Varsovie, où la résolution fut prise d'augmenter jusqu'à 40. mille hommes l'Armée de la Couronne, sous le Grand-Général, Comte de Sieniawski, qui prit soin d'assurer les Frontières. Le Corps du Général Crassau demeura aussi tranquille dans la Pomeranie Suédoise: & pour éviter tout ombrage de ce côté-là, on convint entre les Princes Voisins, leurs Alliez, & la Régence de Suède, d'une Neutralité pour les Pro-

1710. vinces d'Allemagne, & autres , pendant la Guerre du Nord.

Les succès ne furent pas si heureux pour le Roi de Dannemarck que pour les Moscovites. Ses Troupes s'étoient d'abord emparées de Christianstad & de quelques autres Places; mais le Combat d'Helsingbourg lui fit perdre ces avantages, & obligea ses Troupes d'abandonner la Scanie, où il avoit pénétré l'année dernière.

Affaires de Hongrie.

Le Roïaume de Hongrie, outre les calamitez de la Guerre, fut affligé en divers endroits du Mal contagieux, ce qui donna l'alarme jusqu'à Vienne; mais cette crainte cessa, après que Bude, Arat, Albe-Roïale, & plusieurs autres lieux en furent délivrez. Il parut que les Mécontens avoient commencé à se ressentir du changement arrivé en Pologne, qui les avoit privez de plusieurs ressources. On ne vit de leur part que des Courses dans le Païs & quelques tentatives inutiles, sans qu'ils eussent pu s'opposer aux progrès des Troupes Impériales quoi-que peu nombreuses. Ils furent battus en deux rencontres par les Généraux Hochberg & Sickingen, qui leur étoient fort inférieurs. Ils perdirent aussi la Forteresse de Leitschau, & ils tentèrent en vain de secourir l'importante Place de Neuhausel assiégée par le Maréchal de Heister; elle tomba au pouvoir des Impériaux, de même que Zolnock, Erlau avec son Château, & quelques autres; sans que les Mécontens pussent reprendre aucune Ville des Montagnes.

Enlèvement du Grand-

L'enlèvement du Grand-Prieur de France, qui arriva au Mois de Novembre de cette année, a fait trop de bruit, pour n'avoir pas de place

place ici. Il fut exécuté par Mr. Masner de Coire au Pais des Grisons, dont le Fils avoit été arrêté en Savoie par les François sur le prétexte de quelque préjudice qu'ils prétendoient que son Père leur avoit causé en Italie. Le Sieur Masner avoit déjà fait arrêter à Coire par représailles Mr. Merveilleux de Neufchâtel, qui y faisoit les affaires de la Cour de France, avec menace de faire à cet Agent le même traitement que l'on feroit à son Fils. Mr. le Comte du Luc, Ambassadeur pour le Roi à Soleure, ne manqua point de demander réparation de cette injure; & l'on convint par l'entremise du Magistrat, 1. *Que le Sr. Merveilleux seroit incessamment remis en liberté.* 2. *Que Mr. Masner & un autre membre du Conseil de Coire iroient à Soleure faire des excuses à l'Ambassadeur; & en troisième lieu, que le Fils du Sieur Masner lui seroit rendu.* Les deux premiers Articles furent exécutés de bonne foi de la part du Sr. Masner, qui, après avoir relâché le Secrétaire Merveilleux, fut à Soleure avec un de ses Collègues; mais le Comte du Luc s'excusa d'accomplir le troisième, sous prétexte, qu'il n'avoit point encore d'ordres de la Cour sur ce sujet-là. En vain Mr. Masner pressa ce Ministre de tenir sa parole. On se moqua de lui dès qu'on vit qu'il avoit tenu la sienne. Cela lui fit prendre la résolution de chercher quelque occasion de représailles qui pût obliger la France de lui rendre son Fils. Le passage du Grand-Prieur à son retour de Venise en France lui en fournit une. Il fut averti qu'il devoit passer sur les Terres de l'Empire, il entreprit de l'enlever; il avoit pour cela un Brevet de Colonel au service de

1710.

Prieur de France.

1710. S. M. I., & voici de quelle manière la chose se passa.

Par qui il  
fut exécuté.

Le Capitaine des Gardes de M. le Grand Prieur, marchant environ mille pas devant lui, rencontra un homme armé, qui lui demanda son nom : à quoi aiant refusé de répondre, il vit sortir de divers endroits plusieurs Pelotons de gens armez. Mr. de Vendôme arrivant sur ces entrefaites, Mr. Masner (qui étoit l'homme armé) quitta le Capitaine des Gardes, & s'adressa à ce Prince lui demandant son nom. Le Prince lui répondit : *pourquoi me faites-vous cette Question ? je veux savoir*, repliqua Mr. Masner, *si vous êtes François. Je le suis*, repartit Mr. de Vendôme, & *de plus je suis le Grand-Prieur de France*. Eh bien ! reprit Mr. Masner, *je vous arrête, parce qu'on retient mon Fils en France, & que M. l'Ambassadeur ne l'a pas fait relâcher, comme il l'avoit promis, &c.* Mr. de Vendôme fut ensuite conduit avec ses Gens au Château de Balzer, appartenant à l'Empereur, & il fut consigné à un Officier de S. M. I. Ce Prince dépêcha son Capitaine des Gardes à Mr. l'Ambassadeur à Soleure, & envoya un Courier à la Cour de France, pour l'informer de cette affaire & demander ses ordres.

Le Comte du Luc dépêcha aussi au plutôt un Courier à Versailles pour le même sujet, & en attendant les ordres qu'il en devoit recevoir il écrivit le 10. Novembre aux Lignes Grises une Lettre fort menaçante. On ne pouvoit comprendre ce que l'Ambassadeur de France prétendoit des Grisons par cette Lettre, & par tout le bruit qu'il fit en Suisse de cette entreprise d'un particulier, dont les Lignes

gues Grises ne pouvoient pas répondre ; d'autant plus qu'on avoit lieu de présumer que cette affaire ne s'étoit faite que de concert avec les Impériaux. Nous verrons dans la suite comment elle fut terminée. 1710.

Il en étoit arrivé une autre quelque tems auparavant qui intéressa davantage la Cour de France. Ce fut au sujet du Droit de Régale que les Rois Très-Christiens cherchent à étendre de tems en tems. Comme c'est un des principaux moïens dont ils se servent pour chagriner la Cour de Rome ; cette dernière ne perd point d'occasion de censurer impitoyablement tout ce qui s'écrit à l'avantage de la France sur cette matière. On avoit publié à Rome au commencement de cette année un Decret du Pape en forme de Bref contre un Livre François \* qui avoit pour Titre, *Traité de l'origine de la Régale & des causes de son établissement, &c.* Ce Livre y étoit censuré & condamné au feu, comme contenant beaucoup de choses manifestement fausses, injurieuses, contraires à l'immunité Ecclesiastique, établie par la disposition Divine, & par les Constitutions Canoniques, impies, téméraires, erronées, & tenant même respectivement de l'Herésie. Ce Bref avoit été précédé d'un † autre qui prononçoit une Censure définitive contre un Mandement & 3. Lettres de M. l'Evêque de St. Pons, dans la Province de Narbonne, Pièces imprimées en France avec permission. Le Jugement donné par le Pape de son propre mouvement n'alloit

Nouveau  
Differend  
entre les  
Cours de  
Rome &  
de France  
au sujet de  
la Régale.

E 3

\* Fait par Mr. Gaspar Andoul, Avocat au Parlement & aux Conseils du Roi & de Mr. le Duc d'Orleans, à Paris 1708.

† Du 28. Janvier de cette année.

1710. loit pas moins qu'à prononcer des Excommunications qui ne pouvoient être levées que par lui-même : il commit des Evêques & des Inquisiteurs pour l'exécution de ce Decret, pour faire brûler les Exemplaires de ce Livre, & prétendoit procéder par les voies de Droit contre la personne de cet Evêque.

Arrêt du  
Parlement  
de Paris  
sur cette  
affaire.

Le Parlement de Paris rendit un Arrêt contre ces deux Brefs, après que Mr. Joli de Fleuri, Avocat du Roi, portant la parole au nom de S. M., eût remarqué: que la manière dont le premier Bref étoit conçu, pouvoit faire douter de la vérité de ce Decret. Que bien qu'il ne fût pas exprimé, qu'il eût été rendu *du propre mouvement du Pape*, il n'avoit pas laissé de porter son Jugement sans qu'il en eût été requis, sans que la connoissance de cette affaire eût été dévouée au St. Siège par la voie d'Appel, sans qu'elle lui eût été déferée ni par le Roi ni par les Evêques. Que si de cette première vuë on entroit dans l'examen de cette Censure, on entroit dans l'excommunication prononcée contre la Doctrine d'un Evêque sans qu'il eût été entendu, sans qu'on lui eût fait connoître que ses Ouvrages étoient attaquez; & qu'on ne pouvoit condamner un Accusé sans l'avoir mis en état de se défendre. Qu'il étoit inutile de dire *que la condamnation ne tomboit pas sur la personne de l'Evêque, mais sur sa Doctrine qui doit porter avec elle ou sa défense ou sa condamnation*, puis que le Bref ne condamnoit pas seulement la Doctrine en général, mais en particulier la Doctrine de Mr. l'Evêque de St. Pons; cette condamnation étant faite sur un Exemplaire



re de ses Ecrits sujet à defaveu, & qui n'avoit point été reconnu par l'Auteur dans le Tribunal où il avoit été condamné. 1710.

Si ce Bref prétendu, (continuoit le même Avocat du Roi) avoit lieu dans le Roïaume & que l'on y reconnût la Jurisdiction immédiate que le Pape veut y exercer, les Evêques, Juges naturels de la Doctrine aussi bien que de la personne de leur Collègue, n'auroient plus d'autres fonctions à exercer que celle de condamner la Personne de celui dont le Pape auroit condamné la Doctrine. Le nom de Libelles que l'on affecte de donner aux Ecrits d'un Evêque, & sur tout à un Mandement qu'il adresse aux Fidéles de son Diocèse, marque assez que ce Bref ne reconnoît point le Mandement d'un Evêque, sur une matière de Doctrine, comme l'Ouvrage légitime de l'Autôrité & de la Jurisdiction Episcopale. Ces affectations ne sont pas nouvelles à la Cour de Rome, & les diverses Clauses contenues dans ce Bref, qui enferme une Condamnation qui est du rang de celles qui se rendent sans aucune forme, qui attaquent souvent les plus solides Ouvrages sur les prétextes les plus frivoles, que l'on a tout au plus regardées comme des Loix de Police de la Ville de Rome, sans qu'on puisse les considérer comme les Décisions régulières d'une Jurisdiction légitime, ne peuvent être regardées que comme une suite de ces Maximes des Docteurs Ultramontains; *que le Pape est l'Ordinaire des Ordinaires, qu'il est Juge Souverain & immédiat de l'intérieur de tous les Diocèses, qu'il est l'Evêque Universel de tous*

Raisons  
alléguées  
contre le  
Bref du  
Pape.

1710.

*les Fidèles, &c.* Maximes si justement condamnées par St. Gregoire, & si souvent reprouvées par les Arrêts du Parlement de Paris ; outre que la Jurisdiction Ecclesiastique n'a jamais eu dans le Royaume le droit de faire brûler des Livres, quelque scandaleux qu'ils eussent été, ce soin ayant toujours été réservé aux Juges Séculiers. A l'égard du second Bref contre le Traité de la Régale, c'est un Jugement du St. Siège sur une matière purement temporelle, sur un Droit attaché à la Couronne des Rois de France, sur laquelle nulle Puissance Ecclesiastique ou Séculière n'a de pouvoir. Ce Jugement, qui semble ne laisser aucune partie du Livre exempté de Censure, condamnera donc, & la Régale en elle même, que les Conciles & les Papes ont si souvent reconnuë, & l'Universalité de ce Droit, que la Cour a maintenuë par ses Décisions, que le Roi a confirmée par ses Loix, & que l'Eglise de France a mise, pour ainsi dire, au nombre de ses Canons.

Conformité de cette affaire avec celle de la Constitution *Unigenitus*.

Après la lecture desdits Brefs & les Conclusions du Procureur-Général du Roi, la Cour ordonna, que sans approuver les Ecrits dudit Evêque de St. Pons, ni le Traité de la Régale par ledit Audoul, il seroit informé contre ceux qui auroient vendu ou distribué des Copies manuscrites ou imprimées desdits Brefs. Ordonné à ceux qui en avoient des Exemplaires de les rapporter au Greffe de la Cour & défenses furent faites à tous Libraires &c. d'imprimer ou vendre aucunes Bulles ou Brefs de Cour de Rome, sans Lettres Patentes du Roi, à peine de trois mille livres d'amende, & même de punition corporelle s'il y échet. C'est ainsi

ainsi que le Parlement de Paris, par sa vigueur à s'opposer aux entreprises de la Cour de Rome, se dispoit insensiblement à soutenir la grande affaire de la Constitution *Unigenitus*, avec la fermeté que nous voions aujourd'hui. Fermeté que l'on ne peut assez louer tant de la part de cette Cour Souveraine, que de Son Altesse Roïale Mr. le Duc Régent, dont la Sagesse & la Prudence surent employer dans les commencemens les tempéramens convenables pour préparer la matière & l'amener à ce point de maturité & d'éclat, dont on attend aujourd'hui de si grans succès. Qui auroit crû que ces voies d'Adoucissements, d'Explications, de Silence même imposé aux Parties, eussent conduit les choses à ce noble refus de recevoir & de lire les nouvelles Bulles de Rome: à ce renvoi vigoureux des Couriers qui les apportoient: à cette injonction faite aux Prélats de France de s'en tenir aux Libertez & Usages de ce Roïume, & à cet ordre absolu trois fois répété *de vouloir être obéi*\*? Tant il est vrai qu'il ne faut point juger témérairement des démarches d'un Prince éclairé, qui avoit ses vuës en temporisant, & qui avoit déjà trop fait, pour faire appréhender qu'il ne fit pas encore davantage. Cependant gardons-nous d'anticiper, par un Jugement précipité, sur un avenir incertain, & qui peut encore être sujet à des révolutions inespérées.

E 5 .

Tout

\* Le 9. Decembre 1715., dans le tems que ceci fut écrit, M. le Duc d'Orléans manda l'Abbé de Maignon, Agent du Clergé, & lui ordonna de dire aux Evêques qui étoient à Paris & de faire savoir aux absens, qu'il ne vouloit point qu'ils reçussent le Bref du Pape, qui leur avoit été adressé depuis peu, & j'entens, dit Son Altesse Roïale, d'être obéi, ce qu'elle répéta trois fois.

1712.

Etat du  
Royaume  
de France  
dans la  
continua-  
tion de la  
Guerre.

Tout se préparoit à la fin de cette année à la continuation de la Guerre. La Rupture des Conférences de Gertruidenberg , qui avoit éloigné la Paix , ne laissoit entrevoir aux Peuples que de nouvelles calamitez. Avec cette difference que l'intérêt des Alliez étoit le même que celui de leurs Sujets , pour qui ils combattoient afin de maintenir leur repos & leur liberté ; au lieu qu'en France l'intérêt du Souverain n'étoit plus le même que celui de ses Peuples , depuis l'acroissement prodigieux de sa Puissance. Toutes les Guerres qu'il avoit suscitées depuis plus d'un demi Siècle n'avoient servi d'un côté qu'à étendre ses Frontières aux dépens de ses Voisins , & de l'autre qu'à le rendre Maître absolu (comme il l'étoit alors) de tous les Biens & de tout l'argent de ses Sujets ; de sorte que l'épuisement des Peuples , l'abaissement des Grans , des Parlemens , &c. tout avoit tourné à l'augmentation & l'élévation d'un Pouvoir sans bornes. Le Royaume n'avoit donc point d'autre intérêt dans cette Guerre que celui de la voir finir. Il étoit florissant sans l'Espagne , & il n'avoit pas besoin de cette jonction pour assurer son repos & sa prospérité. Mais ce qu'on appeloit mal-à-propos *la Gloire du Souverain* , vouloit que sa Puissance allât toujours en augmentant ; & comme elle étoit venue à son comble par l'Union des deux Monarchies dans la Maison de Bourbon , il s'agissoit de s'affermir dans cette possession aux dépens des Sujets , qui n'en pouvoient recevoir aucun fruit. Ce fut dans cette vue que la France imagina de nouveaux moyens d'avoir de l'argent ; & comme il faloit les concilier avec le desir ardent que tout le Roiau-

Roiſſaume témoignoît pour la Paix , on ne 1710.  
 manqua point d'inſinuer aux Peuples qu'on a-  
 voit employé tous les efforts poſſibles pour y  
 arriver, quoiqu'on n'eût fait de ce côté-là au-  
 cune démarche ſincère. Les Préambules de  
 la plupart des Edits Burſaux rouloient tous là-deſ-  
 ſus; cependant les Gens d'eſprit ne s'en con-  
 tentoient pas, comme on le peut voir par les diſ-  
 cours ſuivans qu'on tenoit ouvertement à Paris.

On s'étoit flaté que cette Campagne nous Ce qu'on  
en diſoit à  
Paris.  
 ameneroit la Paix tant ſouhaitée, & que la Paix  
 produiroit le remboursement de tant d'avan-  
 ces faites pour les beſoins de la Guerre. Mais  
 les nouveaux préparatifs qu'on fait pour ſoute-  
 nir l'Eſpagne, nous annoncent que la Paix n'eſt  
 pas ſi prochaine qu'on l'avoit crû, & les Edits  
 qu'on vient de publier, déclarent une nouvel-  
 le Guerre à toutes les Bourſes, dont on ne voit  
 pas bien encore quelle pourra être l'ſſuë,  
 parce qu'il eſt preſque impoſſible de développer  
 avant l'exécution, les ſuites & les conſequen-  
 ces d'un projet de ſi grande étendue. Le Roi  
 a réſolu de dégager pour le préſent une partie  
 de ſes Revenus; de réduire les Rentés & les  
 Augmentations de Gages au denier 20.; de  
 retirer les Billets de Monnoie, ceux des Tre-  
 ſoriers de l'Extraordinaire des Guerres , &  
 ceux des Fermiers Généraux; auſſi bien que  
 les Aſſignations données ſur les Contrâts des  
 Notaires, &c. ſans qu'il en coûte rien à Sa  
 Majeſté ou du moins fort peu de choſe. C'eſt  
 pour cela que Sa Majeſté a accordé aux Villes  
 & Communautéz le doublement de leurs Oc-  
 trois, afin que la Finance qui en proviendra,  
 puiſſe ſervir à retirer une partie de ces Billets,  
 que Sa Majeſté prendra en paiement des Dons

1710. gratuits. Sa Majesté a aussi créé 1250. mille livres d'augmentations de Gages en faveur des Intéressés aux Fermes; & cette Création est proprement une taxe de vingt-cinq millions, à répartir entre tous ceux qui ont eu part aux affaires du Roi, ou qui y ont profité, laquelle ils seront tenus de paier à la première sommation, sous peine d'y être contraincts. Et cette Finance en principal servira à retirer des Billets de l'Extraordinaire des Guerres, que Sa Majesté recevra en paiement. A l'égard des Billets de monnoie & autres, ils pourront aussi être reçus, ou par les Villes, en paiement de leurs emprunts (ce qui ne peut aller bien loin) ou à la Monnoie, en y portant en même tems les vieilles espèces ou des Matières d'or & d'argent, pour cinq fois autant que la valeur du total en sera païée en nouvelles espèces, qui étant augmentées de plus que la valeur desdits Billets, il arrivera par ce moïen, que Sa Majesté retirera les Billets sans qu'il lui en coûte rien & même avec quelque avantage. Mais la grande difficulté sera de trouver autant de matières d'Or & d'Argent qu'il en faut sur cette proportion, pour faire prendre les Billets à la Monnoie, outre que le crédit & les moïens manqueront à la plûpart; de sorte qu'on ne voit pas encore bien clair en tout cela, & il y a aparence qu'on donnera bientôt de nouveaux Arrêts en explication.

*Levée du  
Dixième  
Denier.*

Il paroît par ces discours, qu'on étoit fort peu content en France de la continuation de la Guerre & des moïens dont on prétendoit se servir pour la prolonger. La Déclaration de la levée du Dixième Denier, donnée à Marli  
le

le 14. Octobre ne manqua point de produire l'effet qu'on devoit attendre d'une charge aussi pesante que celle-là. Voici comme on en parloit encore. *Feu M. le Maréchal de Vau-  
ban* avoit ci-devant travaillé à ce projet, sous le nom de *Dixme Roiale*, dans la vûe d'abolir tant d'Impôts établis à la ruine du Public, & son Li-  
vre est assez connu. Mais on a trouvé le secret, en conservant tous ces Impôts, d'ajouter encore celui-ci par dessus tous les autres, & même d'en ordonner l'exécution dans le cours de cette Guerre, & parmi tous les embarras du Commerce, qui ne peuvent qu'augmenter. Cela fait qu'on en raisonne diversement, & que cet expedient paroît admirable aux uns, pendant que d'autres en jugent tout autrement. Voilà (disent les premiers) le fruit qu'on a au moins recueilli de nos Négociations de *Gertruidenberg*, d'avoir par-là disposé les Peuples à souffrir la continuation d'une Guerre si onéreuse: mais les autres y opposent le passé, & l'état où l'on se trouve aujourd'hui, malgré tant de belles apparences, qui ont toujours été trompeuses. C'est ce que le tems ne tardera pas d'éclaircir, & on verra par la suite, si cette Epoque nous sera plus heureuse que celle de la *Capitation*.

Il étoit inconcevable que dans la misère où se trouvoit le Peuple depuis si long-tems, & avec la rareté d'argent qu'on éprouvoit par tout, les Financiers pussent néanmoins trouver les moïens de tirer toutes ces Sommes, de païer au Roi ce dont ils étoient convenus, & par dessus tout s'enrichir encore eux-mêmes. Il falut pour cela toute l'adresse de Mr. Des-Marêts, adresse néanmoins pernicieuse autant que nécessaire! qui a perdu l'Etat pour

Suppression  
des Billets  
de Mon-  
noie.

1710. le sauver , & qui n'a pu fournir au Roi de quoi soutenir le Roïaume sur le penchant de sa ruïne , qu'en achevant de ruiner les particuliers. Entre tous les Edits qui supprimèrent de petits Impôts pour en établir d'exorbitans , un des plus considérables fut celui qui ordonna la suppression des Billets de Monnoïe. Il est daté du 7. Octobre & fut enregistré au Parlement le 14. du même mois , non sans causer une grande consternation dans le Roïaume , & une alteration plus grande encore dans le Commerce. L'Etablissement de ces Billets fit crier , parce qu'on ne se voïoit entre les mains que du Papier au lieu d'argent , quoi-que pourtant avec quelque espérance d'en recevoir. Leur suppression dans le Commerce fit crier encore plus , parce que ce Papier devenoit inutile à ceux qui s'en trouvoient chargez. Mais la plus terrible de toutes les Déclarations fut la *Levée du dixième denier* dont nous venons de parler. Elle avoit fait espérer quelque soulagement pour les autres impositions. Sa Majesté s'étoit expliquée que celle-ci lui donneroit les moïens d'accorder à ses Peuples un Cinquième de diminution de la Taille de l'année suivante ; mais cette espérance ne fut pas de durée , puisque la Commission des Tailles pour l'année 1711. contenoit ce qui suit.

Rehausse-  
ment des  
Tailles.

*L'attention de sa Majesté pour le bien & le soulagement de ses Peuples, l'ayant porté à leur accorder une diminution considérable sur les impositions de la présente année 1710. en considération des pertes que la rigueur de l'hiver de 1709. leur avoit causees; son intention étoit de*

de



de leur procurer encore des avantages plus essentiels l'année prochaine par la conclusion de la Paix; mais la dureté & l'injustice des conditions que les Ennemis ont proposées, aiant visiblement fait connoître l'éloignement où ils sont d'y consentir, Sa Majesté s'est trouvée obligée, pour subvenir aux dépenses excessives, auxquelles la continuation de la Guerre l'engage, de mettre les Tailles de l'année prochaine 1711. sur le même pié qu'elles étoient l'année dernière 1709. espérant que l'abondance de la récolte de cette année, dont il a plu à Dieu de les favoriser, les mettra en état par le débit de leurs fruits de contribuer aux dépenses qu'il est indispensable de faire pour parvenir à une Paix avantageuse. Par ces considérations &c.

Quoi que le Commerce fût extrêmement dérangé depuis les changemens faits par les nouveaux Arrêts & Edits dont on a parlé, il ne laissa point de se trouver certains Usuriers, nommez *Agioteurs*, qui négocièrent quantité de Billets de Monnoie & d'Assignations, les premiers à 57. & les autres à 65. par cent de perte. Mais la Cour aiant été avertie de ce Commerce, par lequel des Gens de néant s'enrichissoient tout à coup de l'indigence publique, en fit arrêter un nombre considérable des plus puissans, qui furent conduits à la Bastille, & fit rechercher les autres avec soin.

Tous ces Moïens violens de continuer la Guerre faisoient trouver d'autant plus de Soldats qu'il y avoit plus de misérables. On en fit passer un grand nombre en Espagne; mais le mauvais état où une si longue marche les

1710.

Agioteurs  
punis.Situation  
des affaires  
d'Espagne.

ré-

1710. réduisit dans une saison si fâcheuse ne permettoit pas d'en espérer de grans succès. Le Roi Philippe ne laissa point de reprendre courage à la vûe de ce nouveau secours. Il avoit déclaré le Duc de Vendôme son Vicaire en Espagne, & le Maréchal de Noailles son Plénipotentiaire en Catalogne, & pendant que ce dernier étoit prêt à passer le Ter avec des Troupes fraîches pour aller vers Gironne, le Roi Philippe & le Duc de Vendôme, avec une Armée supérieure s'approchoient de Madrid, pour incommoder de plus en plus les Alliez. Ceux-ci après avoir consumé dans un mois & demi tout ce qu'il y avoit de vivres autour de Madrid & de Tolède, résolurent de faire reprendre au Roi Charles & à sa Cour la route de Barcelone, pendant que leur Armée se mettoit en marche pour se rapprocher de l'Arragon. Le Roi Philippe la fit suivre par le Duc de Vendôme, & se rendit à Madrid le 3. de Decembre. Les Relations nous apprendront le reste. Mais comme celles des François sont fort opposées à celles qui furent publiées de la part des Alliez, je rapporterai les unes & les autres pour en laisser le jugement au Lecteur. Voici celle qui fut apportée par Don Pedro de Zuniga & publiée à Paris par ordre de la Cour.

Relation  
de la Ba-  
taille de  
Villa-Vi-  
ciosa.

„ Le Roi d'Espagne aiant été averti le 7. au  
 „ soir à Guadalaxara, que les Ennemis avoient  
 „ un Corps considérable de Troupes dans  
 „ Brihuega, Sa Majesté fit partir à minuit les  
 „ Grenadiers de l'Armée avec les Piquets, sous  
 „ les ordres du Marquis de Thoui, & deux  
 „ Brigades de Cavalerie, avec six Régimens  
 „ de

„ de Dragons, conduits par le Marquis de  
 „ Valdecanas. Sa Majesté Catholique se mit  
 „ en marche le 8. au matin avec toute la Ca-  
 „ valerie; après avoir envoié ordre au Mar-  
 „ quis de la Vêre, qui étoit demeuré entre  
 „ Alcala & Guadalaxara, d'avancer en toute  
 „ diligence. Les Troupes arrivèrent le mê-  
 „ me jour 8. après midi devant Brihuega.  
 „ Aussi-tôt le Roi fit reconnoître & investir  
 „ la Place, & aiant fait tirer quelques coups  
 „ de Canon contre les murailles, il fit som-  
 „ mer la Garnison de se rendre. Sur le refus  
 „ qu'en firent les Ennemis, on travailla toute  
 „ la nuit à élever des Batteries, mais il fut  
 „ impossible d'attacher le Mineur. Les Bat-  
 „ teries commencèrent à tirer le 8. au matin:  
 „ elles firent en peu de tems une Brèche, mais  
 „ ce fut inutilement, la muraille étant terras-  
 „ sée. Le Duc de Vendôme reconnoissant les  
 „ abords de la Place, avoit remarqué à la  
 „ gauche de l'attaque plusieurs Maisons con-  
 „ tiguës ou attachées à l'enceinte des murail-  
 „ les par dehors: il les fit occuper, à dessein  
 „ d'attacher le Mineur, & il fit en même  
 „ tems placer des Batteries pour ouvrir la  
 „ muraille de ce côté-là, & rompre une Por-  
 „ te voisine. Les dispositions étoient faites  
 „ pour commencer l'Attaque, avec le Déta-  
 „ chement que le Roi d'Espagne avoit a-  
 „ mené: il étoit composé de tous les Gre-  
 „ nadiers, de 100. hommes choisis de cha-  
 „ cun des 8. Bataillons des Gardes, & de 50.  
 „ hommes tirez de 22. autres Bataillons. A-  
 „ lors l'Infanterie qui suivoit plus lentement,  
 „ arriva, & en même tems le reste de la  
 „ Cavalerie. Sa Majesté Catholique forma  
 „ deux

1710.

„ deux Attaques, & aiant donné ses ordres  
 „ pour soutenir celle de la gauche, qui étoit  
 „ la véritable, la Brèche étant imparfaite à  
 „ la droite, elle aprit que le Comte de  
 „ Staremborg s'avançoit, pour secourir Bri-  
 „ huega.

„ Sur ces nouvelles le Roi d'Espagne aiant  
 „ pris l'avis du Duc de Vendôme, fit mar-  
 „ cher la Cavalerie, que le Duc de Vendô-  
 „ me conduisit & posta lui-même sur les Hau-  
 „ teurs vers le côté par où les Ennemis s'a-  
 „ prochoient, & il revint ensuite auprès de  
 „ S. M. C. L'Infanterie donna l'assaut à la  
 „ Ville; l'action fut longue & disputée, par-  
 „ ce que les Troupes Ennemies, aguerries &  
 „ nombreuses, avoient encore de bons Re-  
 „ tranchemens dans les ruës. Toutefois leur  
 „ résistance fut inutile contre la valeur des  
 „ Troupes Espagnoles animées par la présen-  
 „ ce de leur Roi. L'effet de la Mine avoit  
 „ ouvert une Brèche assez grande, outre que  
 „ la Porte avoit été renversée à l'attaque de  
 „ la gauche. On entra, & les Ennemis for-  
 „ cez mirent le feu à leur premier Retran-  
 „ chement formé de Bois sec, aussi bien  
 „ qu'aux Maisons voisines, ce qui arrêta les  
 „ Troupes; mais le feu s'éteignant, les Enne-  
 „ mis furent poussez de Maison en Maison, &  
 „ réduits enfin au dernier Retranchement  
 „ qu'ils avoient dans la Place.

„ Pendant que ces choses se passoient à l'at-  
 „ taque de la gauche, les Troupes comman-  
 „ dées à celle de la droite, exécutoient l'or-  
 „ dre que le Duc de Vendôme leur avoit don-  
 „ né d'attaquer la brèche & de s'y maintenir,  
 „ à dessein de faire diversion des forces des  
 „ En-

„ Ennemis; qui se voïant réduits à l'extrémité,  
 „ & manquant absolument de provisions,  
 „ battirent la Chamade vers les 6. heures du  
 „ soir. Les Otages étant donnez reci-  
 „ proquement, la Capitulation fut réglée  
 „ avec le Duc de Vendôme, suivant laquel-  
 „ le la Garnison fut faite prisonnière de Guer-  
 „ re : elle étoit composée de 7. Bataillons  
 „ Anglois, d'un Bataillon Portugais, & de  
 „ 8. Escadrons Anglois. Il fut arrêté qu'on  
 „ laisseroit aux Officiers, Cavaliers, Dragons  
 „ & Soldats, leurs Hardes & Bagages, les  
 „ obligeant en même tems à rendre toutes  
 „ leurs Armes, à sortir le lendemain 10. au  
 „ matin, & à livrer cependant la Porte près  
 „ du Château, & on accorda d'ailleurs des  
 „ Conditions favorables aux Prisonniers, sur  
 „ tout aux malades & aux blessez. Les prin-  
 „ cipaux des Prisonniers sont les Lieutenants-  
 „ Généraux Stanhope, Carpenter & Wils;  
 „ deux Maréchaux de Camp, & deux Briga-  
 „ diers. L'Attaque duroit encore lorsque le  
 „ Roi d'Espagne aprit que le Comte de Sta-  
 „ remberg continuoît de s'avancer diligen-  
 „ ment.

„ Sur ces nouvelles, S. M. C. marcha le  
 „ 10. au matin avec son Infanterie, pour oc-  
 „ cuper les Hauteurs où le Duc de Vendôme  
 „ avoit posté la Cavalerie dès la veille; il ran-  
 „ gea l'Armée en Bataille, & après quelques  
 „ volées de Canon, les deux Lignes de l'Ar-  
 „ mée d'Espagne s'ébranlèrent pour attaquer  
 „ celle des Ennemis. Le Roi d'Espagne se  
 „ mit à la tête de l'Aile droite, & le Marquis  
 „ de Valdecanas, Capitaine-Général, eut  
 „ l'honneur d'être sous ses ordres. Le Poste  
 „ du

1710.

„ du Duc de Vendome fut à la gauche, aiant  
 „ sous lui le Comte d'Aguilar, Capitaine Gé-  
 „ néral. Le Comte de Las Torres, Capitai-  
 „ ne Général, étoit au Centre. Le Marquis  
 „ de Thouï, aussi Capitaine Général, quoi-  
 „ que blessé la veille du Combat, s'y distin-  
 „ gua pendant toute l'Action. Il étoit plus  
 „ de trois heures après midi, lors que le Roi  
 „ d'Espagne donna l'ordre de commencer le  
 „ Combat. Il fallut marcher aux Ennemis  
 „ par un Terrain pierreux, coupé de Ravins,  
 „ & de quelques murailles à pierres seches. Le  
 „ Terrain où ils étoient postez étoit plus  
 „ commode: néanmoins la Cavalerie de la  
 „ droite, où le Roi d'Espagne avoit pris son  
 „ Poste, culbuta leur gauche, & renversa les  
 „ Bataillons qui soutenoient une Batterie, dont  
 „ les Espagnols se rendirent les Maîtres. La  
 „ droite des Ennemis, que le Duc de Ven-  
 „ dôme fit attaquer en même tems, résista  
 „ bien davantage, les charges de part & d'au-  
 „ tre furent vives & fréquentes, & le succès  
 „ fort balancé. Enfin, le Duc de Vendôme  
 „ vint à bout de déborder leur flanc; & alors  
 „ il gagna les derrières de leur Infanterie, où  
 „ le Roi avec la Cavalerie Espagnole de la  
 „ droite avoit pénétré, après avoir battu l'Aile  
 „ gauche qui lui étoit opposée.

„ Toutefois l'Infanterie Ennemie de la droi-  
 „ te ainsi enveloppée combattoit encore avec  
 „ courage, elle gagnoit même du Terrain,  
 „ hors à l'endroit où les Gardes Walonnes lui  
 „ étoient opposées; car ce Régiment perça les  
 „ deux Lignes & la réserve des Ennemis, &  
 „ poussa loin du Champ de Bataille les Trou-  
 „ pes qu'il avoit en tête. Les Gardes Espa-  
 „ gnoles

„ gnoles se distinguèrent aussi dans cette 1710.  
 „ journée. Enfin, la nuit favorisa la retrai-  
 „ te de cette partie de l'Infanterie Ennemie,  
 „ qui jusqu'alors avoit combattu avec coura-  
 „ ge; mais ce fut avec beaucoup de préci-  
 „ pitation qu'elle se retira, prenant le che-  
 „ min de Siguença. Les blessez furent aban-  
 „ donnez, & avec eux demeurèrent sur le  
 „ Champ de Bataille 10. pièces de Canon, 2.  
 „ Mortiers, les Voitures à l'usage du País  
 „ nommées Galères, tous les Equipages  
 „ d'Artillerie, les Bagages de l'Armée, &  
 „ environ 8000. fuzils. Le nombre des  
 „ morts demeurez sur le Champ de Bataille  
 „ est à peu près de 4000. hommes, dont  
 „ plus des trois quarts sont des Troupes  
 „ Ennemies. Celui des Prisonniers que le  
 „ Roi d'Espagne a faits dans cette journée  
 „ est de 3000. hommes; parmi eux sont les  
 „ Lieutenans-Généraux Belcastel, qui com-  
 „ mandoit les Troupes Auxiliaires de Hol-  
 „ lande; Mr. de St. Amant, & plusieurs au-  
 „ tres Officiers. Don Joseph Valleio, qui  
 „ étoit posté de manière à couper la commu-  
 „ nication entre l'Arragon & l'Armée Enne-  
 „ mie, a fait de son côté 2300. Prisonniers,  
 „ presque tous Cavaliers: en sorte qu'en  
 „ comptant les Bataillons & les Escadrons  
 „ pris à Brihuega & les Prisonniers faits à  
 „ la Bataille, le nombre de ceux que le Roi  
 „ Catholique a présentement en son pouvoir,  
 „ est de 9000. hommes. On ne savoit pas  
 „ encore au juste le nombre des Drapeaux,  
 „ Etendarts & Timbales pris aux Ennemis  
 „ en cette Bataille, quoi qu'il y en eût dé-  
 „ ja beaucoup de rassemblez, ceux qu'on  
 „ apor-

1710. „ apportoit à tous momens en rendoient la  
 „ quantité incertaine.

„ Suivant les avis que le Roi d'Espagne  
 „ a reçus depuis le Combat, il ne restoit  
 „ au Comte de Staremberg que 3000. hom-  
 „ mes d'Infanterie, & 8. Troupes de Ca-  
 „ valerie. Sa retraite paroissoit si difficile  
 „ avec ce petit nombre de Troupes battues  
 „ & sans subsistance, que le Comte Ma-  
 „ honi, Lieutenant Général, l'ayant fait som-  
 „ mer de se rendre, le plus grand nombre  
 „ des Officiers de ce reste d'Armée consen-  
 „ toit à la proposition; mais le Comte de  
 „ Staremberg ne l'avoit pas encore accep-  
 „ tée. Les principaux Officiers que le Roi  
 „ d'Espagne a perdus, sont le Maréchal de  
 „ Camp Don Pedro de Ronquillo, tué  
 „ dans la Bataille; & le Comte de Rupel-  
 „ monde, Brigadier d'Infanterie, mort des  
 „ blessures qu'il avoit reçues à l'attaque de  
 „ Brihuega.

On ne sauroit s'imaginer combien de fauf-  
 ses nouvelles suivirent cette Rélation, on  
 faisoit chaque jour les Alliez Prisonniers par  
 milliers. Il n'y avoit si petit Partisan dont  
 on ne publiât une Rélation, & le Général  
 Mahoni entr'autres avoit réduit les restes  
 malheureux du Comte de Staremberg à ca-  
 pituler; du moins les Officiers y avoient dé-  
 ja consenti, & le Comte ne songeoit qu'à  
 se sauver par Monts & par Vaux avec une  
 Troupe choisie. Cependant tous les soins  
 qu'on s'étoit donnez pour rendre cette af-  
 faire la plus avantageuse & la plus vraisem-  
 blable qu'on eût pû, n'empêchèrent pas les  
 Let-



Lettres particulières d'approcher plus de la vérité. Voici ce qu'en disoit l'Extrait d'une Lettre de France de très bonne main, datée du 5. Janvier. 1711. 1710.

*La Bataille de Villa-viciosa ne s'est pas donnée à trois lieues de Brihuega, comme on l'avoit dit, mais fort près de cette Place, & peu d'heures après la Capitulation de Mr. de Stanhope. C'est Mr. de Staremborg qui a attaqué le premier. Le Roi Philippe étoit à la droite de son Armée, qui débordoit celle des Alliez: Mr. de Vendôme commandoit la gauche. Mr. de Staremborg qui commandoit la droite de son Armée, enfonça par trois fois l'Aile gauche des Espagnols: Mr. de Vendôme voyant le desordre de ses Troupes, se mit à pié l'épée à la main, à la tête de l'Infanterie, pour tâcher de la rallier: mais voyant qu'il n'en pouvoit pas venir à bout, il remonta à cheval, & il mena la Cavalerie avec beaucoup de vigueur & de bravoure. Dans le même tems, Mr. de Vallejo, qui étoit à la droite, passa avec un gros Corps par les derrières de l'Armée Ennemie, & attaqua à dos leur gauche, pendant que Mr. de Vendôme faisoit ses plus grans efforts: Mais M. de Staremborg soutint ces deux Chocs en même tems, sans pouvoir être enfoncé, & sans perdre un pouce de terrain. En sorte que la nuit fit cesser le Combat, sans que la Victoire se fut déclarée. On s'attendoit que le Combat recommenceroit le lendemain. Mais Mr. de Staremborg ayant appris que Mr. de Stanhope avoit capitulé, & voyant la grande supériorité de notre Armée, prit le parti de se retirer, après avoir resté presque toute la nuit sur le Champ de Bataille. Les Ennemis nous ont pris le Marquis*

1710. *Marquis de Thoui, (qui voulut être à cette Action, nonobstant la blessure qu'il avoit eue à Brihuega) & deux autres Officiers-Généraux Espagnols. On a fait courir le bruit que ce Marquis a été repris, mais cela n'est pas sur. Tout le monde parle ici de Mr. de Staremberg comme du plus grand Général qu'il y ait eu; & on dit qu'il a perdu la Bataille sans être battu, & cela est vrai dans un sens, puisqu'il a été impossible de lui gagner un pouce de terre, & qu'au contraire, il en a gagné sur nous. On dit qu'il est resté 6000. hommes sur le Champ de Bataille, dont on donne la moitié aux Ennemis. Toutes ces circonstances font beaucoup rabattre de la joie qu'on a eu d'abord.*

Ces Lettres particulières avoüèrent outre cela, que le Comte de Staremberg s'étoit retiré avec un Corps de 5000. hommes, qu'il n'avoit point perdu la Bataille; & qu'au contraire, il s'étoit maintenu sur le Champ de Bataille: Mais que voyant son Corps affaibli par la prise des Troupes qui étoient à Brihuega; & considérant que quoi que celles du Roi Philippe eussent plus souffert, elles restoit beaucoup plus nombreuses, il prit le parti de se retirer plusieurs heures après le combat fini: il laissa son Canon qu'il ne put emmener; mais on ne lui en prit pas une pièce pendant le Combat. On ne savoit pas encore alors qu'on eût reçu la Relation qu'on va lire; cependant, de l'aveu même des François, c'étoit déjà rabattre beaucoup de la Victoire du Roi Philippe, & du Duc de Vendôme. Voions présentement la Lettre que le Maréchal Comte de Staremberg en écrivit au Roi Charles à Barcelone, que Sa Majesté Catholique envoia aussi-tôt à l'Empereur,

&c

& dont le Fils du Gouverneur de Milan 1710.  
apporta la Copie à la Haïe, le 11. de Jan-  
vier 1711.

S I R E,

„ V Otre Majesté aura sù, par le Capitaine Rélation  
„ de la Garde Catalane, le détail de ce de la mê-  
„ qui s'est passé à l'Armée, depuis que Votre me Batail-  
„ Majesté l'a quittée, & que la disette des Vi- le par le  
„ vres nous avoit obligé de nous aprocher des Comte de  
„ Magasins qui sont en Arragon. Sur quoi nous Starem-  
„ avons jugé à propos de nous retirer entre berg.  
„ le Tage & la Tajuna, ce qui fut heureuse-  
„ ment exécuté jusques au voisinage de Cifuen-  
„ tes, quoi que les Ennemis eussent tenté  
„ plusieurs fois de tomber sur notre Arrière-  
„ Garde, & que les Païsans de Castille eussent pris les armes pour se jeter sur nos  
„ Troupes, & pour piller notre Bagage; ce  
„ que nous avons empêché de tous côtez,  
„ avec toute la précaution possible.

„ La Saison déjà fort avancée, & la né-  
„ cessité de trouver des Vivres & des Fou-  
„ rages pour les Troupes, nous obligea de  
„ marcher par colonnes, & par différentes  
„ routes. Les Troupes Angloises croiant de  
„ trouver quelque provision dans Brihuega,  
„ & qu'elles pourroient mieux subsister, pri-  
„ rent ce chemin, & y firent alte le 8. Le  
„ même jour l'Ennemi y arriva avec toute son  
„ Armée, les y enferma, & en fit battre les  
„ murailles.

„ Avant d'être informé de cet accident,  
„ j'avois donné ordre à tous les autres Corps  
„ séparez de me venir joindre, jugeant qu'il

1710.

„ y avoit beaucoup de risque à les faire mar-  
 „ cher par Colomnes. Dès que je fus averti de  
 „ l'état & du danger où se trouvoient les An-  
 „ glois, je fis marcher l'Armée toute la nuit  
 „ du 8. & tout le jour suivant, pour les pou-  
 „ voir dégager.

„ Nous arrivâmes à l'entrée de la nuit à  
 „ une lieuë de la Ville ; & je fis à l'instant  
 „ tirer quelques coups de Canon, pour aver-  
 „ tir les Assiégés, que nous venions à leur  
 „ secours: & nous y trouvâmes les-Ennemis  
 „ rangez en Bataille. Nos Troupes renfer-  
 „ mées dans Brihuega consistoient en 8. Ba-  
 „ taillons & 8. Escadrons. Je ne crus pas  
 „ devoir abandonner un Corps si considéra-  
 „ ble, & cette raison m'obligea à risquer le  
 „ combat, quoi que l'Armée Ennemie fût  
 „ fort supérieure en nombre à la mienne, sur  
 „ tout en Cavalerie, outre que le terrain nous  
 „ étoit moins avantageux qu'aux Ennemis,  
 „ que nous étions dans une Plaine, & qu'il  
 „ étoit mal-aisé de nous former dans un  
 „ terrain tout ouvert ; mais il n'étoit plus  
 „ tems de se retirer. Je postai l'Aîle gauche  
 „ dans un lieu de difficile accès, & je cou-  
 „ vris la droite du côté de la Plaine par  
 „ quelques Bataillons. Je mis aussi la Cava-  
 „ lerie derrière la première & seconde Ligne,  
 „ & je formai ainsi quatre Lignes. J'attendis  
 „ dans cette situation les Ennemis qui s'a-  
 „ prochèrent, me laissant à peine le tems  
 „ nécessaire pour achever cette disposition.  
 „ Cependant, l'Artillerie jouïoit sans cesse,  
 „ & causoit une perte considérable de part  
 „ & d'autre. L'Ennemi commença son at-  
 „ taque en bon ordre, & avec beaucoup de

„ Vi-

„ vigueur, prenant en quelques endroits  
 „ l'Aîle droite par le flanc, qui néanmoins  
 „ se remit à l'instant; mais aiant entière-  
 „ ment mis en déroute toute notre Aîle  
 „ gauche, il nous prit à dos. Là-dessus le  
 „ Général Major Contrecour avec ses trois  
 „ Escadrons Portugais, auxquels s'étoient  
 „ joints trois Bataillons de la seconde Ligne,  
 „ un des Grisons, un de Babilon, & un de  
 „ Report, avança si à propos, & en si bon  
 „ ordre, qu'il repoussa les Ennemis. Pendant  
 „ ce tems-là notre Aîle gauche se rallia, &  
 „ les Ennemis furent mis en déroute des  
 „ deux côtez, par leur droite & par leur  
 „ gauche. Nous les poussâmes plus d'une  
 „ demi-lieüe, les poursuivant, & les ren-  
 „ versant entièrement, & nous nous rendî-  
 „ mes Maîtres de tout leur train d'Artillerie,  
 „ & de beaucoup de Drapeaux & d'Eten-  
 „ darts. Le Carnage fut grand, & plus de  
 „ 6000. hommes des Ennemis restèrent morts  
 „ sur le Champ de Bataille.

„ Nos Troupes ne s'arrêtèrent point à  
 „ faire des Prisonniers. Elles firent main bas-  
 „ se sur tout ce qu'elles rencontrèrent, & il  
 „ n'y eut d'épargné que le Général Marquis  
 „ de Thouï, quelques Brigadiers, quelques  
 „ moindres Officiers, & un fort petit nom-  
 „ bre de Soldats.

„ L'Armée des Ennemis s'étoit trouvée  
 „ forte de 32. Bataillons & 80. Escadrons :  
 „ savoir 20. Bataillons formez du débris des  
 „ 44. qu'ils avoient eus à la Bataille de Sa-  
 „ ragoſſe, avec 12. autres qu'ils avoient ti-  
 „ rez d'Eſtramadure; & 44. Escadrons for-  
 „ mez pareillement du débris des 70. qu'ils

1710. „ avoient eus à la même Bataille, avec 35.  
 „ autres aussi tirez d'Estremadure.

„ La nôtre étoit composée de 29. Escadrons Impériaux, deux Espagnols, un Anglois, dix Portugais, six Hollandois, & six Palatins. L'Infanterie consistoit en 14. Bataillons Impériaux, cinq Espagnols, deux Portugais, deux Anglois, deux Hollandois & deux Palatins. La plûpart de ces Corps étoient fort affoiblis, & cela ne pouvoit être autrement après une Campagne si rude, & au mois de Decembre. Au reste notre Cavalerie de l'Aîle gauche disparut au premier choc des Ennemis, aussi bien que sept Bataillons, de sorte que 'je me trouvai réduit à combattre avec 20. Bataillons & 16. Escadrons, c'est-à-dire un contre trois. Dieu donna tant de valeur & de conduite aux Officiers & aux Soldats, que sans s'étonner de cette grande supériorité des Ennemis, ils les repoussèrent, & firent des Actions qui peuvent passer pour surnaturelles. Tous se sont distinguez, mais principalement les Lieutenans-Généraux Baron de Wetsel, Comte d'Atalaia, Don Antonio de Villaruel, les Maréchaux de Camp Comtes d'Eck & d'Hamilton, & D. Pedro d'Almada. Ces Mrs. ont donné des marques signalées de leur bravoure, prudence & bonne conduite. Ce sont les seuls qui purent agir pendant toute l'action, parce que nous perdîmes les Généraux Belcastel, Frankenberg, Copi, & St. Amant dès la première Attaque.  
 „ Le Combat a été si sanglant qu'en différentes fois les Bataillons & les Escadrons se  
 „ sont

„ font battus d'eux-mêmes, leurs Comman-  
 „ dans aiant été obligez de faire les fonctions  
 „ de Généraux, en repoussant les Ennemis  
 „ de tous côtez à mesure qu'ils les attra-  
 „ quoient.

„ Je ne croi pas d'exagérer, en disant qu'il  
 „ est resté plus de six mille morts du côté des  
 „ Ennemis, qui, après une Action qui dura  
 „ depuis trois heures de l'après-midi jusques  
 „ bien avant dans la nuit, furent mis dans u-  
 „ ne fuite générale.

„ Aiant gagné leur Artillerie, nous la tour-  
 „ nâmes contre eux, & restâmes le lende-  
 „ main dans l'endroit jusques où nous les a-  
 „ vions poursuivis.

„ Aiant depuis appris par les Prisonniers &  
 „ par les Déserteurs, que le Corps des An-  
 „ glois qui étoit à Brihuega, en étoit sorti pri-  
 „ sonnier de Guerre le matin une heure avant  
 „ notre Armée, & une partie de notre Aile  
 „ gauche s'étant tellement égarée que je n'en  
 „ ai pu encore avoir d'avis certain, sinon que  
 „ sans s'arrêter elle a pris la route d'Arragon,  
 „ les Troupes étant aussi d'ailleurs sans paie,  
 „ & dépourvuës de toutes sortes de vivres,  
 „ dans un tems si rigoureux; j'ai été obligé  
 „ de me retirer le même jour 11., pour m'a-  
 „ procher des Magasins d'Arragon. Une  
 „ partie de notre Bagage, sur lequel quel-  
 „ ques Escadrons Ennemis se jettèrent, lors  
 „ que notre Aile gauche étoit en désor-  
 „ dre, a été pillée par eux, & par les Pai-  
 „ sans.

„ Outre toutes ces circonstances qui se ren-  
 „ contrèrent dans cette occasion, il s'em-  
 „ trouva une autre; c'est que tous les Gens

1710.

„ d'Artillerie s'étant sauvez avec leur train ;  
 „ il n'y a pas eu moiën d'emmener les Canons  
 „ des Ennemis, ni les nôtres, ainsi j'ai été  
 „ obligé de faire brûler les affuts & les  
 „ roues.

„ Ceci, Sire, est le véritable & exact ra-  
 „ port, que la brièveté du tems me permet  
 „ de faire à Votre Majesté, &c.

27 21.

Suite des  
 Affaires  
 d'Espagne.

Malgré l'avantage considérable que le Roi Philippe remporta dans cette occasion, on ne peut s'empêcher d'exalter la belle retraite du Général Staremberg dont les forces étant réduites au tiers de celles qu'avoit le Duc de Vendôme, mit pourtant le Roi Philippe hors d'état de le poursuivre & de rien entreprendre. En effet il ne fut plus parlé du Siège de Barcelone ni de celui de Tarragone: son Armée ne put se mettre en campagne que fort tard l'année suivante ; & elle fut prévenue à *Frats del Rei* par celle du Comte de Staremberg qui avoit reçu quelques renforts. Les deux Armées furent en présence & se canonnerent, sans que le Duc de Vendôme jugeât à propos d'engager une Action ; de sorte qu'à la réserve de quelques Postes dont les Detachemens de son Armée s'emparèrent, il ne se passa rien de considérable en ce Pais-là. Le Roi Philippe, qui étoit resté en Arragon où il craignoit des remuemens, ne retourna à Madrid que le 15. de Novembre ; & le Roi Charles se trouva en état à la fin de Septembre de passer en Allemagne pour les raisons que nous dirons en leur lieu.

Mée. gé-  
 né-  
 rale des  
 Affaires.  
 an. 1711.

Cette Année 1711. doit servir d'Epoque à des Evénemens mémorables, & doit être mar-



marquée dans l'Histoire comme une Année de Crise pour toute l'Europe. Les affaires générales parurent d'abord plus embrouillées que jamais, tant par les suites fâcheuses de la Guerre du Nord & par l'engagement de la Porte Ottomane dans cette querelle, que par les Révolutions dont nous avons parlé, arrivées en Espagne l'année dernière, & par d'autres changemens dont la Grande Alliance se vit menacée. Un voile impénétrable en couvroit les suites pour l'avenir; & outre les Calamitez de la Guerre, on sentit presque par tout les coups redoublez d'une main apesantie par les Fleaux de la Peste, de la Mortalité des bestiaux, des Tremblemens de Terre, des Inondations & Débordemens de Fleuves. On vit un Deuil général dans les Cours & plusieurs des premières têtes emportées par des fièvres malignes, ou par de tristes accidens.

La France en particulier se vit privée de l'Héritier présomtif de sa Couronne, par la mort de Louis Dauphin, Fils unique du Roi, arrivée le 14. d'Avril. Ce Prince étoit tombé malade la nuit du 6. au 7. du même mois au Château de Meudon. Sa Maladie parut d'abord peu dangereuse, & ne l'empêcha point de souper encore le 9. en compagnie. Mais la nuit suivante les Médecins le trouvèrent plus mal, & on en donna avis au Roi. On crut le 10. tout le jour que c'étoit une fièvre pourprée; mais on s'aperçut le 11. au matin que c'étoit la petite Verole. Le mal ne parut point dangereux jusqu'au 14. vers le midi qu'il empira de plus en plus. Enfin le Malade tomba sur les 10. heures du soir en Apoplexie, &

Mort de  
Monseigneur.

1711. mourut à onze universellement regretté. Monseigneur Louis Dauphin étoit âgé de 49. ans cinq mois & quatorze jours, étant né à Fontainebleau le premier Novembre 1661. Il avoit épousé en 1680. Marie Anne de Bavière, & il eut de ce Mariage M. le Due de Bourgogne, le Roi d'Espagne, & M. le Duc de Berry. Il fit, comme nous l'avons dit, sa première Campagne en Allemagne en 1688., où il commanda l'Armée du Roi à la prise de Philipsbourg & de quelques autres Villes. En 1694. il commanda en Flandre. Ce Prince étoit sur tout recommandable par son attachement plein d'amour & de respect pour la personne du Roi son Père, par sa bonté & son affabilité, qui le firent principalement regretter des Peuples, & par son humeur paisible qui leur auroit fait trouver en lui un bon Roi.

ses Obseques.

Les circonstances de sa maladie ne permirent pas de lui rendre en son Château de Meudon les honneurs funèbres convenables aux personnes de son rang. Ainsi la nuit du 16. on porta son Corps sans Cérémonie à St. Denis dans un Carosse du Roi entouré des Gardes du Corps. L'Evêque de Metz, Premier Aumônier du Roi, le Duc de la Tremouille, Premier Gentilhomme de la Chambre, le Marquis de Dreux, Grand Maître des Cérémonies, l'Abbé de Brancas, Aumônier du Roi, & le Curé de Meudon suivoient dans un autre. L'Evêque de Metz présenta le Corps, & fit un beau discours, auquel répondit le Prieur de l'Abbaïe; & après les Prières accoutumées, le Corps fut mis dans le Caveau de la Maison Royale sans autres Cérémonies; le

le Roi s'étant réservé de faire célébrer dans la suite les Services ordinaires suivant la coutume. 1711.

Le Roi fit donner ayis le 15. au Roi Philippe de la mort de Mr. le Dauphin & déclara un peu après le Duc & la Duchesse de Bourgogne Dauphin & Dauphine. S. M. tâcha alors de divertir la douleur que lui causoit la perte de son Fils. Elle fit le 18. la Revûe des Gardes & des Chevaux-Legers, & fut deux ou trois jours après prendre le divertissement de la Chasse. S. M. écrivit ensuite au Cardinal de Noailles, Archevêque de Paris, la Lettre suivante.

Le Duc & la Duchesse de Bourgogne font déclarer Dauphin & Dauphine.

### MON COUSIN,

*La mort de mon Fils le Dauphin, arrivée dans le tems que j'avois lieu de me flatter qu'il surmonteroit la maladie dangereuse dont il étoit attaqué, m'a causé toute la douleur dont un Père puisse être pénétré en perdant un Fils, qui par toutes les grandes qualitez qu'il possédoit, méritoit avec tant de raison toute ma tendresse & toute mon estime. Je suis persuadé que cette perte n'est pas moins sensible à mes Sujets; & comme c'est par mes Prières & par les leurs, que je dois demander à Dieu le repos de son Ame, & la consolation dans ma douleur, je vous écris cette Lettre, pour vous dire que je desiré que vous fassiez faire à cette intention des Prières publiques dans votre Diocèse, ce que me promettant de votre Piété ordinaire, je prie Dieu qu'il vous ait, Mon Cousin, en sa sainte & digne garde. Écrit à Marli-le-22. Avril. 1711. Signé LOUIS.*

Lettre du Roi au Card. de Noailles sur la mort de Monseigneur.

Et plus bas,

PHELIPEAUX. Le

1711.

Service  
Solemnel  
pour ce  
Prince.

Le Cardinal de Noailles, en exécution de cette Lettre, fit publier le lendemain un Mandement pour la Célébration d'un Service Sollemnel dans l'Eglise Metropolitaine de Paris & dans toutes les autres, tant de la même Ville, que des autres Villes de son Diocèse, & le 18. de Juin il en fut célébré un autre dans l'Eglise de l'Abbaïe Royale de St. Denis, où l'Archevêque de Reims officia & l'Evêque d'Angers prononça l'Oraison funèbre.

Le Roi re-  
çoit les  
Compli-  
mens de  
Condo-  
lérance de  
la Cour.

Le Roi aiant marqué le 27. d'Avril pour recevoir les Complimens de Condolérance sur la mort de Mr. le Dauphin, Sa Majesté se rendit ce jour-là de Marli à Versailles où les Ministres Etrangers, les Cours Supérieures, & autres Compagnies s'aquitèrent de ce devoir, chacun dans une Audience particulière. Les Ministres furent conduits par le Baron de Breteuil, Introducteur des Ambassadeurs, qui étoit en grand Manteau de Deuil, aussi bien que le Maréchal d'Harcourt, Capitaine des Gardes du Corps, qui reçut Mr. Cusani, Nonce du Pape, à l'entrée de la Sale des Gardes, qui étoient sous les Armes. Les Princes du Sang & autres, les Seigneurs & Grans Officiers, qui sont auprès de S. M. en pareille occasion, étoient aussi en manteau de Deuil. L'Envoïé Extraordinaire de Suède, ceux de Lorraine, de Toscane, de Parme, furent introduits de la même manière. Mrs. du Parlement eurent Audience après-midi, Mr. le Pelletier, Premier Président, portant la parole: & Mrs. de la Chambre des Comptes, des Cours des Aides & de la Monnoie, furent admis après eux. Le Roi se retira.

retira quelque peu de tems dans son Cabinet, 1711.  
 & donna aussi ensuite Audience à Mrs. du  
 Grand Conseil, de l'Université & de l'Acade-  
 mie Françoisé, qui furent tous introduits par  
 Mr. de Pontchartrain. Le Nonce du Pape,  
 en sortant de l'Audience du Roi, alla faire des  
 Complimens de Condoléance au Nouveau  
 Dauphin & à Madame la Dauphine, qui le reçu-  
 rent dans une Sale tendue de noir, ensuite  
 de quoi il se rendit chez les autres Princes &  
 Princesses du Sang.

Comme Mr. le Dauphin étoit mort sans  
 faire de Testament, le Roi jugea à propos  
 de partager sa Succession, qui pouvoit aller  
 à 3. millions de livres, aux trois Princes-  
 ses Enfans. Ainsi Sa Majesté donna au nou-  
 veau Dauphin le Palais de Meudon avec tou-  
 tes les Terres qui en dépendent, & au Re-  
 Philippe & au Duc de Berri, chacun un mil-  
 lion de livres.

L'Edit que S. M. donna peu après pour  
 régler le rang des Duchez & Pairies en-  
 général fit voir jusques où alloit sa pré-  
 voiance; puisque réglant particulièrement le  
 Rang & les Séances aux Sacrés de ses Succes-  
 seurs, il paroissoit de mauvais augure pour sa  
 propre personne: Voici l'Extrait des Articles  
 de cette Ordonnance.

„ I. Les Princes du Sang Roial représ- Edit du  
 „ senteront les Anciens Pairs de France aux Roi pour  
 „ Sacres des Rois, & auront Séance & régler le  
 „ voix délibérative dans nos Cours de Par- rang des  
 „ lement à l'âge de 15. ans, tant aux Au- Duchez &  
 „ diences qu'au Conseil, sans aucune forma- Pairies.  
 „ lité, encore qu'ils ne possèdent aucunes  
 „ Pairies.

1711. „ II. Nos Enfans légitimez, & leurs En-  
 „ fans & Descendans Mâles, qui posséde-  
 „ ront des Pairies, représenteront pareille-  
 „ ment les Anciens Pairs aux Sacres des  
 „ Rois, après & au défaut des Princes du  
 „ Sang, & auront voix délibérative dans nos  
 „ Cours de Parlement, tant aux Audiences  
 „ qu'au Conseil, à l'âge de 20. ans, avec  
 „ Séance immédiate après lesdits Princes du  
 „ Sang, & ils y précéderont tous les Ducs  
 „ & Pairs, quand même leurs Duchez &  
 „ Pairies seroient moins anciennes; & en  
 „ cas qu'ils aient plusieurs Pairies & plusieurs  
 „ Enfans Mâles, leur permettons (en se ré-  
 „ servant une Pairie pour eux) d'en donner à  
 „ chacun de leurs Enfans, pour en jouir avec  
 „ les mêmes Prerogatives, du vivant même  
 „ de leurs Pères.

„ III. Les Ducs & Pairs représenteront  
 „ aux Sacres les Anciens Pairs, lors qu'ils y  
 „ seront appelez au défaut des Princes du  
 „ Sang, & des Princes légitimez qui auront  
 „ des Pairies; ils auront Rang & Séance du  
 „ jour de la première reception, & seront re-  
 „ çus au Parlement à l'âge de 25 ans.

„ IV. Par les termes d'*Hoirs* & *Successeurs*  
 „ & par ceux d'*Aians Cause*, tant inserez  
 „ qu'à inserer dans les Lettres d'Erection,  
 „ ne pourront être entendus que les Enfans  
 „ Mâles descendus de celui en faveur de  
 „ qui l'érection aura été faite & que les Mâ-  
 „ les qui en seront descendus de Mâles en  
 „ Mâles.

„ V. Les Clausules générales insérées ou à  
 „ inserer dans quelques Lettres d'Erection  
 „ de Duchez & de Pairies en faveur des

„ Fe-

„ Femelles, n'auront aucun effet, qu'à l'é-  
 „ gard de celle qui descendra & sera de la  
 „ Maison & du Nom de celui en faveur  
 „ duquel les Lettres auront été accordées,  
 „ & à la charge qu'elle n'épousera qu'une  
 „ personne que nous jugerons digne de pos-  
 „ séder cet Honneur, lequel n'aura Séance  
 „ au Parlement que du jour de sa recep-  
 „ tion.

„ VI. Permettons à ceux qui ont des  
 „ Duchez & Pairies d'en substituer à per-  
 „ petuité le Chef-Lieu avec une certaine  
 „ partie de leur revenu, jusqu'à 15. mille  
 „ livres de Rente, auquel le Titre & Digni-  
 „ té desdits Duchez & Pairies demeurera an-  
 „ nexé, sans pouvoir être sujet à aucune det-  
 „ tes ni distractions.

„ VII. Permettons à l'Aîné des Mâ'es.  
 „ descendans en Ligne directe de celui en  
 „ faveur duquel l'Erection des Duchez &  
 „ Pairies aura été faite, ou à son défaut ou  
 „ refus, à celui qui le suivra immédiate-  
 „ ment, & ensuite à tout autre Mâle de  
 „ degré en degré de les retirer des Filles  
 „ qui se trouveront en être propriétaires,  
 „ en leur en remboursant le prix dans six  
 „ Mois sur le pié du Denier 25. du revenu  
 „ actuel.

„ VIII. Ordonnons que ceux qui vou-  
 „ dront former quelque contestation sur les  
 „ sujets desdits Duchez & Pairies, & des  
 „ Rangs &c. accordez auxdits Ducs & Pairs,  
 „ Princes & Seigneurs, seront tenus de nous  
 „ représenter chacun en particulier l'intérêt  
 „ qu'ils prétendent y avoir, afin d'obtenir de  
 „ nous la Permission de le pour suivre.

1711.

„ IX. Voulons que notre Cousin le Duc de  
 „ Luxembourg & de Pinei ait rang tant en  
 „ notre Cour de Parlement de Paris, qu'en  
 „ tous autres lieux, & à l'égard du Marquis  
 „ d'Antin, voulons pareillement qu'il n'ait  
 „ Rang & Séance que du jour de sa Récep-  
 „ tion, sur les nouvelles Lettres que nous lui  
 „ accorderons.

„ X. Ordonnons que ce qui est porté par  
 „ le présent Edit pour les Ducs & Pairs, ait  
 „ lieu pareillement pour les Ducs non Pairs  
 „ en ce qui peut les regarder. *Donné à Mar-*  
 „ *ti au Mois de Mai 1711. Signé Louis ; &*  
 „ plus bas, *par le Roi, Phelipeaux.*

Mort de  
 l'Empe-  
 reur Jo-  
 seph.

La mort de Monseigneur fut suivie de celle  
 de l'Empereur arrivée quatre jours après, sa-  
 voir le 17. Avril, de la même maladie. Sa  
 Majesté Impériale avoit commencé à se trou-  
 ver mal le 7., mais la petite Vérole ne se dé-  
 clara que le 9. au grand étonnement de toute  
 sa Cour. Elle parut peu dangereuse jusqu'au  
 16. que tous les Médecins furent mandez,  
 mais n'ayant pu à l'ordinaire s'accorder sur les  
 Remèdes, on trouva le 17. que Sa Majesté  
 Impériale avoit une grande inflammation de  
 Poitrine & l'on commença à desespérer de sa  
 vie. En effet elle mourut à 10. heures & de-  
 mie du matin après avoir pris congé des Im-  
 pératrices avec de grandes marques de tendres-  
 se, de même que des Archiduchesses ses Sœurs.  
 Ce Prince étoit né le 26. Juillet 1678., Fils  
 de l'Empereur Leopold & d'Eleonore Mag-  
 delaine Thérèse, Fille du Duc de Neubourg.  
 Philippe Guillaume, depuis Electeur Palatin:  
 il fut couronné à Presbourg Roi de Hongrie  
 le



le 9. Decembre 1687. & à Ausbourg Roi des Romains le 26. Janvier 1690. Il avoit épousé le 24. Fevrier 1699. Wilhelmine Amelie, Fille de Jean Frederic, Duc de Brunswick-Hanover, de laquelle il eut Marie Joseph née le 8. Decembre 1699., Leopold Joseph né la nuit du 28. au 29. Octobre 1700., mort le quatre Août 1701. & Marie Amelie née le 22. Octobre de la même année. Le Cœur de ce Prince fut mis dans une Urne d'argent avec une Inscription, & porté dans l'Eglise des Augustins deschauffez à Vienne, & son Corps fut inhumé le 20. avec les cérémonies accoutumées dans l'Eglise des Capucins, où est le Monument de l'Auguste Maison d'Autriche.

1711.

Sa Majesté Impériale n'ayant point fait de Testament, l'Impératrice Douairière sa Mère prit soin des affaires du Gouvernement par provision, en attendant les ordres de l'Archiduc Charles, auquel la Succession des Roïaumes, Provinces, & Pais Héréditaires du feu Empereur étoit échue. La Cour de France, toujours attentive à profiter de toutes les conjonctures, tint plusieurs Conférences sur ce sujet, & nomma Mr. de Torci & Mr. Voisin pour en avoir de particulières avec les Electeurs de Bavière & de Cologne, & avec l'Envoyé de Suède. On dépêcha divers Couriers en plusieurs endroits; & un Courier du Cabinet entr'autres eut ordre de partir en diligence pour l'Italie, afin de se rendre par la Dalmatie auprès du Roi de Suède, avec certaines Propositions qui rouloient sur la mort de l'Empereur. Cet incident fit changer toutes les dispositions qui avoient été faites pour la

Mouvements que la France se donne à ces sujets.

1711. la Campagne en Flandre , & les meilleures Troupes furent envoyées du côté de l'Alsace. On y fit le plus de Magasins de Vivres & de Munitions qu'il fut possible ; & l'Electeur de Bavière demanda au Roi de l'assister dans le dessein de rentrer dans son Pais à la tête de 60 mille hommes , afin d'être à portée de profiter des brouilleries qui pouvoient arriver en Allemagne au sujet de l'Electon du nouvel Empereur. L'espérance qu'on en avoit conçue à la Cour de France fut un lenitif au chagrin qu'elle pouvoit avoir ressenti de la mort, du Daupin, quoi-qu'à dire le vrai tout le Royaume en général ait paru plus sensible à cette mort , que la Maison Royale en particulier. D'où pouvoit venir cette différence, sinon des grandes espérances que le Public avoit conçues de l'humeur pacifique, de la bonté & de la débonnaireté de ce Prince ? Au lieu que la Cour peu touchée de pareilles vuës, ne regarda la mort de ce Prince que comme une perte qui ne faisoit pas un grand vuide, puis que la Couronne ne couroit pas encore risque de manquer si-tôt d'Héritiers. Quoi-qu'il en soit, la nouvelle inespérée de la mort de l'Empereur donna de toutes autres idées & remua tous les ressorts de la Politique. Il est si vrai qu'elle servit de fondement à de grans desseins , qu'on en parloit de toutes parts sur ce pié-là. *Nous regardons cette mort , disoit-on à Paris, comme un coup du Ciel pour rétablir nos affaires, & l'on prend ici toutes les mesures imaginables pour profiter de cette conjoncture.* Les Alliez convenoient de la perte qu'ils avoient faite par cet accident ; mais on ne convenoit pas de tous les avantages que la France en espiroit. Cette  
Cou-

Couronne, autrefois si formidable, n'étoit 1711.  
 plus ni assez riche pour corrompre l'Empire,  
 ni assez puissante pour le contraindre à suivre  
 par force ses volontez. Non seulement les  
 Electeurs, mais encore les vœux de tout le  
 Corps Germanique concouroient à élever sur  
 le Trône Impérial les restes précieux de l'Au-  
 guste Maison d'Autriche. L'Electeur de Ba-  
 vière, que ses intérêts particuliers & ceux de  
 son Frère portoient à n'y pas consentir, étoit  
 beaucoup moins à craindre sur le Rhin, qu'il  
 ne l'avoit été sur le Danube avant la journée  
 de Hochster, & la France étoit bien moins  
 en état de le soutenir qu'elle ne l'avoit été a-  
 lors. Les plus grans Etats n'ont qu'une cer-  
 taine mesure de forces au delà de laquelle tous  
 leurs efforts sont superflus & ne servent au con-  
 traire qu'à les affoiblir.

Telle étoit la situation générale où l'on se <sup>Affaires</sup>  
 trouvoit à l'ouverture de la Campagne, lors <sup>de Hon-</sup>  
 qu'on vit les affaires se débrouiller peu à peu <sup>grie.</sup>  
 par des dénouemens non attendus, les uns heu- <sup>Mémoires</sup>  
 reux, les autres équivoques. La Paix de Hon- <sup>du Temps.</sup>  
 grie, conclue dans la circonstance de la Rup-  
 ture des Turcs & de la mort de l'Empereur,  
 mit fin à une puissante diversion. Il fut d'a-  
 bord facile d'apercevoir qu'elle tendoit à sa fin.  
 Les Impériaux s'étoient emparez d'Eperies &  
 de diverses Forteresses occupées par les Mé-  
 contents, à qui il ne restoit plus que *Cassovie*,  
*Ungwar*, & *Mongatz*. L'Union entre les Chefs  
 étoit ébranlée: l'épuisement, la lassitude &  
 les besoins augmentoient les desirs de la Paix,  
 pour se rétablir des misères passées; il ne s'a-  
 gissoit plus que des Conditions & des Sûretés.  
 Le Prince Ragotski & le Comte Bérézeni é-  
 toient

1711. toient allez dès le mois de Mars faire un tour en Pologne, pour y conférer avec le Czar & le Roi Auguste. Sur ces entrefaites, le Comte Caroli, entr'autres, s'étoit déclaré pour l'Empereur, avec 4000. hommes sous ses ordres. Ainsi tout concouroit à une Pacification, & il parut que les choses étoient bien avancées & disposées, puis que la mort de Sa Majesté Impériale étant survenue, ce contretems n'empêcha pas que le Traité ne fût signé le 29. Avril, par le Comte Palfi & Mr. Lörcher d'une part, & accepté le 1. Mai, de la part des Etats de Hongrie & de Transilvanie, sous le Titre d'*Amnistie & de Grace*, avec un Formulaire du Serment prêté en conséquence, *au nom desdits Etats, & en l'absence du Prince, qui jusqu'alors avoit été leur Chef.* Il parut entr'autres par ce Formulaire, que *vû la Déclaration de Sa Majesté Impériale & Royale, & sa promesse, tant pour elle que pour ses Successeurs, de maintenir religieusement les Loix, les Droits & les Libertez, tant dans les affaires Politiques, que dans les Ecclesiastiques des Religions reçues, approuvées ou tolérées, &c.* lesdits Etats jurèrent de lui être toujours fidèles &c. Ce Traité fut suivi de la reddition de *Cassovie* la Forteresse d'*Ungwar* se soumit le 15. Mai, & celle de *Mongatz*, qui tint plus long-tems, se rendit enfin le 22. Juin. Ainsi fut terminée cette grande affaire, lors qu'elle sembloit plus éloignée que jamais d'une heureuse Conclusion dans la conjoncture de la Guerre déclarée en Turquie. Il est vrai qu'elle fut bien-tôt suivie de la Paix, mais on étoit bien éloigné de s'en flatter, & voici en abrégé le détail de cet Evénement.

Le

Le Czar aiant appris les mouvemens des Turcs, 1711  
 fit de son côté publier sa Déclaration de Guerre le 8. Mars, & donna ordre à ses Troupes de marcher. Le Grand-Vizir partit le 16. de Constantinople. Les Tartares commencèrent en Avril une Irruption dans l'*Ukraine*, qui ne leur réussit pas, non plus que le Siège de *Bialacerkiew*, qu'ils furent contraints de lever avec perte, outre celle qu'ils firent dans leur retraite, par la poursuite du Prince de *Galiczin*. La Porte déclaroit qu'elle n'en vouloit qu'aux Moscovites, mais on ne s'y fioit pas en Pologne. Le 2. Juin le Czar eut une entrevue avec le Roi Auguste à *Jaroslaw*, où la Guerre contre les Turcs fut résolue par le Conseil, mais defensivement. L'Hospodar de *Valachie* se déclara pour S. M. Czarienne, de même que celui de *Moldavie*, dont les Envoiez se rendirent à *Jassi*, où l'Armée Moscovite étoit arrivée le 4. Juillet. Ces derniers insinuèrent que le Vizir avoit intention de faire sonder le Czar sur la Paix. Le dessein des Moscovites étoit de rester à *Jassi*, & d'y établir de bons Magazins, avant que de passer plus outre en des Païs ruinés & deserts: mais sur un avis reçu, que les Turcs n'étoient pas encore tous assembles, & sur l'assurance donnée qu'on y trouveroit des Vivres, il fut résolu de marcher vers le *Danube*, & de devancer l'Ennemi. Cependant ces avis se trouvèrent faux, & on fut bien surpris d'apprendre le 18. Juillet, que les Turcs avoient déjà passé le *Pruth*, & coupé la Communication de l'Armée avec le Corps de Cavalerie du Général Renne, qui avoit pris les devans. Le 19. le Combat fut inévitable entre les deux Armées, &

Guerre entre le Czar & le Turc suivie de la Paix.

1711. & il falut en venir aux mains, nonobstant la grande disproportion qu'il y avoit entre les forces de l'une & de l'autre : le Czar se surpassa en cette occasion, & montra autant de présence d'esprit que de valeur & de conduite, pour se tirer d'un pas si fâcheux. Le 20. les Turcs & les Tartares fondirent avec furie sur son Armée, qui soutint leur Choc, & ne put être rompuë. Le 21. ils s'avancèrent par des Approches vers les Chevaux de Frise des Mofcovites, & on soutint encore leur grand feu. Ce fut sur ces entrefaites qu'on parla de Paix, dont on prétend que le Comte Castriote, Envoyé de Moldavie, fit les ouvertures. Quoiqu'il en soit, les Propositions ayant été acceptées de part & d'autre, le Traité fut conclu le 23., suivant lequel le Czar convint de rendre toutes les Conquêtes qu'il avoit faites sur les Turcs, mais il prétendit que le Sultan de son côté ne se mêleroit plus des affaires du Roi de Suède, qui pourroit néanmoins retourner en sûreté dans ses Etats, S. M. Cz. y ayant consenti à la prière du Grand Vizir. Les Suédois en parlèrent autrement; & en effet le Roi de Suède ne parut pas content du Traité. Cependant le Czar retourna en Pologne avec son Armée, qui s'étoit mise en marche dès le 24. Juillet. Ce Prince commença d'exécuter le Traité par la remise de quelques Places, mais la Restitution d'Asoph demeura encore suspendue, jusqu'à ce qu'il eût pris les résolutions de la Porte sur le départ de S. M. Suédoise qui étoit encore à Bender.

Affaires  
du Nord.

Quant à la Guerre du Nord la décision en fut encore renvoyée à un autre tems. Le Roi de Suède, toujours ferme à rejeter

ter le Traité de *Neutralité* conclu pour la 1711.  
 conservation du repos de l'Allemagne, s'é-  
 toit expliqué par un *Manifeste* du 28. Jan-  
 vier, " qu'il ne se donneroît point de re-  
 lâche, jusqu'à ce qu'il eût rétabli le Roi  
*Stanislas*: que pour cet effet, il étoit en-  
 tré en engagement avec l'Empereur Otto-  
 man & le Grand Kan des Tartares, &  
 qu'il envoioit d'avance en Pologne le Pa-  
 latin de Kiovie avec un gros Corps de  
 Troupes. " Ces mesures se trouvèrent  
 sans effet par la Paix conclue en Turquie.  
 Ce Palatin s'étoit bien avancé avec les Tar-  
 tares, mais il ne réussit pas dans son des-  
 sein. D'un autre côté le Corps Suédois  
 en Pomeranie ne fit aucun mouvement, du  
 moins considérable. Il est vrai que les pré-  
 paratifs des Danois & des Saxons eurent  
 aussi leurs contretems. Le mal contagieux  
 emporta en moins de 3. Mois plus de 15000:  
 personnes à *Coppenbague* & à *Christians-*  
*Have*. Les Troupes ne commencèrent à se  
 mettre en marche qu'au Mois d'Août dans  
 le tems du retour du Czar, & les Armées  
 Danoises, Polonoises & Moscovites furent  
 long-tems occupées aux préparatifs pour le  
 Siège de *Stralsund*, & l'Attaque de l'Île de  
*Rugen*, où le Général *Steenbock* arriva sur  
 la fin de l'année avec un Renfort de quel-  
 ques Régimens Suédois.

Cependant le Nouveau Dauphin de France Application  
 avoit entrepris de remettre les Finances de ce du Nou-  
 Royaume, & s'y appliquoit avec beaucoup de veau Dau-  
 soins. Il les distribua en 3. Classes, dont la fin aux af-  
 première fut des Domaines, la seconde des faire, & particulièrement à  
 Aides, & la troisième des Gabelles. Les Fer-  
 miers

1711. miers Généraux furent partagesz suivant cette division, & il prétendit mettre un Ministre à leur Tête dans chaque Classe. Ce Prince vouloit aussi faire rendre compte aux Gens d'affaires, moyennant quoi il devoit revenir au Roi le quart de ce qu'ils avoient gagné sur leurs entreprises depuis 1688. Ce Projet étoit grand & digne du génie du Prince qui l'avoit formé. Il est certain qu'il avoit de grans talens & que par la route qu'il prenoit pour se démêler d'un Labyrinthe si embarrassant, il auroit rendu de grans services à l'Etat, si la mort ne l'eût enlevé dans le tems qu'on s'y attendoit le moins. Toujours étoit-il beau à un Prince encore si jeune de tenter une telle entreprise. On peut juger de sa grandeur par les difficultez que Mr. le Duc Régent y trouva, & du dérangement affreux des Finances, par ce que nous en apprend le Mémoire de Mr. Des-Ma-rêts.

En quel-  
est elle é-  
toient cet-  
se année.

*Extrait du  
Mémoire  
de Mr. Des  
Marêts.*

L'explication des Fonds qui ont servi aux dépenses des années 1708., 1709. & 1710. fait connoître sensiblement, dit ce Ministre, „ quelle étoit la difficulté de trouver des res-  
„ sources suffisantes pour continuer d'aussi  
„ grandes dépenses que celles qui ont été fai-  
„ tes pendant ces trois années. L'Etablisse-  
„ ment du Dixième donnoit de grandes espé-  
„ rances; mais l'événement a justifié que le  
„ recouvrement des plus fortes années n'a pas  
„ monté à 24000000. liv. Le Dixième des  
„ Pensions & des autres dépenses qui se païoit  
„ au Trésor Roïal, sujettes à la retenue du  
„ dixième, operoit une diminution des dépen-  
„ ses; mais ne produisoit pas un fond présent  
„ pour celles qu'il falloit paier actuellement.

„ Il



„ Il falloit donc penser à affûrer des fonds qui 1711.  
 „ pussent entrer successivement dans les  
 „ Caisses.

„ C'est le motif qui fit ordonner par la Dé-  
 „ claration du Mois d'Octobre 1710. la Con-  
 „ version de toutes les Assignations tirées par  
 „ avance sur les revenus de 1711. 1712. &  
 „ 1713. & pour ôter tous les Papiers qui  
 „ empêchoient la circulation de l'argent. On  
 „ ordonna aussi par la même Déclaration la  
 „ Conversion des Rentes, tant des Billets de  
 „ Monnoie qui subsistoient encore, & des  
 „ promesses à 5. ans, faites au lieu des Bil-  
 „ lets de Monnoie annulez, que des Billets  
 „ d'Emprunts faits par les Trésoriers de l'Ex-  
 „ traordinaire des Guerres, & les Ajoins  
 „ qui leur avoient été donnez pour soutenir  
 „ leur Crédit, & des Billets de subsistance  
 „ donnez aux Officiers des Troupes, & gé-  
 „ néralement des autres Papiers qui existoient  
 „ alors. La Refonte des espèces ordonnée  
 „ en 1709. avoit déjà procuré l'extinction de  
 „ plus de 40000000. des Billets de Monnoie,  
 „ & d'autres Papiers.

„ On rendit libres par ce moien les fonds  
 „ qui avoient été consommez d'avance sur les  
 „ années 1711. 1712. & 1713. On comp-  
 „ ta avec les Receveurs Généraux des Finan-  
 „ ces, & on visa leurs Assignations pour con-  
 „ noître ce qu'ils devoient de ces 3. années.

„ Ces dispositions, quoi-que bonnes & né-  
 „ cessaires, causèrent un discrédit total aux  
 „ Assignations, de sorte que pour avancer les  
 „ dépenses de 1711. & même de 1712. on  
 „ fut obligé de faire remettre à la Caisse des  
 „ Receveurs-Généraux, tenue par le Sr. le

„ Gen-

1711

„ Gendre, laquelle s'étoit accreditée par les  
„ fonds qui y entroient journellement, les  
„ Assignations sur les Receveurs-Généraux  
„ pour les fonds restans libres de la Taille &  
„ de la Capitation & pour l'avance de  
„ 18000000. liv. qu'on engagea les Receveurs-  
„ Généraux de faire sur le produit du dixième  
„ des biens fonds, tant du quartier d'Octobre  
„ 1710. que de l'année entière 1711. Ce  
„ produit étoit alors-très incertain, & ne put  
„ monter dans les dix-neuf Généralitez tailla-  
„ bles à 14000000. liv. Les Gardes du Tré-  
„ sor-Royal remirent en exécution de ce Pro-  
„ jet, les Assignations au Sr. le Gendre sur  
„ ses Recepissés, portant promesses de leur  
„ en paier la valeur en argent ou en quitan-  
„ ces à leur décharge, ce qui fut régulière-  
„ ment exécuté entre les Caissiers du Trésor-  
„ Royal & le Sieur le Gendre.

„ Il est nécessaire d'observer, qu'au com-  
„ mencement de cette année 1711. le Roi  
„ ayant résolu d'assembler l'Armée avant qu'il  
„ y eût de l'herbe pour fourager, il donna ses  
„ ordres pour faire des Magazins de Fourages  
„ secs, qui pussent faire subsister les Chevaux  
„ de la Cavalerie pendant six Semaines; &  
„ cette dépense extraordinaire qu'il fallut paier  
„ comptant, outre le courant des autres dé-  
„ penses, monta à 30500000. liv. suivant l'Or-  
„ donnance qui en avoit été signée par le Roi.  
„ Pour procurer avec solidité des Fonds ac-  
„ tuels à la Caisse de Regie, tant pour cette  
„ dépense de Fourage que pour les autres, on  
„ obligea les Receveurs-Généraux de paier  
„ en argent à la Caisse de Regie, le montant  
„ des Assignations des premiers Mois de leurs  
„ Exer-

» Exercices, & de faire leurs Billets pour les  
 » derniers Mois ; ce qui fut régulièrement  
 » exécuté. Les Billets des Receveurs-Géné-  
 » raux étant faits pour des termes peu éloi-  
 » gnez, furent négociés à un intérêt médio-  
 » cre, & on évita par ces arrangemens les  
 » escomptes qu'il auroit fallu passer aux Ban-  
 » quiers & aux Fournisseurs, si on leur avoit  
 » donné les Assignations à négocier, comme  
 » on avoit fait en d'autres années.

» On fit de plus entrer dans cette Caisse,  
 » suivant le premier Projet, sans Traitans ni  
 » remises, & sans frais que ceux de la Regie,  
 » les Dons gratuits des Villes, & le double-  
 » ment des Inspecteurs des Boissons & des  
 » Octrois, qui ont produit de net 3068065.  
 » livres. Pour augmenter les fonds nécessai-  
 » res à fournir aux dépenses toujours pressan-  
 » tes; on accepta suivant l'ordre du Roi quel-  
 » ques avances proposées par divers particu-  
 » liers en argent avec une partie en Papiers;  
 » ce qui procura un Fond actuel de cinq mil-  
 » lions 260000. livres. Le Papier accepté ne  
 » monta qu'à 823000. livres, qui furent rem-  
 » boursées en Assignations sans intérêts. Le  
 » Roi aiant convoqué une Assemblée du Cler-  
 » gé dans cette même année 1711. pour l'é-  
 » tablissement du Dixième, le Clergé propo-  
 » sa de donner au Roi 8000000. liv., pour  
 » en être déchargé, & cette offre fut accep-  
 » tée. Tous les fonds produisirent près de  
 » 100000000. liv., qui servirent aux depen-  
 » ses des années 1711. & 1712. L'Ordre de  
 » Malte & le Clergé des Evêchez de Metz,  
 » Verdun & Perpignan, donnèrent 142000. liv.  
 » pour être déchargez de l'établissement du Di-  
 » Tome IX. G xième.

1711. „ xième. La Province d'Alsace & la Ville  
 „ de *Strasbourg* 2000973. liv. pour en être pa-  
 „ reillement déchargées. Voilà ce qui fut fait  
 „ pour l'établissement & pour la décharge du  
 „ Dixième.

„ L'établissement de ce Dixième ne per-  
 „ mettoit plus de faire des Traitez, ni autres  
 „ affaires extraordinaires: il faloit néanmoins  
 „ d'autres Expédiens pour avoir de l'argent.  
 „ On créa par un Edit du mois de Janvier  
 „ 1712., des Charges d'Inspecteurs des Fi-  
 „ nances, auxquelles on avoit attribué des ga-  
 „ ges & des frais d'exercice. Pour en assû-  
 „ rer le paiement, on avoit ordonné par Ar-  
 „ rêt du 26. Janvier, une imposition de 3. de-  
 „ niers pour livre, pour augmentation sur le  
 „ Total de la Taille, qui devoit produire  
 „ 480000. liv. par an. Les Charges n'ayant  
 „ pas été levées, on proposa de faire usage du  
 „ produit de ces taxations, & de créer des  
 „ *Remises sur les Tailles au denier 12.* pour le  
 „ remboursement desquelles on affecta  
 „ 300000. livres par an, & ce rembourse-  
 „ ment devoit être fait de 6. mois en 6. mois.  
 „ Ces rentes ne devaient point être perpétuées;  
 „ elles devoient s'éteindre dans le cours de  
 „ 13. années. D'ailleurs pour leur donner  
 „ plus de crédit, on jugea qu'il ne faloit point  
 „ les confondre avec les autres Rentes de l'Hô-  
 „ tel de Ville.

„ Ces motifs déterminèrent à proposer un  
 „ homme de bonne réputation & connu du  
 „ Public pour faire la Recette du Principal,  
 „ paier les arrérages d'année en année, &  
 „ faire dans les tems prescrits les rembourse-  
 „ mens. Le Sr. Belangir, Trésorier du Sceau,  
 „ fut

„ fut choisi pour cette fonction. L'Edit du 1711.  
 „ mois de Juin 1712. , portant création de  
 „ 500000. liv. de Rentes, à prendre par pré-  
 „ férence sur tous les deniers des Tailles, com-  
 „ mit le Sr. Belangir pour faire des principaux  
 „ de la Constitution, celle des fonds destinez  
 „ pour païer les Arrérages & pour faire les  
 „ remboursemens. Par le même Edit, le Sr.  
 „ Belangir fut chargé de remettre aux Gardes  
 „ du Trésor Roïal, les fonds de la Constitu-  
 „ tion, les Quittances du païement des Arrérages  
 „ & des remboursemens, pour en compter  
 „ par eux à la Chambre des Comptes. Il res-  
 „ toit encore des Billets de Monnoïe & des  
 „ Billets à 5. ans: il avoit été ordonné par Ar-  
 „ rêt du 30. Novembre 1711., qu'ils demeu-  
 „ reroient éteints & de nulle valeur au pre-  
 „ mier Mars 1712.

„ Par Arrêt du 6. Fevrier de la même an-  
 „ née 1712. il fut permis pendant le reste de  
 „ ce mois de les porter en Rentes à la Ton-  
 „ tine, en fournissant moitié en argent. Plu-  
 „ sieurs Négocians aiant eu avis de l'arrivée  
 „ d'une quantité de matière d'argent qu'ils n'a-  
 „ voient pû faire porter aux Monnoïes avant  
 „ la diminution résoluë pour le premier Fe-  
 „ vrier, on leur accorda par 5. Arrêts le mê-  
 „ me prix qui avoit été fixé avant le premier  
 „ Fevrier, & leurs matières furent reçues a-  
 „ vec profit pour eux jusqu'au 1. Janvier 1713.  
 „ Enfin au Mois de Decembre 1712., le Roi  
 „ pour avancer la conversion des espèces &  
 „ matières qui restoient à porter aux Hôtels  
 „ des Monnoïes, abandonna le profit de la  
 „ conversion, & ordonna par un Arrêt du  
 „ 6. Decembre 1712. que les anciennes Es-

1711. „ pèces & Matières y seroient païées sur le pié  
 „ de toute leur valeur. Les Ordonnances  
 „ pour les dépenses de l'année 1711., mon-  
 „ tèrent à 264. millions 12. mille 881. livres.

Interdic-  
 tion du  
 Commer-  
 ce avec les  
 Hollan-  
 dois.

J'ai mis ensemble ce qui regarde l'arran-  
 gement des Finances de cette année & de la  
 suivante pour n'en point faire à deux fois.  
 Dans cette situation, où il semble que le  
 Roi ne devoit rien negliger pour faire fleur-  
 ir le Commerce, il ne laissa pas de l'in-  
 terdire avec les Hollandois; ce qui donna  
 lieu à plusieurs Marchands de se plaindre,  
 de ce qu'en même tems qu'on les accabloit  
 d'Impôts, on leur retranchoit encore le  
 moïen de gagner par d'autres voies. Il  
 fut rendu \* sur cela un Arrêt du Conseil  
 d'Etat du Roi publié à Paris vers le milieu  
 de Janvier. Mais pendant qu'on en ufoit  
 ainsi avec les Hollandois, la Cour donna  
 permission aux Anglois d'aporter dans le  
 Roïaume toutes sortes de Marchandises, sans  
 être obligez d'en rapporter le retour en Mar-  
 chandises de France: ce qui marquoit la  
 bonne intelligence des deux Cours, dont  
 nous verrons encore des effets plus sensi-  
 bles au commencement du Livre sui-  
 vant.

Le P. de  
 Conti &  
 autres faits  
 Chevaliers  
 du St. Es-  
 prit.

Le Roi avoit tenu Chapelle de l'Ordre  
 du St. Esprit le 1. Decembre de l'Année  
 dernière & on avoit proposé d'y recevoir  
 le Prince de Conti, le Comte d'Albergotti  
 & le Marquis de Goesbriant. Cela fut exé-  
 cuté le 1. Janvier de celle ci dans la Cha-  
 pelle de Versailles, où le Prince de Conti  
 fut

\* Le 30. Decembre 1711.

fut conduit au Trône de Sa Majesté par 1711.  
 Mr. le Daupin & par Mr. le Duc de Ber-  
 ri : les autres Chevaliers, savoir, les  
 Comtes de Medavi, du Bourg, d'Alber-  
 gotti, & le Marquis de Goesbriant, y fu-  
 rent conduits par le Marquis de la Sale &  
 le Maréchal de Chamilli. Les Officiers  
 qui avoient défendu Aire furent aussi ré-  
 compensés. Le même Prince de Conti,  
 le Duc de la Tremouille, & le Duc de St.  
 Agnan furent reçus à diverses fois Ducs &  
 Pairs au Parlement de Paris. Cette Cour  
 Souveraine rendit peu après un Arrêt fort  
 extraordinaire portant *qu'on démoliroit inces-  
 samment le Tombeau que le Cardinal de  
 Bouillon avoit fait construire dans son Ab-  
 baïe de Clugni pour les Princes de sa Mai-  
 son.*

Cependant les Jésuites continuoient leurs Suite des  
 intrigues & se donnoient beaucoup de mou- affaires de  
 vemens pour engager le plus qu'ils pou- la Consti-  
 voient d'Evêques à condamner le Livre du tution.  
 Père Quesnel, dont nous avons parlé, & Les Evê-  
 à écrire au Roi contre le Cardinal de ques de  
 Noailles. Les Evêques de Luçon & de la Luçon &  
 Rochelle, dévoués depuis long-tems à la de la Ro-  
 Société, le firent par une Lettre envoyée à chelle  
 Sa Majesté au mois d'Avril, pour lui de- écrivent au  
 noncer que le Cardinal Archevêque de Roi contre  
 Paris, & l'Evêque de Châlons son Frère, le Card.  
 étoient Fauteurs des sentimens condamnés de Noail-  
 de Jansenius; & pour exhorter Sa Majesté les.  
 d'employer son autorité, afin de soutenir la  
 Doctrine de l'Eglise contre ces deux Pré-  
 lats. Les premiers avoient fait publier un  
 Mandement pour défendre le Nouveau

1711.

Testament approuvé par le Cardinal de Noailles; & comme ils avoient chacun un Neveu dans le Seminaire de St. Sulpice, ceux-ci s'étoient chargez de faire afficher ce Mandement à tous les coins des ruës & même à la Porte de l'Archevêché. Cet attentat contre les droits & l'autorité de son Eminence, de qui ce Seminaire dépend, le porta à en faire sortir les Neveux des deux Evêques, qui, outre de cet affront, écrivirent au Roi la Lettre dont on a parlé. On ne fait pas positivement de quelle manière Sa Majesté la reçut; mais Elle permit au Cardinal de se justifier. Le Chapitre de Paris, toutes les Communautés de cette grande Ville & plusieurs Membres du Parlement, indignez du procédé des deux Evêques, auxquels celui de Gap se joignit aussi, sollicitèrent son Eminence de pousser vigoureusement cette affaire; ce qui donna lieu au célèbre Mandement du 28. Avril. Il n'y eut pas jusqu'à la Communauté des Libraires de cette Ville qui ne se plaignît des Ordonnances & Mandemens des Evêques de Luçon, de la Rochelle, & de Gap: ils présentèrent une Requête au Chancelier de France, pour lui demander " qu'il lui plût d'ordonner par un Règlement général, en vertu des Privilèges  
 „ accordez aux Sieurs Archevêques & Evêques du Roïaume, qu'ils ne pourroient  
 „ faire imprimer aucuns Mandemens, Ordonnances ou Instructions Pastorales portans Censure & condamnation des Livres  
 „ de Privilège du Grand Seau, qu'après avoir fait examiner par les Aprobateurs  
 „ Roïaux



„ Roïaux leurs Mandemens de Censure .1711.  
 „ &c.

Il est si vrai que ce furent les Jésuites qui suscitèrent cette affaire à l'Archevêque de Paris, que le Père le Tellier avoit fait voir au Roi un modèle de celle des Evêques dont on a parlé avant qu'ils l'eussent signée, pour lui demander si Sa Majesté trouveroit bon que ces Prélats la lui écrivissent. Le Roi répondit *que cette Lettre étoit bien dure & bien forte*, sans autre explication; ce que le Père Confesseur ne laissa pas de prendre pour un consentement. On douta si peu que la Lettre ne vînt des Jésuites mêmes, qu'on l'attribua au Père Doucin piqué personnellement contre M. le Cardinal. Ce Prélat fit publier au Prône le 3. de Juillet, son Ordonnance contre l'Instruction Pastorale des Evêques, après l'avoir fait imprimer avec beaucoup de secret. Cette précaution ne lui fut pas inutile, puis que le Père le Tellier dit depuis qu'il l'auroit empêché, s'il eût sù à minuit qu'elle eût dû être publiée le lendemain.

Ce Jésuite alla à Marli, où étoit la Cour, le jour-même que l'Ordonnance fut publiée & n'oublia rien de ce qui pouvoit aigrir le Roi contre Mr. le Cardinal. Il lui représenta:  
 „ Que ce Prélat avoit manqué de respect à  
 „ Sa Majesté, en n'attendant point la justice  
 „ qu'elle lui avoit promise, & en se la ren-  
 „ dant à lui-même par son Ordonnance.” Deux  
 jours après Mr. de Pontchartrain écrivit à Mr.  
 le Cardinal, *que le Roi étoit mécontent de son Ordonnance, & que puis-qu'il s'étoit rendu justice, il ne devoit point en attendre d'autre de Sa Majesté.* Il ajoûtoit par Apostille à la marge

Les Jésuites aut. urs de cette Lettre.

Démarches du P. le Tellier contre ce Cardinal.

1711. de sa Lettre *que dans l'état où étoient les choses,*  
 il croioit qu'il feroit bien de ne point venir à la  
 Cour.

Fermeté  
 du Prélat.

Mr. le Cardinal ne se laissa point abattre par une Lettre si dure, qui donna lieu au bruit qui se répandit alors de sa disgrâce. Dès le lendemain il écrivit directement au Roi une Lettre digne de sa fermeté & de son zèle. Il marquoit, " que dans cette affaire il y avoit deux  
 „ choses à considérer, la Lettre des deux E-  
 „ vêques & son Ordonnance; qu'il ne s'étoit  
 „ point rendu justice de la Lettre outragean-  
 „ te contre lui, qu'il n'en avoit pas dit un seul  
 „ mot dans son Ordonnance, mais qu'il ne  
 „ cesseroit point de demander réparation de  
 „ cette injure; que son Ordonnance regardoit  
 „ la Doctrine, qu'il en étoit Juge dans son  
 „ Diocèse, qu'il tenoit cette autôrité de Jésus-  
 „ Christ même, & qu'au reste il avoit épar-  
 „ gné ces Prélats, autant qu'il avoit pû, pour  
 „ l'honneur de leur Caractère ". Le Roi fut touché de cette Lettre, & la donna à lire à Madame de Maintenon, qui lui dit, *que Mr. le Cardinal avoit raison, qu'elle avoit vu son Ordonnance, & que ce qu'il disoit étoit très-vrai.* Le même jour, les Dames étant chez Madame de Maintenon avec le Roi, cette affaire fut mise sur le tapis; toute l'Assemblée prit parti pour son Eminence, & dit hautement, *que c'étoient les Jésuites ses Ennemis qui lui suscitoient ces affaires, qu'ils vouloient se rendre Maîtres de tout & réduire toute l'Eglise à leurs sentimens.* Le Roi en parla à Mr. le Chancelier, qui représenta à Sa Majesté qu'on devoit à Mr. le Cardinal & à sa Dignité la justice qu'il demandoit. On assure même qu'il ajouta que  
 cette

cette Lettre méritoit d'être condamnée au feu 1711.  
 & que c'étoit avoir manqué au respect dû à  
 Sa Majesté que d'avoir rendu publique une  
 Lettre qu'elle avoit supprimée avec tant de bon-  
 té & de sagesse.

Le Roi envoya quelques jours après Mr. Voisin, à Mr. le Cardinal, à qui il dit qu'il pou-  
 voit venir à la Cour, & que Sa Majesté avoit On le prie  
de revenir  
en Cour.  
 été surprise en cette affaire. Mr. le Cardinal  
 n'étant point venu à Marli à son ordinaire,  
 Mr. de Torci le vint trouver pour lui dire,  
*que le Roi étoit fâché de ce qui s'étoit passé, qu'il  
 lui accordoit toute sa protection & son Amitié:  
 Qu'il lui rendroit justice & lui feroit faire satis-  
 faction par les deux Evêques; qu'il n'avoit qu'à  
 la dresser lui-même: qu'il pouvoit venir à la Cour  
 & qu'il seroit bien reçu.* Mr. le Cardinal re-  
 çut ce compliment avec respect, mais com-  
 me il ne dit point qu'il iroit à la Cour, on  
 jugea qu'ayant reçu par écrit l'avis de n'y point  
 aller, il souhaitoit aussi par écrit une invitation  
 pour s'y rendre. C'est pourquoi Madame de  
 Maintenon lui écrivit *qu'il pouvoit venir quand  
 il lui plairoit, qu'il seroit très-bien reçu & que le  
 Roi lui rendroit justice* : ajoutant que tous les  
 honnêtes Gens étoient pour lui.

Mr. le Cardinal alla donc à Marli où il fut  
 reçu avec tout l'agrément possible. Les Jé- Comment  
il y fut re-  
çu.  
 suites voyant le train que prenoit cette affaire,  
 se mirent à crier plus que personne contre la  
 Lettre, dont ils étoient plus les Auteurs que  
 les Prélats peu prévoians qui l'avoient signée.  
 On assure que le Roi écrivit de sa main à ces  
 Prélats d'une manière très-forte, pour les ob-  
 liger à donner satisfaction à Mr. le Cardinal.

Ce differend demeura quelque tems assoupi.

1711. plutôt que terminé ; & les Jésuites ne cessèrent de remuer, pour le faire décider en faveur des deux Prélats. Le Père le Tellier entr'autres mit tout en usage pour engager un grand nombre d'Evêques à écrire au Roi en faveur de ces derniers contre le Cardinal. Une Lettre interceptée au mois de Juillet, que Mr. l'Abbé Bochard de Saron, qui a été Jésuite, écrivoit à M. l'Evêque de Clermont son Oncle, révéla une partie de ces Mystères. Comme elle n'est pas longue, on ne sera peut-être pas fâché de la trouver ici.

Lettre interceptée de M. l'Abbé Bochard à Mr. l'Evêque de Clermont son Oncle sur cette affaire.

*J'ai eu de longues Conférences avec le R. Père, touchant l'affaire des deux Evêques & de son Eminence. Voici, mon très-honoré Seigneur & Oncle, où les choses en sont. Mr. le Dauphin, Mrs. l'Archevêque de Bordeaux, l'Evêque de Meaux, de Beauvilliers, Voisin & Desmarêts travaillent par l'ordre du Roi à examiner le fond de l'affaire ; & quand ils auront trouvé les biais nécessaires pour finir la Contestation ; ils en feront le rapport à S. M.*

Pour les Procédez personnels, on est dans la résolution de donner quelque satisfaction à son Eminence ; mais sur le fond, les deux Evêques gagneront leur procès. Le Livre du Père Quesnel sera pros crit, & l'on fera justice aux Evêques que le Mandement de son Eminence attaque.

*J'ai vu entre les mains du P. le Tellier plus de trente Lettres des meilleures têtes du Clergé, qui demandent justice au Roi du procédé de son Eminence. Le P. le Tellier m'a dit, qu'avant huit jours il en auroit encore autant. Le secret est promis à tous ceux qui en écriront, & jamais son Eminence*

nence ni le Public n'en auront aucune con- 1711.  
noissance.

J'ai l'honneur de vous envoyer la Lettre au Roi, que le P. le Tellier vous prie de signer. Il en a gardé une Copie, pour l'envoyer sans signature, à plusieurs Prélats qui lui demandent un modèle. Il faut, s'il vous plaît, que vous y mettiez une enveloppe & un Cachet volant. J'ai ordre du P. le Tellier de la lui envoyer à Fontainebleau en cet état. Il part aujourd'hui pour s'y rendre, & le Roi va coucher à Petitbourg chez Mr. le Duc d'Antin.

Je vous envoie la Relation de ce qui s'est passé en Flandre. C'est Mr. l'Abbé de St. Pierre qui nous l'apporta hier de Versailles. J'assistai lundi au Service de la Ste. Chapelle de Paris pour Monseigneur. La Cérémonie fut magnifique, & le P. Massillon fit un beau discours. Vous le verrez imprimé. La pièce de Mr. l'Evêque d'Angers paroît imprimée; elle est sifflée de tout le monde.

Le P. le Tellier n'a point vu le Préambule du Mandement que vous devez signer avec Mr. de St. Flours, il trouve votre précaution sage, de souhaiter qu'il soit vu ici avant que de paroître, vous pouvez me l'adresser, si vous le souhaitez. Je le donnerai à de bons Reviseurs, qui l'éplucheront exactement. J'ai l'honneur d'être, &c..

L'Abbé BOCHARD.

A Vincennes le 15. Juillet 1711.

Voici maintenant le modèle de la Lettre au Roi, que le P. le Tellier tâcha de faire sousscrire à tous les Evêques de son Parti.

1711.

SIRE,

Modèle de  
la Lettre  
au Roi  
contre le  
Cardinal  
de Noail-  
les.

„ JE ne prendrois pas la liberté de faire mes  
„ très-humbles remontrances à Votre Ma-  
„ jesté, sur le procédé de Mr. le Cardinal de  
„ Noailles, à l'égard des Evêques de Luçon  
„ & de la Rochelle, si le devoir Episcopal &  
„ ma Conscience pouvoient me permettre de  
„ demeurer dans le silence.  
„ Il ne me convient point d'entrer dans le  
„ détail de tout ce qui s'est passé entre son E-  
„ minence & les deux Evêques. Ils ont eu  
„ l'honneur d'écrire à Votre Majesté, dont  
„ nous respectons les lumières & la sagesse,  
„ & dont nous admirons le zèle pour la Re-  
„ ligion & pour la bonne Doctrine.  
„ Nous ne nous plaignons, SIRE, que de  
„ l'Entreprise de Mr. le Cardinal contre l'Au-  
„ torité Episcopale, & contre les Règles in-  
„ violables de la Discipline Ecclesiastique.  
„ La Pourpre Romaine, dont il est honoré,  
„ ne lui donne ni Autorité, ni Jurisdiction  
„ sur les Evêques ses Confrères. Il ne lui est  
„ point permis de condamner leurs opinions,  
„ ni de flétrir leurs Mandemens par des Cen-  
„ sures publiques. Les Assemblées Provin-  
„ ciales, les Conciles Généraux peuvent  
„ réformer les Jugemens des Sièges parti-  
„ culiers; chaque Evêque dans son Diocè-  
„ se n'a aucune Puissance légitime pour le  
„ faire. Tel est l'ordre prescrit par les  
„ Canons. Tels sont les Privilèges de  
„ l'Eglise de France, dont vous êtes, SIRE,  
„ le glorieux Protecteur. M. le Cardinal  
„ l'a voit jugé ainsi, lors que l'on vit pa-  
„ roître

roître le Mandement de l'Evêque de St. Pons sur le *Cas de Conscience*. 1711.

„ Le Mandement des Evêques de Luçon  
 „ & de la Rochelle contre un Livre condam-  
 „ né par un Bref Apostolique, & censuré par  
 „ un grand nombre d'Evêques de Votre  
 „ Roïaume, méritoit du moins les mêmes é-  
 „ gards. Cependant, SIRE, les Fidèles sont  
 „ scandalisez; les Novateurs, dont tout l'es-  
 „ poir & toute la ressource sont dans le  
 „ trouble & la division, profitent de la me-  
 „ sintelligence qui se trouve dans le Corps  
 „ même des Pasteurs. Le Zèle devient ti-  
 „ mide par la crainte des Contradictions;  
 „ les Peuples perdent la confiance & la  
 „ soumission qu'ils doivent à ceux qui  
 „ sont établis de Dieu pour les conduire,  
 „ & la liberté du St. Ministère est affoi-  
 „ blie.

„ J'ai cru, SIRE, que le Caractère dont  
 „ il vous a plu de m'honorer, l'amour de la  
 „ Vérité & de la Paix, l'expérience que j'ai  
 „ acquise dans le long gouvernement d'un  
 „ grand Diocèse, l'attention que j'ai toujours  
 „ apportée à établir la saine Doctrine, & à  
 „ préserver le Troupeau qui m'a été confié,  
 „ de la contagion des nouvelles Erreurs: J'ai  
 „ cru, SIRE, que toutes ces raisons pou-  
 „ voient autôriser la liberté que je prens au-  
 „ jourd'hui d'implorer la Protection de Votre  
 „ Majesté, & d'avoir recours à la sagesse de  
 „ ses Conseils, dans une occasion où la Re-  
 „ ligion, la Charité Chrétienne, l'unité de  
 „ l'Episcopat, la Hierarchie Apostolique &  
 „ l'édification publique sont également in-  
 „ téressées. J'ai l'honneur d'être avec la

1711. „ plus sincère vénération & le plus profond  
 „ respect &c.

Effet que  
 produisit  
 la Lettre  
 interceptée de  
 l'Abbé  
 Bochard.

La Lettre interceptée de l'Abbé Bochard de Saron mortifia extrêmement les Jésuites & le P. le Tellier en particulier, parce qu'elle avoit découvert tout le complot. Cet Abbé en fut au desespoir, & pour discuter la Société à laquelle il tenoit encore par des liens très-intimes, il ne balança point à prendre la meilleure partie de cette affaire sur lui, comme on le verra par la Lettre suivante, qu'on eut grand soin de rendre publique.

*Mon Très-Reverend Père,*

Lettre  
 qu'il écrit  
 pour justifier les  
 Jésuites.

„ JE reçois avec une extrême surprise, un  
 „ Paquet de Mr. le Comte de Pontchar-  
 „ train de Fontainebleau, dans lequel je trou-  
 „ ve une Lettre que j'écrivois à Mr. l'Evê-  
 „ que de Clermont mon Oncle, avec un  
 „ Projet que je lui envoïois d'une Lettre  
 „ au Roi, le tout imprimé sous un titre qui  
 „ assure que les Originaux sont entre les  
 „ mains de Mr. le Cardinal de Noail-  
 „ les.

„ Les précautions que j'avois prises pour  
 „ que mon Paquet fût sûrement mis à la Pos-  
 „ te, ne me permettent pas de douter qu'on  
 „ n'ait violé la foi publique. Je vais ap-  
 „ fondir ce point, pour en informer Mr. de  
 „ Clermont, à qui ces Lettres sont adressées.  
 „ Mais quant à l'induction que j'apprens qu'on  
 „ en tire contre vous, M. T. R. P. ma  
 „ conscience & mon honneur m'obligent à  
 „ vous.



„ vous déclarer que je suis prêt à rendre le 1711.  
 „ témoignage suivant.

„ 1. Ce qui m'a donné lieu à former le  
 „ dessein d'une Lettre de mon Oncle au  
 „ Roi, est ce qu'il m'écrivit sitôt qu'il eut  
 „ vû l'Ordonnance de Mr. le Cardinal. Cet-  
 „ te Ordonnance l'avoit extrêmement sur-  
 „ pris ; & il me chargeoit de l'instruire  
 „ des mesures que prenoient les Evêques  
 „ sur cette affaire , afin de s'y confor-  
 „ mer.

„ 2. Sur cette Lettre de Mr. de Clermont,  
 „ j'allai trouver le P....., son Ami parti-  
 „ culier & le mien ; & ce fut moi qui  
 „ de mon chef lui proposai le dessein d'une  
 „ Lettre au Roi, dont je me chargeai de  
 „ dresser le Projet.

„ 3. Ce Projet dressé , je l'envoiai au  
 „ P....., le priant de l'examiner ; ce qu'il  
 „ fit.

„ 4. Avant que de l'envoier à Clermont,  
 „ il nous parut au P..... & à moi , qu'il  
 „ seroit bon de savoir votre sentiment.

„ 5. Je vous demandai une Audience par-  
 „ ticulière , dans laquelle vous aiant exposé  
 „ tout ce que mon Oncle m'avoit é-  
 „ crit, je vous priai de me dire, s'il pou-  
 „ voit écrire avec sûreté la Lettre dont je  
 „ vous presentai le Projet, & s'il n'avoit pas  
 „ lieu d'aprehender qu'elle fût renvoïée à Mr.  
 „ le Cardinal.

„ 6. Ce fut en cette occasion que vous  
 „ me dites deux choses , l'une qu'un grand  
 „ nombre de Prélats avoient déjà écrit, l'au-  
 „ tre que leurs Lettres n'avoient été & ne  
 „ seroient vûës de personne. Alors vous  
 me

1711. „ me tirâtes une grosse liasse de papiers en-  
 „ fermez dans un Bureau , mais qui ne fut  
 „ point déliée , m'assurant qu'elle contenoit  
 „ les Lettres des Evêques qui avoient écrit  
 „ sur ce sujet.

„ 7. Sur cette assurance , je crus ne rien  
 „ risquer de faire partir le Paquet pour Cler-  
 „ mont.

„ Voilà la vérité dans la dernière exacti-  
 „ tude , que j'atteste devant Dieu & devant  
 „ les hommes , croiant être obligé en cons-  
 „ cience d'en faire la déclaration. Ainsi il est  
 „ faux :

„ 1. Que ce soit vous qui aïez fait le  
 „ Projet de la Lettre , ni qu'aucun Jésuite  
 „ s'en soit mêlé , si ce n'est le P.... pour  
 „ l'examiner.

„ 2. Il est faux que ce soit vous ; ni aucun  
 „ Jésuite , qui m'aïez porté à prier mon On-  
 „ cle de la signer & à l'écrire.

„ 3. Je l'avoüe & soutiens toute entière  
 „ de moi. Pourquoi en rougirois-je ? C'est  
 „ pour la défense de la Vérité & de la saine  
 „ Doctrine. Je proteste que j'en ferois enco-  
 „ re autant , si l'occasion se présentoit de re-  
 „ commencer.

„ 4. Pour ce qu'il peut y avoir au-delà  
 „ dans ma Lettre à mon Oncle , j'ai crû que  
 „ vous ne me defavoüeriez pas , quand je lui  
 „ témoignerois beaucoup d'empressement de  
 „ votre part , pour l'exciter à user de diligen-  
 „ ce , dans la crainte où j'étois que sa Lettre  
 „ vînt trop tard.

„ Au reste si dans ma Lettre à mon Oncle ;  
 „ il y a quelque terme qui ne soit pas assez  
 „ mesuré ; je ne pouvois pas prévoir qu'une

Let-

„ Lettre secrète, & écrite avec confiance & 1711?  
 „ sans une scrupuleuse attention, dût jamais  
 „ être interceptée à la Poste, renduë publique,  
 „ & même imprimée. J'ai l'honneur d'être  
 „ avec respect, &c.

L'Abbé BOCHARD DE SARON.

Cette Lettre ne defabusa personne, la finesse étoit trop grossière; aussi ne tarda-t-on guère à y faire la Réponse suivante, sous le nom d'un particulier à Mr. l'Abbé Bochard de Saron, &c. La voici.

„ Vous auriez mieux fait, Mr., de laisser  
 „ les choses comme elles étoient, lors que Réponse  
 „ vous avez reçu le Paquet de Fontainebleau. à cette  
 „ Votre Lettre au P. le Tellier gâte entière- Lettre.  
 „ ment vos affaires. D'abord vous n'étiez  
 „ que le simple instrument de ce Père, &  
 „ vous sacrifiez pour lui ce que vous avez de  
 „ plus cher, votre conscience, votre hon-  
 „ neur; & vous ne craignez pas d'informer  
 „ le Public, que vous êtes double, & que par  
 „ complaisance pour ce Père, vous avez menti  
 „ & imposé à un Evêque & Mr. Votre  
 „ Oncle.  
 „ De bonne foi, croiez-vous pouvoir nous  
 „ persuader, que le tout ne s'est pas passé de  
 „ la manière que vous lui écriviez? Votre  
 „ Lettre est toute simple & naturelle, ve-  
 „ nant d'un homme qui ne se défie de rien,  
 „ portant un Caractère de naïveté qui saute  
 „ aux yeux de tout le monde; & nous croi-  
 „ rions faire tort à Votre sincérité & à nos  
 „ lumières, si nous vous y soupçonnions seu-  
 „ lement de ne pas dire vrai.

„ On fait les relations extraordinaires que  
 „ vous

1711.

„ vous avez eu avec le P. le Tellier, depuis  
„ la Lettre des deux Evêques au Roi. Vos  
„ voisins sont témoins des fréquentes visites  
„ que vous lui avez renduës, & de vos Let-  
„ tres presque journalières, actives & passives  
„ avec lui. Tout cela vous aiant rendu sus-  
„ pect au sujet des affaires présentes, a donné  
„ lieu à l'ouverture de Votre Lettre, avant qu'el-  
„ le ait été mise à la Poste. On a cru que  
„ vous écriviez pour grossir la liasse du Père  
„ le Tellier, & on ne s'est point trompé; car  
„ il y a long-tems que l'on parle du dessein  
„ qu'ont les Jésuites, de faire écrire au Roi  
„ tous les Evêques de France contre Mr. le  
„ Cardinal. Ce que vous écrivez est con-  
„ forme à l'idée que le Public s'est formée de  
„ la conduite des Jésuites, & au soupçon, je  
„ pourrois même dire à la conviction où cha-  
„ cun est, que la Lettre de MM. de Luçon  
„ & de la Rochelle est de la façon de ces Pè-  
„ res. S'ils ont fourni un modèle à ces Pré-  
„ lats, ne sont-ils pas capables d'en fournir  
„ aussi un à Mr. l'Evêque de Clermont votre  
„ Oncle?

„ Pouvez-vous refuser cet honneur au Pè-  
„ re le Tellier? Ce Père se croit, sans dou-  
„ te, plus habile que vous à dresser des mo-  
„ dèles de Lettres au Roi. Ces pièces lui  
„ paroissent trop de conséquence, pour n'y  
„ pas travailler lui-même. Il en a dans son  
„ Bureau des liasses, qui lui servent de règles  
„ pour l'uniformité; & il auroit été bien im-  
„ prudent de vous laisser écrire, vous à qui  
„ ces liasses ont été fermées, & qui par con-  
„ séquent pouviez ne pas écrire d'une manière  
„ uniforme, pendant que lui, à qui tout  
„ est

„ est ouvert , & qui trouve moïen par votre 1711.  
 „ Canal de faire tenir à Votre Oncle tout ce  
 „ qui lui plaît, n'auroit pas lui-même dressé  
 „ ce modèle. Vous ne vous êtes pas assez  
 „ rendu recommandable dans la Societé, lors  
 „ que vous y avez été, pour y avoir aquis la  
 „ réputation d'habile homme , d'ailleurs  
 „ vous en étiez sorti. Ainsi vous n'avez  
 „ plus chez-eux aucun talent pour la plu-  
 „ me ; vous n'en avez que pour les voies  
 „ de fait souterraines , qui leur sont uti-  
 „ les.

„ Mais je veux croire tout ce que vous é-  
 „ crivez au P. le Tellier. Il est donc vrai  
 „ que le modèle de la Lettre au Roi est tout  
 „ entier de vous. Il est vrai aussi que recon-  
 „ noissant les Jésuites comme vos anciens  
 „ Maîtres, vous vous êtes adressé à un d'eux,  
 „ que vous ne nommez pas, pour être le Re-  
 „ viseur & l'Examineur de Votre Pièce ,  
 „ & qu'ensuite vous avez présenté Votre Thê-  
 „ me à corriger au P. le Tellier , que vous  
 „ lui avez demandé son sentiment dans une  
 „ Audience particulière, & qu'ensuite de cet-  
 „ te Aprobation , sur la parole qu'il vous  
 „ a donnée du secret, vous l'avez envoïé à  
 „ Mr. Votre Oncle. Ces deux Jésuites  
 „ pourroient bien n'en faire qu'un : mais  
 „ n'importe. Quelle difference entre parler  
 „ ainsi , & dire que le Père le Tellier est  
 „ l'Auteur de ce modèle ? C'est la même  
 „ différence qui se trouve entre un Thème  
 „ composé par un Ecolier, & ce même Thê-  
 „ me corrigé & revû par le Régent, auquel le  
 „ Régent a souvent plus de part que l'Eco-  
 „ lier.

„ Vous

1711.

„ Vous voulez nous faire accroire que le  
 „ P. le Tellier aiant approuvé Votre Let-  
 „ tre, & été d'avis que vous l'envoïassiez, n'a  
 „ rien dit ni fait pour qu'elle fût écrite &  
 „ signée par Mr. Votre Oncle, & renvoïée  
 „ au plutôt. En verité, vous vous moquez  
 „ bien du Public. Dites-nous donc quelle a  
 „ été sur cela l'intention de ce Père? pourra-  
 „ t-il avoir été d'avis que vous l'envoïassiez?  
 „ Autrement, je suis tenté de vous dire u-  
 „ ne impertinence. Tout de bon: il ne vous  
 „ a pas marqué d'impatience à recevoir cette  
 „ Lettre signée? Vous êtes donc bien facile  
 „ à mentir, & ce P. s'est fait une extrême  
 „ violence.

„ Quoi! pour la défense de la Vérité & de  
 „ la saine Doctrine, vous êtes prêt, dites-  
 „ vous, même avec serment, d'en faire en-  
 „ core autant; c'est-à-dire, de mentir, d'user  
 „ de duplicité, de déguisement, & d'impo-  
 „ ser à un Evêque? On voit bien que vous a-  
 „ vez étudié en Théologie chez des gens qui  
 „ ne reçoivent pas cet Axiome, reçu pour-  
 „ tant en toute bonne Théologie: *Il ne*  
 „ *faut point faire de mal afin qu'il en arrive*  
 „ *du bien.*

„ Puisque vous suivez une Morale si con-  
 „ traire à la saine Doctrine, je ne suis pas sur-  
 „ pris que vous aïez été si facile à croire ce  
 „ que l'on vous a dit sur le secret de votre  
 „ Lettre; & que l'on se soit mis fort peu en  
 „ peine de vous donner une parole sans sa-  
 „ voir si on pourroit vous la tenir, pourvu  
 „ que l'on eût de vous ce que l'on deman-  
 „ doit; on vous a traité selon la Morale que  
 „ vous suivez.

„ Croïez-

„ Croïez-moi, Monsieur, ne vous fiez pas 1711.  
 „ à toutes sortes de personnes, vous êtes trop  
 „ facile. Tenez-vous-en à votre première  
 „ Lettre. Laissez au P. le Tellier le soin de  
 „ sortir de ce mauvais pas: il est plus habile  
 „ que vous, & il saura bien s'en tirer. Tout  
 „ ce que vous pouvez dire pour le justifier,  
 „ est inutile pour nous qui voions la vérité; &  
 „ ne servira qu'à achever de vous ruïner de  
 „ réputation dans le monde. Je doute qu'en  
 „ vous sacrifiant pour la Société; vous en fas-  
 „ siez une plus grosse Fortune. Je suis ,  
 „ &c.

*Ce 2. Août 1711.*

Cependant les choses s'aigrissoient tous les jours de plus en plus entre le Cardinal de Noailles & les Jésuites; de sorte que le Prélat se crut obligé d'ôter les Pouvoirs de Confesser & de Prêcher à plusieurs de ces Pères. Le P. le Tellier même ne fut continué dans les fonctions de Confesseur qu'avec quelque réserve; il eut encore peu après une autre mortification de la part de Mr. le Dauphin. Comme il avoit été Confesseur de Monseigneur, il tâcha d'avoir le même Emploi auprès de Mr. le Duc de Bourgogne, devenu Dauphin par la mort de son Père: mais ce Prince aiant refusé de se défaire du P. Martinet, le P. le Tellier s'adressa au Général des Jésuites à Rome, lui représentant que le P. Martinet n'avoit pas assez de capacité pour remplir cet Emploi, quand le Dauphin seroit parvenu à la Couronne. Il est vrai que le P. Martinet étoit un homme aussi paisible que prudent, qui ne se mêloit que de sa Charge, sans entrer dans les

1711.

Cabales de la Société, & que le Dauphin ne se servoit de lui que pour la Confession. Le P. Général lui ordonna donc de se rendre à Rome sous prétexte de lui donner de l'Emploi. Le P. Martinet communiqua cet Ordre au Dauphin, lui demandant en même tems son Congé pour y obéir. Le Dauphin surpris de cet artifice répondit au Père, qu'il faudroit qu'il eût peu de crédit à Rome pour ne pas faire révoquer un tel ordre; mais que si on ne vouloit pas lui laisser son Confesseur, il prendroit à sa place un Prêtre de sa Paroisse. Cette réponse ne mortifia pas peu le Père le Tellier, à qui la Société ne manqua point d'en témoigner son ressentiment, par la crainte que les Jésuites avoient de perdre ce Poste, d'où dépendoit le maintien de leur crédit.

Le Roi ne  
peut obtenir,  
qu'on leur rende  
ces Pou-  
voirs.

Le Roi fit diverses instances auprès de Mr. le Cardinal pour obtenir que ces Pères fussent rétablis dans leurs Pouvoirs de prêcher & de confesser; mais ne l'ayant pu obtenir, parce que son Eminence témoignoit toujours avec beaucoup de respect que sa Conscience ne lui permettoit pas de leur rendre ces Pouvoirs, S. M. révoqua le Privilège accordé pour l'Impression & le débit du Livre qui faisoit le sujet de la querelle: & demanda au Pape une Constitution en forme, qui le condannât, en marquant distinctement les Propositions dignes de Censure. S. M. étoit alors à Fontainebleau, où elle avoit été un peu indisposée vers la Fête de St. Louis. Elle en partit au commencement d'Octobre & arriva à Versailles vers le milieu de ce mois.

Les



Les Armes des Alliez avoient été traversées dès le mois d'Avril, comme nous l'avons dit, par la mort imprevüe de l'Empereur Joseph. Cet Accident avoit changé la face des affaires, & les dispositions de la Campagne. Il étoit capital pour la Cause commune d'assurer l'Electiön paisible d'un nouvel Empereur, & pour cet effet de prévenir les desseins contraires de la France en lui faisant tête par tout. C'est sur cela que les Alliez redoublèrent leurs soins, & en particulier les Puissances Maritimes. La Reine de la G. B. qui, à l'ouverture du Parlement, avoit recommandé *la continuation de la Guerre dans toutes ses parties, mais particulièrement en Espagne, avec la dernière vigueur, comme le moien le plus aparent d'obtenir une Paix sûre & honorable pour S. M. & pour ses Alliez*, déclara, en aprenant la nouvelle de la mort de l'Empereur, qu'elle avoit résolu d'*apuiier les intérêts de la Maison d'Autriche dans cette conjoncture, & d'employer tous ses efforts pour faire élire Empereur le Roi d'Espagne, & conduire ce grand ouvrage à une bonne fin.*

Ce qui pressoit le plus étoit de pourvoir à la Catalogne, où la journée de Brihuega du 9. Decembre de l'année dernière avoit affoibli l'Armée du Roi Charles, & n'avoit pas permis au Maréchal de Staremberg de se-courir Gironne, qui avoit été investie le 17. par le Duc de Noailles, & renduë par Capitulation le 23. Janvier de cette année. Les mesures des deux Couronnes ne réussirent pas si bien ailleurs. Le Marquis de Bai ne put rien entreprendre contre les Portugais, qui à l'entrée de la Campagne avoient repris *Miranda*

Affaires  
d'Es-pa-  
gne, de  
Portugal  
& de Sa-  
voie.

1711.

*da de Duero.* Le Maréchal de Berwick ne put empêcher son Altesse Roïale de pénétrer en Savoïe, d'y remporter divers avantages, & de porter l'allarme jusques dans le Lionnois; ce qui attira des détachemens du Roussillon & d'Alsace pour renforcer ce Maréchal, & affoiblit d'autant les Armées en Espagne & en Allemagne.

Affaires  
d'Allema-  
gne.

L'Electeur de Bavière, fait Comte de *Namur* & Duc de *Luxembourg*, avoit été déclaré Généralissime en Allemagne, & destiné à commander l'Armée du Rhin, qui ne menaçoit pas moins que de troubler l'Electon de l'Empereur & de ravager l'Empire; mais tous ces Projets s'évanouïrent à l'arrivée du Prince Eugène de Savoïe, qui mit l'Empire à couvert de toute insulte & assûra le Congrès des Electeurs à *Francfort*, où l'Electon du nouvel Empereur fut faite, comme nous le verrons bien-tôt, avec une entière tranquillité.

Etat des  
Armées  
au Pais-  
Bas.

Il est vrai qu'il falut pour cela affoiblir l'Armée du Pais-Bas afin de renforcer le Prince Eugène, ce qui sembloit réduire les Alliez dans l'inaction pour le reste de la Campagne. Et en effet quelle aparence qu'on pût entreprendre quelque chose à la vuë d'une Armée supérieure, couverte par des Lignes inaccessibles? Cependant c'est ce qui trompa les François; la feinte que fit Mylord Duc de les attaquer de vive force le 5. Août persuada aux deux Armées que ce seroit une journée pour le moins aussi meurtrière que celle de Malplacquet. Le Maréchal de Villars en étoit lui-même si persuadé, qu'il crut devoir se renforcer d'une partie des Garnisons des Places

ces voisines. Avant qu'il eût fait quelque<sup>s</sup> 1711.  
détachemens pour l'Allemagne, ses forces étoient de 158. Bataillons & de 245. Escadrons, sans compter 17. Bataillons qui avoient ordre de sortir d'Ipres & de St. Omer au premier avis. Celles des Alliez sous le Duc de Marlborough étoient de 130. Bataillons & de 220. Escadrons, sans compter le Détachement du Prince Eugène, qui étoit de 13. Bataillons & de 30. Escadrons. L'Armée Françoisé étoit campée sur la fin de Juin la droite devant Arras & la gauche vers Pont-Ugi ; elle passa ensuite au travers de la Ville, & vint camper entre Montchipeux & Hamblain. Le Poste d'Arleux qu'elle occupoit incommodoit fort les Alliez, parce que les François se rendoient Maîtres par le moïen d'une Digue des eaux de la Scarpe & empêchoient par là les Moulins de Doüai de moudre. C'est pourquoi les Alliez avoient essayé deux fois de s'en emparer. Ils résolurent donc, sur les moïens proposés par le Lieutenant-Général Hompesch, d'attaquer ce Poste pour la troisième fois.

Pour cet effet 300. Chevaux marchèrent à Doüai le 5. de Juillet, & le soir on com-<sup>Arleux</sup>  
manda le Piquet de l'Armée tant Cavalerie<sup>pris par les</sup>  
qu'Infanterie au nombre de 2500. Chevaux<sup>Alliez.</sup>  
& de 5500. Fantassins. Ces Troupes allèrent se poster du côté de Sailly, pendant que 300. Fantassins & 300. Chevaux de Doüai allèrent droit à Arleux avec 4. pièces de Canon, attaquer un petit Château nommé Chantraine & la Redoute du Moulin à eau d'Arleux. Après quelques canonnades les Grenadiers passèrent dans l'eau & attaquè-  
rent

1711. rent ces Postes. Les François voïant qu'ils alloient être emportez l'épée à la main se rendirent Prisonniers de Guerre au nombre de deux Capitaines, des Officiers à proportion & 80. Soldats. Les Alliez n'y perdirent que trois ou 4. hommes tuez ou blesez. Pendant cette attaque l'Armée Française prit les Armes : sur quoi la Cavalerie Ennemie monta à cheval devant le Camp ; mais les François n'ayant pas paru, les autres rentrèrent. Les Alliez laissèrent à Arleux 600. Chevaux & 300. Fantassins. La conservation de ce Poste leur étoit d'autant plus importante, qu'on pouvoit par ce moïen tenir la Scarpe navigable jusqu'à Tournai & le Canal de la Deule jusqu'à Lille. L'Ingenieur-Général des Roques employa 600. hommes à le faire fortifier ; & comme ce Poste étoit fort proche de l'Armée Française, qui pouvoit aisément entreprendre de l'attaquer, on détacha le 7. de l'Armée des Alliez dix Bataillons & 12. Escadrons sous les ordres du Lieutenant-Général Hompesch, de deux Majors-Généraux, & de trois Brigadiers, pour aller camper la droite à Ferin sur le Canal qui va à Arleux, & la gauche au Glacis de Doüai, jusqu'à ce que ce Poste fût en état de défense. Mais la nuit du 11. au 12. ce Détachement fut attaqué par un Corps de 32. Escadrons commandé par le Chevalier de Luxembourg & le Comte de Cœgn. Ils marchèrent toute la nuit avec tant de

Les François  
voulent sur-  
prendre

diligence par Bouchain, qu'ils arrivèrent un peu auparavant l'Aube du jour sur le Détache-

tachement, sans avoir été aperçus. Ils tombèrent à l'improviste sur la Cavalerie de l'Aile droite & coupèrent les licols des Chevaux qui étoient au Piquet, lesquels mirent incontinent tout en desordre. Sur quoi les Cavaliers, armez seulement de leurs sabres, sortirent d'abord de leurs Tentes les uns en chemise, les autres à demi habillez: ils firent main basse sur ceux qu'ils trouvèrent parmi les Chevaux, mais ceux-ci étant soutenus de quelque Cavalerie, les Alliez furent obligez de se retirer, & sauvèrent leurs Etendarts & Timbales. Pendant ce Vacarme, l'Infanterie & le reste de la Cavalerie, qui étoient campées à peu de distance de là, eurent le tems de prendre les Armes, & de se mettre en état de défense: ils firent quelques décharges avec succès, & obligèrent les François de se retirer à la hâte, sans avoir pû profiter de cette surprise. Ils ruinèrent seulement une partie des Chevaux de 4. Escadrons, qui s'étant d'abord sauvez de tous côtez revinrent ensuite, & furent rattrapez. On compte que la perte fut égale dans cette Action, & qu'il y eut 200. hommes tuez ou blesez du côté des Alliez. Le Maréchal de Villars, qui s'étoit avancé sur la Hauteur avec une partie de l'Armée pour soutenir les 32. Escadrons, en cas que les Alliez eussent détaché quelques Troupes de leur Armée, fit sommer le Colonel Savari, Commandant le Poste d'Arleux, de se rendre; & lui fit dire en même tems que le Détachement avoit été défait; mais cet Officier répondit qu'il avoit du monde & des Munitions pour se défendre jusqu'à l'extrémité. Les François se contentèrent de cette réponse & ne jugèrent pas à propos de l'attaquer.

1711.

Ils le re-  
prennent  
à leur tour.

Les Alliez croiant ainsi Arleux en état de défense quittèrent la Plaine de Lens où ils manquoient de Fourage, & vinrent camper dans celle de Lilliers le 21. d'Août. Les François profitèrent de ce mouvement pour s'approcher d'Arleux avec 28. ou 30. Bataillons & de la Cavalerie à proportion. Ils commencèrent le 23. sur le midi à battre ce Poste de 3. Batteries, & y firent une Brèche considérable. Le Colonel Savari se voyant dangereusement blessé & sans espérance de secours, fut obligé de se rendre le même jour: la Garnison qui étoit de 400. hommes fut faite Prisonnière. Le 25. & les jours suivans les François firent divers Détachemens qui firent croire qu'ils en vouloient tantôt à Marchiennes & à St. Amand, & tantôt à Bruxelles; mais la prévoyance du Duc de Marlborough aiant mis toutes ces Places hors d'insulte, il fit observer les Détachemens des François, & alla lui-même le 27. accompagné de la plupart des Généraux, reconnoître leurs Lignes entre Villiers-Brulin & Aubigni.

Leurs Li-  
gnes crûes  
impéné-  
trables  
sont pas-  
sées sans  
effort par  
les Alliez.

Toute l'Armée des Alliez décampa de Lilliers le 2. d'Août, se mit en marche sur 8. Colonnes à 4. heures du matin & arriva sur le midi à Rebreuve où elle passa le reste du jour & le suivant. Ce fut alors que les François crurent qu'on les alloit attaquer, & que marchant en même tems que les Alliez derrière leurs Lignes, ils firent sortir une partie de leur Cavalerie qui se mit sur la Hauteur d'Aubigni; mais ils la retirèrent voyant les Alliez campez. Ceux-ci firent un second mouvement le 3. de  
fort

fort grand matin , & allèrent occuper le 1711.  
Camp de Villiers-Brulin & de Betonfard,  
si près des François qu'on pouvoit aisé-  
ment découvrir leur Armée. Le 4. à 10.  
heures du soir, la retraite aiant été battue  
à l'ordinaire, toute l'Armée des Alliez dé-  
fila par la gauche, & en dix heures d'une  
marche extraordinaire & non interrompue  
elle se rendit au Bac à Bacheul, dont, par  
les ordres de Mylord Duc, les Lieutenans-  
Généraux Cadogan, Hompesch & Murrat  
s'étoient déjà emparez ; & par là, sans ef-  
fusion de sang , on passa ces redoutables  
Lignes qu'on croioit impénétrables. La  
Lettre des Députez de l'Armée à Leurs  
Hautes Puissances du Camp d'Enlangle du  
6. nous apprendra le détail de cette affaire ; en-  
voici la traduction.

*Hauts & Puissans Seigneurs,*

„ Hier à 4 heures du matin , le Lieu- Lettre des  
„ tenant-Général Comte de Hompesch prit Députez  
„ poste à Palué & Bac à Bacheul , avec des E. G.  
„ environ 8000. hommes d'Infanterie & 2000. à ce sujet  
„ de Cavalerie, venus en partie de Doüai,  
„ Lille & St. Amand, & en partie du Dé-  
„ tachement qui couvroit les Bagages près  
„ de Bethune. Peu de tems auparavant les  
„ Ennemis avoient retiré leurs Détache-  
„ mens de ces Postes vers leur Armée, &  
„ par là le Corps ci-dessus n'a trouvé aucune  
„ résistance. Dans l'attente que cette entre-  
„ prise auroit un heureux succès , on donna  
„ ordre à l'Armée avant hier au soir sur les 6.  
„ heures , de se tenir prête à marcher : sur

1711. „ quoi la marche commença vers les 10. heures, sur 4. Colonnes, par le Bois de Villers au Bois, le long de Neuville & de Têlu, droit sur Vitri; & de là, elle passa la Scarpe vers Arleux & Bac à Bacheul, où les têtes des Colonnes arrivèrent sur les 10. heures du matin.

„ La marche s'est faite avec une diligence incroyable, & à peine voit-on d'exemple que l'Infanterie ait fait 20. heures de chemin sans faire alte, & sur tout en si peu de tems; à quoi le clair de la Lune, & le beau tems que Dieu nous donna pendant la nuit, n'ont pas peu contribué.

„ Vers les 11. heures le Maréchal de Villars fut averti de notre marche; mais il étoit tellement persuadé, par les mouvemens que nous avions faits depuis quelques jours, que notre dessein étoit d'attaquer ses Lignes près d'Avènes-le-Comte, qu'il ne fut éclairci du contraire qu'à deux heures du matin. Sur quoi il ordonna d'abord la marche de son Armée, qui commença à se mettre en mouvement vers les 4. heures. Mais voyant que la nôtre étoit trop avancée, pour la pouvoir atteindre avec toute la sienne, il prit les devans avec la Maison du Roi, dans le dessein d'empêcher le passage du Sanset à notre Avant-Garde. Il étoit environ 11. heures, & alors il y avoit déjà de ce côté-ci 50. à 60. de nos Escadrons, y compris ceux du Lieutenant-Général Hompesch. Le Maréchal de Villars l'ayant aperçu, se retira vers le gros de son Armée, qui se trou-



„ trouvoit sur le grand chemin d'Arras à Cam-  
 „ brai. Cependant nos Troupes avancèrent  
 „ autant qu'il fut possible; mais la difficulté  
 „ des passages, qu'on ne put s'ouvrir qu'à Bac  
 „ à Bacheul & Palué, fut cause que l'Arrière-  
 „ Garde n'arriva que vers le minuit. Le  
 „ Camp fut tracé depuis Oisi jusqu'à Etrun,  
 „ près de l'Escaut.

„ Ce matin vers les 8. heures, on a vu  
 „ avancer l'Armée Ennemie du côté de  
 „ l'Escaut, sur 4. Colonnes, soit pour pas-  
 „ ser cette Rivière, ou pour se retrancher  
 „ entr'elle & le Marais près de Marquion.  
 „ Les Chefs n'ont pas jugé à propos de les  
 „ attaquer dans leur marche, mais ils ont ré-  
 „ solu de passer ce soir l'Escaut, pour invés-  
 „ tir Bouchain. Nous sommes, &c.

*A. V. Capelle, W. Hooft, S. V. Goflinga,  
 P. F. Vegelin van Claerbergen.*

Le Maréchal de Villars ne manqua pas;  
 comme on vient de voir, de suivre l'Armée  
 des Alliez dès qu'il fut averti de sa marche;  
 mais comme elle avoit 7. heures d'avance sur  
 lui, il la trouva, quoi-que lassé & recruë, en  
 état de le recevoir s'il eût voulu l'attaquer;  
 mais ne l'ayant pas fait, elle passa l'Escaut dans  
 la résolution d'attaquer Bouchain.

Sur ces entrefaites mourut à Fontaine-  
 bleau le 22. Septembre Messire Louis Fran-  
 çois de Boufflers, Pair & Maréchal de Fran-  
 ce, Chevalier des Ordres du Roi & de la  
 Toison d'or, Capitaine d'une des Compa-  
 gnies des Gardes du Corps de Sa Majesté,  
 Gouverneur de Flandre & de Hainaut, ci-

Mort du  
 Maréchal.  
 de Bou-  
 flers.

1711. devant Colonel Général des Dragons , & Colonel du Régiment des Gardes Françaises. Comme ce Maréchal en mourant laissa ses affaires en mauvais état , le Duc de Bethune , à qui le Roi donna sa Compagnie des Gardes du Corps , s'obligea de paier aux Héritiers du défunt la somme de 500. mille livres.

Élection  
du nouvel  
Empereur  
Charles-  
VI.  
*Mémoires  
de Tenu.*

Cependant le tems fixé pour l'Élection du nouvel Empereur étant venu , le Magistrat & la Bourgeoisie de Francfort se rendirent le 2. Septembre à la Maison de Ville pour faire le Serment. Les Electeurs présens & les premiers Plénipotentiaires des absens étant assis chacun dans un Fauteuil sous un Dais , le Magistrat & les Hauts Officiers prêtèrent le Serment ordinaire , promettant toute sorte de fidélité & d'assistance aux Electeurs , ensuite de quoi chaque Membre de la Magistrature ou des Hauts Officiers donna la main à l'Electeur de Mayence. La Bourgeoisie, divisée en 14. Quartiers, étoit durant ce tems-là assemblée en manteau & sans armes dans la Place du Romer \* au milieu de laquelle étoit un Theatre couvert de noir ; les Chanceliers des Electeurs de Mayence & de Trèves y étant montez leur firent prêter le Serment aussi bien qu'à la Garnison, en présence des Electeurs & des Plénipotentiaires qui étoient aux fenêtres de la Maison de Ville. L'ouverture des Conférences pour cette nouvelle Élection s'étoit faite dès le 25. d'Août & l'on y étoit convenu de tenir quatre Séances

\* C'est ainsi que s'appelle la Maison de Ville de Francfort du nom d'un Gentilhomme qui l'a fait bâtir.

Séances par Semaine. Les premières furent employées à examiner les Pouvoirs des Ministres qui représentoient les Electeurs absens: à régler le Cérémoniel & à discuter plusieurs difficultez qui s'étoient présentées, tant sur l'attention qu'on devoit faire aux Protestations des Electeurs de Bavière & de Cologne, que sur les Plaintes de plusieurs autres Membres de l'Empire à l'égard de l'inexécution des Capitulations Impériales sous les précédens Règnes. On y examina aussi les Remontrances faites par la Diète de Ratisbonne sur la nécessité de dresser une Capitulation perpétuelle capable de mettre les Loix, les Libertez & les Privilèges du Corps Germanique à couvert de toute injustice de la part de ceux qui à l'avenir monteroient sur le Trône Impérial. Toutes ces difficultez & plusieurs autres avoient fait différer l'Élection, qui avoit d'abord été fixée au 6. d'Octobre; mais la Capitulation perpétuelle dont on vient de parler n'ayant pu être achevée que le 9. sans qu'on eût terminé la difficulté survenue au sujet du 4. Article de la Paix de Ryswick qui regardé la Religion, on mit fin aux Conférences, & l'Élection fut fixée au 12. On fit publier aussi tôt, que tous les Étrangers, à l'exception des Domestiques des Electeurs ou de leurs Ambassadeurs, eussent à sortir de la Ville le 11. avant le coucher du Soleil; cependant le Prince Royal de Saxe y resta *incognito* sous le nom de Domestique des Ambassadeurs Saxons.

Le lendemain tout étant prêt pour la Cérémonie & le signal aiant été donné à 7. heures.

1711. heures du matin par la Cloche ordinaire du Tocfin, toute la Bourgeoisie, trois Compagnies de Cavalerie & le reste des Soldats de la Garnison se mirent sous les Armes dans la Place du Romer, & se rangèrent ensuite en deux Lignes, l'une de Bourgeois & l'autre de Soldats, depuis le Romer jusqu'à l'Eglise de S. Barthelemi, la Cavalerie étant restée dans la grande Place. Sur les 10. heures les Electeurs & les Ambassadeurs des absens s'étant rendus à cheval au Romer, chacun entra dans l'Appartement qui lui avoit été préparé pour s'y revêtir de ses habits de Cérémonie. Cela étant fait tous remontèrent à cheval & marchèrent vers la grande Eglise dans l'ordre qui suit.

cette Cérémonie.

Premièrement les Valets de pié des Electeurs & des Ambassadeurs, couverts de riches livrées, à la réserve de ceux des Ambassadeurs de Bohême qui étoient encore en deuil, commençoient la marche à pié. Ceux-ci étoient suivis des trois Compagnies de Cavalerie ; & les Maréchaux Héréditaires des trois Electeurs présens venoient ensuite à cheval, portant chacun l'épée Electorale de son Maître dans le Fourreau. Leurs Alteſſes Electorales marchoient après eux, l'Electeur de Maïence au milieu, aiant l'Electeur de Trèves à sa droite, & l'Electeur Palatin à sa gauche. Ces trois Princes étoient revêtus chacun de l'Habit Electoral, avec le Bonnet de même doublé d'Hermine, étant montez sur de très-beaux Chevaux. Les Ambassadeurs des autres Electeurs, savoir ceux de Bohême, de Saxe, de Brandebourg & de Hanover, marchoient ensuite

ensuite très superbement montez & habillez, 1711.  
 ayant leurs Manteaux de velours doublez de  
 Damas, couverts de galons d'or & d'argent  
 & garnis de pierreries: celui de Hanover fit  
 en cette occasion la fonction d'Electeur pour  
 la première fois.

Après l'espace d'environ trois heures qu'ils  
 furent dans le Conclave, le Roi Charles  
 qui étoit depuis peu arrivé de Barcelone  
 fut déclaré *Roi des Romains* d'une commu-  
 ne voix par tous les Electeurs; ce qui fut  
 aussi-tôt annoncé au Peuple au son des Tim-  
 bales, des Trompettes & de toutes les Clo-  
 ches, & au bruit de trois décharges de tout  
 le Canon des Remparts de la Ville. L'As-  
 semblée des Electeurs & des Ambassadeurs  
 reprit après cela le chemin du Romer dans  
 le même ordre, & fut magnifiquement ré-  
 galée par le Comte de Windisgrats, Premier  
 Ambassadeur de Bohême. Le Collège E-  
 lectoral tint encore une Conférence au Ro-  
 mer le 14. sur le point de la Religion, pour  
 régler entièrement le différend dont on a par-  
 lé au sujet du Traité de Ryswick; ensuite de-  
 quoi chacun prit congé jusqu'au tems du Cou-  
 ronnement, que le Collège souhaita qui se fit  
 dans la même Ville.

Cette Election me donne lieu de remar-  
 quer ici que dans la conjoncture où étoient  
 alors les affaires, on crut pouvoir passer  
 sur diverses choses réglées par les Loix de  
 l'Empire & en particulier par la Bulle d'or:  
 ce qui donna lieu aux Protestations faites  
 par les Electeurs de Bavière & de Cologne.  
 Ce n'est point à moi à décider si elles étoient  
 bien ou mal fondées, & s'il y eut quelque dé-

Remar-  
 ques sur  
 cette E-  
 lection.

1711. fectuosité dans l'Élection. Je dirai seulement qu'ils formèrent leurs plaintes sur la disposition de la Bulle d'or, qui en fixe le terme au 25. Septembre & dont le premier Article §. 18. est conçu en ces termes: " Ordonnons que  
 „ l'Archevêque de Maïence qui tiendra alors le  
 „ Siège envoie ses Lettres Patentes par Cou-  
 „ riers exprès à chacun des Princes Electeurs  
 „ Ecclésiastiques & Seculiers ses Collegues,  
 „ pour leur intimer l'Élection & les inviter d'y  
 „ comparoître en personne ou par Ambassa-  
 „ deurs pour y donner leurs voix ". Là-des-  
 sus les deux Electeurs se plaignirent \* que non  
 seulement l'Archevêque de Maïence n'avoit  
 pas rempli cette obligation, mais qu'il n'avoit  
 pas même répondu aux Lettres qui lui avoient  
 été écrites à ce sujet, ni fait toute l'attention  
 qu'il convenoit aux Protestations de ses deux  
 Collègues. Et sur ce qu'on pouvoit leur ob-  
 jecter qu'étant en Alliance avec la France, a-  
 lors en guerre avec la Maison d'Autriche &  
 les autres Membres de l'Empire, ils étoient  
 déchus du Droit attaché à la Dignité d'Elec-  
 teur, par la violation qu'ils avoient faite eux-  
 mêmes de leur Serment de fidélité: on ne man-  
 qua point d'alleguer en leur faveur le même  
 Article 1. de la Bulle d'or §. 4. & 6.  
 en ces termes: " Que si l'Archevêque de  
 „ Maïence omettoit ou négligeoit de con-  
 „ voquer quelqu'un des Princes Electeurs  
 „ au tems de l'Élection, iceux pourront  
 „ de leur propre mouvement, & sans être  
 „ appelez, se rendre à Francfort pour pro-  
 „ ceder à l'Élection: que si quelque Elec-  
 „ teur, quelque autre Prince ou Membre  
 „ de

\* Voir les Protestations du 4. & du 7. Juillet.

„ de l'Empire, avoit inimitié, differend, pro- 1711.  
 „ cès ou même guerre avec un ou plusieurs  
 „ Electeurs, cela ne pourra pas les dispenser  
 „ de l'obligation, où tous les Membres de  
 „ l'Empire sont, de donner libre Passage, Sauf-  
 „ Conduit, & même Escorte à l'Electeur ou  
 „ à ses Ambassadeurs, en allant & en re-  
 „ venant de Francfort pour l'Electiôn; faisant  
 „ défense à tous Electeurs, Princes & autres  
 „ personnes, Nobles ou Roturiers, de les  
 „ offenser, eux, leurs Domestiques, Equipages  
 „ ou Gens de leur suite, sous les peines du  
 „ Parjure, & autres plus au long expliquées  
 „ au même lieu. Mais on ne faisoit pas ré-  
 „ flexion qu'il y a bien de la différence entre a-  
 „ voir *inimitié, differend, Procès, ou même Guerre*  
 „ ouverte avec un ou plusieurs Electeurs, & être  
 „ en Guerre ouverte avec l'Empereur & l'Em-  
 „ pire entier; sans parler du *Ban*, que ces deux  
 „ Princes avoient encouru, & par lequel, s'ils  
 „ n'étoient pas déchus de leurs Droits & Privi-  
 „ lèges, du moins les fonctions en étoient-elles  
 „ suspenduës, jusqu'au tems de leur Rétablisse-  
 „ ment.

Quoi-qu'il en soit, le Public applaudit au choix  
 que les Electeurs avoient fait de la Personne  
 du Serénissime Prince Charles François Joseph,  
 Archiduc d'Autriche, Roi de Bohême, &c.  
 pour le placer sur le Trône Impérial, que ses  
 Prédecesseurs avoient possédé depuis quelques  
 Siècles sans interruption. Et cet applaudisse-  
 ment général fut comme l'Apologie de son E-  
 lection, malgré les prétenduës inobservations  
 de la Bulle d'or. En effet ce Prince qui règne  
 à présent si glorieusement sous le nom de Char-  
 les VI. étoit digne de la Couronne par ses Ver-

Combien  
 elle fut ap-  
 plaudie.

1711. tus autant que par sa Naissance. Il étoit alors dans sa 27. année commencée au 1. Octobre 1711. Tous ceux qui ont eu l'honneur de pratiquer Sa Majesté Impériale assûrent qu'elle a toutes les qualitez qui font aimer les Princes : une humeur douce & pacifique , une grande droiture & beaucoup d'équité en toutes choses. De si belles parties flatoient avec raison toute l'Europe & principalement l'Allemagne, qu'on trouveroit plus de facilité auprès de ce nouvel Empereur pour faire cesser les plaintes des Membres de l'Empire , qu'on n'en avoit trouvé auprès de l'Empereur Joseph. Sa bonnairété fit juger qu'il tiendrait une route opposée à celle que des Conseils trop violens avoient fait prendre aux deux derniers Empereurs, qui avoient causé tant de troubles en Hongrie.

Raisons  
qui la con-  
firmement.

Mais quand la Naissance & les Vertus de ce Prince l'auroient rendu moins recommandable , il semble qu'il y avoit des raisons de Politique qui auroient engagé le Collège Electoral à le préférer à tous les autres Prétendants. D'un côté il convenoit à l'intérêt de l'Allemagne de placer sur le Trône Impérial un Prince dont les Etats servissent de Barrière entre les Empires d'Orient & d'Occident. De l'autre il falloit au Corps Germanique un Chef qui fût assez riche par lui-même pour donner à la Dignité Impériale tout l'éclat qu'elle doit avoir. D'ailleurs ce Prince n'étant point destiné, comme l'événement l'a fait voir, pour le Trône d'Espagne, le Ciel lui mit sur la Tête, lors qu'il y pensoit le moins , non seulement les Couronnes acquises par le droit d'Hérédité à ses Ancêtres depuis plusieurs Siècles, mais en-  
core



coré celles de Bohème & de Hongrie qui ne sont pas si anciennes dans sa Famille. Comme il ne convient ni à l'Allemagne en particulier ni à la tranquillité de l'Europe en général de voir sur le Trône Impérial un nouveau Charles-Quint, je veux dire un Empereur dont la trop grande Puissance puisse opprimer la Liberté Germanique & perpétuer la Guerre dans l'Europe, les Electeurs jugèrent sagement que pour établir l'Equilibre, il falloit ajoûter la Couronne Impériale aux vastes Etats que ce Prince venoit d'hériter de son Père & de son Frère. La France ne pouvoit qu'être bien-aise de cette conjoncture, qui fournissoit un prétexte plausible de rappeler d'Espagne un aussi redoutable Concurrent de Philippe V.; ce qui ne contribua pas peu à laisser la possession de cette Couronne au dernier, de la manière que nous le dirons en parlant de la Paix d'Utrecht.

Le Grand-Prieur de France, enlevé, comme nous l'avons dit, au Mois d'Octobre dernier, avoit été transféré en Allemagne; & le Sieur Masner s'étoit engagé de ne le relâcher que lors qu'on lui rendroit son Fils; cependant étant allé lui-même en Allemagne, où il eut diverses Conférences avec ce Prince, il consentit à lui rendre sa liberté sur sa parole d'honneur, à condition qu'il s'engageroit de faire relâcher aussi le Fils du Sr. Masner dans trois Mois, à faute de quoi il seroit tenu de se remettre Prisonnier au bout de ce terme. Ce fut au commencement de Juillet que se fit cette Convention, dans laquelle on ne pouvoit pas douter des bonnes intentions de Mr. le Grand-Prieur, quoi-que rien ne fût moins

Le Grand  
Prieur de  
France  
relâché.

1711. fût que l'accomplissement de ce qu'il promettoit de la part de la Cour de France.

Siège de  
Venasque  
en Arra-  
gon.

Le Duc de Vendôme, Frère de ce Prince, & Général de l'Armée des deux Couronnes en Espagne, avoit résolu d'y commencer la Campagne, par le Siège du Château de Venasque; au Roïaume d'Arragon, vers les confins du Roussillon & du Comté de Foix. Il alla pour cet effet à Agramunt, afin de faire travailler à une communication avec Calaf, & de couper par là le Général Taf qui marchoit avec deux Bataillons, pour tâcher de se jeter dans la Place, ou du moins d'en traverser le Siège. Le Marquis d'Arpajou étoit arrivé dès le 7. Septembre. devant Venasque avec 5000. hommes, tant François qu'Espagnols, & en avoit mis d'abord deux cens dans la Ville, après s'être emparé du Poste de Sarler, & avoir chassé les Ennemis des Hauteurs qu'ils occupoient. La Tranchée fut ouverte le 11. & poussée jusqu'à une Hauteur, où l'on dressa une Batterie, qui commença à tirer le 13. Elle continua jusqu'au 15. & fit une Breche d'environ cinq Toises. Mais comme elle étoit encore trop escarpée pour donner l'Assaut, & que les Assiégés avoit pratiqué un Retranchement derrière, le Marquis d'Arpajou fit tirer le 15. au soir à Boulets rouges, ce qui causa un tel embrasement dans le Château, que le Gouverneur fit battre la Chamade le 16. au matin. La Capitulation fut réglée le même jour, & la Garnison, qui n'étoit que de 70. Allemands & de quelques Miquelets & Volontaires, se rendit Prisonnière de Guerre. Les Allemands furent conduits en France, & les Miquelets & Volontaires à Jacca en Arragon.

Ces.

Ces derniers furent escortez par des François, 1711. pour les garantir des Espagnols qui vouloient faire main basse sur eux, à cause des desordres qu'ils avoient commis en ces quartiers-là.

Le Duc de Vendôme aiant eu avis de la reddition de Venasque partit le 16. de Cervera avec son Armée, pour aller occuper le Camp avantageux de *Prats del Rei*. Mais le Comte de Staremberg aiant eu avis de son dessein, marcha lui-même en diligence vers ce Poste où il arriva le premier. Le Duc de Vendôme se voyant prévenu, fit canonner l'Armée des Alliez deux jours de suite, sans les incommoder beaucoup, parce que ceux-ci avoient fait un Retranchement fort élevé, qui les mit à couvert du Canon. La situation de l'Armée des deux Couronnes étoit fort incommode, ne pouvant avoir d'eau que d'un Ruisseau qui passoit à la tête de l'Armée des Alliez. Le Duc de Vendôme fit attaquer un Moulin qui défendoit le Passage de ce Ruisseau, mais ses troupes y furent vigoureusement repoussées. Là-dessus ce Duc prit le parti de continuer à tirer sur les Troupes du Général Staremberg pendant près de huit jours, & à bombarder même le Bourg de *Prats del Rei*, sans pouvoir faire décamper les Alliez : ce qui l'empêcha de rien entreprendre le reste de la Campagne.

Celle du Pais-Bas continua par le Siège de Bouchain que les Alliez entreprirent le 10. Août avec 30. Bataillons & 12. Escadrons que le Baron de Fagel commandoit en chef. S'il faut en général beaucoup de précautions pour investir les Places, il en falut encore davantage pour celle-ci, dont l'Armée Françoisse se trouva d'abord aussi près pour la défendre, que les.

Comment  
finit cette  
Campagne.

Suite de  
celle du  
Pais-Bas.  
Bouchain  
est investi  
par les Alliez.  
Mémoires  
du Temps.

1711. les Troupes des Alliez pour l'attaquer. Huit jours entiers furent emploiez pour enfermer la Place aux endroits des 4. attaques qu'on y avoit préparées, &c. l'on ne put commencer à ouvrir les Tranchées que le 18.; encore restoit-il aux François une Communication par le Marais qui est entre *Vavrechin* & la *Basse-Ville*, où ils avoient fait quelques Redoutes pour s'y maintenir. Ce voisinage fut d'autant plus incommode pour les Alliez, que le Canon des François portoit jusques dans la Ville, & leurs Bombes jusques dans les Tranchées de la droite des Assiégés. Cela fit croire aux premiers que ce Siège seroit de très-longue durée, parce qu'ils se voioient en état de harceler sans cesse les Alliez. En effet il se passa alors deux choses, dont nous aurons occasion de marquer les suites.

Généraux  
des Alliez  
enlevés  
par les  
Francois  
en deux  
rencontres.

La première fut un Fourage que l'Aîle gauche de la grande Armée des Alliez fit le 31. d'Août du côté de Landrecies. Comme le Comte de Coigni y étoit avec 5. Régimens de Dragons, on envoya d'abord le reconnoître : il laissa fourager assez tranquillement ; mais lorsque le Major Wassenauer voulut se retirer avec 3. petites Troupes qu'il commandoit, les François firent une décharge sur celles qui devoient le soutenir & les mirent en désordre. Alors les 3. Troupes du Major Wassenauer, qui avoient aussi reçu quelques coups de fusil à dos, se retirèrent en confusion, sans que le Major Général d'Erbach pût les rallier : de sorte qu'il fut fait Prisonnier avec Mr. de Wassenauer. Le Comte de Coigni qui étoit là avec ses Dragons, n'osa néanmoins poursuivre les Alliez, de

de crainte de trouver de l'Infanterie dans les Villages. 1711.

La seconde arriva le même soir au Quartier de Hourdain. Le Comte de Finckenstein, Lieutenant-Général des Alliez, aiant été averti que les François avoient quelque dessein, ordonna à ses Bataillons de se tenir sur leurs gardes, & envoya un Officier au Pont d'Etrun & un autre à Juvi. Etant à son Quartier avec le Général-Major Bork, l'Officier qu'il avoit envoyé à Etrun raporta qu'il avoit rencontré de l'Infanterie qui marchoit vers le Village. Il posta donc le Régiment de Hesse du côté que les François s'avançoient, & quand on fut à portée on fit feu de part & d'autre; mais quoique les François fussent supérieurs, le Lieutenant-Général Finckenstein fit encore avancer un Régiment de Hanover, ce qui les obligea de se retirer. Ce Général les voyant plier, alla reconnoître vers le Village pour les couper; mais aiant aperçu un gros de Cavalerie, il se retira lui-même pour joindre son monde. Les François l'aient entouré alors enlevèrent le Général-Major Bork, à côté du Général, qui eut bien de la peine à rejoindre sa Troupe; ils se retirèrent ensuite, voyant leur dessein de surprendre ce Poste sans succès.

La nuit du 1. au 2. de Septembre, les travaux du Siège furent poussés avec tant de vigueur & d'habileté, par les soins du Général qui y commandoit, que les Assiégeans s'emparèrent du Chemin couvert & de deux Contrescarpes; & la Brèche étoit dès lors assez grande. La nuit du 7. au 8. le Maréchal de Villars s'étoit mis en tête d'escalader Douai, & avoit détaché dix mille hommes, la plupart  
Gre-

Suite du  
Siège de  
Bouchain.

1711. Grenadiers, avec des Pontons, des Echelles & toutes les choses nécessaires, sous Mr. d'Albergotti: il jugea même à propos de s'y trouver en personne. Ils se présentèrent donc avant la pointe du jour à la Porte de St. Eloi pour escaler le Rempart, & du côté de l'Inondation pour entrer avec des Batteaux plats: mais aiant été découverts quelques heures auparavant par une Patrouille, qui en avoit averti le Gouverneur, on les reçut à coups de Canon & de Mousquet, ce qui les obligea de se retirer avec précipitation.

Difficultez  
survenues  
pour la Ca-  
pitulation.

Les Alliez étoient enfin parvenus à tirer, au travers du Marais dont on a parlé, une Ligne soutenüe de toutes les Redoutes nécessaires pour ôter aux François toute communication avec Bouchain; ce qui joint à la vigueur des Attaques faites à la Haute Ville, dont les Brèches étoient assez grandes pour donner l'Assaut, obligea les Assiègez de battre la Chamade le 10. pour demander à capituler. Pendant qu'on échangeoit les Otages de part & d'autre, le Duc de Marlborough & les Députez de Leurs Hautes Puissances s'étoient rendus au Quartier du Général Fagel. Les Otages leur présentèrent la Capitulation; mais on leur répondit que comme ils avoient trop attendu, on ne les recevroit que Prisonniers de guerre. Ils demandèrent là-dessus à rentrer dans la Place, ce qui leur fut accordé; & les Otages des Assiègez étant de retour un peu après, on recommença à tirer. On travailla toute la nuit à combler le Fossé, & on se dispoisoit à donner l'assaut général le 23. lors que les Assiègez battirent derechef la Chamade. Le Chevalier d'Artagnan, un de leurs Otages, vint quel-

quelque tems après dire à Mylord Duc, que le Gouverneur consentoit à se rendre Prisonnier de Guerre, à condition que la Garnison sortiroit avec les marques d'honneur, pour se retirer en France, où elle ne serviroit point avant d'avoir été échangée; mais on le renvoia dire au Gouverneur qu'il falloit qu'il reçût les conditions qu'on lui prescrivoit. Le Gouverneur voiant donc qu'il en falloit passer par-là, livra le 13. une des Portes de la Ville, avant même qu'il y eût aucun Article signé. On lui renvoia le soir les Articles qu'il avoit envoiez, avec les réponses signées du Duc de Marlborough & de Mrs. les Députez; mais il refusa de les signer, aimant mieux se remettre à la générosité de Mylord Duc. On lui fit savoir là-dessus qu'il devoit donc se disposer à sortir le lendemain 14. avec sa Garnison, qui étoit encore de 3100. hommes en comptant les blessez; c'étoit le reste de 8. Bataillons complets & d'un Détachement de 600. Suisses.

La Cour  
en est fort  
mécon-  
tente.

La Cour qui étoit arrivée depuis peu de Fontainebleau, fut très-mortifiée d'apprendre à son retour que la Garnison de Bouchain étoit Prisonnière de Guerre. Elle ne fut presque pas plus contente du dégât qu'avoit fait Mr. de Villars dans le Hainaut, & l'on prétend que le Roi lui fit écrire par Mr. Voisin qu'il y avoit d'autres moïens d'ôter le Fourage aux Ennemis, en le mettant dans les Places, sans tout abandonner au feu & à l'insolence du Soldat. Mais quoique le Roi fût bien informé de la manière dont Bouchain s'étoit rendu, on ne jugea pas à propos d'en instruire le Public. Les Conditions n'en étoient pas assez glorieuses pour les Armes de Sa Majesté. Voici donc

1711. donc de quelle manière on en parla à Paris.

De quelle  
manière  
on en parla  
à Paris.

Les Affiégez avoient battu la Chamade le 12., & envoie des Otages avec des Articles de Capitulation; mais on leur déclara qu'ils n'en auroient point d'autre que d'être Prisonniers de Guerre: ainsi ils recommencèrent à tirer. A minuit, les Affiégeans qui avoient continué leurs Travaux, nonobstant la suspension d'Armes, promirent de laisser sortir la Garnison en liberté: sur quoi on livra un côté d'une Porte; mais les Ennemis forcèrent la Barrière, & s'emparèrent de la Place. Ils accordèrent seulement, que les Officiers auroient leurs épées & leurs équipages; que les malades & bleffez seroient conduits à Cambrai, & le reste au nombre de 8400. à Tournai.

On impute au Duc de Marlborough de n'en avoir pas gardé les conditions.

Cependant, comme je trouve dans mes Mémoires que la chose s'est passée autrement, la fidélité de l'Histoire demande que je raporte les Pièces qui furent produites de part & d'autre sur ce sujet. Ce qui y donna lieu fut la détentation du Comte d'Erbach & de Mr. de Waffenaer, dont nous avons parlé il n'y a pas long-tems, pour lesquels Mylord Duc de Marlborough écrivit au Maréchal de Villars, afin qu'on leur permit de revenir sur leur parole en attendant leur échange. Ce Maréchal répondit à son Altesse en termes fort honnêtes qu'il en avoit donné part à la Cour & qu'il attendoit réponse. Mais cette réponse aiant été long-tems à venir & la Prise de Bouchain étant arrivée avant sa reception, le Maréchal fit entendre à ces deux Mrs. *qu'on les retenoit à cause d'une infraction faite à la Garnison de Bouchain.* Le Duc de Marlborough informé de cette réponse,



ponse, écrivit le 19. Septembre, au Maréchal de Villars, pour le desabuser & lui faire connoître qu'on n'avoit manqué en rien à la Garnison de Bouchain, qui n'avoit point été reçue autrement que Prisonnière de Guerre. Ce Duc par la même Lettre demandoit derechef au Maréchal le Congé de ces deux Mrs., comme aussi celui de M. Bork, Général Major, du Comte de Denhof & de M. Savari : ajoutant que ce refus de Congé n'étoit point conforme aux manières des Alliez envers les Prisonniers François; & que si on traînoit davantage à les accorder, Mylord Duc, par ordre de la Reine & des Etats Généraux, rappèleroit tous les Officiers qui étoient en France avec des Congez. Cette Lettre ne manqua pas de faire son effet, & le Comte d'Erbach, Mr. de Wassenæer, Mr. Bork & le Comte de Denhof, revinrent au Camp des Alliez.

Le Duc de Marlborough, pour se disculper dans le Public de ce qu'on lui imputoit par rapport à la Garnison de Bouchain, écrivit aux Etats Généraux, & leur envoya en même tems les Pièces suivantes, par lesquelles on pourra juger de la vérité du rapport que les François firent de cette affaire.

1711.

— *Lettre du Prince & Duc de Marlborough à Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies.*

Hauts & Puissans Seigneurs,

Lettre de  
ce Général  
aux E. G.  
pour sa  
justifica-  
tion.

**J**E me donne l'honneur d'envoier à Vos Hautes Puissances, Copie d'une Lettre & Mémoire, que je viens de recevoir de M. de Villars, où il se plaint de l'infraction de la Capitulation de Bouchain, & prétend que nous aurions violé la bonne foi envers la Garnison ; je n'ai pas voulu manquer de leur en faire part d'abord, comme aussi de ma réponse, & des Déclarations de M. le Général Fagel & du Colonel Pagnies, sur les faits dont les Ennemis se plaignent, afin qu'elles puissent voir le peu de fondement qu'il y a en tout ce qu'ils allèguent & que nous avons agi en cette occasion avec honneur, & selon les Règles de la Guerre ; Vos Hautes Puissances observeront de même que tout s'est passé de concert avec Mrs. les Députés, & avec leurs Généraux, & je me flate qu'elles approuveront aussi le dernier Article de ma Lettre, à M. le Maréchal, & qu'elles voudront bien instruire Mrs. les Députés à l'avenant. Je suis, &c.

DE VOS HAUTES PUISSANCES, &c.

Signé, Le P. & Duc de MARLBOROUGH.

*Au Camp sous Bouchain,  
le 20. Septembre 1711.  
Lot.*

*Lettre du Maréchal Duc de Villars au Prince & Duc de Marlborough.*

Au Camp de Palliencourt le 18. Septembre 1711.

MONSIEUR,

„ J'Ai voulu être parfaitement éclairci par Mr. Lettre du  
 „ le Comte de Ravignan, & les autres prin- Mar. de  
 „ cipaux Officiers de la Garnison de Bouchain, Villars au  
 „ des justes plaintes qu'elle fait de la parole & Duc de  
 „ la foi violée dans la Capitulation qui leur a Maribo-  
 „ été accordée par M. de Pagnies, Colonel, rou h sur  
 „ Commandant les Gardes de Hollande, par le même  
 „ l'ordre de Mr. de Fagel. Vous verrez, Mr., sujet.  
 „ par la Copie ci-jointe de tout ce qui s'est  
 „ passé sur cela, & dont ces braves Gens en-  
 „ voient l'Original au Roi, pour se justifier  
 „ de n'avoir pas préféré tous les périls & la  
 „ mort même, à la honte de se rendre Pri-  
 „ sonniers de Guerre, que l'on leur a man-  
 „ qué de parole formellement. La Place n'é-  
 „ toit pas en état d'être emportée, puis que  
 „ vous ne teniez pas les demi-Lunes, & que  
 „ le passage du Fossé n'étoit pas commencé.  
 „ Permettez-moi de vous dire que le manque  
 „ de votre aveu n'empêche pas que la bonne  
 „ foi ne soit violée, quand le Général qui  
 „ commande au Siège fait porter sa parole par  
 „ un Colonel, que sur cette parole on cesse  
 „ le feu, qui avoit été recommencé, que l'on

1711.

„ redonne des Otages, & que même on li-  
 „ vre une Porte.

„ Je ne doute pas, Mr., qu'après y avoir  
 „ bien songé, votre propre Gloire ne vous  
 „ engage à renvoyer toute cette Garnison, aux  
 „ conditions qui ont été offertes pour se ren-  
 „ dre.

„ Qu'y-a-t-il de plus authentique sur cela  
 „ que la Protestation haute & publique que  
 „ Mr. de Pagnies en a fait, en homme de pro-  
 „ bité & d'honneur, à la vûë & en présence  
 „ de toute votre Armée, & de la même Gar-  
 „ nison, à laquelle il déclara, qu'il ne con-  
 „ noît point les Maximes sur lesquelles on vio-  
 „ le la parole, qu'il a eu ordre & pouvoir  
 „ d'engager ?

„ J'attens de vous, Monsieur, une répon-  
 „ se conforme à l'équité. Le Roi m'ordonne  
 „ de vous porter des plaintes sur un fait sans  
 „ exemple à la Garnison.

„ Mr. le Comte de Borck pourra être é-  
 „ changé contre Mr. de Ravignan, moien-  
 „ nant que ce dernier soit libre sur la foi de la  
 „ dernière Capitulation. Je suis,

Monsieur &c.

Signé, LE DUC DE VILLARS, Maré-  
 chal de France,

*Memoire de ce qui s'est passé con-  
 cernant la Réduction de Bou-  
 chain depuis le 11. Septembre  
 1711.*

Mémoire  
 instructif  
 sur cette

**L**Es Affiégez voiant les Ennemis prêts à se  
 rendre Maîtres des Demi-Lunes de Bou-  
 chain,

chain, & le Corps de la Place battu en Brèche, le 12. Septembre à 2. heures après midi, battirent la Chamade, & l'on donna des Otages de part & d'autre. Mylord Duc de Marlborough aiant lû les Propositions, répondit qu'il vouloit toute la Garnison prisonnière de Guerre. Cette dure soumission n'aïant pas été goûtée, on rendit les Otages réciproquement, après quoi l'on recommença à tirer; un quart d'heure après l'on fit avertir que Mr. de Pagnies, Colonel, Commandant un Bataillon Hollandois, demandoit à parler à Mr. de Favars, Brigadier, & Ingenieur principal, qui étant près de la Porte Haute, monta sur le Parapet de la demi-Lune, & reconnut que ce Mr. de Pagnies étoit un des Otages qui avoit été dans la Place, dans le tems du Pourparler. Il lui demanda ce qu'il fouhaitoit. Mr. de Pagnies répondit qu'il avoit quelque chose à communiquer; sur quoi Mr. de Favars lui représenta de faire cesser le feu, afin de pouvoir l'écouter sans supercherie; dans le moment il envoya demander à Mr. de Ravignan, s'il agréeroit que l'on prêtât attention à Mr. de Pagnies. Mr. de Ravignan y aiant consenti, Mr. le Chevalier d'Artagnan, Colonel, se joignit à Mr. de Favars; on baissa les Ponts, & ils se rendirent sur le Glacis auprès de Mr. de Pagnies. Ce dernier exprima en termes exprès, & non changez, qu'il revenoit de la part de Mr. le Général de Fagel, Commandant le Siège, pour témoigner ses bonnes dispositions à faire plaisir à la Garnison de Bouchain; qu'il avoit réfléchi que la condition de Prisonniers de Guerre aiant été rejetée par les Assiégez, il étoit à propos d'imaginer un

1711.

affaire,  
donné par  
la France.

1711. tempérament, un milieu convenable aux deux Parties.

Après plusieurs répliques on comprit une Expedient qui fut, que toute la Garnison seroit sujette simplement à un échange, qu'elle sortiroit avec Armes & Bagages, Enseignes déployées, pour être conduite à Cambrai, avec l'entière liberté de continuer sans interruption ses services dans les Armées & Places du Roi; Mrs. de Favars & d'Artagnan (qui avoient mis ce moïen au jour) aiant assuré qu'il n'y avoit à ajoûter ni retrancher quoi que ce soit. M. de Pagnies sur le champ pria ces Messieurs d'y rester, & de l'attendre, pour lui donner le tems d'aller en rendre compte diligemment à Mr. Fagel, Mr. de Pagnies revint promptement, donna sa parole que Mr. de Fagel consentoit au tempérament proposé: en conséquence il insista pour ramener Mr. le Chevalier d'Artagnan pour Otage, offrant en sa place un Major qu'il avoit eu la précaution d'amener avec lui. Mr. de Favars qui n'avoit été chargé d'aucun ordre, & qui n'avoit parlé que par lui-même, de concert avec Mr. le Chevalier d'Artagnan, demanda à son tour un tems pour informer Mr. de Ravignan de ce qui avoit été agité. Mr. de Ravignan, après avoir tout considéré, accepta la Convention, avec les Conditions ci-dessus énoncées: que Mr. le Chevalier d'Artagnan pouvoit aller au Camp des Alliez avec Mr. de Pagnies pour y servir d'Otage, retenant en échange le Major proposé, lequel Mr. de Favars a amené dans la Place & présenté à Mr. de Ravignan. Ce qui a été exécuté régulièrement.

Cette Convention aiant été regardée comme stable, & non sujette à aucun changement,

dé-

détour ni interprétation, il n'étoit plus question que d'y donner la forme, afin de parvenir à l'exécution par un sincère arrangement. Les Orages donnez de part & d'autre, selon l'usage de la Guerre, en faisoient la sûreté. Le reste de la nuit du 12. au 13. Septembre & partie de la nuit du 13. au 14. se sont passés dans cette confiance; cependant elle a été troublée la nuit du 13. au 14. à deux heures après minuit, par un Aide de Camp de Mr. le Baron de Fagel, Porteur d'une Lettre de ce Général & de deux Copies de Capitulation, signées de Mylord Duc de Marlborough & de Mrs. les Députez des Etats Généraux, avec leurs Cachets. Par la Lettre de Mr. de Fagel, il exigeoit de Mr. de Ravignan de signer ces deux Copies, d'en renvoyer l'une & de garder l'autre. Mr. de Ravignan les ayant lûes n'y trouva que des Apostilles qui conduisoient à des conditions de Prisonniers de Guerre; mais la Convention du dernier Pourparler, sur laquelle on avoit droit de compter, y étant absolument contraire, M. de Ravignan refusa de signer, & renvoia l'Aide de Camp avec une Lettre pour Mylord Duc de Marlborough, & une autre pour M. le Baron de Fagel, leur marquant ses justes plaintes. Le 14. au matin, il fut inspiré & conseillé à M. de Ravignan de demander à s'expliquer avec Mylord Duc de Marlborough & le Baron de Fagel; ce dernier entra dans la Place, & témoigna à Mr. de Ravignan que Mylord Duc l'écouterait volontiers. Mr. de Ravignan y alla, accompagné de Mrs. de la Chaux & Favars. Mylord Duc de Marlborough prononça qu'il n'avoit jamais eu d'autre

1711

intention que de réduire la Garnison de Bouchain à être prisonnière de Guerre , parce qu'elle avoit différé à battre la Chamade jusqu'à la dernière extrémité : qu'à la vérité il avouoit que la Garnison avoit rempli son devoir , mais qu'il avoit par devers lui des raisons particulières de ménager ses Avantages ; qu'il regardoit comme nul l'Entretien & la Négociation de Mr. de Pagnies , qu'il n'y avoit point de part personnellement , & qu'enfin elle n'auroit pas son effet. Dans ce moment Mylord Duc de Marborough , fit prier Mrs. les Députés des Etats Généraux d'entrer , qui trop d'accord avec lui parlèrent de la même façon. Dans cette conjoncture si violente , où la loi du plus Fort étoit la seule Règle , Mr. de Ravignan revint dans la Place , d'où il est sorti avec la Garnison le 14. Septembre à deux heures après midi , pour être conduite par Marchiennes à Tournai.

Comme on défiloit sous les yeux de l'Armée Ennemie , Mr. de Pagnies , plein d'honneur & de bonne foi , affecta de paroître , & dit à haute voix , devant plus de deux cens Officiers des Troupes des Alliez , & en présence d'un Prince de Holstein , „ Mr. de Ravignan & Mrs. de la Garnison de Bouchain ,  
 „ je vous prie de ne me point accuser ni me  
 „ soupçonner ; j'ai porté , donné & reçu des  
 „ paroles , j'en avois l'ordre , & le pouvoir ,  
 „ je suis au desespoir qu'on les ait revoquées ,  
 „ & que l'on m'ait dédit par des maximes que  
 „ je ne connois point. Vous êtes mal-traités , j'en suis offensé , mais regardez-moi  
 „ comme un homme qui n'a jamais pensé à  
 „ vous surprendre ni à vous tromper ; j'aurois

„ etc.



remercié de la Commission ; si j'en eusse 1711.  
 „ prévu les suites.

On laisse au Public à juger sur les circonstances d'un événement qui n'a point d'exemple, qui mérite réparation, & où tous les Gens de Guerre sont intéressez mutuellement.

Nous-souffignez certifions le présent Mémoire contenir fidèlement la vérité. A Tournai ce 16. Septembre 1711.

Signé, *De Ravignan, De Selve, d'Asfr, Favars; le Chevalier de la Chaux, Montauban, Thomé, de Brun, le Chevalier de Ravignan, Beaulieu,*

Quand le Duc de Marlborough eut reçu ce Mémoire & la Lettre dont il étoit accompagné, il y fit la réponse suivante.

M O N S I E U R,

„ J'ai reçu la Lettre que vous m'avez fait  
 „ l'honneur de m'écrire hier, par ordre du Lettre du Duc de Marlborough à Mr. de Villars.  
 „ Roi, pour accompagner le Mémoire de  
 „ Mr. de Ravignan, & des principaux Officiers de la Garnison de Bouchain, au  
 „ sujet de la Capitulation; & quoi-qu'il paroisse par ce Mémoire même que ces Messieurs avouent que tout ce qu'ils prétendent leur avoir été dit par Mr. de Pagnies, étoit sans mon aveu ou celui de Mrs. les Députés de Leurs Hautes Puissances, je ne laisse pas d'être également surpris & sensible, qu'on puisse croire que j'aurois permis aucune infraction de choses promises, ou la moindre violation de la bonne foi. Les manières avec lesquelles j'en

1711.

„ ai agi en tant d'occasions de cette natu-  
 „ re & celles dont j'ai usé envers plusieurs  
 „ de Vos Officiers-Généraux, doivent être  
 „ autant de témoignages auprès du Roi, &  
 „ auprès de tout le monde, de ma droitu-  
 „ re; & je me flatte qu'on me rendra af-  
 „ fez de justice pour croire qu'il ne s'est rien  
 „ fait dans le traitement de cette Garnison,  
 „ qui soit contraire à la Capitulation qui  
 „ leur a été accordée: Vous trouverez par  
 „ la Relation ci-jointe de Mr. le Baron de  
 „ Fagel, & de Mr. de Pagnies, que les choses  
 „ se sont passées si différemment de ce qu'on  
 „ les a représenté dans le Mémoire, qu'il  
 „ n'y a point le moindre fondement ni om-  
 „ bre pour les plaintes qui y sont faites; &  
 „ Mr. le Général de Fagel, bien loin d'avoir  
 „ pris sur lui de leur donner la Capitula-  
 „ tion que ces Mrs. réclament, leur a fait  
 „ dire par l'Orage qu'il a renvoïé, qu'il  
 „ espéroit qu'ils n'accepteroient point cel-  
 „ le que je leur avois offerte, de concert a-  
 „ vec les Députez, à savoir d'être Prisonniers  
 „ de Guerre, afin qu'il eût l'honneur d'em-  
 „ porter la Place l'épée à la main; ce que  
 „ ces Mrs. conviendront eux-mêmes qui  
 „ n'auroit pas manqué d'arriver en moins  
 „ de 24. heures; les Brèches dans le Corps  
 „ de la Place, aussi bien que dans les Ra-  
 „ velins, étant déjà en état, & nos Gens  
 „ logez sur le bord du Fossé, d'une ma-  
 „ nière à pouvoir aller à l'Assaut le lende-  
 „ main. Et c'étoit quelques heures après  
 „ qu'on leur avoit fait ce message; & que  
 „ les hostilités avoient recommencé, que ces  
 „ Messieurs ont trouvé à propos d'arborer  
 „ un

„ un Drapeau blanc pour la seconde fois, & 1711.  
 „ de nous remettre une Porte. Et quant à ce  
 „ que ces Mrs. alléguent, que nous avons tra-  
 „ vaillé pendant ces entrefaites, j'aurai l'hon-  
 „ neur, Monsieur, de vous dire, que lors  
 „ que le Chevalier d'Artagnan est sorti avec  
 „ les autres Otages, en présence de Messieurs  
 „ les Députez, on leur a déclaré qu'on ne se  
 „ laisseroit pas amuser, mais qu'ils devoient  
 „ s'attendre qu'on continueroit le travail, pen-  
 „ dant qu'on traitoit. C'est une circonstance  
 „ dont ces Messieurs tombent d'accord; & je  
 „ suis si persuadé, Monsieur, de votre équité,  
 „ que quand vous voudrez réfléchir sérieuse-  
 „ ment à ces Faits, vous me rendrez la justi-  
 „ ce que mon procédé mérite, & s'il est né-  
 „ cessaire, informerez le Roi, que les plain-  
 „ tes de ces Messieurs sont sans fondement,  
 „ & qu'on leur a tenu au pié de la lettre tout  
 „ ce qui leur a été promis. Vous me permet-  
 „ trez, Monsieur, d'ajouter que le refus qu'on  
 „ fait, de laisser revenir sur leur parole Mr.  
 „ le Comte d'Erbach, le Major-Général  
 „ Bork, le Comte de Denhoff, le Colonel  
 „ Savari & le Major de Waffenaer, en atten-  
 „ dant qu'on puisse convenir de leur échange,  
 „ est si opposé à la manière avec laquelle nous  
 „ en avons toujours usé envers vos Officiers,  
 „ que les Généraux de cette Armée s'en plain-  
 „ gnent hautement, & qu'à moins qu'on adou-  
 „ cisse leur sort, je serai obligé en justice, &  
 „ par ordre de la Reine conjointement avec  
 „ Messieurs les Etats, de rappeler tous ceux  
 „ qu'on a laissé si long-tems sur leur parole en  
 „ France. Je serois fâché que les choses en-  
 „ vinssent à cette extrémité, & il ne dépen-

1711. , dra que des Aisances qu'on donnera de vo-  
 , tré côté de le prévenir. Je suis,  
 Monsieur, &c.

*Signé, Le P. & Duc de MARLBOROUGH.  
 Au Camp sous Bouchain le 19. Septembre.*

Voici maintenant le Mémoire du Général de Fagel, dont il est parlé dans cette Lettre.

Autre Mé-  
 moire du  
 Général  
 de Fagel.

Ce fut le 12. Septembre sur le midi que la Garnison de la Ville de Bouchain battit la Chamade, & envoya des Otages dehors, aux trois Attaques: savoir le Marquis de Brun, & le Chevalier d'Artagnan, Colonels, Mrs. de Rive & Thomé Lieutenans-Colonels, & Mr. la Coufure, Major, qui furent tous menez au Quartier du Général de Fagel, à Mastain. Les Otages de la Basse Ville n'étoient pas encore arrivez au Quartier dudit Général, quand Son Altesse le Prince & Duc de Marlborough s'y rendit avec leurs Nobles Puissances Messieurs les Députez des Etats, & les Premiers Généraux, ce qui fut environ les quatre heures après-midi, quand on fit entrer jusqu'à deux fois les Otages, qui y furent présens: la première fois, pour savoir leur demande, qui étoit, de rendre la Place, à condition que la Garnison sortît avec tous les honneurs de la Guerre, &c. Sur quoi Mylord Duc aiant délibéré, l'on fit pour la seconde fois entrer les Otages, & Son Altesse le Duc de Marlborough leur déclara, que puisque nous étions avancez dans deux Attaques sur le bord du Fossé, contre la Brèche qui étoit considérable, on ne pouvoit leur accorder leur demande; mais qu'ils devoient se rendre Prisonniers de Guerre; à quoi les Otages ne voulurent point du tout.

tout consentir; résolvant d'abord de retourner en Ville. Mylord Duc leur dit, qu'il leur donnoit le tems pour y songer, jusques au lendemain à 7. heures du matin, à condition pourtant, que leurs délibérations n'empêcheroient pas notre Travail, & que nous pousserions toujours nos Ouvrages. Ces Otages retournèrent avec cette réponse; & les Otages de la Basse Ville, qui arrivèrent en même tems, furent aussi renvoiez par le Général de Fagel, par le même chemin qu'ils étoient venus, pour la susdite raison.

Son Altesse le Duc Marlborough & Messieurs les Députez s'en retournèrent chez eux, & le Général de Fagel montant à cheval pour aller à la Tranchée s'informer de l'état de ce qu'on faisoit, & pour donner les derniers ordres pour ce soir, rencontra en son chemin le Colonel Pagnies, qui avoit été Otage dans la Ville, dont il revenoit pour faire son rapport; il dit entre autres choses au Général, que les François plaignoient beaucoup leur malheur, qu'on les vouloit Prisonniers de Guerre, & qu'on l'avoit prié de vouloir parler au Général de Fagel, afin que l'Article de Prisonniers de Guerre pût être modéré. Le Colonel Pagnies ajouta, soit qu'on le lui eût dit dans la Ville, ou bien qu'il le dit lui-même par compassion, que ces gens étoient misérables, qu'ils n'avoient point d'argent pour vivre hors de leur País: & que selon lui, il se persuadoit qu'en faisant la Garnison Prisonnière de Guerre & laissant retourner les Officiers sur leur parole, & changeant les Soldats tous les jours entre les deux Armées, cela les contenteroit; à quoi le Général Fagel répondit, a-

1711. près avoir demandé si les François attendoient quelque réponse là-dessus, qu'il pouvoit aller à la Ville, & dire, qu'en cas que la Garnison eût quelque chose à dire ou à proposer, il s'offrit à s'employer pour eux, sans qu'il leur promît rien, ni qu'il répondît de ce que Mylord Duc leur pourroit accorder; recommandant plusieurs fois, en présence de tout le monde, audit Colonel Pagnies, de ne s'engager à rien, & comme le Colonel étoit allé & venu jusques à deux fois, le Général de Fagel lui reïtera: Je n'entens rien à tout ceci, si les François ont quelque chose à dire, je permets qu'ils me le fassent dire par quelque Officier. Après quoi le Général de Fagel s'en retourna chez lui; & Mr. de Pagnies étant de retour de la Ville, pour la troisième fois, amena le Chevalier d'Artagnan avec lui chez Mr. de Fagel, qui en attendant avoit déjà écrit à Mylord Duc, pour savoir, si l'on pouvoit faire espérer à la Garnison, pour les raisons ci-devant mentionnées, qu'on laisseroit retourner les Officiers sur leur parole, & qu'on feroit échanger les Soldats.

La Lettre fut portée par le Major de Brigade au Camp, lors qu'entre les 10. & 11. heures du soir, le Marquis de Brun & le Major Coufure arrivèrent de la Ville au Quartier du Général, qui prétendoient, qu'on avoit donné des Otages, & que nonobstant on travailloit dans les Tranchées, contre les Maximes & Coûtumes de Guerre; le Général leur dit qu'il ne savoit rien d'aucun Otage, qu'il avoit permis à un Officier de la Garnison de sortir, pour lui venir dire ce que la Garnison souhaitoit, & ce qu'il n'avoit pû comprendre par Mr. de Pagnies, & qu'il

qu'il avoit écrit en leur faveur à Mylord Duc, dont il attendoit la réponse. Qu'il étoit fort surpris de les voir là, qu'ils n'avoient qu'à s'en retourner à la Ville, n'ayant rien à leur dire, & en cas qu'on fît dans la Tranchée quelque chose qui leur déplût, qu'ils pouvoient tirer dessus. Que Mylord Duc lui-même les avoit avertis, qu'on ne vouloit pas cesser de travailler ni perdre du tems: ainsi, qu'ils ne devoient pas être surpris qu'on travaillât dans la Tranchée. Et comme le Marquis vouloit encore repliquer, le Général de Fagel lui protesta sous serment, qu'il aimeroit mieux qu'ils persistassent à se défendre, que de les voir se rendre par Capitulation, afin qu'il pût avoir l'honneur de les prendre l'épée à la main. Dans ce tems-là, on commença à tirer de nouveau de part & d'autre, & le Marquis de Brun avec le Major s'en retournèrent à la Ville. Tout ceci s'étant passé en présence du Chevalier d'Artagnan: celui-ci resta cependant, & coucha chez le Général de Fagel, pour attendre la réponse de Mylord Duc, dont je coucherai le contenu en son entier, afin qu'on voie que j'ai tâché de faire plaisir à la Garnison de Bouchain, & que le Duc de Marlborough a toujours protesté, sur ce qu'il avoit déclaré aux Otages: savoir, que la Garnison devoit être Prisonnière de Guerre.

1711.

*Copie de la Lettre de Son Altesse  
Mylord Duc écrite au Général  
de Fagel, le 13. Septembre à  
deux heures du matin.*

M O N S I E U R,

„ E N réponse de l'honneur de Votre Let-  
„ tre, il me semble que par la Capitula-  
„ tion, on ne doit rien promettre à la Gar-  
„ nison; mais exiger qu'elle se rende Pri-  
„ sonnière de Guerre; j'aurai l'honneur de  
„ passer demain chez vous. Je suis très-fin-  
„ cèrement,

Monsieur,

*Votre très-humble & très-  
obéissant Serviteur.*

Signé, Le P. & Duc de MARLBOROUGH.

Le matin du 13. à 6. heures, le Général de Fagel mena le Chevalier d'Artagnan en Calèche à la Communication des deux Attaches; lui déclarant en chemin, qu'il s'étoit employé pour la Garnison, pour lui procurer quelque modération, à l'égard de ce qu'on les demandoit Prisonniers de Guerre; mais qu'il n'y avoit pû réussir: ainsi, qu'il le prioit de rentrer dans la Ville, pour demander la résolution de la Garnison, pour se rendre Prisonniers de Guerre, sans aucune Condition; & comme le Chevalier protesta, que la Garnison ne se rendroit jamais à de telles Conditions, qu'ils aimeroient mieux se sacrifier tous, & périr sur la Brèche, prononçant cela.



cela avec beaucoup d'émotion & de feu, le 1711.  
 Général lui répondit, que c'étoit leur affaire, qu'ils n'avoient qu'à prendre leur parti; que la Garnison lui feroit beaucoup de plaisir, de prendre la résolution de se défendre, afin qu'il eût l'honneur de les emporter l'épée à la main, comme il leur avoit déjà dit; pressant le Chevalier d'entrer en Ville, & obligeant tous ceux de la Tranchée de rentrer dans les Approches. En même tems le Chevalier d'Artagnan, peu content d'être employé pour faire un tel message, demanda combien de tems on lui accordoit pour apporter la réponse; & comme on lui répondit; une seule heure, & qu'on demandoit une Porte avant ce tems-là; qu'on ne vouloit point perdre la journée, étant tems de faire les dispositions pour ce jour-là; le Chevalier fut de retour, avant que l'heure fût expirée; n'apportant aucune résolution finale, sur la Proposition dont il étoit chargé, à savoir, que la Garnison se rendit Prisonnière de Guerre, sans condition, & remit une Porte dans l'instant. Le Chevalier là-dessus demanda pour aller parler à Son Altesse le Duc de Marlborough, sur ce que ledit Chevalier prétendoit, que nonobstant que le Duc de Marlborough voulût la Garnison Prisonnière de Guerre, il leur avoit fait espérer, qu'il lui permettroit de sortir avec les honneurs: ce que le Général de Fagel refusa; disant pour raison, qu'il avoit des ordres exprès, & positifs de Son Altesse le Duc de Marlborough par écrit, pour ne leur accorder autre Capitulation que celle d'être Prisonnière de Guerre, sans condition; & qu'ainsi, il étoit inutile de penser à d'autres explications, mais

1711.

mais en cas que Sadite Altesse leur eût fait espérer quelque adoucissement, qu'il ne doutoit pas qu'il n'en usât avec sa bonté accoutumée.

Sur quel fait, Moi le soussigné, me trouve obligé de dire, qu'étant présent lorsque S. A. le Duc de Marlborough, accompagné de Mrs. les Députés de L. H. P. répondit aux Otages sur leurs demandes, il leur déclara nettement qu'ils ne devoient s'attendre à autre Capitulation, que celle de Prisonniers de Guerre; mais qu'on laisseroit aux Officiers leurs Epées, & leurs Bagages; lesquelles Conditions ont été ponctuellement exécutées. Ledit Chevalier étant renvoyé en Ville avec ce Message, auquel on demanda une Réponse categorique, retourna peu de tems après, avec cette réponse, que la Garnison acceptoit ladite Proposition, & qu'on alloit livrer une Porte; demandant seulement le tems pour retirer leurs Troupes. Le Général de Fagel ordonna alors au Général Major Boisse, qui commandoit dans la Tranchée, d'envoyer 200. hommes avec un Lieutenant-Colonel pour occuper la Porte, que les Ennemis avoient promis de remettre dans une demie heure; ainsi qu'il fut exécuté dans le tems susdit.

*Signé, F. N. Baron de FAGEL.*

*Fait au Camp sous Bouchain ce 20.  
Septembre 1711.*

*Mémoire*

*Mémoire de Mr. le Colonel Pa-* 1711  
*gnies, Commandant un Batail-*  
*lon des Gardes Hollandoises.*

„ **M**Oi souffigné aiant lû la Rélation ci-  
 „ jointe de Mr. le Baron de Fagel, Gé-  
 „ néral de l'Infanterie de Leurs Hautes Puif-  
 „ sances les Seigneurs Etats Généraux, con-  
 „ cernant ce qui s'est passé à la Reddition  
 „ de la Ville de Bouchain, où j'ai été en-  
 „ voïé pour Otage, déclare que les faits a-  
 „ vancez dans ladite Rélation sont très-véri-  
 „ tables dans chaque circonstance, & je m'y  
 „ raporte pour éviter la répétition des choses  
 „ si bien & si clairement détaillées, protes-  
 „ tant en même tems que je n'ai pas été auto-  
 „ risé ni de Mr. le Baron de Fagel ni d'au-  
 „ cun autre Général, pour accorder une Ca-  
 „ pitulation à la Garnison de Bouchain, ni  
 „ ne me suis engagé, ou ledit Général de Fagel,  
 „ à rien d'autre que d'emploïer simplement  
 „ de bons Offices, pour obtenir pour ces  
 „ Messieurs quelque adoucissement aux termes  
 „ dont ils se plaignoient si amèrement: mais  
 „ son Altesse le Duc de Marlborough n'ayant  
 „ pas trouvé à propos de rien relâcher de la  
 „ Capitulation, qu'il leur avoit voulu accor-  
 „ der en premier lieu, cette réponse a été si-  
 „ gnifiée à ces Messieurs par Mr. de Fagel,  
 „ en termes nets, & non sujets à aucun mesen-  
 „ tendu, & ç'a été après qu'ils en ont été bien  
 „ informez, qu'ils se sont rendus, & qu'ils  
 „ nous ont livré une Porte.

„ C'est pour cette raison que je n'ai pû lire  
 „ sans étonnement la Copie d'un Mémoire,  
 „ envoïé par ces Messieurs en France, dans  
 „ le:

L'Armée des François & celle des Alliez 1711.  
 étoient si proches l'une de l'autre lors qu'elles  
 campoient près de Bouchain, que l'on publioit <sup>Les deux Armées se</sup>  
 que Mr. de Villars ne s'obstinoit à demeurer <sup>separant.</sup>  
 si long-tems à Palliencourt où il étoit, que  
 pour éviter le danger qu'il y auroit à dé-  
 camper si proche des Ennemis. Les Alliez  
 franchirent les premiers ce danger, sans que  
 l'Armée Françoisse se mît en état d'en profiter  
 en donnant tout au moins sur leur Arrière-  
 Garde. Mr. de Villars se contenta de s'avan-  
 cer à la tête de plusieurs Escadrons jusqu'à  
 l'Escaut, pour reconnoître leur marche qui se  
 fit en plein jour, Tambour battant, & Trom-  
 pette sonnante dans le meilleur ordre du mon-  
 de. Les Troupes du Siège se joignirent au  
 delà de ce Fleuve à l'Armée du Duc de Marl-  
 borough, qui alla camper à Beaufort entre  
 Denain & Marchiennes. Ensuite ce Général  
 fit un tour à Bouchain pour en visiter les For-  
 tifications qu'on avoit ordonné de reparer; il  
 fit entrer dans cette Place les 3. Bataillons  
 destinez pour y demeurer en Garnison; en-  
 suite dequoi il retourna à l'Armée des Alliez &  
 fit les dispositions nécessaire; pour la séparer  
 entièrement. Ainsi fut terminée la dernière  
 Campagne de ce Général, qui ajouta à la  
 Gloire qu'il s'étoit acquise par tant d'exploits  
 une Conquête des plus importantes que les  
 Alliez pussent faire. Sa sage conduite durant  
 tout le cours de cette Guerre, soutenuë d'u-  
 ne valeur égale à son expérience, & les grans  
 services qu'il avoit rendus à la Cause com-  
 mune méritoient sans doute une autre récom-  
 pense que celle qui l'attendoit à Londres à son  
 retour; mais tel est le sort des Qualitez He-  
 roi-

1711. roïques qu'elles font souvent plus d'Envieux que d'Imitateurs. Toutefois la modestie de ce Prince dans une disgrâce si peu méritée fit encore mieux son éloge que tout l'éclat de sa bonne fortune. Aussi surmonta-t-il ensuite ces revers, & le Roi George, glorieusement Règnant aujourd'hui, & juste Estimateur des choses, rendit justice à ce Général dont il connoît tout le prix.

Comment  
le Maré-  
chal de  
Villars fut  
reçu du  
Roi.

Le Maréchal de Villars de son côté conduisit l'Armée Françoisse dans ses Quartiers. Il envoya ses gros Bagages à Bapaume & à Peronne, & de là vers la Sambre; & après avoir fait partir la Maison du Roi, il partit lui-même & se rendit en Poste à Versailles. Il y fut très-bien reçu de Sa Majesté, qui lui dit en présence de la Cour: *Je suis plus content de vous cette année, que je ne le suis des autres. Il y a bien des Frondeurs; méprisez-les, comme je fais: & jouissez d'une tranquillité parfaite, puis que vous avez suivi mes ordres en tout ce que vous avez fait.*

FIN DU XVII. LIVRE.

HIS-



# HISTOIRE

## DE

# LOUIS XIV.

### ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE.

#### LIVRE DIXHUITIEME.

*Contenant les Intrigues de la Cour de France avec celle d'Angleterre jusqu'à la Suspension d'armes générale conclue au mois d'Août 1712.*

**T**out le monde desiroit la Paix ,  
 mais une Paix solide , qui pût vé-  
 ritablement mettre fin aux misè-  
 res & aux calamitez de la Guer-  
 re , & non qui jettât des fonde-  
 mens pour la recommencer avec plus de su-  
 reur , comme il étoit arrivé tant de fois. Dans  
 cette disposition , on peut juger combien les es-  
 prits furent réjouis en France & alarmez par tout  
 ailleurs , dès qu'il parut que les principes de  
 l'Union des Hauts Alliez , après avoir été sui-

1711.

*Intrigues  
de la France  
à la Cour  
d'Angle-  
terre pour  
li détacher  
des Alliez.  
Hist. du  
Congrès  
d'Utrecht.  
Rapport du  
Comité  
Secret.*

vis

1711. vis pour eux de tant de glorieux succès, étoient en danger d'être ébranlez & de tout ébranler avec eux, par les mesures prises pour les diviser. Comme les grandes Révolutions arrivées dans la suite à cet égard, & qui ont le plus influé sur l'Etat présent de l'Europe, prirent leur origine en Angleterre; il ne sera pas hors de propos d'en rapporter ici en abrégé la naissance & les progrès.

Sermon  
séditieux  
du D. Sa-  
cheverel  
jeté dans  
Londres  
des semen-  
ces de Di-  
vision.

Il y a par tout des gens qui aiment à se distinguer par la singularité de leurs opinions; un Ecclesiastique \* prêchant dès les derniers jours de l'année 1709. en présence du Lord Maire & du Magistrat de Londres, sonna le tocsin, pour ainsi dire, comme si l'Eglise & l'Etat eussent été dans un danger éminent par les Faux Frères. Son Discours séditieux fit grand bruit & fut déferé au Parlement, qui se fit une affaire des sentimens de cet homme, par rapport au grand nombre & à la qualité de ceux qui prirent parti pour & contre. La chose devint sérieuse, d'autant plus que la Doctrine prêchée par cet Ecclesiastique influoit & régloit les devoirs des Sujets à l'égard de l'Obéissance qu'ils doivent à leur Souverain. Ce Docteur prétendoit accréditer, comme une obligation indispensable, une Soumission sans réserve à toutes les dispositions des Souverains, & venoit insensiblement à *taxer d'injustice la dernière Révolution*, par laquelle le Roi Jâques s'étoit vu dépouillé de la Couronne; & par une suite nécessaire à conclure *que celui qui lui avoit succédé au Trône, avoit été possesseur d'un bien qui ne lui appartenoit pas.* Mais pour ne  
pa-

\* Le Docteur Sacheverel.

paroître pas reprocher la jouissance de la première *Usurpation* à la Reine qui étoit alors sur le Trône, ce Docteur crut se décharger de la haine qu'un semblable reproche pouvoit lui attirer, en faisant semblant de soutenir en faveur de cette Princesse, le Devoir indispensable de l'Obéissance aveugle qu'il exigeoit des Sujets. Il crut donner par là l'idée d'un grand zèle pour sa personne à ceux qui ne réfléchissoient pas sur la contradiction de deux Principes tout à fait opposés; savoir qu'on doit obéir sans réserve aux Souverains, quoiqu'ils puissent faire ou commander, & qu'on devoit cette même obéissance à une Princesse, qui, selon sa supposition, n'étoit montée sur le Trône, que parce qu'on avoit manqué à ce premier Devoir.

L'occasion éloignée qu'on avoit prise d'accréditer ce Devoir de l'Obéissance aveugle, (car tout le monde ne crut pas que le Docteur se fût avancé de lui-même à le prêcher,) fut de la Reine  
 je ne fai quel déplaisir que la Reine avoit conçu au sujet de la Promotion d'un certain Officier, où elle avoit trouvé de l'opposition. Une Intrigue maniée sourdement par des Femmes aigrit l'esprit de S. M. B. contre le Duc de Marlborough, son Général, qu'elle avoit si souvent loué, & des grans Services duquel les deux Chambres du Parlement l'avoient si souvent remercié. La Gloire la mieux méritée & la plus légitimement acquise a cela de fâcheux qu'elle soulève quelquefois l'envie de ceux qui n'y peuvent point avoir part, quoi-qu'ils en profitent, autant & plus que les autres. Dès qu'on eut réussi à semer du mécontentement dans l'esprit de la Reine, il ne fut pas difficile de lui  
 per-

Quelle  
fut la cause  
du mécon-  
tentement  
de la Reine  
de la G. B.



1711. persuader , que tous ceux qui tenoient à la personne & qui dépendoient du crédit de ce Général, étoient à peu près dans les mêmes sentimens , & aussi disposez que lui à abuser de la confiance qu'on avoit en eux. Ces soupçons produisirent bientôt leur effet; Mylord Sunderland, Premier Secrétaire d'Etat, & Mylord Godolphin, Grand Trésorier, furent démis de leurs Charges. Le Grand Chancelier, le Grand Maître de la Maison de la Reine , le Second Secrétaire d'Etat , & le Viceroi d'Irlande , prevoiant qu'ils ne pourroient éviter de ressentir aussi les effets de cette Disgrace, & de la nouvelle Faveur des Ennemis déclarez du Général , renoncèrent d'eux-mêmes à leurs Emplois. Ce changement enfla le cœur de ceux à qui on donnoit les Charges des Disgraciez. Et comme le penchant naturel des hommes à la Nouveauté les entraîne à se distinguer par la part qu'ils y prennent , quand ce ne seroit que par leur seule approbation; on n'entendit de tous côtez que des Déclamations & l'on ne vit que des Libelles pour décrier ceux qu'on voioit dans la Disgrace. La persécution alla jusqu'aux moindres personnes qu'on savoit avoir encore quelques sentimens d'estime pour le Général & pour sa Famille. La Nation entière, selon son humeur, prit hautement parti, & les uns & les autres voulurent bien prendre differens noms, selon leurs attachemens differens. Ceux qui paroïssent tenir pour l'Obéissance sans réserve aux Volontez du Souverain furent appelez *Rigides*; & le nom de *Moderes* demeura à ceux qui ne portoient pas si loin cette Maxime, qui devient souvent incommode à ceux-  
là

là mêmes qui la soutiennent plus vivement, dès qu'elle commence à choquer leurs Passions & leurs Préventions. 1711.

Comme ces noms ne firent que succéder à ceux de *Whigs* & de *Toris*, qui doivent leur naissance aux Divisions arrivées à la fin du Règne de Charles II. & qu'ils sont moins connus dans les autres Pais que ceux d'*Episcopaux* & de *Presbyteriens*, sous lesquels on a coutume de comprendre les deux Partis opposés qui sont en Angleterre; on ne sera peut-être pas fâché de voir ici un Mémoire\*, dans lequel cette Histoire des *Whigs* & des *Toris* est écrite d'un manière nette, judicieuse, & très-succinte.

Sur la fin du Règne de Charles II. on découvrit en Angleterre, (comme je l'ai dit) en 1678. & 1679. une grande Conspiration des Catholiques Romains contre l'Etat. „ La chose „ aiant été portée au Parlement, on procéda d'une manière si unanime dans la recherche d'une affaire qui sembloit intéresser tout le Parti Protestant, que plusieurs Seigneurs Catholiques, & beaucoup de Jésuites, de Moines & de personnes d'un rang inférieur furent mis en prison & quelques-uns exécutez à mort. Le Parlement étoit composé d'Episcopaux pour la plupart, qui étant touchez de l'énormité des Faits, & de l'évidence des Dépôts, concoururent à l'Enquête & à la Punition avec beaucoup de zèle, comme étant persuadés

Tome IX.

K

dez

\* Ce Mémoire, pour le fond de la matière, est conforme à la Dissertation qu'a donnée depuis peu sur ce sujet M<sup>r</sup>. THOMAS RAPIN.

1711. „ dez que-la personne du Roi étoit en danger,

„ Mais le Duc d'Yorc aiant trouvé le moien  
 „ de faire comprendre au Roi qu'une bonne  
 „ partie de la Conspiration étoit suposée, &  
 „ que les desseins de ceux qui en pouffoient  
 „ la recherche, ne tendoient qu'à mettre son  
 „ Gouvernement en danger, aussi bien que sa  
 „ personne, en le taxant tacitement d'être de  
 „ la partie avec ceux qui vouloient établir le  
 „ Papisme; il fut résolu dans un Conseil se-  
 „ cret que le Duc d'Yorc, comme Chef du  
 „ Parti Catholique, quoique déguisé, s'éloi-  
 „ gneroit, & que le Roi se chargeroit du soin  
 „ de tirer d'affaire tout le Parti.

„ Pour mieux réussir dans ce projet, il  
 „ changea tout d'un coup tout le Conseil, &  
 „ même il donna toutes les Charges lucrati-  
 „ ves & Honoraires au Parti qu'il vouloit rui-  
 „ ner; si bien qu'il sembloit s'être mis entiè-  
 „ rement entre leurs mains.

„ Il en arriva aussi-tôt ce qu'il avoit pré-  
 „ vû. Le Parti Presbyterien se voyant caref-  
 „ sé vint à se flater qu'il pourroit gagner le  
 „ dessus, & sur cela on publia quantité de Li-  
 „ belles contre les Evêques & leur Parti,  
 „ comme Gens à demi Papistes, & qui au fond  
 „ ne se soucioient pas d'aprofondir la Conspira-  
 „ tion.

„ Ceux-ci se voyant poussez, & craignant  
 „ qu'en effet le Peuple ne les prît en aversion,  
 „ résolurent de s'attacher à la Cour; & com-  
 „ me ils pouvoient beaucoup dans les Provin-  
 „ ces, ils commencèrent à faire des Adresses  
 „ au Roi, sur la découverte de la Conspira-  
 „ tion, dans lesquelles ils l'assuroient de leur  
 „ attachement, non seulement contre les Pa-  
 „ pistes,

„ piftes, mais auffi contre tous les autres Par- 1711.  
 „ tis qui voudroient brouiller.

„ La Cour alors ravie de voir réuffir fon pro-  
 „ jet, après avoir éludé les efforts d'un Parle-  
 „ ment aflemblé en 1680. qui vouloit exclure  
 „ le Duc d'Yorc de la Couronne, abandonna  
 „ aux Epifcopaux tous les non-Conformiftes  
 „ du Roïaume, & leur permit de les perfec-  
 „ ter; ce qu'ils firent d'une manière terrible  
 „ par le moïen d'un Acte de Parlement paflé  
 „ fous la Reine Elizabeth, qui portoit coup  
 „ également & contre les Papiftes & contre  
 „ les non-Conformiftes. Mais les premiers eu-  
 „ rent la faveur tacite pour eux, & n'en souff-  
 „ riront point.

„ Cette conduite ne choqua pas feulement  
 „ les non-Conformiftes, mais généralement  
 „ toutes les perfonnes bien intentionnées du  
 „ Parti Protestant, & fur tout une bonne par-  
 „ tie de la Noblefle des Provinces, qui étant  
 „ perfuadée de la vérité d'une Conspiration  
 „ qui tendoit à remettre le Papifme dans le  
 „ Roïaume (ce qui auroit été fuivi d'une ref-  
 „ titution générale de tous les biens d'Eglife)  
 „ fe trouva intéreffée & dans le Tempo-  
 „ rel & dans le Spirituel. Ainfi l'on recom-  
 „ mença, dans trois Parlemens confecutifs,  
 „ la réfolution d'exclure le Duc d'Yorc,  
 „ comme le feul moïen d'affurer la Religion  
 „ & l'Etat.

„ Ce fut dans la chaleur de ces contesta-  
 „ tions, que nâquirent les noms odieux de D'où viennent ces noms & ce qu'ils fignifient.  
 „ *Toris* & de *Whigs*, tirez, l'un d'Irlande, &  
 „ l'autre d'*Ecoffe*. Un *Tori* en Irlande, dans  
 „ le fens naturel, eft un Bandit qui vole fur les  
 „ grans chemins: On nomma en Angleter-

1711. „ re ceux qu'on soupçonnoit de vouloir fa-  
 „ voriser le Papisme *Toris*, c'est à dire, Gens  
 „ de sac & de corde, qui pour leur intérêt  
 „ particulier sacrifioient les Loix & le bien  
 „ de l'Etat. Un *Whig* est un nom d'oppro-  
 „ bre en Ecosse, donné aux non-Conformis-  
 „ tes qui prêchoient en Campagne, & qui, la  
 „ force à la main, vouloient une Liberté de  
 „ Conscience à leur mode, & l'on appela de  
 „ ce nom-là en Angleterre ceux qui paroîs-  
 „ soient le plus mécontents du procédé de la  
 „ Cour.

„ Mais il y avoit un troisième Parti, qu'on  
 „ nommoit *Trimmers*, c'est à dire, Gens qui  
 „ tiennent la Balance égale, lequel faisoit plus  
 „ de peine à la Cour que les Whigs; car en  
 „ se joignant à eux dans les affaires essentielles  
 „ & les abandonnant après dans leurs empor-  
 „ temens, ils donnoient la Loi aux deux Par-  
 „ tis, & la Cour n'y trouvoit pas son comp-  
 „ te. Le Roi Charles ne les pouvoit souffrir  
 „ & ne cessoit d'en parler comme de Gens  
 „ plus dangereux que les Whigs; si bien qu'à  
 „ force de les décrier, il les obligea de se  
 „ joindre aux derniers, & par ce moyen la di-  
 „ vision s'augmenta presque sans remède. Le  
 „ Duc d'York avoit cependant été en Ecosse,  
 „ où il avoit si fort obligé le Parti Episcopal,  
 „ qu'il en fut extrêmement aimé en Ecosse &  
 „ en Angleterre: en sorte que les Parlemens  
 „ qui le vouloient exclure, aiant été dissous  
 „ sans en pouvoir venir à bout, il revint  
 „ tout glorieux en Angleterre, où le Roi  
 „ pour un tems s'abandonna à sa condui-  
 „ te.

„ Sur ces entrefaites le Duc de Mon-  
 „ mouth

mouth se déclara Chef des *Whigs*; & com- 1711.  
 „ me beaucoup de personnes de qualité s'at-  
 „ tachoient à lui, & que le Roi ne pouvoit se  
 „ résoudre à le perdre, à cause qu'il étoit ce-  
 „ lui de tous ses Enfans naturels pour lequel il  
 „ avoit le plus de tendresse; la Cour qui de-  
 „ formais ne se gouvernoit que par le Duc  
 „ d'Yorc, prit le parti d'attaquer le Comte  
 „ de Shaftsburi, qu'on croïoit le plus habile  
 „ homme du côté des Mécontents, & le Grand  
 „ Conseiller du Duc de Monmouth.

„ Cette poursuite ne réussit point, parce  
 „ que les *Whigs* se trouvant alors dans les  
 „ Magistratures, donnèrent au Comte un  
 „ nombre de Jurez, qui ne trouva pas qu'il  
 „ y eût lieu de le poursuivre en Justice; de  
 „ sorte qu'il fut relâché & absous pour un  
 „ tems.

„ La Cour vit bien par cette épreuve,  
 „ qu'elle ne pourroit pas venir à bout de ses  
 „ desseins, sans avoir les Jurez de son Parti;  
 „ Et comme leur Nomination dépend  
 „ des Scherifs de Londres, elle fit en sorte  
 „ que dans l'Élection des derniers, Elle  
 „ l'emporta pour ses Créatures par l'Autôri-  
 „ té du Maire de Londres, qui étant hom-  
 „ me foible, se laissa emporter dans cette oc-  
 „ casion à décider contre la pluralité des voix.  
 „ Cela contribua extrêmement à animer les  
 „ Partis, qui étant déjà distinguez par des  
 „ noms differens, ne tardèrent pas beau-  
 „ coup à passer de la distinction à la haine  
 „ ouverte; dont le Comte de Shaftsburi  
 „ prévoïant les suites, il prit le parti en ha-  
 „ bile homme, de se retirer en Hollande.  
 „ La Cour aussi-tôt suposa une Conspira-

1711.

„ tion aux *Whigs*, parmi lesquels il se trouva  
 „ quelques faux Frères, qui pour se sauver,  
 „ ou peut-être gagnez par la Cour, portè-  
 „ rent témoignage contre leur Parti; & il en  
 „ coûta la vie à plusieurs personnes de qualité  
 „ d'entr'eux. Le Duc de Monmouth fut mê-  
 „ me réduit à se cacher long-tems, & enfin à  
 „ se retirer hors du Roïaume. Les *Toris*  
 „ triomphèrent alors, & se donnèrent carriè-  
 „ re par tout contre les *Whigs*, les traitant de  
 „ Rebelles & de mal' intentionnez pour l'E-  
 „ tat; ce que ceux-ci furent contraints de  
 „ souffrir.

„ La Cour étoit en ce tems-là si absolu-  
 „ ment gouvernée par le Duc d'Yorc, que  
 „ toutes les Charges étoient remplies de ses  
 „ Créatures, tant à Londres que dans les Pro-  
 „ vinces. Dans les Adresses qui venoient en  
 „ foule de tous côtez, on le mettoit presque  
 „ au même rang avec son Frère; Et tout ce  
 „ que la flatterie & la bassesse pouvoient in-  
 „ venter, étoit mis en usage pour les remer-  
 „ cier tous deux de la protection qu'ils don-  
 „ noient aux *Whigs*. Mais le Roi Charles II.  
 „ qui avoit toute sa vie appréhendé d'être la  
 „ proie d'un Parti, commença à ouvrir les  
 „ yeux, & à remarquer que son Frère s'é-  
 „ toit insensiblement emparé de son Autô-  
 „ rité: qu'il n'osoit rien refuser ni à lui  
 „ ni à ses Créatures, & qu'en un mot la  
 „ Faction dominante commençoit à le comp-  
 „ ter pour rien. Comme il étoit habile à  
 „ passer d'un Parti dans un autre, qui est la  
 „ chose la plus délicate dans toute la Politique  
 „ des Rois, il commença sous main à don-  
 „ ner quelque soulagement aux *Whigs*: il

„ fai-

„ faisoit paroître du chagrin , quand on le 1711.  
 „ pressoit sur certaines choses ; & il y a  
 „ de l'apparence qu'il alloit encore une  
 „ fois éloigner son Frère sous prétexte de  
 „ mieux assoupir les differens des Partis ,  
 „ lorsque tout d'un coup il fut emporté d'une  
 „ mort subite.

„ Les *Toris* furent ravis de sa mort , &  
 „ sans faire la moindre opposition à un Prin-  
 „ ce que trois Parlemens avoient jugé indi-  
 „ gne de la Couronne, ils souffrirent qu'il s'en  
 „ mît hautement en possession , & ils lui fi-  
 „ rent toutes les promesses imaginables de fi-  
 „ delité & de soumission. Huit jours après  
 „ son avènement à la Couronne , il leva le  
 „ masque , & se déclara Catholique-Romain.  
 „ Mais l'assurance qu'il donna de protéger la  
 „ Religion établie, lui attirèrent de nouvelles  
 „ soumissions ; & lorsque , peu de tems après,  
 „ il assembla un Parlement tout composé de  
 „ *Toris* , on ne voulut point d'autre assurance  
 „ de sa parole, que sa parole même. Et sans  
 „ faire aucune réflexion sur l'avenir , on ne  
 „ lui refusa aucune de ses demandes ; on lui  
 „ confirma tout le revenu ; on y ajouta un  
 „ don de plus de deux Millions de liv. sterl.  
 „ & enfin on agit tout de même que si le Ciel  
 „ eût envoyé un Protecteur au Parti Protec-  
 „ tant , & non un Prince zélé Catholique-  
 „ Romain , & dévoué aux Directeurs qui le  
 „ gouvernoient.

„ Le Due de Mourmouth , qui étoit hors  
 „ du Roïaume , croïant les *Whigs* au defes-  
 „ poir & s'impacientant dans son exil , se dé-  
 „ termina à l'une des plus téméraires entre-  
 „ prises qu'il étoit possible d'imaginer. Car



1711. „ avec un seul Vaisseau & quelques 60. Va-  
 „ lontaires, il vint descendre en Angleterre,  
 „ le Parlement séant, & il attaqua un Prince  
 „ fortifié de tout ce qui le pouvoit soutenir,  
 „ avec une poignée de Paisans. Les *Whigs*  
 „ ne branlèrent point en sa faveur, parce que  
 „ les plus considérables d'entr'eux ne l'a-  
 „ voient jamais jugé digne de la Couron-  
 „ ne. Ainsi la Cour vint aisément à bout de  
 „ le défaire, & il païa sa témérité de sa tête.  
 „ La mort de ce Chef de Parti mit la  
 „ Cour tout à fait en liberté, ce qui fit  
 „ qu'elle se pressa dans la seconde Séance du  
 „ Parlement de faire une tentative pour obli-  
 „ ger ce Corps à se relâcher de la rigueur des  
 „ Loix en faveur des Catholiques-Romains.  
 „ Mais elle y rencontra tant d'oppositions  
 „ qu'il falut séparer l'Assemblée, & peu  
 „ de tems après la dissoudre entièrement.  
 „ Les *Whigs* moderez de l'Eglise Angli-  
 „ cane reprirent courage alors, & profitèrent  
 „ si bien de la faute que la Cour avoit fai-  
 „ te, que dans les Provinces elle fut con-  
 „ trainte de changer tous les Magistrats, &  
 „ d'y introduire autant qu'elle pouvoit des  
 „ Papistes; & quand on en manquoit, on  
 „ prenoit des gens de peu, violens, dévoüez  
 „ au Torisme, & l'on en faisoit des *Juges*  
 „ de Paix. Mais cela ne suffisant pas, & la  
 „ Cour étant outrée de voir qu'un Parti  
 „ qu'elle avoit tant dupé, & pour lequel elle  
 „ n'avoit que du mépris, se fût opposé si  
 „ vigoureusement à ses desseins, elle crut  
 „ qu'une Liberté de Conscience pourroit re-  
 „ concilier les *Whigs* avec elle, & qu'elle s'en  
 „ serviroit pour ruiner les *Toris*, ne se fai-  
 „ sant

„ fant pas une affaire après cela de venir à  
 „ bout des *Whigs*. On découvrit bien-tôt la  
 „ finesse , & l'on ne vit donner là dedans  
 „ que quelques Fanatiques, comme les Qua-  
 „ kers & les Anabaptistes, ce qui n'affoiblis-  
 „ soit point du tout l'Eglise Anglicane ; mais  
 „ au contraire en lui faisant voir le péril ,  
 „ l'obligea à faire quelque sorte de répara-  
 „ tion par écrit aux *Whigs* , & à leur pro-  
 „ mettre un meilleur traitement, du moins  
 „ si jamais on assembloit un Parlement. C'é-  
 „ toist l'effet des intrigues des *Whigs* Epis-  
 „ copaux, qui ont toujours été les plus con-  
 „ sidérables dans l'Etat, & sur lesquels ce  
 „ peu de Presbyteriens qui restoit ( car ce  
 „ Parti étoit fort affoibli ) s'appuioit le  
 „ plus.

„ On fait assez les suites des Conseils vio-  
 „ lens de Jâques II. & de quelle manière en-  
 „ fin se voiant destitué d'amis & abandonné  
 „ par ses Troupes , il fut réduit à quitter le  
 „ Roïaume & la Couronne , dont peu de  
 „ tems après on le déclara déchu , pour en  
 „ revêtir le Roi Guillaume & la Reine Ma-  
 „ rie. Ce mouvement fut si rapide , & le  
 „ changement si prompt, que les Partis n'eus-  
 „ sent pas le loisir de se reconnoître. Il sem-  
 „ bloit même qu'ils avoient donné leur ani-  
 „ mosité mutuelle au bien de la Nation.  
 „ Mais cela ne dura pas long-tems ; car si-  
 „ tôt que les affaires générales furent réglées  
 „ & qu'on eut un peu reconnu la force  
 „ des Partis dans la *Convention* , leurs hai-  
 „ nes se réveillèrent. Les *Whigs* Episco-  
 „ paux se voiant favorisez & en possession

1711. » des Charges, & se souvenant d'avoir été  
 » mal-traitez par les *Toris*, résolurent de  
 » s'en faire faire réparation & par des Actes  
 » de Parlement de punir d'une manière  
 » ou d'autre tout le Parti des *Toris*, en publiant  
 » divers chefs d'accusation, sur chacun  
 » desquels ils prétendoient faire des exemples.  
 » Cela s'étendoit bien loin, car en voulant  
 » augmenter le nombre des Coupables, on les  
 » rendoit en même tems plus considérables,  
 » en obligeant les *Toris* à se lier fortement  
 » ensemble. De sorte que pendant que les *Whigs*  
 » ne vouloient pardonner à personne, & que les  
 » *Toris* vouloient protéger jusqu'aux plus  
 » scandaleux Malfaiteurs de leur Parti, les  
 » Animositez crurent à un tel point, que les  
 » affaires générales en furent négligées;  
 » & quoi que l'on eût sur les bras une  
 » Guerre avec la France, on s'oublia jusqu'à  
 » traverser tout ce qui pouvoit la pousser.  
 » Le Roi, quoique Prince d'une très grande  
 » expérience & doué de tous les talens propres  
 » à pacifier les esprits, ne trouva pas de petits  
 » obstacles à gouverner un Peuple qui sembloit  
 » avoir oublié le soin de sa défense, pour se  
 » donner tout entier à des mouvemens de haine  
 » & de vengeance.  
 » Cependant l'Irlande se perdit; & la France  
 » reconnoissant l'importance de la Conjoncture,  
 » caballa secrètement avec les *Toris*, qui  
 » regrettoient la perte des Charges dont ils  
 » jouissoient du tems du Roi Jacques; & même  
 » il s'en falut peu qu'elle ne vint à bout de  
 » faire soulever une partie de l'Armée de ce  
 » Prince qui avoit été  
 » dis.

„ dispersée dans les Provinces. Dans ces Di- 1711.  
 „ visions l'année 1689. s'écoula & l'on se trou-  
 „ va au commencement de 1690. sans avoir  
 „ pu recueillir d'autre fruit de tous les Pré-  
 „ paratifs & dépenses, que de sauver Lon-  
 „ donderri & donner une grande diversion  
 „ aux armes de France: Le Roi voulut en-  
 „ core essayer alors de calmer & réunir les es-  
 „ prits, les regardant tous comme ses Sujets,  
 „ & prévoyant qu'il seroit difficile de faire les  
 „ efforts nécessaires pour la réduction de l'Ir-  
 „ lande, sans cette réunion des sentimens  
 „ & des Conseils de la Nation. Mais il trou-  
 „ va tant de résistance dans les esprits irri-  
 „ tez des *Whigs* & tant de fierté dans le Par-  
 „ ti des *Toris*, qu'il se vit obligé par un grand  
 „ coup de prudence de dissoudre le Parle-  
 „ ment, dans l'espérance que par le choix  
 „ d'un Nouveau, les affaires seroient moins  
 „ balancées entre les deux Partis & par con-  
 „ séquent moins retardées. En comparant  
 „ ces deux Partis ensemble, on peut dire  
 „ que le tort étoit du côté des *Whigs*, par-  
 „ ce que les *Toris* ne s'efforçoient qu'à se dé-  
 „ fendre d'un péril où les autres les vouloient  
 „ jeter; au lieu que les *Whigs* ne vouloient  
 „ pas donner au Public, à leur Patrie, & à  
 „ un Prince Protestant & bien intention-  
 „ né, des ressentimens qu'il n'est pas néces-  
 „ saire de faire éclater, quand on ne peut en  
 „ venir à l'exécution.

Ce Récit Historique finit par cette con- Change-  
 clusion que l'on peut recueillir de ce qui ment dans  
 vient d'être dit: Que la Division commen- le Ministère  
 ça sous Charles II., & fut fondée sur les Dis- d'An-  
 putes du Bil de l'Exclusion: Que la Cour tâ- gleterre.  
 Histoire de

1711.

Congrès  
d'Utrecht.  
Raport du  
Comité  
secrét.

cha d'y faire entrer un intérêt d'Eglise, mais qu'elle fut contrainte d'avoir recours à la Politique séculière pour abattre le Parti, en l'accusant de Conspiration contre l'Etat : que les exécutions qu'on fit sur ce prétexte furent la cause des Animosités qu'on vit depuis. Quoi qu'il en soit, ces deux Partis, toujours également opposés l'un à l'autre, présentoient tous les jours de nouvelles Adresses à la Reine, de félicitation ou de plainte, selon les divers sujets qu'ils croyoient en avoir ; jusqu'à ce que le Parlement ( dans lequel le Parti des *Moderes* l'emportoit ) fut dissous, & que par la voie des Elections, qui se firent fort tumultuairement dans plusieurs Quartiers & dans les Fauxbourgs même de Londres, le Nouveau fut composé pour la plupart de ceux qui applaudissoient aux changemens.

Le Nou-  
veau Mi-  
nistère se  
déclare  
pour la  
Paix.

Chacun fait combien la Passion répand de ténèbres sur les esprits, & que quand elle s'empare d'un cœur, non seulement on ne voit plus ce que l'on voyoit auparavant, mais que pour justifier ses nouveaux sentimens on blâme ce qu'on avoit le plus loué. Rien n'avoit été plus universellement approuvé, que de continuer la Guerre, tant que le Roi T. C. refuseroit de faire raison aux Alliez sur le sujet principal qui leur avoit mis les armes à la main, savoir *la Restitution de l'Espagne*, qu'il avoit lui-même offerte, comme on a vu, par la bouche du Marquis de Torci & du Président Rouillé. La France n'étoit pas loin de se voir obligée à cette Restitution, qu'elle ne pouvoit faire que par force, si l'on eût continué la Guerre avec autant de bonheur pour les Al-  
licz.

liez, que l'on avoit fait jusqu'alors, & si l'Angleterre continuant d'agir de concert eût persisté comme eux dans la même résolution. On ne pouvoit pas douter que l'Europe ne courût toujours le même danger, puisque le Roi disposeroit toujours absolument de deux grans Roïaumes, tant que la Couronne d'Espagne resteroit sur la tête d'un Prince de sa Maison. Cependant, premièrement le nouveau Ministère de la Reine, & ensuite tous ceux qu'il gagna, commencèrent à ne plus apercevoir ce danger, & à vouloir la Paix sans cette restitution.

Les Préludes de Rupture parurent dans les premières Adresses présentées à la Reine dès le mois de Decembre 1710. par l'instance de faire rendre compte à ceux qui avoient manié les Deniers publics, & de décourager ceux qui avoient des principes contraires au grand respect dû à S. M. B. La Chambre des Communes avoit formé des Chefs d'accusation contre le Docteur Sacheverel, dès le tems que ce Prédicateur avoit fait bruit par son Sermon ; mais Mr. Harlei, le Chancelier, & quelques autres s'oposèrent à cette accusation. Ils la trouvèrent trop violente, & voulurent qu'on en raîât les termes qui traitoient la Prédication de sédition. Mr. Harlei avoit été fait Grand Tresorier dans le tems qu'on avoit ôté le Trésor à Mylord Godolfin & dépouillé plusieurs autres de leurs Emplois. Le Chancelier avoit aussi été Secrétaire d'Etat ; mais il s'étoit démis lui-même de cette Charge au commencement de l'année 1705. quand le Roi de France avoit envoyé une Flote, avec

1711

Quelles furent les premières marques de ce changement.

1711. laquelle le Chevalier de S. George espéroit de faire descente en Ecosse, comme nous l'avons rapporté. Cette Démonstration volontaire, aussi bien que celle que quelques autres firent ou furent obligés de faire à cette occasion, laissa une impression peu favorable à la Réputation de ces Messieurs, par rapport au grand respect dû à S. M. B. puisque la tentative du Chevalier de S. George n'avoit pour but que de se faire recevoir en Angleterre. Cependant, soit que cette Princesse ne se fût point encore entièrement rendue aux sentimens du nouveau Ministère, ou que celui-ci voulût encore ménager les apparences dans la vue de se mieux établir, le Duc de Marlborough étant arrivé à Londres dès le mois de Janvier de cette année, la Reine lui fit des caresses extraordinaires, lui témoignant beaucoup de satisfaction de sa conduite, & lui confirmant le Généralat pour l'année suivante: en quoi elle fut secondée par ses Ennemis secrets, & par Mr. Harlei même. Mais ces applaudissemens étoient des démonstrations sans effet, & non des marques réelles d'une faveur constante. Le Parlement, animé par ceux qui vouloient absolument changer la face des affaires, reprit ou continua la persécution contre ceux qui avoient été en crédit sous l'Ancien Ministère. On proposa de révoquer toutes les Graces faites par le Roi Guillaume, & la chose auroit passé, si quelques-uns n'eussent proposé avec la même vigueur de pousser cette recherche jusqu'au commencement du Règne du Roi Jacques II., puis qu'alors on auroit renversé les Créatures de ce Prince, aussi bien que celles du Roi Guillaume qu'on avoit en vue de déplacer. On mit sur le Tapis les af-  
faires

faïres d'Espagne, dont on cherchoit à faire attribuer les mauvais succès à la conduite du précédent Ministère. L'attentat commis au mois de Mars par le Marquis de Guiscard \* contre la personne de Mr. Harlei, sembla accroître la haine conçue contre les *Whigs*, comme si ceux-ci avoient envoie cet Assassin pour se délivrer d'un homme, qui étant dans la première faveur, aussi bien que dans le premier Emploi, pouvoit être cru Auteur de toutes les dispositions qu'on faisoit contr'eux. Dès lors, toutes les Charges qu'on n'avoit que suspendues & données en Commission, furent conférées à des Sujets dévoüez au Parti des *Rigides*. Mr. Harlei, fait Comte d'Oxford, vint au Parlement, dès qu'il fut guéri de sa blessure, & fut complimenté par les Chambres sur cette guérison; & le Docteur Atterburi qui avoit défendu la Cause de Sacheverel, fut fait Doïen du *Collège de Christ* à Oxford.

Mais ce qu'il y eut de plus concluant pour faire croire que le Nouveau Ministère avoit toute autre vuë que celle de continuer la Guerre, fut le voyage secret de Mr. Prior en France, au mois de Juillet, avec un Pouvoir de la Reine. Il est vrai qu'il eut aussi ordre de revenir au cas qu'on fit des difficultez, & d'examiner si la Cour avoit des Plein-pouvoirs de l'Espagne. Cette première démarche de l'Angleterre fut suspecte en France même; on

L'Angleterre en fait les avances. *Rapport du Comité secret.*

\* *Connu en France sous le nom de l'Abbé de la Bourlie. Chacun sait la part qu'il eut aux affaires des Cevennes, en suite desquelles il passa en Angleterre. Il y obtint une Pension de 500. livres sterling qui fut ensuite diminuée. Le chagrin qu'il en conçut contre le Nouveau Ministère le porta à faire sa Paix avec la Cour de France. Il y entreprit long-tems des intelligences qui furent enfin découvertes; & ce fut lors qu'on l'arrêta pour ce sujet qu'il prit un Camisard la Table d'une des Chambres de l'Office de Mr. de St. Jean, où on l'avoit mené, & en frappa Mr. Harlei.*



1711. la regarda d'abord comme un piège, & ce ne fut qu'avec circonspection qu'on y prit quelque confiance dans la suite. Le Pouvoir particulier de M. Prior, qui étoit signé *Anne R.* au dessus & *A. R.* au dessous, sans contrescing & sans date, ne contenoit que ces mots: *Mr. Prior est pleinement autorisé à communiquer à la France nos demandes Préliminaires & à nous en rapporter la réponse.* Sa Négociation avoit été précédée d'une autre dont on ignore les circonstances. Tout ce qu'en a découvert le Comité secret est un Papier intitulé, *Premières Propositions de la France*, signées par Mr. de Torci dès le 22. Avril de cette année, sans qu'on sache ni à qui elles furent adressées, ni quelles démarches la France avoit faites auparavant, ni quel encouragement l'Angleterre y avoit donné de son côté. Chacun peut voir en les lisant, qu'elles sont conçues en termes très-généraux & très-vagues.

*Premières Propositions de la France, du 22.  
Avril, 1711.*

Premières  
Propositions de la  
France.

» Comme on ne sauroit douter, que le Roi  
» ne soit en état de continuer la guerre  
» avec honneur, on ne sauroit aussi envisa-  
» ger comme une marque de foiblesse la dé-  
» marche que fait S. M. de rompre le silence,  
» qu'il a gardé depuis la séparation des Confé-  
» rences tenuës à *Gertruidenberg*, & qu'il don-  
» ne de nouvelles marques, avant l'ouverture  
» de la Campagne, du desir qu'il a toujours  
» conservé de procurer le rétablissement du  
» repos de l'Europe. Mais après l'expérience  
» qu'il a faite des sentimens de ceux qui gou-  
ver-

„ vernent aujourd'hui la République de Hol- 1713.  
 „ lande, & des artifices dont ils se sont ser-  
 „ vis pour rendre les Négociations infructueu-  
 „ ses, il a jugé à propos, pour le Bien public,  
 „ d'adresser à l'*Angleterre* les Propositions qu'il  
 „ croit propres à finir la guerre, & à assurer  
 „ fortement la tranquillité universelle de la  
 „ Chrétienté.

„ C'est en cette vuë, que le Roi offre à  
 „ traiter de la Paix sur la Base des Conditions  
 „ suivantes.

„ I. Qu'on donnera aux *Anglois* des sûretez  
 „ réelles pour l'exercice futur de leur Com-  
 „ merce en *Espagne*, aux *Indes* & dans les  
 „ Ports de la Méditerranée.

„ II. Le Roi accordera aux *Pais-Bas* une  
 „ Barrière suffisante pour la sûreté de la Ré-  
 „ publique de *Hollande*; & cette Barrière se-  
 „ ra agréable à l'*Angleterre*, & à la satisfac-  
 „ tion des *Anglois*: S. M. promet en même  
 „ tems une entière liberté & sûreté de Com-  
 „ merce aux *Hollandois*.

„ III. On conviendra sincèrement & de bon-  
 „ ne foi des voies les plus raisonnables pour  
 „ satisfaire tous les Alliez de l'*Angleterre* &  
 „ de la *Hollande*.

„ IV. Comme le bon état où se trouvent  
 „ les affaires du Roi d'*Espagne* fournit de nou-  
 „ veaux Expediens pour terminer les differens  
 „ qui regardent cette Monarchie, & pour les  
 „ régler à la satisfaction des Parties intéressées,  
 „ on tâchera de surmonter les difficultez qui  
 „ se trouvent à cet égard, & à assurer les E-  
 „ tats, le Commerce, & généralement les  
 „ interêts de toutes les Parties engagées dans  
 „ la présente Guerre.

„ V. On

1711.

„ V. On ouvrira immédiatement les Conférences pour traiter de la Paix sur la Base de ces Conditions , & les Plénipotentiaires que le Roi nommera pour y assister , traiteront avec ceux d'Angleterre & de Hollande seuls, ou conjointement avec ceux de leurs Alliez , au choix de l'Angleterre.

„ VI. S. M. propose les Villes d'Aix la Chapelle & de Liège pour le Lieu où les Plénipotentiaires s'assembleront , & laisse à l'Angleterre le choix d'une de ces deux Places pour y traiter de la Paix générale. Donné à Marli le 22. Avril 1711.

signé DE TORCI.

Il est aisé de reconnoître que le but de la France fut dès le commencement d'assurer l'Espagne & les Indes Occidentales au Roi Philippe ; de semer la discorde & la division parmi les Alliez ; & enfin qu'elle offrit de traiter séparément avec l'Angleterre & la Hollande, ou conjointement avec le reste des Alliez, comme il plairoit à l'Angleterre. D'où il paroît que la France n'ayant pu réussir les années précédentes à détacher les Etats Généraux de l'Alliance, elle tourna ses Batteries du côté de l'Angleterre, où elle se ménagea un Parti considérable par le moyen des sommes immenses qu'elle y fit passer ; à quoi le séjour du Comte de Tallard en ce Pais-là ne fut pas inutile, comme nous le verrons dans la suite.

On fait  
mystère de  
ces Négoci-

Quoi-qu'il en soit, ces Propositions furent communiquées le 27. Avril V. S. par Mr. de S. Jean, Secrétaire d'Etat, à Mylord Rabi-

Am.

Ambassadeur de la Reine à la Haie, avec ordre de les communiquer à Mr. le Conseiller Pensionnaire de Hollande. Mais quoi-que les Députés des Etats Généraux eussent témoigné expressément qu'ils ne vouloient rien faire que de concert avec S. M. B. selon les assurances mutuelles que s'en étoient données l'Angleterre & la Hollande; on fut bien surpris de voir qu'on n'avoit rien communiqué aux Etats, des Négociations faites entre l'Angleterre & la France pendant plus de six mois, jusqu'après la signature des Préliminaires particuliers, ni même jusqu'à ce qu'on eût conclu & qu'on leur eût envoyé les VII. Préliminaires Généraux dont nous parlerons bientôt. On ne pouvoit concevoir sous quel prétexte on s'étoit dispensé de tenir des promesses si solennelles, aussi-tôt qu'elles avoient été faites; & pourquoy on avoit sacrifié l'honneur & le nom de la Reine aux vues particulières de ses Ministres. Tout ce qui se passa entre cette Cour & celle de France depuis ce tems-là, fut entièrement supprimé, quoi-que les Instructions de Mylord Rabi, fait Comte de Strafford, du 1. Octobre de cette année, portent que cela s'étoit fait par des Papiers envoyez de part & d'autre qui avoient pris beaucoup de tems. Le premier que l'on trouva furent les *Propositions suivantes envoyées d'Angleterre par Mr. Prior*, en datté du 1. Juillet, & le second fut son *Pouvoir*, dont on a déjà parlé.

1711.

actions aux  
Etats Gé-  
néraux.

1711.

*Propositions secrètes envoyées d'Angleterre  
par Mr. Prior, dattées du Samedi pre-  
mier jour de Juillet, 1711.*

Proposi-  
tions se-  
crètes de  
l'Angle-  
terre.

- „ Qu'on enverroient l'homme le lende-  
main pour avoir une Réponse finale.  
„ Qu'on ne feroit la Paix qu'à la satisfac-  
tion de tous les Alliez: Que les *Hollan-  
dois*, l'Empereur & le Duc de *Savoie* au-  
roient chacun une Barrière pour leur sûre-  
té: Que ce dernier rendroit les Etats dont  
l'Empereur l'avoit mis en possession; que  
les François lui rendroient ce qu'ils lui a-  
voient pris, & qu'on y ajouteroit ce qu'on  
jugeroit à propos: Qu'on auroit soin d'en-  
tretienir l'Equilibre en Italie: & qu'on au-  
roit des assurances positives que les Cou-  
ronnes de *France* & d'*Espagne* ne seroient  
jamais unies.  
„ Qu'on satisferoit tous nos Alliez selon  
leurs accords & leurs Traitez avec nous.  
„ Qu'on assureroit le Commerce de la  
*Hollande*.

*Par raport à la Grande Bretagne en  
particulier.*

- „ Que notre Négoce & notre Commerce  
seroit réglé à la satisfaction des Sujets de la  
*Grande Bretagne*.  
„ Que le Gouvernement seroit reconnu en  
*France* sur le pié qu'il est établi aujourd'hui  
dans la *Grande Bretagne*.  
„ Que *Gibraltar* & le *Port-Mahon* reste-  
roient

„ roient entre les mains de ceux qui en sont en possession. 1711.

„ Que *Dunkerque* seroit démoli.

„ Que l'*Assiento*, où le Négocé des Nègres seroit remis entièrement entre les mains de la *Grande Bretagne*, sans que la *France* ni aucune autre Nation puisse s'en mêler; & que la *Grande Bretagne* en jouïroit après la Conclusion de la Paix, de la manière que la *France* en jouit à présent.

„ Que l'île de *Terre-Neuve* seroit entièrement cédée à l'*Angleterre*; & que le Commerce de la Baïe de *Hudson* resteroit aux *François* & aux *Anglois*, sur le pié où il est à présent.

„ Que les choses resteroient en *Amerique* en la possession de ceux qui en seront les maîtres au tems de la Conclusion de la Paix.

„ Que tous les avantages, ou la liberté du Commerce qui a été ou qui sera accordée aux *François* par les *Espagnols*, sera également accordée aux Sujets de la *Grande Bretagne*.

„ Qu'on garderoit inviolablement le secret jusqu'à ce qu'il fût permis de le rompre du consentement mutuel des deux parties.

Ce qui paroît de ces Propositions, c'est qu'ayant été formées en *Angleterre*, elles ne permettent pas de douter du peu de soin que les Ministres prirent d'effectuer les assurances réitérées qu'on avoit données aux Alliez, au nom de la Reine, d'obliger la *France* à en fournir de plus claires & de plus particulières; <sup>Les Alliez n'y ont point de part.</sup> puis-

1711.

puîsqu'en tout ce qui concerne les Alliez, les Propositions de l'Angleterre étoient aussi obscures & aussi générales que les autres. Et quand même on auroit pu jusques-là le révoquer en doute, la chose parut évidemment par un troisième Papier, qui avoit pour titre : *Plan des Réponses sur la Conférence tenue avec Mr. Menager*, dans lequel le Ministre d'Angleterre fut fort surpris de trouver : „ que Mr. „ Menager, Ministre de France, qui accom- „ pagna Mr. Prior à son retour, avoit ordre „ d'insister que la Reine entrât en des enga- „ gemens particuliers sur divers Articles qui „ ne dépendoient pas d'Elle, & qui regar- „ doient les Intérêts des Alliez. Ils en ap- „ pelèrent aux Papiers envoyez de part & „ d'autre pendant le cours de cette Négocia- „ tion, & à celui dont Mr. Prior avoit été „ chargé; & déclarèrent que le Principe sur „ lequel ils avoient traité dès le commence- „ ment, étoit que la France consentiroit à „ ajuster en premier lieu les intérêts de la „ Grande Bretagne. Que c'étoit un Principe „ dont la Reine ne pouvoit se départir, & „ qu'il étoit absolument nécessaire de remet- „ tre la discussion des intérêts particuliers des „ Alliez à des Conférences générales. On voit par-là que le Ministre François avoit des Instructions pour traiter des Intérêts des Alliez, à quoi les Ministres Anglois n'avoient pas voulu consentir.

Avantage  
que l'An-  
gleterre  
procura en  
cela à la  
France.

Par les Propositions de Mr. de Torci, la France offroit de traiter avec l'Angleterre & la Hollande, séparément, ou conjointement avec le reste des Alliez, ne concevant pas que la Hollande pût être exclue des Négociations.

Mais

Mais les Ministres Anglois vouloient traiter séparément avec la France, à l'exclusion de leurs Alliez, & en avoit inseré un Article exprès dans leurs Propositions particulières, „ pour garder un secret inviolable jusqu'à ce „ qu'il fût permis de le divulguer du consentement des deux parties. Et par ce moïen l'Angleterre donnoit à la France une voie de Négociation plus avantageuse que la France ne l'avoit proposée, ou qu'elle n'eût pu l'espérer. Il étoit stipulé par le VIII. Article de la Grande Alliance: *Que la Guerre une fois commencée, il ne seroit permis à aucune des Parties de traiter de Paix, que conjointement & de concert avec les autres Alliez.* Ce qui fait voir qu'on ne peut assez réfléchir sur les motifs de cette première démarche des Anglois & des Préliminaires secrets, signez entre l'Angleterre & la France, avant que d'avoir rien traité ou conclu définitivement pour la sûreté de la Grande Bretagne même, ni sur l'avantage que la France en a tiré. Avant que de quitter ces Propositions, il faut observer qu'à l'ouverture de ces Négociations, les Ministres d'Angleterre abandonnèrent à la Maison de Bourbon le Négoce du monde entier, & toute la Monarchie d'Espagne, qui avoit coûté tant de millions, & l'effusion de tant de sang; & cela sur de simples assurances verbales que les Couronnes de France & d'Espagne ne seroient jamais unies.

Il ne se trouve aucune Rélation de la Correspondance entretenue avec Mr. Prior pendant son séjour en France, & l'on ne découvre pas même avec certitude le tems qu'il y resta. Il fut, comme j'ai dit, accompagné

Mr. Mé-  
nager est  
envoyé à  
Londres &  
pourquoi



1711. pagné à son retour, par Mr. Ménager, muni de Plein-Pouvoirs en duë forme, en datte du 3. Août 1711. pour traiter, négocier, conclure & signer avec les Ministres qui seroient autôrisez en duë forme à cette fin, non seulement par la Grande Bretagne, mais par quelques uns des Princes ou États, qui étoient alors en Guerre contre la France. On reconnut par diverses instances, que le Sr. Menager avoit eu, à son arrivée à Londres, de fréquentes Conférences avec les Ministres de la Reine; mais on ne put découvrir le sujet de ces Conférences, non plus que le tems, le lieu, & les personnes particulières avec lesquelles il avoit traité, ni par queile autôrité, jusqu'au 20. Septembre. On trouve seulement par une Lettre de Mr. de St. Jean à la Reine, datée de ce jour-là, que le Grand Trésorier, le Grand Chambellan, Mylord Dartmouth, & ledit Sr. de St. Jean s'étoient assemblez le même soir avec Mr. Ménager, chez Mr. Prior, par ordre des Seigneurs du Comité du Conseil; mais à l'insu de la Reine, qui n'en fut informée que par cette Lettre.

Les Ministres Anglois font signer à la Reine les Plein-pouvoirs dont ils ont besoin.

Ce fut dans cette Assemblée que Mr. Ménager délivra aux Ministres de la Grande Bretagne la Réponse signée du Roi, aux dernières Demandes envoyées d'Angleterre; ce qui servit d'Articles secrets Préliminaires entre la Grande Bretagne & la France, & furent signez comme tels le 27. Septembre, par le Sieur Ménager, de la part de la France, & leur acceptation par Mylord Dartmouth & le Sieur de St. Jean de la part de la Grande Bretagne. Comme ils furent suivis d'autres Préliminaires pour la Paix Générale, je ne rapporterai

terai point ici ces Articles particuliers. Mr. de St. Jean représentoit à la Reine par cette Lettre „ que c'étoit le sentiment unanime de ses Serviteurs, alors présens, qu'on dressât cette même nuit un ordre & des Plein-pouvoirs, qu'on enverroit à S. M. pour les signer, afin d'y aposer le grand Sceau le lendemain, & en vertu desquels le Comte d'Oxford, le Duc de Buckingham, l'Evêque de Bristol, le Duc de Shrewsbury, les Comtes de Powlet & de Dartmouth, Henri de St. Jean, & Mathieu Prior, Ecuïers, devoient être constitués Plénipotentiaires pour s'assembler & traiter avec le Sieur Ménager. „ Cet Ordre scellé du petit Sceau, parut signé de la Reine, ordonnant au Lord Garde des Sceaux d'aposer le Grand Sceau à un Instrument annexé à celui-là, contenant une Commission de S. M. adressée à lui & aux autres qui y étoient nommez, pour s'assembler & traiter avec le Sieur Menager. Mais il ne parut pas que cet Instrument eût passé au Grand Sceau : l'ordre n'ayant pas même été contresigné & n'étant qu'endossé : chose non encore usitée.

Cet ordre étoit daté du 17. Septembre, quoiqu'il fût évident par la Lettre de Mr. de St. Jean qu'il ne fut préparé & qu'on n'y songea que le 20. Cette anti-date parut faite à dessein, pour justifier le procédé des Ministres qui s'étoient assemblez, & qui avoient eu des Conférences avec le Ministre de France, avant que d'avoir reçu cet ordre : lequel n'ayant même jamais été confirmé par une Autorité légitime, il s'ensuit que ces Négociations secrètes entre la France & les Ministres

Quelle vue  
ils avoient  
en agissant  
ainsi.

1711.

tres d'Angleterre à Londres furent commencées & continuées, jusqu'au jour que l'ordre adressé à Mylord Dartmouth & à Mr. de St. Jean fut signé, sans aucun pouvoir, & sans avoir été autôrisé par un Ecrit de la Reine. Il faut même observer que la Reine ne prit ces mesures-là, que sur ce que le Secrétaire d'Etat lui représenta que c'étoit le sentiment unanime de tous les Ministres, à quoi l'on doit uniquement attribuer le consentement de cette Princesse. Mais ce qu'il y a de plus étrange, c'est qu'après que Mr. de Saint Jean eut représenté à la Reine, comme le sentiment unanime de ses Ministres, qu'il étoit nécessaire de faire passer incessamment sous le Grand Sceau des Plein-pouvoirs pour les autôriser à s'assembler & à traiter avec Mr. Menager, on ait néanmoins négligé ces Pouvoirs, & qu'on ait accepté les Préliminaires signez par Mylord Dartmouth & Mr. de St. Jean, en vertu d'un ordre adressé à eux deux seulement, signé au haut & au bas par la Reine, sans être contre-signé par qui que ce fût.

On ne fait pas au vrai à quoi il tint que ces Plein-pouvoirs n'eussent été passez ; mais il semble que les Ministres Anglois aient prévu les suites de cette affaire, puisqu'après avoir consenti si librement à s'assembler en secret, à conférer & à traiter avec les Ministres de France, jusques à ce que cette Négociation séparée eût été perfectionnée, ils évitèrent ensuite de s'en rendre Garants, lors qu'il fut question de signer & d'exécuter ce Traité. Ce grand soin & cette précaution  
par

par rapport à leurs propres personnes, & le peu d'égard qu'ils eurent pour l'intérêt de leur Reine & de leur Patrie, parut dans tout le cours de cette Négociation séparée. D'autant plus qu'il n'y eut pas un seul Instrument de leurs Pouvoirs ni de leurs Instructions, qui eût été contre-signé par un seul des Ministres. Le seul nom de la Reine fut exposé pour couvrir tout; comme s'ils s'étoient flatés que cette omission fût suffisante pour les mettre à couvert des poursuites de la Justice, en cas qu'on vînt à examiner un jour leur procédé.

Après un tel Sacrifice, auquel la France fut engagé les Anglois, en les portant à traiter & à conclure avec elle ces Préliminaires particuliers, qui n'auroit pas crû du moins qu'on les en eût récompensés par quelques Avantages & quelques Concessions en faveur de la Grande-Bretagne? Mais tout le profit en fut en particulier pour les Ministres; & l'on ne peut voir sans étonnement l'inutilité de toutes les Demandes faites de la part de l'Angleterre, aussi bien que la manière dont elles furent éludées & rendues inefficaces depuis. Cependant quelque peu importantes qu'elles fussent en elles-mêmes, on pressa la France de les ajuster les premières, afin, disoit-on, que les Ministres Anglois pussent être en état d'engager la Reine à rendre la conclusion de la Paix générale favorable à la France. C'étoit un prétexte pour différer la discussion des intérêts de tous les Alliez jusques aux Conférences générales. Mais comme le Ministère d'Angleterre s'étoit efforcé d'exalter & d'exagerer par tout

Combien la France accorda peu de chose à l'Angleterre, pour prix de sa complaisance.

1711. les avantages accordez à la Grande Bretagne: la France ne manqua point d'en faire un bon usage, en déclarant que ces Articles n'étoient qu'un Traité conditionnel, & que le Roi ne s'engageoit à les accomplir, qu'autant que la Paix générale se fit. Ce fut avec cette restriction que le Sieur Menager les signa, & qu'ils furent acceptez de la part des Anglois. Surprenante disposition! que l'Angleterre, autrefois si contraire & alors si dévouée à la France, n'ait pu obtenir des Concessions de cette nature, sans obliger ses Alliez à recevoir la Paix qu'il plairoit à la France de leur imposer.

Le jour même de la Signature des Préliminaires particuliers dont on vient de parler, & dont on avoit posé pour Condition fondamentale, de garder un secret inviolable, Mr. Menager signa d'autres Préliminaires généraux, que Mr. de St. Jean dit dans une Lettre à la Reine qu'on devoit envoyer en Hollande, pour servir de fondement à la Paix générale, & auxquels le Grand Trésorier avoit fait quelques changemens pour les faire mieux digérer. Le même jour on signa aussi un Article séparé en faveur du Duc de Savoye, qu'on trouvera à la fin de ces Articles.

ARTICLES PRELIMINAIRES de la  
part de la FRANCE, pour parvenir à  
une Paix générale.

„ LE Roi voulant contribuer autant qu'il  
„ lui sera possible au rétablissement  
„ de la Paix générale, Sa Majesté dé-  
„ clare, Prelimi-  
naires de  
la Paix Gé-  
nérale pro-  
posés par  
les Fran-  
çois.

„ I. Qu'Elle reconnoitra la Reine de la  
„ Grande Bretagne en cette qualité, comme  
„ aussi la Succession à cette Couronne, se-  
„ lon l'Etablissement présent.

„ II. Qu'Elle consentira volontiers & de  
„ bonne foi, qu'on prenne toutes les me-  
„ sures justes & raisonnables, pour empê-  
„ cher que les Couronnes de France & d'Es-  
„ pagne ne soient jamais réunies en la person-  
„ ne d'un même Prince, S. M. étant per-  
„ suadée, qu'une Puissance si excessive se-  
„ roit contraire au bien & au repos de l'Eu-  
„ rope.

„ III. Que l'intention du Roi est que tous  
„ les Princes & Etats engagez dans cette  
„ Guerre, (sans aucune exception) trouvent  
„ une satisfaction raisonnable dans le Traité  
„ de Paix qui se fera; & que le Commerce  
„ soit rétabli & maintenu à l'avenir à l'avan-  
„ tage de la G. B. de la Hollande & des  
„ autres Nations qui ont accoutumé de tra-  
„ fiquer.

„ IV. Que comme le Roi veut aussi main-  
„ tenir exactement l'observation de la Paix,  
„ lors qu'elle aura été conclue: & l'objet  
„ que le Roi se propose, étant d'assurer les  
„ Frontières de son Royaume, sans inquiéter,

1711. „ en quoi que ce soit, les Etats de ses Voi-  
 „ fins, S. M. promet de consentir par le Trai-  
 „ té qui sera conclu, à ce que les Hollandois  
 „ soient mis en possession des Places fortes  
 „ (qui y seront spécifiées) dans les Pais-Bas,  
 „ lesquelles serviront à l'avenir de Barrière,  
 „ pour assurer le repos de la Hollande contre  
 „ toutes sortes d'entreprises du côté de la  
 „ France.

„ V. Le Roi consent aussi, qu'on forme  
 „ une Barrière sûre & convenable pour l'Em-  
 „ pire & pour la Maison d'Autriche.

„ VI. Quoique Dunkerque ait coûté au  
 „ Roi de très-grosses sommes, tant pour l'a-  
 „ querir que pour le fortifier, & qu'il soit né-  
 „ cessaire de faire encore une dépense consi-  
 „ dérable, pour en raser les Ouvrages, S.  
 „ M. veut bien cependant s'engager à les fai-  
 „ re démolir immédiatement après la con-  
 „ clusion de la Paix, à condition, qu'on lui  
 „ donnera un Equivalent pour les Fortifica-  
 „ tions, à sa satisfaction; & que comme l'An-  
 „ gleterre ne peut pas fournir cet Equivalent,  
 „ la discussion en sera remise aux Conféren-  
 „ ces qui se tiendront pour les Négociations  
 „ de la Paix.

„ VII. Lors que les Conférences pour les  
 „ Négociations de la Paix seront formées,  
 „ on y discutera de bonne foi & à l'amiable  
 „ toutes les prétensions des Princes & Etats  
 „ engagez dans cette Guerre, & on ne né-  
 „ gligera rien, pour les régler & terminer à  
 „ la satisfaction des Parties intéressées.

„ En vertu &c. Signé M<sup>e</sup> NAGER.  
 „ A Londres le 27. Septembre.

*Article Separé.*

„ Le Roi promet de rendre au Duc de Sa-  
 „ voie les Etats & Territoires qui aparte-  
 „ noient à ce Prince au commencement de  
 „ cette Guerre & dont Sa Majesté est en pos-  
 „ session. Le Roi consentira de plus qu'on  
 „ cède audit Duc de Savoie en Italie les au-  
 „ tres Places qu'on jugera convenables au  
 „ sens des Traitez faits entre ce Prince & ses  
 „ Alliez.

„ Fait & signé comme dessus &c.

On établit dès lors une confiance entière  
 entre les Ministres de la Cour Britannique, &  
 ceux de France. On s'engagea de part & d'au-  
 tre à entretenir une Union parfaite, & à agir  
 avec une sincérité mutuelle pour achever l'Ou-  
 vrage commencé. On prépara aussi en ce  
 tems-là les Instructions nécessaires pour le re-  
 tour du Comte de Strafford en Hollande; &  
 pour marquer la bonne opinion que Mr. de  
 St. Jean avoit du Ministère François. il fit sa-  
 voir à Mr. de Torci par une Lettre du 2. Oc-  
 tobre V. S. que le Comte de Strafford s'en re-  
 tournoit en Hollande; *Votre Ministre*, ajou-  
 toit il en parlant de Mr. Menager qui étoit  
 aussi sur son départ pour retourner en France,  
*est pleinement informé de ce que ledit Comte de*  
*Strafford doit proposer à Messieurs les Etats.*

Cette Intelligence des Conseils de la Reine  
 d'Angleterre, que Mr. de St. Jean avoit  
 qu'il avoit donnée aux Ministres de France,  
 paroissoit d'autant plus extraordinaire, que

*Intelligen-  
 ce parfaite  
 des deux  
 Cours.  
 Rapport du  
 Comte  
 secret.*

*Conduite  
 de l'An-  
 gleterre à  
 l'égard des  
 Etats Gé-  
 néraux.*



1711. Mylord Strafford avoit ordre de presser l'ouverture des Conférences générales, & d'assurer les Etats de l'amitié constante de la Reine, & de son attachement pour leurs intérêts : & qu'elle ne manqueroit pas de procurer par son Autorité une juste satisfaction de la part de la France pour tous les Alliez. Il étoit même chargé par ses Instructions de proposer aux Etats un nouveau Plan pour la continuation de la Guerre, & de leur apprendre les résolutions que la Reine avoit prises à cet égard. On lui recommandoit sur toutes choses & comme un principe constant, d'entretenir l'Union parmi les Conféderez, & cela immédiatement après avoir signé un Traité particulier. Et au cas que les Ministres de Hollande marquassent la moindre inquiétude de quelque engagement particulier de la part des Anglois, il devoit éviter de les satisfaire à cet égard, & leur faire des réponses ambiguës. Mais sur tout on lui ordonnoit de remettre entre les mains des Etats les Propositions signées par Mr. Menager, comme le Fondement & la Base de la Paix générale & comme le total de ce qui s'étoit passé. Et enfin de leur dire que la France avoit proposé *Utrecht, Nimègue, Aix la Chapelle & Liège*, pour le Lieu de l'ouverture des Conférences; de prier les Etats de fixer une de ces Places, & d'accorder immédiatement des Passeports aux Plénipotentiaires de France, pour s'y rendre, & ouvrir les Conférences générales.

Remon-  
trances  
inutiles de  
L. H. P.  
à la Reine.

Ces Propositions si vagues & si incertaines allarmèrent fort les Etats, qui trouvoient que ce n'étoit pas un fondement suffisant pour hâzarder d'entrer en Négociation: ils craignoient les

les suites de l'ouverture des Conférences générales ; avant que l'on eût expliqué & rendu spécifiques les Articles offerts par la France ; & sur tout avant qu'ils fussent ce qu'on voudroit leur accorder pour leur propre Barrière & pour leur Commerce. Ces considérations leur firent différer l'Envoi des Passeports ; & afin de porter la Reine à avoir quelque égard pour ses fidèles Alliez , & sur tout par rapport aux deux grands Articles de leur Barrière & de leur Commerce, ils envoyèrent Mr. Buys prier S. M. B. de changer de résolution. Mais elle en étoit si éloignée, & elle avoit au contraire tellement fixé ses mesures, dit Mr. de S. Jean \* au Comte de Strafford, *que ceux qui croioient les pouvoir rompre par des délais ou par des artifices, se trompoient assurément.* La Reine d'Angleterre † ne vouloit pas concerter avec les Etats Généraux un Plan pour la continuation de la Guerre, jusqu'à ce qu'ils fussent convenus avec elle d'ouvrir les Conférences de la Paix ; & elle avoit ordonné au Comte de Strafford † de leur dire, qu'elle estimeroit les délais de leur part comme un refus tacite d'accepter ses Propositions.

\* Lettre du 9. Octobre.

† Lettre du 2. Nov.

† Lettre de ce Seigneur à Mr. de S. Jean, du 15. Novembre.

Voyage de Mr. de Tallard en France de quoi suiv.

Cette Princesse pouvoit-elle en user autrement, après les engagements qu'elle avoit pris avec la Cour de France ? Engagements dont on ne douta plus, dès qu'on eut vû le Comte de Tallard y rerouter sur sa parole avec Passeport de S. M. B. Il est vrai que ce Voyage fut si secret qu'on l'ignora pendant quelque tems, & qu'on s'étonna même à la Cour que ce Seigneur eût pu y demeurer quelques Semaines, sans qu'on en eût rien sù. Les personnes bien informées, qui osèrent en parler

1711. dans les Nouvelles publiques, en eurent des reproches, comme d'un Fait inventé à plaisir. Il étoit pourtant réel\*, comme la suite l'a fait voir, aussi bien que les Présens qu'on envoya peu après à la Reine. A quoi bon tant de mystères, si ce Voiage ne cachoit rien de secret? Il servit à rassurer la Cour sur l'espérance d'une Paix prochaine, & à confirmer au Roi les bonnes intentions de S. M. Britannique, dont on avoit été en quelque inquiétude jusqu'alors. Aussi ce Maréchal reçut-il toutes les félicitations qu'il méritoit, sur le bon succès des soins qu'il avoit pris de son côté pour disposer les choses au point où on venoit de les conduire. On lui fit les plus grandes caresses, & comme il avoit su disposer les esprits à écouter favorablement tout ce que l'on proposeroit de la part de la France, le Roi de son côté commença à donner pour la première fois le Titre de *Sœur* & de *Reine* à la Reine Anne, à qui il envoya 2500. Bouteilles de Vin de Bourgogne, de Champagne & de l'Hermitage, & six Habits complets d'une magnificence achevée, que la Marquise de Gouvernet fut chargée de choisir pour cette Princesse, & dont on fit faire l'Étoffe tout exprès. La Nation Angloise fut aussi traitée avec toute sorte de faveurs: Le Roi accorda des Passeports à tous leurs Vaisseaux pour venir négocier en France, & diminua  
deux

\* Le Comte de Tallard partit le 3. d'Octobre, pour aller s'embarquer à Douvres, & arriva le 12. Novembre à Paris, avec 24. beaux Chevaux Anglois & une Meute de Chiens de Chasse. Il se rendit d'abord chez M<sup>r</sup>. de Turci & ensuite auprès du Roi. Mem. MSS.

deux sols de la Taxe sur les Vins qu'ils y alloient acheter; pendant qu'on refusoit aux Hollandois toute liberté de participer à ce Commerce. 1711.

Les Etats Généraux envoyèrent inutilement Mr. Buys en Angleterre pour y faire des représentations à la Reine. Cette Princesse ou plutôt ses Ministres déclarèrent qu'ils vou-<sup>La ville d'Utrecht est nommée pour le Lieu du Congrès.</sup> loient entrer en Conférence sur les Préliminaires proposez; & nommèrent la Ville d'Utrecht pour le Lieu du Congrès. Elle fit en même tems savoir cette résolution aux autres Alliez, dont les Ministres furent appelez pour cet effet au Bureau du Secrétaire d'Etat. Les Remontrances que l'Empereur fit faire à la Reine d'Angleterre pour la détourner de ce dessein ne produisirent pas plus d'effet; en sorte que cette Princesse ayant enfin assemblé son Parlement le 18. Decembre, elle y déclara d'avoir fixé au 12. Janvier suivant le tems & le lieu d'un Congrès, où l'on traiteroit de la Paix générale *nonobstant les Artifices de ceux qui se plaisoient dans la Guerre.* Ces expressions marquoient un dessein formé & une résolution prise de longue main de faire cette Paix, quelle qu'elle fût; puisqu'on traitoit d'*Artifices* tout ce qu'on pouvoit représenter au contraire. La France en étoit si sûre, qu'elle n'avoit pas même encore communiqué aux Ministres Anglois ses intentions à l'égard des autres Alliez. Cela paroît par un Memoire \* de Mr. de St. Jean à Mr. l'Abbé Gautier, où l'on déclare, que si la Reine d'Angleterre

\* Du 29. Octobre 1711.

1711. „ souhaite que le Roi T. C. explique ses intentions à cet égard, il peut s'assurer que la Reine ne se servira de la confiance qu'il aura en elle que pour avancer la Négociation, en cherchant les voies les plus courtes & les plus efficaces pour parvenir à la Paix si ardemment désirée“. Le même Mr. de St. Jean, dans une Lettre à Mr. de Torci, ajoute „ que ces Explications dissiperont tous les nuages, & qu'il ne doit pas douter que l'on ne s'en serve en Angleterre avec beaucoup de réserve; l'assurant que si le Roi vouloit bien offrir un Plan des Préliminaires spécifiques, la Reine ne le communiqueroit jamais à ses Alliez. Il conclut que si le Sr. Gautier (envoyé en France avec des Instructions de la Reine) revient avec ces marques de confiance, on trouvera le Parlement de la G. B. aussi porté pour la Paix, qu'il l'avoit été pour la Guerre. On ne pouvoit guère refuser de donner à la Reine cette satisfaction, après les assurances qu'on avoit de son dévouement aux intentions du Roi. Le Sr. Gautier fut chargé de la Réponse qu'on demandoit; & ce Mémoire fut accompagné d'une Lettre \* de Mr. de Torci au Sr. de St. Jean, qui marque la parfaite intelligence des deux Cours. „ S. M., dit-il, se fie entièrement à votre discrétion, & au bon usage que vous ferez de la grande confiance qu'il a en la Reine de la G. B., le Roi louë la fermeté de cette Princesse, & voit avec beaucoup de plaisir les nouvelles marques de résolution qu'elle donne.“ Voici de quelle maniere ce Mémoire étoit conçu.

R/

Du 18. Novembre.

Réponse au Mémoire apporté par le Sieur Gautier,  
le 18. Novembre 1711.

„ Le Roi voit avec plaisir, que la Reine de  
„ la *Grande Bretagne* persiste avec une fermeté  
„ si digne d'elle, dans l'ardeur qu'elle a fait  
„ paroître, pour procurer promptement, &  
„ par les voies les plus efficaces, une Paix  
„ honorable à la *France* & à la *Grande Bre-*  
„ *tagne*, & qui soit en même tems sûre &  
„ équitable à l'égard des autres Puissances en-  
„ gagées dans la présente Guerre. S. M. vou-  
„ lant pareillement confirmer par des effets,  
„ les assurances qu'elle a données de la con-  
„ fiance qu'elle a en cette Princesse, croit ne  
„ pouvoir mieux exprimer ses sentimens à cet  
„ égard, qu'en s'expliquant sur les points con-  
„ tenus dans ce Mémoire, avec autant de  
„ franchise, que si la Paix étoit faite, &  
„ qu'il y eût déjà une Alliance étroite entre  
„ lui & la Reine de la *Grande Bretagne*.

Inten-  
tions se-  
crètes du  
Roi par  
rapport aux  
Alliez  
dans son  
Mémoire  
en Répon-  
se à celui  
de la Rei-  
ne.

„ Ainsi, sans considérer qu'on n'avoit fait  
„ mention jusques à présent que d'Articles  
„ Préliminaires, & que la Reine de la G. B.  
„ desire à présent des Explications sur des  
„ Conditions particulières par rapport au Trai-  
„ té de Paix, le Roi veut bien se fier à elle,  
„ comme à une Princesse Alliée, & lui dé-  
„ clarer ses pensées en détail sur les principa-  
„ les Conditions de la Paix.

„ Il consent, comme il a déjà déclaré, que  
„ les Hollandois aient une Barrière suffisante  
„ pour assurer la tranquillité de leur Répu-  
„ blique.

„ Il veut bien aussi qu'on rétablisse & qu'on

1711.

„ entretienne le Commerce à leur avantage  
 „ à l'avenir, pourvu qu'ils veuillent concou-  
 „ rir de bonne foi au rétablissement de la Paix.  
 „ Quant à la Barrière, il seroit nécessaire  
 „ avant de la fixer, de convenir de la destina-  
 „ tion des *Pais-Bas*, parce que comme le Roi  
 „ d'*Espagne* les a cédés à l'Electeur de *Bavière*,  
 „ & que le Roi en a signé le Traité, s'il  
 „ ne s'accomplissoit pas, l'Electeur auroit re-  
 „ cours à S. M. pour en être indemnisé. Il  
 „ faudroit donc prier les *Hollandois*, de re-  
 „ mettre entre les mains de l'Electeur de *Ba-  
 „ vière*, les Villes & Provinces dont leurs  
 „ Alliez & eux sont en possession, aux *Pais-  
 „ Bas Espagnols*, afin que ce Prince les possè-  
 „ de en Souveraineté après la Paix, comme  
 „ il possède à présent les Villes & Provinces  
 „ de *Luxembourg* & de *Namur*, & les Forte-  
 „ resses de *Charleroi* & de *Nieuport*. Le Roi  
 „ s'engagera de son côté, à condition qu'on  
 „ fasse cette cession, que les *Hollandois* met-  
 „ tront Garnison dans les Places fortes  
 „ des *Pais-Bas*, lesquelles seront entrete-  
 „ nuës & payées aux dépens du Pais; de sorte  
 „ que ces Provinces étant possédées par un  
 „ Prince indépendant, & les *Hollandois* y met-  
 „ tant des Garnisons, formeroient une Bar-  
 „ rière, seule suffisante pour assurer la Répu-  
 „ blique de *Hollande* contre les appréhensions  
 „ raisonnables qu'elle pourroit concevoir des  
 „ desseins de la *France*.  
 „ Mais pour assurer encore mieux les  
 „ Etats Généraux contre ces craintes frivoles,  
 „ le Roi consent à engager sa parole à la Rei-  
 „ ne de la G. B., de fortifier encore cette  
 „ Barrière, en cédant aux *Hollandois* la Ville  
 „ &

" & la Verge de *Menin*; *Ipres* & sa Châtelle- 1711.  
 " nie; Mais comme il faut observer que  
 " *Cassel*, *Poperingue*, & *Bailleul* n'en font pas des  
 " dépendances, le Roi s'en réserve la propriété.  
 " Enfin S. M. cédera de plus, eu égard à  
 " cette Barrière, *Furnes* & *Furnes Ambacht*.  
 " Voilà ce que le Roi peut accorder pour le  
 " bien de la Paix; mais c'est aussi tout ce  
 " qu'il peut faire, à moins que S. M. ne  
 " voulût exposer la Frontière de son Roi-  
 " aume.

„ Comme le Roi est persuadé que ce n'est  
 " ni l'intention ni l'intérêt de la Reine de la  
 " G. B. de laisser la *France* nue, exposée aux  
 " desseins & aux entreprises de ses Ennemis,  
 " S. M. se flatte d'être fortement secondé par  
 " l'*Angleterre* dans la demande qu'elle fait  
 " qu'on lui rende *Aire*, *Bethune*, *St. Venant*,  
 " *Doiai*, *Bouchain* & leurs dépendances, qu'el-  
 " le prétend obtenir en échange pour les Pla-  
 " ces qu'on cède, pour former la Barrière de-  
 " mandée par les *Hollandois*.

„ Le Roi réitère encore la promesse de la  
 " Démolition de toutes les Fortifications de  
 " *Dunkerque*, immédiatement après la Con-  
 " clusion de la Paix, tant du côté de la ter-  
 " re, que du côté de la mer, sans excep-  
 " tion. Et comme on est convenu entre le  
 " Roi & la Reine de la G. B., de donner  
 " un Equivalent suffisant pour cette Démo-  
 " lition, S. M. demande *Lille* & *Tournai*,  
 " avec toutes leurs dépendances & Châtel-  
 " lenies, pour former ledit Equivalent pro-  
 " mis.

„ *Tournai* est l'ancien Domaine du Roi-  
 " aume de *France*, & en fait la Frontière,



1711. „ & par conséquent on doit le regarder com-  
 „ me une Place de sûreté pour la *France*, plu-  
 „ tôt que comme une entrée dans les *Pais*  
 „ circonvoisins. La Reine de la *G. B.* ne  
 „ fauroit aussi obliger le Roi plus sensible-  
 „ ment, qu'en contribuant à la restitution  
 „ d'une Place si nécessaire pour assurer la  
 „ Frontière de son Roïaume. De l'autre  
 „ côté il doit être indifférent à l'*Angleterre*,  
 „ que cette Place retourne comme autrefois  
 „ sous la Domination du Roi, ou qu'elle reste  
 „ entre les mains d'une Puissance Etrangère:  
 „ Et l'interposition de la Reine de la *G. B.*,  
 „ par ses bons offices en cette occasion, sera  
 „ le Ciment futur d'une Union durable en-  
 „ tre les Couronnes de *France* & d'*Angleterre*.  
 „ Au reste, si la Reine ne peut obtenir  
 „ par ses bons offices, & en faisant tous ses  
 „ efforts, la restitution de *Lille* & de *Tournai*  
 „ comme un Equivalent pour les Fortifica-  
 „ tions de *Dunkerque*, S. M. déclare dès à  
 „ présent, mais uniquement à la Reine de  
 „ la *G. B.*, qu'elle se contentera, pour le  
 „ bien de la Paix, de la restitution de la  
 „ Ville & Citadelle de *Lille*, avec sa Châ-  
 „ tellenie & ses Dépendances, sans insister  
 „ sur *Tournai*, aimant mieux se contenter de  
 „ ce dernier Equivalent, que de retarder  
 „ par des prétentions plus étendues, quoique  
 „ justes, le rétablissement de la tranquillité de  
 „ l'*Europe*.  
 „ La Cession des *Pais-Bas Catholiques*, à  
 „ l'Electeur de *Bavière*, ne s'est faite par le  
 „ Roi Cath. que pour indemniser ce Prince  
 „ des pertes qu'il a faites pendant le cours de  
 „ la présente Guerre. Mais S. M. & le Roi  
 „ son

„ son petit-Fils sont engagez de plus par des 1711.  
 „ Traitez faits avec cet Electeur, de le faire  
 „ rétablir par la Paix, dans la possession des  
 „ Etats, du rang & des Dignitez, dont il a  
 „ été privé par la Guerre. Ainsi S. M. de-  
 „ mandera que ce Prince soit rétabli dans le  
 „ premier Rang qu'il tenoit au Collège Elec-  
 „ toral, & qui a été transferé à l'Electeur  
 „ Palatin: Que le *Haut Palatinat*, donné au  
 „ même Electeur *Palatin*, soit rendu à l'E-  
 „ lecteur de *Bavière*, & enfin les Dons qu'on  
 „ a faits des principales parties démembrées  
 „ dudit Electorat, soient révoquez, & les  
 „ choses remises sur leur ancien pié.

„ Ces Demandes-là ne répugnent pas mê-  
 „ me aux intérêts des *Hollandois*, supposé  
 „ qu'ils voulussent laisser les *Pais-Bas*  
 „ à l'Electeur de *Bavière*; puisque selon leurs  
 „ propres Maximes, il seroit à souhaiter que  
 „ ces Provinces fussent possédées par un  
 „ Prince assez puissant pour assurer leur Bar-  
 „ rière.

„ Cependant au cas qu'ils aient d'autres sen-  
 „ timens à l'égard de l'Electeur de *Bavière*  
 „ & qu'oubliant les premiers engagemens de  
 „ ce Prince avec la *Maison d'Autriche*, ils  
 „ soient persuadés que ceux qu'il a pris avec  
 „ la *France* sont inébranlables: si sur ce fon-  
 „ dement, ils craignent que sa Puissance  
 „ pourroit avec le tems devenir dangereuse  
 „ à leur Etat, & par conséquent qu'il fau-  
 „ droit la diminuer, on pourroit avoir égard  
 „ à cette crainte, quoique mal fondée, en  
 „ proposant pour le bien de la Paix, d'enga-  
 „ ger l'Electeur de *Bavière*, à céder la *Baviè-*  
 „ re & la Dignité Electorale au Prince son  
 Fils

1711. „ Fils aîné, dont il seroit à propos en même  
 „ tems de conclure le Mariage avec l'Archiduchesse, Fille aînée du défunt Empereur  
 „ *Joseph*. En ce cas, on stipuleroit, que  
 „ l'Electeur se contenteroit des *Pais-Bas* au  
 „ lieu de la *Bavière*, à condition, comme on  
 „ a déjà dit, que les *Hollandois* auroient des  
 „ Garnisons dans les Places, & que ces Gar-  
 „ nisons seroient entretenues aux dépens du  
 „ Pais.  
 „ Mais au cas que le contraire arrivât, &  
 „ que les Propositions faites en faveur de l'E-  
 „ lecteur de *Bavière* fussent rejetées; que ce  
 „ Prince fût obligé de se contenter de la seu-  
 „ le restitution de la *Bavière*, peut-être même  
 „ démembrée du *Haut-Palatinat*, & qu'il  
 „ fût privé du premier Rang dans le Collège  
 „ Electoral; en ce cas, le Roi n'accorderoit  
 „ aux *Hollandois* que le Tarif signé au mois  
 „ de Mai 1699.  
 „ On pourroit encore faire une autre in-  
 „ demnisation plus honorable; mais moins  
 „ avantageuse pour ce Prince, & que S. M.  
 „ ne laisseroit pas d'acheter de même au prix  
 „ du rétablissement du Tarif de 1664. avec les  
 „ exceptions, dont il a été parlé.  
 „ Les *Hollandois*, & leurs Alliez en refu-  
 „ sant les *Pais-Bas* à l'Electeur de *Bavière* vou-  
 „ droient apparemment qu'on les cédât à l'Ar-  
 „ chiduc. Le Roi y consentira, & disposera  
 „ même l'Electeur à céder tout l'Electorat de  
 „ *Bavière* à la Maison d'*Autriche*, pourvu qu'on  
 „ donne le Roïaume de *Naples* à ce Prince.  
 „ La Proportion n'est pas égale entre ce  
 „ Roïaume d'une part, & les *Pais-Bas Espa-*  
 „ gnols de l'autre, avec un Pais comme la *Ba-*  
 „ vière,

„vière, & tellement à la bienfiance de la Mai- 1711.  
 „son d'Autriche. Mais le Roi s'engage de su-  
 „ppléer à la perte, que feroit l'Electeur de  
 „Bavière, & de faire cette indemnisation,  
 „d'une manière fort avantageuse à l'Angle-  
 „terre.

„Le moien que le Roi propose pour ce-  
 „la, est d'engager le Roi d'Espagne à céder  
 „la Sicile à l'Electeur, afin que possédant ces  
 „Roiaumes il fût indemnifié de ce qu'il aban-  
 „donneroit, & les Anglois trouveroient leur  
 „avantage particulier dans les Conventions  
 „que l'Angleterre pourroit faire avec lui pour  
 „le Commerce de la Méditerranée. Ce n'est  
 „pas une chose indifférente à la Nation que  
 „de s'assurer du Prince qui sera Maître de  
 „Messine, & les Hollandois pourroient faci-  
 „lement prévenir l'Angleterre, si la Sicile  
 „tomboit jamais en partage à l'Archiduc. Cet-  
 „te reflexion n'aura pas échappé aux lumiè-  
 „res de la Reine de la G. B. laquelle mar-  
 „que qu'elle s'intéresse aux affaires d'Italie,  
 „dans l'Article qui concerne le Duc de Sa-  
 „voie.

„L'intention du Roi est d'accomplir à la  
 „lettre la Convention signée en son nom,  
 „par le Sr. de Menager, par raport à ce Prin-  
 „ce & S. M. le lui fera savoir directement,  
 „puis que la Reine de la G. B. le souhaite.  
 „Le silence que le Roi a gardé à cet égard  
 „n'a été fondé que sur ce que S. M. n'avoit  
 „aucun commerce, direct ni indirect, avec  
 „le Duc de Savoie, s'étant reposée sur cette  
 „Princesse du soin de lui apprendre ce qu'on  
 „a stipulé en sa faveur.

„Quant au reste, le Roi est si éloigné de  
 „s'opo-

1711. „ s'oposer à l'agrandissement du Duc de Sa-  
 „ voie, du côté de l'Italie, qu'il est persuadé  
 „ qu'il seroit avantageux à cette partie de l'Eu-  
 „ rope, qu'on joignit le reste du Milanois, à  
 „ la partie dont ce Prince est déjà en posses-  
 „ sion : il consentiroit même avec plaisir en  
 „ ce cas, à le traiter en qualité de Roi de  
 „ Lombardie.

„ Les sentimens du Roi étant conformes,  
 „ en cette occasion, à ceux de la Reine de la  
 „ G. B., il n'y a aucun lieu de douter, que  
 „ cette Princesse ne convienne, qu'il est juste  
 „ que le Duc de Savoie se contente de sa vieil-  
 „ le Barrière du côté de la France, & qu'il  
 „ rende les Places d'Exilles & de Fenestrelles,  
 „ qui sont l'une & l'autre dans le Dauphiné; S.  
 „ M. confirmant la promesse qu'elle a faite de  
 „ lui rendre le Duché de Savoie & le Comté de  
 „ Nice, qui sont plus importans que ces deux  
 „ Places, à l'égard de la Frontière du Roiaume.

„ Outre ces explications, le Roi donnera  
 „ encore avec une entière confiance à la Reine  
 „ de la G. B. toutes celles qu'il lui plaira de  
 „ souhaiter de lui pour le bien de la Paix, &  
 „ puis qu'elle voudroit savoir les dispositions  
 „ de S. M. à l'égard de l'Electeur de Brandebourg,  
 „ & du Duc de Hanover, le Roi assure,  
 „ qu'il ne fera aucune difficulté de reconnoître  
 „ le premier, en qualité de Roi de Prusse, &  
 „ le second en celle d'Electeur, lors qu'on  
 „ signera la Paix. La Reine de la G. B. pourra  
 „ même se servir de cette confiance, comme elle  
 „ le jugera à propos pour le bien de la Paix,  
 „ sans craindre d'être desavouée.

„ Enfin

„ Enfin le desir que marque cette Princef-  
 „ se, de rétablir au plutôt la tranquillité uni-  
 „ verselle de l'*Eurape*, paroît si sincère, que le  
 „ Roi veut bien encore lui communiquer ses  
 „ intentions à l'égard de la Paix avec l'Empire,  
 „ qui sont:

„ De reconnoître l'Archiduc en qualité  
 „ d'Empereur.

„ De rendre à ce Prince & à l'Empire le  
 „ Fort de *Kehl*; en l'état où il est à pré-  
 „ sent.

„ De faire démolir les Forts du Rhin, dé-  
 „ pendans de *Strasbourg*.

„ De faire raser les Fortifications faites vis-  
 „ à vis de *Hunningen* à droite, & dans l'Île  
 „ du *Rhin*.

„ D'en faire autant du Fort bâti au delà  
 „ du *Rhin*, vis-à-vis du *Fort-Louis*, de mê-  
 „ me que de la partie du Pont qui conduit  
 „ de l'Île au rivage, qui est à la droite du  
 „ *Rhin*.

„ De démolir en général toutes les Fortifi-  
 „ cations bâties ou élevées au delà de cette  
 „ Rivière.

„ Enfin, de rendre à l'Empereur la Ville  
 „ de *Brisach*, à la reserve toutefois du Fort  
 „ nommé le *Mortier*, à gauche & en deçà du  
 „ *Rhin*.

„ A ces conditions, qui sont suffisamment  
 „ connoître que le Roi ne songe pas à inter-  
 „ rompre le repos de l'Empire, S. M. souhai-  
 „ te seulement pour soi qu'on lui rende la  
 „ Ville de *Landau*, & pour ses Alliez le ré-  
 „ tablissement de l'Electeur de *Cologne* dans  
 „ ses Etats, ses Benefices & ses Dignitez, se  
 „ rapportant à l'égard de l'Electeur de *Bavière*,

1711. „ à ce qui a été dit en parlant de ce Prin-  
 „ ce.

„ Le Roi attend avec impatience les heu-  
 „ reux effets de l'aplication de la Reine de la  
 „ G. B. pour contribuer au rétablissement de  
 „ la Paix , & S. M. ne souhaite pas avec  
 „ moins d'ardeur l'occasion de faire paroître  
 „ publiquement les sentimens qu'elle a pour  
 „ cette Princesse.

Les An-  
 glois s'en-  
 gagent de  
 les appuyer.

On n'avoit jusqu'alors rien demandé à la France touchant la manière dont on devoit disposer des Pais Bas ; la Reine d'Angleterre avoit seulement déclaré par son Mémoire, que si elle pouvoit, sans crainte d'être desavouée, spécifier quelque chose qui aprochât de la Barrière que la France voudroit bien consentir d'accorder aux Hollandois , & les assurer du Tarif de 1664. , on ne doutoit pas que les Etats Généraux n'entraissent sans hésiter davantage dans la Négociation , de la manière dont elle avoit été concertée. On leur accorda donc le Tarif de 1664. avec plusieurs exceptions , à condition qu'ils consentiroient à ce Plan-là, sans quoi ils seroient punis par la perte de leur Négoce & réduits au Tarif de 1699. Quant au point principal qui avoit fait le sujet de la Guerre, le Roi, non content d'assurer l'Espagne & les Indes Occidentales à son petit-Fils, proposoit encore de dépouiller l'Empereur de tous ses Etats en Italie. Voilà quel fut le projet que les Ministres Anglois reçurent sans surprise & sans ressentiment. Mr. de St. Jean remercia \* au contraire Mr. de Torci de l'avoir bien voulu communiquer , promettant d'en

\* Par une Lettre du 25. Novembre.

d'en user avec discretion & d'en garder le contenu avec un secret inviolable. Il l'assura que l'Angleterre feroit tous ses efforts pour fixer les Prétenſions des Alliez. On ne doit pas s'étonner qu'un tel Plan ne leur ait pas été communiqué, puis qu'il n'auroit pas manqué de rompre tout à coup les Conférences & qu'ils auroient mieux aimé s'exposer à tous les hasards, que de traiter sur un pareil fondement.

Sur les instances pressantes de la Reine d'Angleterre, les Hollandois consentirent enfin à ouvrir les Conférences au tems fixé par cette Princesse, & accordèrent les Passeports qu'on souhaitoit pour les Plénipotentiaires de France. Le Comte de Strafford en donna aussitôt avis à Mr. de Torci; mais il lui manda en même tems que l'Empereur refusoit d'y donner son consentement, & que les Etats Généraux faisoient difficulté d'entrer en Négociation sans le concours des Ministres de la Maison d'Autriche: quo cependant on alloit travailler à lever ces difficultez. Le Marquis de Torci dépêcha aussi par ordre du Roi un Courier à Madrid, avec les Papiers qu'il avoit reçus du Comte de Strafford, priant la Cour d'Espagne de faire incessamment partir ses Plénipotentiaires. Quoi que l'Angleterre eût ainsi disposé les choses à la satisfaction du Roi, il ne faut pas croire que la Nation entière fût dans de semblables dispositions. La Reine avoit si bien prévu le contraire, qu'elle avoit eu la précaution de fortifier son Parti par la Creation de dix-huit nouveaux Pairs \* dans la Chambre Haute, & par plusieurs Créatures dans

Si toute la Nation Angloise étoit dans les mêmes sentimens.

\* Ils furent appelez les Pairs Occasionnels.



1711. dans celle des Communes, qui firent conclure les autres Membres du Parlement à remercier cette Princesse de la Harangue qu'elle y avoit faite, sans rien spécifier, sinon *le desir qu'elle avoit de terminer la Guerre par une Paix avantageuse pour ses Sujets, juste & honorable pour tous les Alliez.*

Debat dans  
les Cham-  
bres du  
Parlement  
à ce sujet.

Il y avoit pourtant eu un Débat de quatre heures dans la Chambre Haute sur la manière de faire ce remerciement. Plusieurs vouloient qu'on demandât la Restitution de la Monarchie d'Espagne pour la Maison d'Autriche, c'est-à-dire qu'on priât la Reine de ne faire aucune Paix sans cette Restitution. La Reine avoit ouï tout ce Débat, qui fut très-vif, d'une Loge qui regardoit dans la Chambre, derrière un Voile qui cachoit S. M. B. aux yeux de l'Assemblée. Elle eut dequoi se convaincre par-là que ses sentimens ou ceux de ses Ministres n'étoient point des sentimens universels; que si la chose se passoit de la manière qu'elle souhaitoit, ce ne seroit que par l'effet des moïens extraordinaires qu'on avoit employez pour gagner la pluralité des suffrages; & qu'il resteroit dans les esprits d'un grand nombre de Sujets très-considérables des semences de division & d'aigreur qui pourroient avec le tems avoir de fâcheuses suites. Cependant la Contestation fut terminée au gré de la Reine ou de ses Conseillers, qui, pour suspendre les ressentimens de ceux qui n'avoient consenti que par force, ou qui n'avoient point voulu y consentir, firent inserer dans la Réponse que la Reine donna au Remerciement, *Qu'elle seroit bien fâchée, qu'il y eût quelqu'un qui pût penser, qu'elle ne seroit pas*  
les

*les derniers efforts, pour retirer l'Espagne & les Indes de la Maison de Bourbon.* 1711.

Il n'y eut pas de moindres difficultez à surmonter dans la Chambre Basse, où (quoique le Parti de la Cour fût le plus nombreux) on fit de vives Remontrances sur l'importance & le danger auquel on s'exposeroit, en concluant la Paix, sans obliger la France de rendre l'Espagne à la Maison d'Autriche: & de se contenter de Propositions ou Préliminaires vagues, insuffisants & captieux, (ce furent les termes de l'Adresse) pour en faire le fondement des Traitez: sans que pour tout cela on eût le consentement ou l'approbation d'aucun des Alliez. Néanmoins la Chambre fit aussi présenter son Adresse, par laquelle elle déclara, qu'elle avoit une entière confiance en la sagesse & la bonté de S. M., en son honneur, en sa justice envers ses Alliez, & en son soin tout particulier pour le bien de ses Sujets.

Telle étoit la disposition générale des affaires lors que le Duc de Marlborough retourna à Londres, couronné de gloire par l'Expedition de Bouchain, qui n'étant éloignée que de quelques lieues de Cambrai, ouvroit par conséquent l'entrée du Roïaume de France aux Alliez. Mais comme les Esprits étoient déjà aigris en Angleterre, on y fit peu de cas de cette Expedition; & bien loin d'en remercier le Duc, comme on avoit fait les Années précédentes on ne fit qu'extenuer sa Conquête, qu'on appela par dérision la prise d'un Colombier. On n'en demeura pas là: le Duc fut obligé de se justifier devant le Parlement pour avoir témoigné de ne pas approuver les Préliminaires proposez. On l'attaqua personnellement par des reproches de chercher la conti-

Disgrace  
du Duc de  
Marlbo-  
rough.

1711. nuation de la Guerre pour son profit particulier. Il déduisit les raisons qu'il avoit de n'y pouvoir souscrire: & ce fut après cette Déclaration qu'il fut remercié de ses services par une Lettre de la Reine qui lui témoignoit n'en avoir plus besoin.

Expédition du Sr. du Gué-Trouin sur les Côtes du Brésil.

Pendant que ces choses se passoient, le Sr. du Gué-Trouin fit sur les Côtes du Brésil une Expédition dont la France tira moins d'avantage qu'on ne l'avoit cru d'abord. Son Escadre, composée de 16. Vaisseaux de Guerre & de plusieurs Bâtimens de Transport, entra le 12. Septembre dans le Port de Rio-Janeiro à la faveur d'un Brouillard. L'Amiral Portugais qui n'étoit pas en état de tenir, fit, après quelque résistance, mettre le feu à quatre Vaisseaux de Guerre & à quelques Vaisseaux Marchands qui étoient dans le Port, afin qu'ils ne tombassent pas au pouvoir des François. Ensuite il se retira à la Ville de St. Sébastien, qui se défendit jusqu'au 21. du même mois. Ce jour-là les Habitans abandonnèrent la Place, & le Sr. du Gué-Trouin l'occupa, aussi-bien que les Forts de St. Jago & de la Misericorde. Le Fort de Ste. Croix se rendit aussi par Capitulation le 23., de même que ceux de Villegagnon & de St. Jean. Tout le Butin qu'on en tira fut seulement deux Millions en or & environ la moitié en Marchandises, que les Habitans de Rio-Janeiro donnèrent aux François pour se racheter du pillage: aiant emporté dans les Montagnes une bien plus grande quantité d'or & leurs meilleurs effets. Le Lecteur jugera par les deux Lettres suivantes des motifs de cette Expédition.

L E T.

## L E T T R E

*De Mr. du Gué-Trouin au Gouverneur de Rio-Janeiro le 19. Septembre 1711.*

„ **L**E Roi mon Maître voulant tirer raison Sa Lettre  
 „ de la cruauté exercée envers les Offi- au Gouver-  
 „ ciers & les Troupes Françoises que vous fi- verneur de  
 „ tes Prisonniers l'Année dernière, & S. M. Rio-Janci-  
 „ T. C. étant bien informée, qu'après avoir ro.  
 „ laissé massacrer les Chirurgiens à qui vous  
 „ aviez permis de descendre pour panser les  
 „ bleffez, vous avez encore laissé périr de faim  
 „ & de misère ce qui restoit de ses Troupes,  
 „ faute de leur donner aucune subsistance,  
 „ les retenant Captifs, contre le Cartel d'é-  
 „ change entre les Couronnes de France & de  
 „ Portugal; Elle m'a ordonné d'employer ses  
 „ Vaisseaux & ses Troupes pour venir vous  
 „ contraindre par la voie des Armes à vous  
 „ rendre vous & votre Ville, à me rendre tous les  
 „ Prisonniers François, & à faire paier à tous  
 „ les Habitans de ce Pais des Contributions  
 „ suffisantes pour les punir de leur témérité,  
 „ & dédommager entièrement S. M. T. C. de  
 „ la dépense qu'elle a faite pour un Armement  
 „ aussi considérable.

„ Je n'ai point voulu vous sommer de vous  
 „ rendre, que je ne me fois vu en état de  
 „ vous y forcer, & de reduire en cendre vo-  
 „ tre Ville & votre Pais, si vous ne vous  
 „ rendez à la discretion du Roi mon Maître,

1711. „ qui m'a commandé de ne point détruire  
 „ ceux qui se soumettront de bon gré, & se  
 „ repentiront de l'avoir offensé en la person-  
 „ ne de ses Officiers & de ses Soldats.  
 „ J'apprens aussi, Monsieur, que vous avez  
 „ laissé assassiner M. le Clerc qui les comman-  
 „ doit. Je n'ai point voulu user de Represail-  
 „ les sur les Portugais qui sont tombez en  
 „ mon pouvoir; l'intention de S. M. T. C.  
 „ n'étant pas de faire la Guerre d'une façon in-  
 „ digne d'un Roi Très-Chrétien. Je suis mê-  
 „ me persuadé que vous avez trop d'honneur  
 „ pour avoir participé à ce honteux Massacre;  
 „ mais ce n'est pas assez, elle veut que vous  
 „ en fassiez connoître les Auteurs, pour en  
 „ faire un exemple. De manière que si vous  
 „ differez de vous rendre, tous vos Canons,  
 „ vos Barricades, & votre multitude de Peu-  
 „ ples n'empêcheront pas que je n'exécute ses  
 „ ordres. J'attens, Monsieur, votre ré-  
 „ ponse sur cela; & je serai bien fâché d'être  
 „ forcé à des cruautés indignes d'un Chrê-  
 „ tien. Faites-la prompte & décisive, autre-  
 „ ment vous connoîtrez que si je vous ai é-  
 „ pargné jusqu'à présent, ç'a été pour m'épar-  
 „ gner à moi-même l'horreur d'envelopper les  
 „ Innocens avec les Coupables, &c.

Signé DU GUE'-TROUIN.

*Réponse du Gouverneur de Rio-Janeiro à Mr.  
 du Gué-Trouin, le même jour.*

Réponse  
 du Gou-  
 verneur.

„ J'Ai vû, Monsieur, les motifs qui vous  
 „ ont engagé à venir de France en ce Pais-  
 „ ci. Quant aux Prisonniers François, ils  
 „ ont été traitez suivant l'usage de la Guer-  
 „ re:

„ re: il ne leur a manqué ni le Pain de Muni- 1711.  
 „ nition, ni les autres secours que la pieté des  
 „ gens du Pais a engagé de leur fournir, quoi  
 „ qu'ils ne le méritassent point, vu la maniè-  
 „ re dont ils ont attaqué le Pais du Roi mon  
 „ Maître, sans en avoir de Commission du  
 „ Roi Très-Chrétien. Cependant je leur ai  
 „ accordé la vie au nombre de 600. comme  
 „ ils le pourront certifier eux-mêmes. Je les  
 „ ai garantis de la fureur des Negres, qui les  
 „ vouloient tous passer au fil de l'Epee. En-  
 „ fin je n'ai en rien manqué à tout ce qui les  
 „ regarde, les ayant traitez suivant les inten-  
 „ tions du Roi mon Maître. A l'égard de la  
 „ mort de Mr. le Clerc, je l'avois fait met-  
 „ tre, à sa sollicitation, dans la meilleure  
 „ Maison du Pais, où il a été tué. Qui l'a  
 „ tué, c'est ce qu'on n'a encore pu certi-  
 „ fier; mais je vous assure, que si l'Assassin  
 „ se trouve, il sera châtié comme il le méri-  
 „ te. En tout ceci, il ne s'est rien passé  
 „ qui ne soit de la pure vérité, telle que je  
 „ vous l'expose.

„ Pour ce qui est de vous remettre ma Pla-  
 „ ce, quelque menace que vous me fassiez;  
 „ le Roi mon Maître me l'ayant confiée, je  
 „ n'ai point d'autre réponse à vous faire, si-  
 „ non que je suis prêt de la défendre jusqu'à  
 „ la dernière goutte de mon sang: dans l'es-  
 „ pérance que le Dieu des Armées ne m'a-  
 „ bandonnera pas dans une Cause aussi juste  
 „ que celle de la Défense de cette Place,  
 „ dont vous voulez vous emparer sur des  
 „ prétextes frivoles & hors de saison, &c.

Signé DON FRANCISCO DE CASTRO

M O R A I S.

M 3

Ce-

1711.

à Couron-  
nement de  
l'Empe-  
reur Char-  
les VI.  
*Mémoires  
de Tenu.*

Cependant tout se disposoit à Francfort pour le Couronnement du nouvel Empereur. Le jour marqué pour cette Cérémonie aiant été fixé au 22. Decembre, toute la Bourgeoisie & trois Compagnies de Cavalerie se rendirent ce jour-là aux Postes qui leur avoient été assignez sur la Place du Palais de S. M. I., d'où on avoit fait un Pont de Bois couvert de Bandes de Drap jaune & noir qui alloit jusqu'à l'Eglise de St. Barthelemi. Dix Conseillers se rendirent sur les 9. heures avec un Dais fort riche devant l'Appartement de S. M. I., & un peu après le Comte de Papenheim, Stathouder de l'Electorat de Maïence, arriva dans un Carosse, accompagné des Gardes de son Altesse Electorale, avec la Couronne Impériale posée sur un Carreau de Velours. L'Electeur Palatin & les Plénipotentiaires des Electeurs absens, s'assembloient cependant à la Maison de Ville, pendant que les deux Electeurs Ecclesiastiques étoient allés attendre S. M. I. à l'Eglise. L'Electeur Palatin vêtu de l'Habit Electoral, portant le Globe Impérial, & les Plénipotentiaires tous à Cheval & suivis de leurs Domestiques, se rendirent au Palais de l'Empereur sur les 10. heures, où après avoir resté une petite demi-heure, la Marche commença dans cet ordre. Les Valets de pié, & les autres Domestiques des Electeurs ou des Plénipotentiaires alloient devant, & ensuite quantité de Cavaliers, parmi lesquels se trouvèrent beaucoup de Ministres & de Comtes de l'Empire à cheval. Six Herauts d'Armes venoient après. Le  
pre-

premier tenoit un Aigle simple, le second une Croix double, le troisième un Lion, & les autres chacun un double Aigle. Après les Herauts suivoient les Ambassadeurs, savoir celui de Hanover, celui de Brandebourg qui portoit le Sceptre, ceux de Saxe & de Bohême, & l'Electeur Palatin, portant, comme on a déjà dit, le Globe Impérial. Le Comte de Papenheim, Maréchal Héréditaire de l'Empire, marchoit ensuite, portant le Sabre Impérial nud, & étant suivi du Comte de Zinzendorf, Grand Trésorier d'Autriche, qui portoit la Couronne Impériale sur un Carreau de Velours. L'Empereur paroissoit tout seul ensuite sous le Dais, monté sur un très-beau Cheval d'Espagne, & aiant la Couronne de la Maison en tête. La Garde Palatine, & une Compagnie de Bourgeois fermoient la Marche, qui se fit au son des Cloches & au bruit des décharges réitérées du Canon des Remparts. Sa Majesté Impériale fut reçue à l'entrée de l'Eglise par les Electeurs de Maïence & de Trêves, en Habits Ecclésiastiques; après quoi le Couronnement se fit, selon les Cérémonies ordinaires, & fut suivi du *Te Deum* en Musique, à la fin duquel la Marche recommença dans le même ordre pour se rendre à la Maison de Ville, avec cette seule différence, que l'Empereur qui avoit alors la Couronne Impériale sur la Tête, marchoit à pié sous le Dais, entre les Electeurs de Maïence & de Trêves, revêtus de l'Habit Electoral. Sa Majesté, les Electeurs & les Ambassadeurs des absens, dînèrent tous dans la même Salle; mais chacun à une Table se-



1711.

parée, & après que chaque Electeur eut fait la fonction de sa Charge, on distribua le Bœuf rôti, du Pain & de l'Avoine; suivant la Coutume, & on jeta de l'argent au Peuple, pendant qu'on faisoit couler des Fontaines de vin en abondance; & ce qui parut surprenant, tout cela se passa sans aucun désordre. L'Empereur monta sur les 7. heures dans un magnifique Carosse, fait exprès pour cette Cérémonie, & fut conduit chez lui par les Electeurs, étant tous trois dans le Carosse de S. A. E. de Maïence, & par les Ambassadeurs, aussi tous trois dans celui de l'Ambassadeur de Saxe; ensuite de quoi le Pont & le Drap dont il étoit couvert fut abandonné à la Populace, & ce fut ainsi que finit cette journée.

1712.

S. M. I.  
reçoit les  
Hommages  
des  
Magistrats  
de Franc-  
fort.

Le 9. de Janvier 1712. vers les 10. heures du matin l'Empereur, précédé par les Seigneurs de sa Cour, se rendit en Carosse à six Chevaux à l'Hôtel de Ville, pour recevoir l'Hommage des Magistrats. S. M. I. se plaça sur le Trône, qui avoit été élevé sous un Dais dans la Grande Salle: le Comte de Zinzendorf étoit à sa droite, & le Comte de Papenheim à sa gauche; plus bas étoit le Comte de Schonborn, de même que deux Herauts d'Armes. Peu de tems après, ce dernier Comte vint recevoir à genoux les ordres de l'Empereur; & fit un très-beau Discours au Magistrat, auquel les Syndics répondirent par un autre fort pathétique, donnant à entendre que les Magistrats & la Bourgeoisie étoient prêts à faire leur hommage. Sur quoi le Chancelier remit le Formulaire du Serment à un Sec.

Secrétaire, qui en fit la lecture; & les Magistrats à genoux autour du Trône, prêtèrent ce Serment: après quoi ils furent admis à baiser la main de S. M. I., qui se rendit ensuite à la grande Place, & monta sur le Trône qu'on y avoit aussi préparé. La Bourgeoisie se tenant debout prêta le Serment qui lui fut lû; & cette Cérémonie fut terminée par les Acclamations de *Vive l'Empereur Charles VI.* S. M. I. partit ensuite pour Vienne, & se rendit au Mois de Mai à Presbourg pour s'y faire couronner Roi de Hongrie.

Pendant que l'Empire étoit en joie par cet événement, la France étoit plongée dans le deuil & dans la tristesse, par la mort imprévue de deux Daufins & d'une Daufine emportez cette année, qui ne laissant qu'un Daufin Mineur, faucha les grandes espérances qui reposoient sur ces Têtes précieuses. La première qui fut enlevée à la fleur de son âge, fut Madame la Daufine, qui étant tombée malade à Versailles le 7. de Février, de la Rougeole, se trouva plus mal le 11. après avoir pris l'Émetique le jour d'auparavant. Son mal aiant augmenté de plus en plus, elle mourut le 12. entre 7. & 8. heures du soir dans sa 26. Année. Comme cette Princesse étoit la joie aussi bien que l'ornement de la Cour, sa mort y causa une tristesse inconcevable. Mr. le Daufin son Époux en fut le plus vivement frappé, & eut en même tems un accès de fièvre. Cependant le Roi étant allé à Marli ce même jour, ce Prince voulut le suivre & s'y rendit le 13. On s'aperçut les jours suivans qu'il étoit aussi attaqué de la Rougeole; &

Mort de  
M. le Daufin  
& de  
Mad. la  
Daufine.

1712. comme la Saignée n'avoit point soulagé la Princesse son Épouse, on le fit suer; mais ce remède ne contribua qu'à l'affoiblir, & la Rougeole ne sortit qu'à demi. Enfin ce Prince s'étant trouvé le 17. à l'extrémité, mourut le lendemain 18. sur les 8. heures du matin; dans sa 29. Année, étant né le 26. Août 1682., & son Corps fut porté à Versailles. Le Roi resta à Marli dans un grand abattement & fut lui-même fort en danger tant de tristesse que de Maladie. Sa Majesté exprima une partie de sa douleur dans la Lettre qu'elle envoya le jour suivant au Cardinal de Noailles, Archevêque de Paris: la voici.

### MON COUSIN.

*Je viens de perdre en moins de six jours mon petit-Fils le Daupin, & ma petite-Fille la Dauphine. Un coup si accablant & si imprévu me cause une affliction d'autant plus grande, que ce Prince joignoit à une Piété exemplaire toutes les autres Vertus dignes de son Rang, & que la Princesse sa femme avoit justement acquis & partageoit avec lui ma tendresse & mon estime. Comme une perte si irréparable est générale pour tout mon Peuple, je dois joindre mes Prières aux siennes, pour demander à Dieu le repos de leurs Ames, & la consolation dont j'ai besoin dans ma douleur. Ainsi je vous écris cette Lettre, pour vous dire qu'aussi-tôt que vous l'aurez reçue, vous fassiez faire des Prières publiques dans.*

*dans l'étendue de votre Diocèse, &c. Ecrit à* 1712.  
 Marli le 19. Fevrier 1712.

*signé, LOUIS,*

*Et plus bas*

PHÉLIPEAUX.

Le Roi étoit toujours à Marli, & S. M. se trouvant mieux prenoit de tems en tems le divertissement de la Chasse & de la Promenade. Cependant, Madame, M. le Duc d'Orléans, Madame la Princesse, Mademoiselle de Conti, Mademoiselle de la Roche-sur-Yon, le Duc du Maine, le Comte de Toulouse, allèrent à Versailles jeter de l'eau benite sur le Corps de Madame la Daupine, & ils furent reçus par la Duchesse du Lude, Damed'honneur, & par le Marquis de Dangeau, Chevalier d'honneur, aiant à leur suite tous les Officiers de la Princesse défunte. Le 19. on porta au Val de Grace le cœur de Mr. le Daufin & celui de Madame la Daupine en même tems. Le Cardinal de Janson, Grand Aumônier de France, ne s'étant pas trouvé en état de faire cette fonction, pria l'Evêque de Senlis de la faire, l'Evêque de Mets, premier Aumônier, étant absent. La Princesse de Condé, la Duchesse de Vendôme & Mademoiselle de Conti, le Duc du Maine & la Duchesse du Lude, étoient dans le même Carosse. Le 20. le Corps de M. le Daufin, qui avoit été porté de Marli à Versailles, fut transporté de son Appartement en celui de Madame la Daupine; & depuis ce jour-là, on leur rendit tous les honneurs funèbres, les Officiers de l'un & de l'autre étant continuelle-

1712.

ment dans la Chambre, aussi bien qu'un grand nombre de Dames de la première qualité. Il y avoit aussi 4. Evêques, outre les Officiers de la Chapelle, ceux qui servoient auprès de M. le Dauphin, ceux de Madame la Dauphine & plusieurs Ecclesiastiques qui psalmodioient jour & nuit, & on célébra des Messes sur des Autels dressez dans la Chambre. Le 22. M. le Duc d'Orléans & le Comte de Toulouse vinrent encore jeter de l'eau benite sur le Corps de Mr. le Dauphin. Ils furent reçus par le Duc d'Aumont, Premier Gentilhomme de la Chambre, à la tête des Officiers du Roi qui servoient près du Prince défunt. Le 23. les Corps furent mis sur un grand Chariot funèbre, attelé de 8. chevaux caparaçonnez de noir. La marche commença par un grand nombre de Pauvres, suivis par les Garçons d'Office portant des flambeaux, les Officiers de Madame la Dauphine à cheval, les Carrosses des principaux Officiers, & des Ecuïers; ceux de Mr. le Duc d'Orléans & des Princesses faisant le deuil, une Brigade de chaque Compagnie des Mousquetaires, 50. Chevaux Legers de la Garde, 6. Carrosses du Roi ou de Madame la Dauphine, dans lesquels étoient M. le Duc d'Orléans, la Duchesse de Vendôme, Mademoiselle de Conti & Mademoiselle de la Roche sur - Yon, avec la Duchesse du Lude, Damed'Honneur, la Marquise de Mailli, Dame d'Atour, les Dames du Palais, & les Dames titrées, que les Princesses du Sang avoient amenées avec elles. Ces Carrosses étoient suivis de celui du Roi, où étoit l'Evêque de Senlis, accompagné.

pagné des Evêques de Tournai, de St. Omer & d'Autun, l'Abbé Morel, Aumônier, & le Curé de Versailles. Puis marchoit le Chariot, précédé des Herauts d'Armes du Marquis de Dreux, Grand Maître des Cérémonies, entouré des Valets de pié de M. le Dauphin & de Madame la Dauphine, des Pages du Roi, des Suisses de la Garde, & suivi de 100. Gardes du Corps, & de 50. Gendarmes de la Garde. Le Convoi arriva à Paris le 24. sur les 3. heures du matin, par la Porte St. Honoré, & il sortit par la Porte St. Denis. Il arriva à 7. heures du matin à St. Denis, où l'Evêque de Senlis présenta les Corps au Père de Ste. Marthe, Grand Prieur de l'Abbaye. On les porta ensuite dans l'Eglise, & la Messe fut célébrée Pontificalement par le même Prélat. Les Corps y demeurèrent en dépôt jusqu'au jour du Service solennel; & jusqu'alors les Officiers du Roi & ceux de Madame la Dauphine y firent leurs fonctions, & assistèrent aux Prières qui s'y faisoient continuellement.

Le Roi, qui ne vouloit pas être témoin de cette Pompe funebre, trop capable de renouveler sa douleur, ne revint à Versailles que le 27., jour auquel on célébra à Notre-Dame de Paris le Service pour M. le Dauphin & Madame la Dauphine. Sa Majesté déclara ce jour-là *le Duc de Bretagne Dauphin de France.* Le même jour que le Roi fut de retour à Versailles, les Seigneurs & Dames de la Cour, se rendirent au Château pour lui faire les complimens de condoléance. Les Princes étoient dans le Cabinet de S. M., les Duchesses dans la Chambre, & les Seigneurs dans l'Anticham-

Le Duc de Bretagne est déclaré Dauphin.

1712. bre, & dans les Salles, rangez en deux lignes, jusqu'à l'Appartement de Madame de Maintenon, ayant des manteaux longs & de grands crêpes; & le Roi passa au milieu, depuis son Cabinet, jusques chez Mad. de Maintenon, saluant à droit & à gauche durant une heure de tems. S. M. déclara *Madame*, Première Dame de la Cour, & les autres Dames eurent ordre de rester à Versailles comme auparavant. Les Ministres Etrangers qui étoient à Paris saluèrent aussi le Roi, à la réserve de celui de Venise qui étoit fort mal en Cour, à cause d'une Ordonnance que sa République avoit fait exécuter contre la Famille Ottonboni, parce que le Cardinal de ce nom avoit entrepris à Rome, malgré sa défense, la protection des affaires de France. Le Roi donna aussi Audience au Parlement, au Grand Conseil, à l'Université & à l'Académie Française, pour recevoir leurs Complimens de condoléance sur la mort de Mr. le Dauphin & de Madame la Dauphine.

Mort du  
nouveau  
Dauphin.

S. M. étoit occupée à recevoir aussi ceux de l'Envoyé de Lorraine sur le même sujet, lors qu'elle aprit que le nouveau Dauphin, auparavant Duc de Bretagne, étoit aussi mort\* de la Rougeole après quatre jours de maladie; âgé de 5. ans & deux jours. Ce jeune Prince avoit été attaqué de fièvre le 4. & l'on s'aperçut les jours suivans que la Rougeole ne sortoit pas bien, ce qui fit appréhender pour sa vie. Comme il n'avoit pas encore reçu les Cérémonies du Batême, on résolut

\* Le 1. Mars.

solut de les lui administrer dans ce pressant danger de mort. Ce fut l'Evêque de Mets, premier Aumônier, qui fit cette fonction le même matin du jour que le jeune Prince mourut, & il fut nommé *Louis* par le Comte de la Motte & par la Duchesse de Ventadour, Gouvernante des Enfans de France. Le Corps fut porté le 10. à S. Denis, & le Cœur au Val de Grace. Le Convoi étoit composé de trois Carrosses du Roi, dans l'un desquels étoit le Corps, l'Evêque de Mets qui portoit le Cœur, la Duchesse de Ventadour, le Duc de Mortemar, Premier Gentilhomme de la Chambre, l'Abbé du Cambout, Aumônier du Roi, le Curé de Versailles, & la Dame de la Lande, sous-Gouvernante. Dans le second étoient 8. Gentilshommes Ordinaires, qui avoient porté le Cercueil, & dans le 3. étoient les Dames qui servoient ce Prince; suivis de 24. Pages, & 24. Gardes. L'Evêque de Mets présenta le Corps au Prieur de l'Abbaye, & fit un très-beau Discours, après-quoi il fit l'Inhumation: ensuite le Cœur fut porté au Val de Grace, & présenté par le même Prélat. La Duchesse de Ventadour & le Duc de Mortemar étoient présens à cette Cérémonie.

Le Roi avoit besoin de toute sa confiance pour soutenir ces coups redoublez d'une mort imprévue, qui enlevoit toute sa Famille à ses yeux. Il fut aussi touché de ces pertes Domestiques, qu'il parut l'être peu des disgrâces de la Fortune dans les événemens de la Guerre. Mais sensible sans abattement au milieu de tous ces revers, la tendresse de Père ne fit point tort en lui à la Grandeur.

Confiance  
du Roi au  
milieu de  
toutes ces  
pertes.



1712. deur d'Ame de Roi. Toujours ferme dans ces épreuves accablantes, il supporta les unes comme des Arrêts irrévocables de la Volonté du Très-Haut, & songea à remédier aux autres, pour se rendre toujours supérieur à sa mauvaise Fortune. On lui cacha à la vérité la plupart des mauvaises Nouvelles qui dans ces tristes conjonctures pouvoient renouveler son déplaisir, & les Courtisans flatteurs paroissant se défier de la constance d'un Prince qui en avoit tant fait paroître jusqu'alors, ne songèrent qu'à le fortifier contre les appréhensions d'une mort prochaine. Ils recommandèrent à lui faire rendre un compte exact de toutes les Personnes qui mouroient dans un âge fort avancé \*; & comme on avoit remarqué que ceux qui avoient le plus long-tems vécu étoient des gens de travail, on conseilla au Roi de faire aussi quelque exercice. Ses beaux Jardins lui en fournissoient l'occasion : il prit un singulier plaisir à s'y promener la serpète au côté, & à s'appliquer à la culture de ses Arbres qu'il tailloit de sa propre main. Ce qui donna lieu à Messieurs de l'Académie des Médailles & Inscriptions, d'en faire frapper une, où S. M. sous l'Emblème de Minerve est représentée avec une Equerre à la main & quelques Instrumens de Jardinage †. C'est ainsi

\* La Gazette de Paris du 4. Mars en remarqua six en particulier qui avoient vécu au delà de cent ans.

† Cette Médaille avoit pour Devise :

*Gravibus solatia curis :*

C'est à dire :

„ Les grans soins du Gouvernement  
„ Ont quelquefois besoin d'un peu d'Amalement.

ainsi qu'on cherchoit à amuser le Roi, depuis la mort de son petit-Fils & de sa petite-Fille, pour le consoler de cette perte par l'espérance d'une vie encore fort longue. 1712.

Cependant le Duc d'Anjou, Frère du dernier Dauphin défunt, & aujourd'hui Règnant sous le Nom de LOUIS XV., fut à l'extrémité, environ dans le même tems que son Frère. On lui administra aussi les Cérémonies du Batême en lui imposant le même nom de *Louis*; mais quoi qu'il fût d'une complexion très-foible, il ne laissa pas d'en réchapper & il continua à se rétablir de jour en jour. Cependant on comptoit si peu sur sa vie languissante, que le Roi ne jugea point à propos de lui donner publiquement la qualité de Dauphin, quoi que tout le monde le nommât ainsi. S. M. nomma pour être auprès de lui les mêmes Dames qui étoient auprès du défunt, & voulut que sa Cour fût plus nombreuse que jamais. Pour cet effet Elle ordonna à tous ceux qui avoient des Apartemens à Versailles qu'ils n'occupoient pas, d'y revenir incessamment ou d'en rendre les Clefs: voulant aussi que Marli fût remis sur le même pié qu'auparavant.

Batême  
du Duc  
d'Anjou  
devenu  
Roi sous  
le nom de  
Louis XV.

Le Roi jouissoit d'une santé parfaite & affectoit d'en donner des marques par plusieurs Parties de divertissement. Sa Cour étoit toujours fort grosse soit à Versailles, soit à Marli; il y avoit régulièrement 60. Dames, dont 48. des plus jeunes & des plus belles mangeoient tous les jours à la Table de S. M. Les autres mangeoient à celles des Princes & des Ministres. La Table de la Duchesse de

Le Roi se  
porte bien  
& en donne  
des  
marques.

1712

de Berri fut mise sur le même pié qu'étoit celle de feuë Madame la Daupine. Cette Princesse qui est fort enjoiüée tint le Cercle comme elle : & S. M. nomma des Dames pour être auprès de sa personne. L'Opera & la Comédie recommencèrent deux jours après les Fêtes de Pâques, de sorte que la Cour paroissoit avoir déjà oublié les pertes récentes qu'avoit faites la Famille Royale.

Mort de la  
Princesse  
d'Angle-  
terre, Fille  
du Roi  
Jaques,

Cependant une autre mort arriva à St. Germain le 18. de Mai. Ce fut celle de la Princesse Louise Marie Stuart, Fille de Jaques II. vivant Roi de la Grande Bretagne, qui mourut de la petite Verole âgée de 19. ans & onze mois, étant née le 28. Mai 1692. Son Corps fut porté le 20. au Monastère des Benedictins Anglois, pour y demeurer en dépôt auprès de celui du feu Roi son Père, & son Cœur aux Filles de Ste. Marie à Chaillot. Pour ce qui est du Chevalier de St. George, il échapa de la petite Verole, mais sa Santé ne laissa point d'être foible durant quelque tems. Le Roi lui alla rendre visite à St. Germain, & S. M. prit cette occasion pour lui annoncer la mort de la Princesse sa Sœur, qu'on avoit jugé à propos de cacher à ce Prince jusqu'alors. Le jour même de la mort de cette Princesse le Service solennel pour feu Mr. le Daupin & Madame la Daupine fut célébré dans l'Eglise de l'Abbaye de St. Denis, qui étoit ornée d'une magnifique décoration funèbre; l'Evêque de Mets officia, & l'Oraison funèbre fut prononcée par l'Evêque d'Alet. M. le Duc de Berri, le Duc d'Orléans & le Comte de Charolois, étoient les

les Princes du Deuil pour M. le Dauphin ; Madame la Duchesse de Berri, la Duchesse de Bourbon & Mademoiselle de Bourbon, étoient les Princesses du Deuil pour Madame la Dauphine. Les Princes étoient en Robes de Deuil, & les Princesses en Mantes. Après le Service les Corps furent descendus dans le Caveau de la Maison Royale. Le Parlement & les autres Cours assistèrent à cette cérémonie.

On pensoit cependant à la Paix que la Reine de la Grande Bretagne méditoit. Cette Princesse qui avoit, comme j'ai dit, nommé la Ville d'Utrecht pour le lieu des Conférences, y envoya ses Plénipotentiaires, & força, pour ainsi dire, la plupart des Alliez d'y envoyer aussi les leurs. Les premiers qui y arrivèrent furent ceux de France & d'Angleterre : Savoir de la part du Roi T. C., M. le Maréchal d'Huxelles, M. l'Abbé de Polignac & M. Menager : & de la part de la Reine, M. l'Evêque de Bristol & M. le Comte de Strafford. Les Plénipotentiaires de S. M. I. furent M. le Comte de Zinzendorf, M. le Comte de Corsana, & M. de Consbruck ; mais celui-ci étant mort à Utrecht pendant le tems des Conférences, fut remplacé par M. le Baron de Kirchner. Ceux des Etats Généraux furent M. de Randwyk pour la Province de Gueldres : Mrs. Buys & vander Dussen pour celle de Hollande, M. de Moermont pour celle de Zelande : le Baron de Renswoude pour celle d'Utrecht : M. de Gollinga pour celle de Frise : le Comte de Recheren pour celle d'Over-Yssel : & les Comtes de Tu & Kniphuisen pour celle de Groningue.

1712.

Ouverture  
des Confé-  
rences.  
*Hist. du  
Congrès  
d'Utrecht,  
Rapport du  
Comité se-  
cret.*

gue. Ils arrivèrent tous à Utrecht en différens tems sans aucunes Cérémonies, & sans qu'il leur fût rendu aucuns honneurs de la part de la Ville.

Il se tint avant la première Assemblée publique plusieurs Conférences particulières entre les Ministres François & Hollandois, dans lesquelles ceux-ci sécondéz (du moins en apparence) par les Anglois, tâchèrent de disposer les François à offrir des Conditions plus convenables pour l'Empereur, que celles qui étoient exprimées dans le Plan de M. Menager, afin de porter les Ministres de ce Prince à entrer en Négociation. Mais ces Mrs. en étant demeurez à protester que chacun pourroit dire ce qu'il jugeroit à propos dans les Conférences, on les ouvrit enfin dans une Salle de la Maison de Ville, à laquelle on avoit pratiqué une deuxième entrée, afin que la rencontre des Ambassadeurs de France avec ceux des Alliez à une même porte ne causât point d'embarras ni de confusion. Cette première entrevûe se fit le 29. Janvier, Ceux qui s'y trouvèrent furent les trois Plénipotentiaires de France, les deux d'Angleterre, quatre de Hollande, & deux de Savoye. Après qu'ils se furent mutuellement communiqué leurs pleins-Pouvoirs, l'Evêque de Bristol ouvrit les Conférences par un Discours qui rouloit sur la Paix, comme le sujet de l'Assemblée, à laquelle il suposoit que tous les Ministres étoient disposez par les considérations que chacun avoit faites, puis qu'ils avoient bien voulu y venir. Sur quoi l'Abbé de Polignac répondit des bonnes intentions de S. M. T. C. pour la même fin. Cependant com-

comme les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne étoient arrivez à Utrecht avec ordre dans leurs Instructions générales de concerter leurs mesures avec les Ministres des Alliez, & qu'ils se conformèrent au commencement à ces Ordres, Mr. de Torci écrivit à Mr. de St. Jean : „ Qu'il trouvoit qu'il n'y „ avoit pas une intelligence aussi parfaite „ entre les Plénipotentiaires de France & de „ la Grande Bretagne qu'il seroit à souhaiter. „ Qu'il seroit à propos qu'on envoyât des Instructions plus précises à l'Evêque de Bristol „ & au Comte de Strafford, touchant la manière dont ils devroient concerter leur „ procédé avec les Plénipotentiaires du Roi. D'autant plus que dans la Réponse au Mémoire envoyé par Mr. Gautier, dont nous parlerons ci-après, le principal ordre que le Roi avoit donné à ses Plénipotentiaires à leur départ pour se rendre à Utrecht, étoit d'établir une intelligence parfaite entr'eux & les Ministres de la Reine de la Grande Bretagne.

Le Comte de Strafford déclara dans cette première Conférence, que la Reine avoit reçu les Propositions générales, comme le fondement des Négociations de Paix; mais qu'elles n'engageoient que la France & non les Alliez; à quoi les Ministres François consentirent sans hésiter. Ce qui ne doit s'entendre dans tout le cours de ces Négociations, que des Propositions signées par Mr. Menager seul, le Congrès n'ayant eu aucune connoissance de ce qui avoit été signé de la part de la France & de l'Angleterre : Chose qu'on avoit cachée, & désavouée publiquement dans toutes les occasions ! Le lendemain de  
cette

1712. cette Conférence générale, il s'en tint une autre dans le même lieu, mais seulement entre les Ministres des Alliez, où il fut résolu de continuer ainsi durant tout le Congrès. Pour cet effet, on avoit pratiqué deux autres Chambres à côté de la Salle commune, où les Ministres des Alliez & ceux de France pouvoient se retirer & consulter séparément sur ce qui se présenteroit, sans s'éloigner du lieu des Négociations générales.

Seconde  
Conféren-  
ce, dans la  
quelle les  
Offres de  
la France  
surent pro-  
posées.

Le 3. de Février on tint à la Maison de Ville la 2de. Assemblée, qui dura 3. heures. Là les Plénipotentiaires de France firent quelques Propositions, qui ne parurent pas pouvoir être acceptées par les Alliez. Telle fut une Suspension d'armes, que l'on demanda qu'il y eût de part & d'autre durant le Congrès : & qu'on admît les Plénipotentiaires du Roi Philippe, & ceux des Electeurs de la Maison de Bavière pour qu'ils pussent y traiter & soutenir les intérêts de leurs Maîtres. Je n'entre-rais point dans le détail de toutes les Conférences particulières des Alliez, où l'on tâcha de disposer les Ministres de l'Empereur à entrer en une Négociation pour laquelle S. M. I. avoit beaucoup de répugnance. Pour les y engager, on conclut de s'en tenir à la Déclaration verbale donnée par les Ministres de France, que les Préliminaires portez à Londres ne pouvoient ni ne devoient être considerez que comme de simples Propositions, qui n'obligeoient personne à y déserer. Ce fut donc le 6. de Février, jour auquel les Plénipotentiaires du Roi de Prusse assistèrent pour la première fois à la Conférence, que Mr. le Maréchal d'Huxelles & l'Abbé de

de Polignac présentèrent les Propositions suivantes & en donnèrent Copie aux Ministres des Alliez. Il faut observer que le Roi fit en cela, comme dans les Préliminaires particuliers, ses premières Offres au nom & en vertu des Pouvoirs de son petit-Fils, comme Roi d'Espagne, ce qui ne peut se concilier avec les Instructions des Ministres de la Grande Bretagne, que par ce qu'on a dit ci-devant de l'intelligence parfaite qui étoit entre les deux Cours.

*Explication Spécifique des Offres de la France pour la Paix générale, à la satisfaction de toutes les Puissances intéressées dans la Guerre présente.*

„ LE Roi reconnoîtra, en signant la Paix, la Reine de la Grande Bretagne en cette qualité, aussi bien que la Succession à cette Couronne, suivant l'Etablissement présent, & de la manière qu'il plaira à S. M. Britannique.

„ S. M. fera démolir toutes les Fortifications de *Dunkerque* immédiatement après la Paix, moyennant un Equivalent à sa satisfaction.

„ L'Isle de *St. Christofle*, la Baïe & le Détroit de *Hudson* seront cédés entièrement à la Grande Bretagne; respectivement l'*Acadie* avec le Fort, & le *Port-Royal* seront restitués en entier à Sa Majesté.

Explication Spécifique de ces Offres

„ Quant



1712.

„ Quant à l'Isle de *Terre-Neuve*, le Roi  
 „ offre de la céder encore à la *Grande Breta-*  
 „ *gne* en se réservant seulement le Fort de  
 „ *Plaisance*, & le droit de pêcher & de se-  
 „ cher la Moruë comme avant la Guerre.  
 „ On conviendra de faire un Traité de  
 „ Commerce avant ou après la Paix de l'*An-*  
 „ *gleterre*, dont on rendra les Conditions é-  
 „ gales entre les deux Nations le plus qu'il se-  
 „ ra possible.  
 „ Le Roi consentira, en signant la Paix,  
 „ que les *Pais-Bas Espagnols* cèdent à l'Elec-  
 „ teur de Bavière par le Roi d'*Espagne*, ser-  
 „ vent de Barrière aux *Provinces-Unies*, &  
 „ pour l'augmenter, il y joindra *Furnes*, *Fur-*  
 „ *nes-Ambacht*, le Fort de *Knocke*, *Ipres*, &  
 „ sa Châtellenie, *Menin* avec sa Verge : En  
 „ échange Sa Majesté demande pour former  
 „ la Barrière de la France, *Aire*, *St. Venant*,  
 „ *Bethune*, *Douai*, *Bouchain* & leurs Dépen-  
 „ dances.  
 „ Si les Etats Généraux veulent tenir des  
 „ Garnisons dans les Places fortes de la Bar-  
 „ rière, ainsi formée des Etats cèdent à Son  
 „ Altesse Electorale, & de ceux que la *Fran-*  
 „ *ce* y joint du sien, S. M. consent qu'ils y  
 „ mettent leurs Troupes en aussi grand nom-  
 „ bre qu'il leur plaira, & de plus qu'el-  
 „ les soient entretenues aux dépens du  
 „ Pais.  
 „ Au moien de cette Cession & de ce Con-  
 „ sentement, le Roi, de son côté, deman-  
 „ de pour l'Equivalent de la Démolition de  
 „ *Dunkerque*, les Villes & Citadelles de *Lille*  
 „ & de *Tournai*, avec leurs Châtellenies &  
 „ Dépendances.

„ La

„ La Barrière ainsi réglée entre la *France* &  
 „ les Etats Généraux, le Roi accordera pour  
 „ régler le Commerce de leurs Sujets, ce  
 „ qui est stipulé par le Traité de *Ryswick* &  
 „ le Tarif avantageux de 1664., à l'excepti-  
 „ on seulement de six genres de Marchan-  
 „ dises, dont on conviendra, & qui demeu-  
 „ reront chargées des mêmes droits qui se  
 „ payent aujourd'hui, ensemble de l'exemp-  
 „ tion de 50. Sols par Tonneau sur les Vaif-  
 „ seaux *Hollandois* venant de *France*, des  
 „ *Provinces-Unies*, & des Pais Etrangers.

„ A l'égard du Commerce d'*Espagne* & des  
 „ *Indes Espagnoles*, le Roi s'engagera non  
 „ seulement aux Etats Généraux, mais en-  
 „ core à la G. B. & à toutes les autres Puif-  
 „ sances, en vertu du pouvoir qu'il en a,  
 „ que ces Commerces se feront précisément  
 „ & en tout, de la même manière qu'ils se  
 „ faisoient sous le Règne & jusques à la  
 „ mort de *Charles II.* & promettra que les  
 „ *François* s'affujettiront, comme toutes les  
 „ autres Nations, aux anciennes Loix &  
 „ Règlemens faits par les Rois Prédeces-  
 „ seurs de Sa Majesté Catholique, au sujet  
 „ du Commerce & de la Navigation des *In-  
 „ des Espagnoles*.

„ S. M. consent de plus, que toutes les  
 „ Puissances de l'*Europe* entrent en Garantie  
 „ de cette promesse.

„ S. M. promet que le Roi son Petit-Fils  
 „ renoncera pour le bien de la Paix, à tou-  
 „ tes prétentions sur les Roïaumes de *Na-  
 „ ples* & de *Sardaigne*, aussi bien que sur le  
 „ Duché de *Milan*, dont elle consentira,  
 „ audit nom, que la partie cédée au Duc de  
 „ Tome IX. N „ Sa-

1712.

„ Savoye demeure à Son Altesse Royale ;  
 „ bien entendu, que moyennant cette Cef-  
 „ sion, la Maison d'Autriche se désistera pa-  
 „ reillement de toutes prétensions sur les au-  
 „ tres parties de la Monarchie d'Espagne,  
 „ d'où elle retirera ses Troupes immédiate-  
 „ ment après la Paix.

„ Les Frontières, de part & d'autre,  
 „ sur le Rhin seront remises au même état  
 „ qu'elles étoient avant cette présente Guer-  
 „ re.

„ Moyennant toutes ces Conditions ci-  
 „ dessus, le Roi demande que les Electeurs  
 „ de Cologne & de Bavière soient rétablis dans  
 „ la pleine & entière possession de leurs E-  
 „ tats, Dignitez, Prérogatives, Biens Meu-  
 „ bles, & Immeubles, dont ils jouissoient  
 „ avant la présente Guerre ; & réciproque-  
 „ ment Sa Majesté reconnoitra dans l'Al-  
 „ lemagne & dans la Prusse tous les Ti-  
 „ tres que jusqu'à présent elle n'a pas re-  
 „ connus.

„ Le Roi restituera au Duc de Savoye ce  
 „ qu'il lui a pris pendant cette Guerre ; com-  
 „ me pareillement Son Altesse Royale lui  
 „ rendra ce qu'elle a pris sur la France ; de  
 „ sorte que les limites de part & d'autre se-  
 „ ront les mêmes qu'ils étoient avant la Dé-  
 „ claration de la Guerre.

„ Les choses, pour le Portugal, seront ré-  
 „ tablies & demeureront sur le même pié en  
 „ Europe, qu'elles étoient avant la présente  
 „ Guerre, tant à l'égard de la France que de  
 „ l'Espagne ; & quant aux Domaines qui  
 „ sont dans l'Amerique, s'il y a quelque diffé-  
 „ rend

rend à régler, on tâchera d'en convenir  
à l'amiable.

1712.

„ Le Roi consentira volontairement &  
de bonne foi, à prendre de concert avec les  
Alliez toutes les mesures les plus justes,  
pour empêcher que les Couronnes de *France*  
& d'*Espagne* ne soient jamais réunies sur  
une même Tête; c'est-à-dire qu'un même  
Prince puisse être tout ensemble Roi de  
l'une & de l'autre.

„ Tous les précédens Traitez, savoir ce-  
lui de *Munster* & les suivans, seront rap-  
pellez & confirmez pour demeurer dans  
leur force & vigueur, à l'exception seule-  
ment des Articles auxquels le Traité de Paix  
à faire présentement aura dérogré, ou chan-  
gé quelque chose.

Signé HUXELLES.

Cette Explication fut reçue de tous les Al- Commenc  
liez avec la dernière indignation & un ressen- elle fut  
timent inexprimable. Elle produisit même reçue par  
un si mauvais effet que le Comte de *Straf- les Alliez.*  
*ford* écrivit \* „ que les Ministres de France *Raport du*  
„ étoient mortifiez du mécontentement gé- *Comité*  
„ néral que ces Offres avoient causé, & *secret.*  
„ auroient souhaité qu'on eût ajouté *Tour-*  
„ *nai* pour les Hollandois & la Démolition de  
„ *St. Venant*, pour adoucir un peu la chose  
„ au commencement. „ Les Plénipotentiai-  
res Anglois ne furent pas aussi moins em-  
barrassez. Ils avoient fait ce qui leur avoit  
été possible, à ce que dit le Comte de *Straf-*  
ford,

N 2

\* Le 16. Février.

1712. ford, pour persuader aux François de faire leur Explication aussi ample qu'ils pourroient, *parce que cela ne manqueroit pas de produire un bon effet, en éblouissant ceux qui n'aprofondissent pas les choses, & en donnant lieu aux Réflexions de ceux de la Faction, &c.* Mais Mr. de St. Jean les consola en leur disant, que Mr. Harlei devoit partir dans peu, pleinement instruit des vuës & des intentions de la Reine : „ Qu'il avoit été trop uti-  
 „ le en Angleterre, avant que la Chambre  
 „ Basse eût été parfaitement mise dans les  
 „ intérêts de cette Princesse, & fût entrée  
 „ dans les mesures de la Paix. Mais \* qu'à  
 „ présent qu'on avoit mis le Peuple dans les  
 „ dispositions nécessaires, & que la Reine  
 „ avoit pris l'unique résolution, qui pou-  
 „ voit procurer en peu de tems une bonne  
 „ & solide Paix, Mr. Harlei devoit partir  
 „ incessamment pour porter les dernières Ins-  
 „ tructions de Sa Majesté Britannique à  
 „ ses Plénipotentiaires, &c. On ne trouve  
 point ces Instructions de Mr. Harlei, dont le  
 sujet n'étoit apparemment pas de nature à être  
 confié au Papier ; mais on en peut juger  
 par le Mémoire ou l'Exposition de l'Abbé  
 Gautier, dont nous parlerons en son lieu.  
 Quant à ce qu'on entendoit par les  
*dispositions nécessaires* du Peuple d'Angleterre,  
 il est assez expliqué par Mr. de Torci  
 dans un Mémoire en réponse de celui que lui  
 avoit porté ledit Sr. Gautier ; dans lequel il  
 louë

\* Lettre de Mr. de St. Jean à Mr. de Torci du 4.  
 Mars

louë la prudence & la conduite de la Cour Britannique, par raport à la Chambre des Communes, & particulièrement son adresse à persuader à cette Chambre, que la Nation avoit été abusée par ses Alliez. Il ajoûte, que le Roi de France est persuadé que ceux qui manient avec tant d'adresse les affaires de la Reine de la Grande Bretagne n'en auront pas moins pour réprimer l'emportement du Parti turbulent de l'autre Chambre. La suite ne laissa en effet aucun lieu de douter que la Reine d'Angleterre n'eût pris la résolution de laisser tout à la disposition du Roi Très-Chrétien & de ne point inquiéter le Roi Philippe dans la possession du Royaume d'Espagne.

Comme l'arrivée des Plénipotentiaires qui venoient successivement à Utrecht obligea à des Visites & à des honnêtetez réciproques, elle fut cause que les Assemblées ne furent pas aussi fréquentes qu'elles sembloient devoir l'être dans ces commencemens. Cependant il n'y eut que l'arrivée de l'Evêque de Bristol qui se fit avec quelque éclat, puisqu'il entra avec deux Carrosses à six Chevaux & un Chariot de Bagage, accompagné de plusieurs personnes à cheval. Cet Evêque avoit avec lui Madame son Epouse, & une Nièce de celle-ci. Cette Ambassadrice fut la première qui donna le Bal, cinq jours après la première Conférence, comme pour ouvrir en même tems la Carrière aux Divertissemens, qui continuèrent pendant tout le Congrès. Ce ne furent que Festins, qu'Assemblées de jeu, & de conversation, qui se donnèrent presque tous les soirs chez l'un ou l'autre des Minis-

1712.

L'Evêque  
de Bristol  
se signale à  
Utrecht  
par sa ma-  
gnificence.

1712. tres qui avoient leurs Epouses, où l'on passoit une partie des longues nuits de cette Saison. Le reste du mois de Fevrier s'écoula donc ainsi sans qu'il fût parlé de rien d'important, quoiqu'il se fût tenu trois autres Conférences dans lesquelles il ne se passa rien qui mérite d'être rapporté.

Demandes  
faîtes par  
les Alliez.

Ce ne fut que le 5. de Mars, que les Ministres des Alliez, selon les ordres de leurs Maîtres, au lieu des Réponses que les François demandoient à leur *Explication Spécifique*, leur présentèrent des *Demandes* réciproques, conformes aux *Prétensions* d'un chacun. Comme elles ont toutes paru dans les Nouvelles publiques, & qu'elles sont trop longues pour être insérées ici, je ne les rapporterai point; d'autant plus que par les *Traitez de Paix* qui se trouvent recueillis en un Livre, il est aisé de voir ce que la France a accordé à chacun des Alliez. Je dirai seulement, qu'elles furent aussi amples, que les Offres de la France l'étoient peu; qu'à la vérité ils se les communiquèrent, comme cela avoit été concerté, & convinrent d'y ajouter une Clause, pour faire obtenir une satisfaction juste & raisonnable à tous les autres; mais par leur manière d'y procéder chacun en particulier, au lieu de ne faire qu'un corps de toutes leurs Demandes, ils donnèrent à la France le moyen de travailler à leur désunion, en traitant séparément avec chacun d'eux. C'est ce qui parut par l'événement; puisque chacun ayant ajulé ses prétensions particulières, l'Empereur demeura seul. Le Comte de Sinzendorf insista pourtant, que l'on fît mention en termes exprès

expres de la restitution de toute la Monarchie d'Espagne; & les Hollandois déclarèrent qu'ils étoient résolus d'accomplir les engagemens des Traitez où ils étoient entrez à l'occasion de cette Guerre, tant par rapport à l'Espagne & aux Indes que ceux qu'ils avoient faits avec le Portugal. Il n'y eut que les Anglois qui ne firent aucune mention de l'Espagne & des Indes, & comme ils n'ignoroient pas les suites que cela pourroit avoir, ils tâchèrent de les prévenir \* & crurent dire quelque chose pour sauver les apparences, en faisant une Déclaration générale, concernant la juste & raisonnable satisfaction qu'on devoit donner à la Reine conformément à ses Alliances; à quoi ils ajoutèrent, qu'ils espéroient qu'on ne trouveroit pas cela contraire aux Déclarations faites jusqu'alors.

Le 30. les François déclarèrent qu'ils étoient prêts d'entrer en Négociation de vive voix avec chacun des Alliez; mais ils refusèrent de répondre par écrit. Tout le monde en fut surpris, à la réserve des Anglois avec qui ils en étoient convenus par avance. Le Comte de Strafford dit là-dessus son sentiment à Mr. de St Jean dans une Lettre du 29. Mars, où il s'explique ainsi: „ Je ne „ saurois m'empêcher de dire, qu'il me sem- „ ble que les François ont pris le bon parti „ en refusant de répondre par écrit, bien „ que je n'ignore pas que cela surprendra la „ plupart des Alliez, qui s'attendent qu'ils

Les François refu-  
sent de  
répondre  
par écrit  
& pour-  
quoi.  
Rapport du  
Comte  
Secret.

N 4

le

\* Voyez leur Lettre du 6. Mars.



1712. „ le fassent. Il me semble aussi qu'il vaut  
 „ mieux qu'ils commencent à raisonner en  
 „ plein Congrès sur quelques-unes des De-  
 „ mandes des Alliez ; parce que cela pour-  
 „ ra faire naître des difficultez qui obligeront  
 „ les Ministres des Conféderez à proposer  
 „ que l'on traite séparément, ce qui vaudroit  
 „ mieux venant de leur part, que d'aucune  
 „ autre.“ Aussi les Ministres François per-  
 sistèrent-ils dans leur refus ; sur quoi les  
 Etats Généraux prirent la résolution de ne  
 point traiter, que l'on ne répondît par écrit.  
 Et sur ce que les François s'obstinoient de  
 n'en rien faire, le Comte de Strafford écrivit  
 qu'on étoit résolu à la Haye de pousser les cho-  
 ses à l'extrémité : Mr. de St. Jean répondit :  
*Qu'il espéroit que cette Résolution étoit le der-*  
*nier effort d'une Faction expirante.* On trou-  
 ve la cause de la continuation de ce refus des  
 François dans quelques Lettres du même  
 Comte de Strafford \* dans lesquelles il mar-  
 que, qu'ils éviteront de répondre par écrit,  
*jusqu'à ce qu'ils sachent le succès de la Négocia-*  
*tion du Sieur Gautier à Londres & que tout soit*  
*règlé entre leur Cour & celle d'Angleterre.* Les  
 François étoient si satisfaits du train que pre-  
 noient leurs affaires, & si peu persuadés de la  
 nécessité de se hâter, que lors qu'on parloit  
 de rompre les Conférences, ils recevoient ce-  
 la avec une indifférence, qui faisoit assez con-  
 noître que ce n'étoit pas à Utrecht, mais à  
 Versailles & à Londres, qu'on devoit conclu-  
 re les Négociations.

De

\* Lettres du 27. & 30. Avril.

De tout cela il paroît que l'unique but des 1712  
Négociations d'Utrecht n'étoit que de sauver  
les apparences. Il étoit nécessaire d'avoir un  
Congrès pour tenir des Conférences généra-  
les, afin que les Alliez eussent un moyen ap-  
parent de traiter & de régler leurs différentes  
prétentions, selon les engagements de la gran-  
de Alliance. Les Ministres Anglois, selon  
leurs Instructions, comme on l'a déjà dit,  
devoient agir de concert avec ceux des Al-  
liez; cependant ils n'agirent que de concert  
avec les Plénipotentiaires de France. On ne  
pouvoit empêcher les Alliez de donner leurs  
Demandes Spécifiques; mais les François qui  
ne cherchoient qu'à gagner du tems par des  
délais inutiles, prétextèrent tantôt la répon-  
se du Roi leur Maître qu'ils attendoient; & tan-  
tôt insistèrent sur une méthode, pour répon-  
dre à ces Demandes, à laquelle ils savoient  
bien que les Alliez ne consentiroient pas.

Cependant les Négociations alloient leur  
train entre la France & l'Angleterre, ou plu-  
tôt toutes les Conditions en étoient dictées &  
prescrites par la France, pendant qu'on amu-  
soit les Alliez d'une Dispute sur la manière de  
répondre, dont la France ne vouloit & peut-  
être ne pouvoit pas se départir, & dans la-  
quelle l'Angleterre sembloit s'accorder avec  
le reste des Alliez. Tout néanmoins se trai-  
toit, jusqu'aux intérêts particuliers de ceux-ci,  
entre les Ministres d'Angleterre & de Fran-  
ce, sous l'engagement mutuel d'un inviola-  
ble secret. On pressoit les Hollandois d'en-  
trer dans les mesures de la Reine, sans qu'ils  
fussent quelles étoient ces mesures; & par-  
ce qu'ils ne pouvoient consentir à une chose

Quel étoit  
le but d.  
Négocia-  
tions d'U-  
trecht.

La France  
& l'Angle-  
terre con-  
tinuent les  
leurs se-  
crètement.

1712. qui leur étoit inconnue, on rompit l'Alliance contractée avec eux; mais il faut dire auparavant de quelle manière on en vint à cette rupture.

Les Propositions de la France, faites au Congrès d'Utrecht avoient extrêmement surpris le Parlement d'Angleterre, & la Chambre Haute en particulier avoit présenté une Adresse à la Reine, par laquelle Elle témoignoit son indignation contre le Traitemment fait à S. M. en proposant qu'on ne reconnût son Titre aux Roïaumes qu'elle possédoit, qu'après la Signature de la Paix, aussi bien que son ressentiment contre les Conditions offertes à Elle & à ses Alliez. Cependant la Chambre des Communes n'étoit point entrée dans ces sentimens: cela parut par les Procédures violentes qu'elle exerça contre les Créatures de l'ancien Ministère. Non seulement le Duc de Marlborough fut remercié par la Reine, & le Duc d'Ormond choisi en sa place pour commander l'Armée; mais aussi tous ceux qui étoient liez de Parenté avec lui, ou qui avoient été emploiez par son crédit, furent dépouillez de leurs Emplois. On forma des Accusations contre ces derniers, pour faire croire qu'ils étoient coupables, & pour autôriser par-là leur Déposition. Pour mieux disposer de la Chambre Haute, que la Reine croïoit n'entrer pas dans toutes les vues, elle y introduisit, comme j'ai dit, de nouveaux Pairs qu'elle créa pour cet effet; & comme tous ces changemens ne pouvoient manquer de causer de fortes alterations dans les Esprits,

pris, on prit plaisir à les aigrir par d'autres recherches & des démarches encore plus hardies. 1712.

On accusa tous les Alliez de n'avoir pas satisfait aux Engagemens de l'Alliance commune, & cela par une Délibération passée à la pluralité des voix. Les Etats Généraux en particulier furent blâmés dans leur conduite. Ils ne tardèrent pas à publier pour leur décharge une Spécification de tout ce qu'ils avoient fait pendant le cours de la Guerre. Mais quelque intéressante & solide que fût cette Pièce, présentée à la Reine par leur Ambassadeur, on la traita de *Libelle faux, scandaleux, malicieux, réfléchissant sur les Résolutions de la Chambre & sur l'Adresse présentée à S. M.* Néanmoins comme la Défense des Etats Généraux ne fut concertée en Hollande que le 1<sup>er</sup> d'Avril, & renduë publique en Angleterre que vers la fin du même mois; le Comte de Strafford, suivant les ordres qu'il avoit reçus, fit rapport aux Etats de la part de la Reine, qu'en réponse à la Lettre \* qu'ils lui avoient écrite, pour la prier de faire tous les efforts possibles pour continuer la Guerre avec vigueur, S. M. lui avoit ordonné de délivrer un Mémoire à Leurs H. P. dont la substance étoit:

„ qu'elle avoit déjà fait expédier pour l'effet  
 „ qu'ils désiroient, tous les ordres nécessaires : qu'elle avoit fait les remises, envoyé  
 „ la plus grande partie des recrues, & que le  
 „ reste suivroit avec le Duc d'Ormond, Gé-

N 6

„ nérat

1712. » néral de ses Forces en Flandres, au pre-  
 » mier bon tems: que S. M. jugeoit que dans  
 » la situation où étoient alors les affaires, il  
 » n'y avoit rien de plus nécessaire qu'une  
 » bonne harmonie & un parfait concert pour  
 » faire voir à l'Ennemi qu'on étoit en état de  
 » continuer la Guerre. Mais que pour ne se  
 » point abuser, en promettant ce qu'on ne  
 » pouvoit pas tenir, il étoit absolument né-  
 » cessaire de convenir de ce que chacun  
 » pourroit fournir pour sa Cote-part; &  
 » qu'afin de prendre de justes mesures pour  
 » cela, S. M. demandoit un détail de tout ce  
 » qui regardoit la Guerre en Flandre, en  
 » Espagne, en Portugal, & touchant la Ma-  
 » rine.

Soupçons  
 que les Al-  
 lez con-  
 soient de  
 cette In-  
 teligence.

Cette restriction, qui soumettoit la conti-  
 nuation de la Guerre à un nouveau concert &  
 Règlement de la Cote-part que chacun de-  
 voit fournir pour la continuation de la Guer-  
 re, ne fit qu'accroître les soupçons qu'on a-  
 voit que le Conseil de la Reine avoit pris la  
 résolution de la terminer. On garda pourtant  
 encore quelques mesures, de la part de cet-  
 te Princesse, avant que d'en venir à cette  
 Déclaration. Le Duc d'Ormond arriva en  
 Hollande, comme la Reine l'avoit promis :  
 il entra en matière avec les Etats Généraux  
 & parut donner les mains à tout ce qu'on  
 voulut. Il se rendit ensuite à l'Armée, & fit  
 la même chose avec le Prince Eugène, &  
 les autres Généraux; jusques là qu'en un Con-  
 seil de Guerre tenu le 21. Mai, il se mon-  
 tra tout à fait disposé à seconder les opé-  
 rations de la Campagne; mais les effets ne  
 répondirent point aux paroles, quand il fut  
 ques-

question d'agir. Les deux Cours de France & d'Angleterre étant donc entièrement d'accord, les Prisonniers de Guerre furent réciproquement relâchez, sans qu'il parût pour cela aucun Traité. Le Maréchal de Tallard, retourné en France, comme nous l'avons dit, fut fait Duc par le Roi, tant pour le récompenser de ses Services Militaires en Allemagne, que de ses Négociations secrètes en Angleterre pendant sa Prison. Les Ministres des deux Cours traitoient ensemble à Utrecht avec la dernière familiarité; & pendant les Disputes qu'on y avoit si industrieusement entretenues, les deux grans Points de la Renonciation d'Espagne, & de la Suspension d'Armes, furent mis sur le Tapis.

La première mention de la Renonciation par rapport au Traité qui s'en devoit faire, se trouve dans un Mémoire du 28. Mars de cette année, qui a pour titre: *Réponse au Mémoire apporté par Mr. Gautier le 23.* Ce Mémoire est supprimé; mais on peut à peu près juger du contenu par la réponse. Il paroît que quoique la Proposition générale de ne point souffrir l'Union des Couronnes de France & d'Espagne fût venue d'Angleterre, comme nous l'avons dit, & qu'elle fit un Article des Propositions secrètes envoyées par le Sr. Prior, la France fit si bien, qu'on ne trouva plus depuis ce tems là la moindre trace de la méthode dont on devoit se servir pour prévenir cette Union. On ignora les sentimens de la France & de l'Espagne sur cet important Article, & même on ne les demanda pas; quoi que la France eût assez fait connoître

Renonciation du Roi Philippe, proposée comme un moyen d'empêcher l'Union des deux Monarchies.

1712.

tre par toutes ses démarches que la Couronne d'Espagne devoit demeurer au Roi Philippe. Il est évident par cette Réponse que l'Expédient qu'on cherchoit, n'étoit autre qu'une Renonciation: d'autant plus que Mr. de Torci déclare dans ce Mémoire „ que la Renonciation „ qu'on souhaite seroit nulle & invalide, par „ les Loix fondamentales de la France, selon „ lesquelles, le Prince qui est le plus proche „ de la Couronne, en est Héritier de toute „ nécessité. Que c'est un Héritage qu'il „ ne reçoit ni du Roi son Prédécesseur, ni „ du Peuple, mais en vertu de la Loi; de „ sorte que lorsqu'un Roi vient à mourir, „ l'autre lui succède immédiatement, sans demander le consentement de personne; „ qu'il succède, non comme Héritier, „ mais comme le Maître du Royaume, dont la Seigneurie lui appartient, non par choix, „ mais seulement par le Droit de sa Naissance. Qu'il n'est obligé de la Couronne „ ni à la volonté de son Prédécesseur, ni à „ aucun Edit, ni à aucun Decret, ni à la libéralité de qui que ce soit, mais simplement à la Loi. Qu'on regarde cette Loi „ comme l'Ouvrage de celui qui a établi toutes les Monarchies, & qu'on tient en France qu'il n'y a que Dieu qui puisse l'abolir. Par conséquent qu'il n'y a aucune Renonciation qui puisse la détruire, & que „ quand le Roi d'Espagne renonceroit pour „ l'amour de la Paix, & pour obéir au „ Roi son Grand-Père, on se tromperoit en recevant cette Renonciation „ comme un Expédient suffisant pour prévenir le mal qu'on se proposoit d'éviter.

Mr.

Mr. de S. Jean répondit ainsi aux Raisonnemens de Mr. de Torci, sur la nullité de la Renonciation. „ Nous voulons croire, dit-il, que vous êtes persuadé en France, qu'il n'y a que Dieu qui puisse abolir cette Loi, sur laquelle votre Droit de Succession est fondé; mais vous nous permettrez aussi de croire dans la Grande Bretagne, qu'un Prince peut renoncer à ses Droits par une Cession volontaire, & que celui en faveur duquel cette Renonciation se fait, peut être soutenu avec justice dans ses Prétensions par les Puissances qui ont accepté la Garantie du Traité. Enfin, Mr., la Reine m'ordonne de vous dire que cet Article est d'une si grande conséquence, tant à son propre égard, qu'à celui de toute l'Europe, par rapport au Siècle présent, & à ceux qui sont à venir, qu'elle ne consentira jamais à continuer les Négociations de Paix, à moins qu'on n'accepte l'Expédient qu'elle a proposé, ou quelqu'autre qui soit aussi solide.

Difficulté  
qu'on y  
trouve.

Mr. de Torci, comme il paroît par sa Réponse à cette Lettre, commença à croire qu'il ne seroit pas impossible de trouver un Expédient pour ajuster cette grande affaire; & proposa, que lorsque le Roi d'Espagne seroit devenu Successeur immédiat ou Héritier présomptif de la Couronne de France, il pourroit déclarer le choix qu'il voudroit faire; soit pour maintenir son droit à la Couronne de France, ou garder celle d'Espagne; demandant que le Roi Philippe fût reçu comme Partie dans le Traité à faire, dans lequel la Succession aux deux Couronnes seroit aussi fixée.

M. de  
Torci y  
apporte des  
Tempéra-  
mens.  
Rapport de  
Comité &  
Sesres.

&c



1712. & que toutes les Puissances de l'Europe fissent un engagement avec la France pour le garantir. M. de St. Jean fournit des raisons contre cette proposition & les différens projets contenus dans la dernière Lettre de Mr. de Torci, disant : qu'il n'y avoit point d'expédient qui pût assurer l'Europe contre les dangers dont elle étoit menacée par l'Union des deux Monarchies, à moins que le Prince qui étoit en possession de l'Espagne ne fit immédiatement son choix & cette déclaration pendant le cours du Congrès d'Utrecht. Mr. de Torci, qui parut toujours s'accommoder à ce que l'on souhaitoit, convint qu'il falloit que le Roi Catholique calmât les inquiétudes de l'Europe, en déclarant dès lors le Parti qu'il prendroit au cas que la Succession de France lui tombât en partage. „ Ainsi, Monsieur, écrivit \*

• Le 16.  
Avril.

„ le Marquis de Torci au St. de St. Jean, le  
„ Roi après avoir approuvé votre proposition,  
„ a dépêché un Courier en Espagne & a écrit  
„ au Roi son petit-Fils, pour lui apprendre la  
„ nécessité de se résoudre au choix qu'il vou-  
„ dra faire & de le déclarer, afin qu'on l'in-  
„ sère dans le Traité de la Paix générale, &  
„ qu'on en fasse une Condition qui sera ga-  
„ rantie par toute l'Europe. Il promet même  
„ de se servir de toutes sortes de voies,  
„ & même de la force, s'il est nécessaire,  
„ pour obliger le Roi d'Espagne à y consen-  
„ tir. Il se flate que cette proposition leverà  
„ en partie les plus grandes difficultez. Ce-  
„ pendant, comme on prévoit de nouvelles  
„ oppositions de la part de ceux qui voudroient  
„ bien rompre les Conférences, il croit qu'il  
„ seroit à propos, pour faire avorter leurs  
„ des-

„ desseins, que la Reine de la Grande Breta- 1712.  
 „ gne proposât immédiatement un Armistice,  
 „ parce qu'ils fondent leurs espérances sur les  
 „ événemens de la Campagne.

Après une autre Réponse de Mr. de St. Jean, qui faisoit voir que cette Proposition étoit sujette à toutes les objections de la précédente, Mr. de Torci fit connoître qu'il étoit bien rude au Roi d'Espagne d'être obligé de sacrifier ses propres intérêts & ceux de sa Famille, pour l'établissement de la Paix générale. Cependant que le Roi enverroit savoir ses sentimens sur les deux Alternatives; & qu'il s'engageroit en attendant de faire la Paix sur le pié d'une de ces deux propositions : savoir, ou que la Roi d'Espagne renonceroit à ses droits sur la Couronne de France, & retiendrait l'Espagne & les Indes; ou qu'au cas qu'il préférât ses prétensions sur la France, il céderoit l'Espagne & les Indes au Duc de Savoie & recevrait en échange les Etats de ce Prince, &c. comme l'avoit proposé Mr. de St. Jean: qu'il espéroit que cette promesse du Roi lèveroit toutes les difficultez: & qu'il soumettoit à la prudence de la Reine les voies les plus propres pour parvenir à la Paix générale.  
 „ Qu'au reste il seroit bien fâcheux que quel-  
 „ que événement imprévu, pendant le cours  
 „ de la Campagne, renversât les bonnes dispo-  
 „ sitions où l'on se trouvoit pour établir la  
 „ tranquillité publique.

Cette correspondance, qui avoit duré depuis le milieu de Mars jusqu'au 18. Mai 1712. entre les deux Secrétaires, pour prévenir l'Union des deux Roïaumes, finit justement où on l'avoit commencée; le Roi Philippe ayant  
 Il choisit la Renonciation.

choisi

1712. choisi la Renonciation\*, ainsi que le Marquis de Torci le fit savoir à Mr. de St. Jean. Cependant la franchise avec laquelle le Ministre de France déclara dès le commencement, que ce que l'on demandoit ne serviroit de rien & seroit estimé nul & invalide par les Loix immuables de France, mérite qu'on y fasse attention. Son adresse dans le maniment de cette affaire, en faisant toujours semblant de céder, & en s'approchant toujours, autant qu'il étoit possible, des propositions qu'on lui faisoit : enfin sa soumission à ce qu'on souhaitoit & à la Renonciation sur laquelle on insistoit si fortement, ne sont pas moins remarquables. Mais ce qui parut surprenant à quelques-uns, fut que les Anglois eussent accepté cette Renonciation, quoiqu'on leur eût dit qu'on se tromperoit infailliblement, si on la regardoit comme un *Expedient propre à prévenir l'Union des deux Monarchies*. D'où il s'ensuit que pour entrer dans l'esprit de cette Négociation, il faut nécessairement supposer, que la France en accordant cette demande aux Anglois crut faire une Démarche qui ne l'engageoit en rien; & que les Anglois en la recevant, toute insuffisante qu'elle paroïssoit, savoient pourtant bien quel usage on en pourroit faire un jour. Il est vrai que pour donner quelque degré d'assurance à cette Renonciation, on proposa de la faire accepter solennellement par les Etats de France, & puis de la faire confirmer par la Garantie universelle de toutes les Puissances de l'Europe engagées dans la présente Guerre. Mais la  
 Fran-

\* L'Acte de cette Renonciation est daté du 7. Novembre.

France s'étoit opposée au premier point, lors qu'il fut demandé, & les Ministres Anglois n'y insisterent plus; & pour le second, il n'étoit guère praticable, vû la manière de négocier de l'Angleterre & le traitement qu'elle faisoit aux Alliez; aussi la France n'avoit-elle pas manqué de le prévoir.

Sur ces entrefaites, mourut à Vinaroles en Espagne Louis-Joseph, Duc de Vendôme, Pair de France, Général des Armées du Roi en Italie, & de celles de S. M. C., âgé de 58. ans & 19. jours. Il étoit Fils de Louis, Duc de Vendôme, ensuite Cardinal, & de Laure Mancini. Il commença à servir dans les Guerres de Hollande en 1672. à la tête d'un Régiment qui portoit son nom, & après avoir passé par tous les degrez, il fut fait Général de l'Armée du Roi en Catalogne, où il prit Barcelone en 1697. Il alla en la même qualité en 1702. commander l'Armée de France en Italie, aiant marqué toutes les années de son Commandement par différens Exploits, qu'on a pû voir dans le cours de cette Histoire. En 1710. il fut demandé en Espagne par le Roi Philippe, & rétablit les affaires de ce Prince. Il avoit épousé le 15. Mai de la même année Marie-Anne de Bourbon, Fille de Henri Jules de Bourbon, Prince de Condé, Premier Prince du Sang, & d'Anne Palatine, de laquelle il n'a point laissé d'enfans.

Mort du  
Duc de  
Vendôme.

Peu de jours après que Mr. de S. Jean eût reçu du Marquis de Torci la Réponse dont j'ai parlé il n'y a pas long-tems\*, il donna ordre

La Reine  
d'Angle-  
terre  
rompt tous  
engage-  
ment avec  
ses Alliez.

\* Et devant pag. 304.

1712. dre aux Plénipotentiaires de S. M. B. de communiquer aux Etats Généraux les Résolutions par écrit prises dans le Parlement d'agir sur un autre pié, à cause des manquemens dont on suposoit les Alliez coupables dans la poursuite de la Guerre, & de leur déclarer que la Reine s'estimoit exempte de tous ses engagements à leur égard, bien qu'ils dussent être Garants de ce Traité avec le reste des Alliez. Ce qui parut digne d'une attention particulière dans l'Ecrit dont on vient de parler, fut la protestation qu'on y fait sur la fin, que la Reine *regardoit l'Union entr'elle & les Etats Généraux comme le plus ferme appui de la Cause commune*, dans le tems même qu'on se départoit de cette Union ; & cela sur le reproche qu'on faisoit à des esprits prétendus factieux qu'ils travailloient à la rompre : sous le nom desquels on n'avoit garde d'entendre ceux qui travailloient à trouver des Grièfs dans la vûe de colorer cette séparation. Ce que je fais remarquer, pour montrer d'autant plus l'adresse de la France à mettre tout en usage pour faire réussir ses desseins.

Déclaration faite sur ce sujet par le Duc d'Ormond à l'Armée.

Mais ce qui acheva de dévoiler toutes ces protestations équivoques & contraires, fut celles que firent enfin le Duc d'Ormond à l'Armée & l'Evêque de Bristol à Utrecht. Le Duc aiant assisté le 26. de Mai à un Conseil de Guerre, dans lequel le Prince Eugène & tous les autres Généraux concluoient de donner Bataille au Maréchal de Villars, attendu la supériorité des forces des Alliez : ce Général Anglois refusa d'en venir à aucune hostilité. En effet, sur la simple promesse que le Roi avoit

avoit faite d'obliger son petit-Fils d'accepter l'alternative des deux Roiaumes , & sans attendre le retour du Courier de Madrid, Mr. de St. Jean envoya ordre au Duc d'Ormond d'éviter de s'engager dans un Siège ou de hasarder une Bataille jusques à nouvel ordre; & de prendre garde de ne point faire connoître qu'il eût reçu cet ordre; il ajouta que la Reine étoit persuadée qu'il ne manqueroit pas de prétexte, pour faire ce qu'elle souhaitoit, sans le faire paroître, parce que c'étoit une chose, qui pourroit produire un mauvais effet si elle étoit publiquement connue. Le Duc d'Ormond voulut qu'on crût qu'il venoit de recevoir cet ordre par un Officier Anglois arrivé de Londres & qui effectivement s'étoit fait voir dans son Camp le jour précédent. Mais la confiance avec laquelle le Maréchal de Villars en agissoit, tenant la Campagne d'un visage assuré, quoiqu'il sentît son Armée inférieure à celle des Alliez, donna lieu de croire que le Général François avoit eu communication de l'ordre envoyé au Duc d'Ormond & qu'il se tenoit sûr de n'être point attaqué. Je trouve effectivement que cet ordre fut communiqué le même jour aux Ministres de France. *L'Abbé Gautier vous rendra compte*, dit M. de St. Jean au Marquis de Torci, *des ordres que je viens d'envoyer au Duc d'Ormond.* Le même Mr. de S. Jean, dans une Lettre du 19. Septembre à M. Prior, lui marqua ce qu'il pensoit de l'importance de cet ordre. „ Au moment que j'ai „ lu à la Reine la Lettre de Mr. de Torci, „ par laquelle il marque, que Roi de France „ obligera son petit-Fils à accepter l'alternati-  
„ tive

1712. „ tive de renoncer à une des deux Monar-  
 „ chies , ses ordres ont été envoyez au Duc  
 „ pour l'obliger à ne s'engager ni à un Siège  
 „ ni dans une Bataille; de sorte que S. M. a  
 „ prévenu les François jusques dans la requê-  
 „ te qu'ils en auroient pû faire, Je ne dirai pas  
 „ que cet ordre a sauvé leur Armée; mais en  
 „ conscience je le croi.

Ses Cor-  
 respon-  
 dances  
 avec la  
 France.

Le Duc d'Ormond lui-même par une Let-  
 tre du 28. Mai, marqua au Secrétaire qu'il a-  
 voit reçu une Lettre du Maréchal de Villars,  
 & la Réponse qu'il lui avoit faite. Cette Cor-  
 respondance qu'on étoit convenu de tenir  
 fort secrète, étoit fondée sur une Apostille  
 d'une Lettre de Mr. de St. Jean au Duc d'Or-  
 mond du 10. Mai, dans laquelle il lui mar-  
 que, *qu'on a communiqué l'ordre qu'il lui en-  
 voie à la Cour de France, de sorte, dit-il,  
 qu'en cas que le Maréchal de Villars en fasse  
 mention en secret à Votre Grandeur, elle au-  
 ra à lui répondre de même.* En effet le Gé-  
 néral François fit savoir au Duc le 25.  
 „ qu'il avoit reçu ordre du Roi, & la per-  
 „ mission de la Reine d'Angleterre de lui é-  
 „ crire, aussi-tôt qu'il auroit reçu le Courier;  
 „ & que nonobstant la gloire qu'on pourroit  
 „ aquerir contre un Général, dont la valeur  
 „ étoit si renommée parmi eux, il le prioit  
 „ de croire qu'il n'avoit jamais reçu une plus  
 „ agréable Nouvelle, que celle de savoir  
 „ qu'ils ne seroient plus Ennemis “. Le Duc  
 d'Ormond répondit, „ qu'il avoit aussi reçu  
 „ des ordres de la Reine, sur le même sujet,  
 „ & qu'il ne manqueroit pas de s'y conformer  
 „ exactement.“ Cependant comme le Duc a-  
 voit besoin d'un prétexte pour colorer son  
 re-

refus de combattre les François dans un Terrain très-avantageux, où l'on pouvoit les 1712.  
attaquer en flanc & en queue, voici comme il s'en excusa & ce qu'il en écrivit à Mr de St. Jean. „ Le Prince Eugène \* & les  
„ Députés des Etats me prièrent hier de \* Lettre  
„ consentir à envoyer des Maréchaux des du 18.  
„ Logis reconnoître le Camp des François:  
„ ce que je ne pus refuser, sans faire soup-  
„ çonner ce que j'ai ordre de cacher. Le  
„ Détachement qu'on envoya avec eux con-  
„ sistoit en 40. Escadrons, & tous les Gre-  
„ nadiers de mon Armée pour les soutenir  
„ & favoriser leur retraite, au cas que les  
„ Ennemis entreprissent de les attaquer. Ils  
„ allèrent, c'est-à-dire la Cavalerie, jusques  
„ au Catelet où la Droite de l'Armée Fran-  
„ çoise est postée & sont revenus sans voir  
„ aucun François en deçà de l'Escaut. La  
„ distance qui est entre la source de la Som-  
„ me & celle de l'Escaut n'a pas plus d'u-  
„ ne lieue & demi; & c'est une Plaine où  
„ les Ennemis n'ont encore fait aucun Re-  
„ tranchement..... Vous † n'aurez pas de † Lettre  
„ peine à vous représenter l'embarras où je du 29.  
„ me trouvai pour excuser le délai d'une  
„ chose, qui par les informations que j'e-  
„ reçus des Quartiers-Maîtres Généraux,  
„ & de plusieurs autres Officiers qui avoient  
„ accompagné le Détachement, sembloit  
„ très-pratiquable. La meilleure excuse dont  
„ je me pus aviser, fut le voyage du Com-  
„ te de Strafford en Angleterre, lequel me  
„ donnoit lieu de croire qu'on y agitoit  
„ quelque affaire de grande conséquence,  
„ qu'un délai de 5. ou 6. jours pourroit  
„ nous



1712. „ nous apprendre ; & par cette raison , je  
 „ les priaï de différer cette entreprise &  
 „ toutes les autres qu'on pourroit faire .  
 „ jusqu'à ce que j'eusse des Lettres d'An-  
 „ gleterre.

Quant à l'Evêque de Bristol, deux jours après la Déclaration du Duc d'Ormond & avant qu'il pût avoir reçu la Nouvelle de ce qui s'étoit passé à l'Armée , il se rendit au Congrès des Alliez auquel il n'assistoit plus depuis quelque tems , à cause d'une indisposition prétendue qui le retenoit au Logis ; & passant à l'Assemblée particulière des Députez des Etats Généraux , il leur dit sans façon , que puis que les Etats répondoient si mal aux Avances que la Reine avoit faites , & qu'ils ne vouloient pas concerter avec ses Ministres au sujet de la Paix, elle feroit ses affaires à part , & qu'elle estimoit de n'être plus dans aucune obligation , quelle qu'elle pût être , à leur égard. Cette Déclaration aiant été portée à la Haïe, les Etats Généraux formèrent une Lettre des plus touchantes , qu'ils firent présenter à la Reine le 9. de Juin par leur Ambassadeur. Quelque longue qu'elle soit , je me flatte qu'on ne sera pas fâché de la trouver ici , par rapport à la manière intéressante dont elle est écrite.

LET.

## L E T T R E

1712.

*De Leurs Hautes Puissances à la Reine de  
la Grande Bretagne.*

MADAME,

5. **A**près toutes les preuves que V. M. a Lettre de  
 „ données pendant le cours de son L. H. P. à  
 „ glorieux Règne, de son grand zèle pour S. M. Bri-  
 „ le bien public & de son attachement à la tannique  
 „ Cause Commune des Hauts Alliez; Après sur, ce sa-  
 „ tant de marques, qu'elle a eu la bonté de jet.  
 „ donner de sa précieuse affection & de son  
 „ amitié pour notre République, & après  
 „ les assurances réitérées qu'elle nous a don-  
 „ nées & fait donner tout récemment de ses  
 „ intentions, de faire agir ses Troupes con-  
 „ tre l'Ennemi commun, aussi long-tems  
 „ que la guerre ne sera pas terminée par une  
 „ Paix générale: il est impossible, que nous  
 „ ne soions surpris & touchés des deux  
 „ Déclarations, que nous venons de rece-  
 „ voir, la première par le Duc d'Ormond,  
 „ son Général, qui dit ne pouvoir rien entre-  
 „ prendre sans les nouveaux Ordres de V. M.  
 „ l'autre donnée par l'Evêque de Bristol son  
 „ Plénipotentiaire au Congrès d'Utrecht, de  
 „ ce que V. M. voyant, que nous répondions si  
 „ mal aux avances, qu'elle nous auroit faites,  
 „ & que nous ne voulions point concerter avec ses  
 „ Ministres au sujet de la Paix, elle feroit ses  
 „ affaires à part, & qu'elle estimoit n'être plus  
 „ dans aucune obligation, quelle qu'elle puisse é-  
 „ tre, à notre égard.

Tom. IX.

O

„ Dès

1712.

„ Dès que nous ayons été avertis de ces  
 „ Déclarations, nous avons envoié nos or-  
 „ dres à notre Ministre, qui a l'honneur de  
 „ résider auprès de V. M. afin de lui repré-  
 „ senter les raisons de notre surprise & les  
 „ conséquences de ces Déclarations: la priant  
 „ en même tems avec tout le respect que  
 „ nous avons toujours eu, & que nous con-  
 „ serverons toujours pour sa Personne Roia-  
 „ le, de vouloir donner d'autres ordres au  
 „ Duc d'Ormond, afin qu'il puisse agir avec  
 „ toute vigueur, suivant la raison de guerre,  
 „ & d'avoir la bonté d'entrer à notre égard  
 „ dans d'autres sentimens, que ceux que l'E-  
 „ vêque de Bristol a déclaré à nos Plénipo-  
 „ tentiaires à Utrecht.

„ Mais plus nous faisons d'attention à ces  
 „ Déclarations, plus nous les trouvons im-  
 „ portantes, & plus nous en appréhendons les  
 „ suites. C'est pourquoi nous avons crû ne  
 „ pouvoir nous dispenser de nous adresser di-  
 „ rectement à V. M. par cette Missive, es-  
 „ pérant qu'elle y voudra bien donner l'atten-  
 „ tion que nous nous promettons, tant de sa  
 „ grande prudence & sagesse que de son zè-  
 „ le si renommé pour le bien public, & par-  
 „ ticulièrement de son amitié & affection ac-  
 „ coutumées, pour nous & pour notre Répu-  
 „ blique.

„ Nous protestons avant toutes choses,  
 „ qu'ayant toujours eu pour V. M. une véri-  
 „ table amitié; aussi-bien qu'un très-grand  
 „ respect, & un attachement sincère à tous  
 „ ses intérêts, avec un desir ardent de vivre  
 „ avec V. M. dans une parfaitement bonne  
 „ intelligence & union, nous avons encore

les

les mêmes sentimens & nous les conser-  
rons toujours, ne souhaitant rien plus, que  
d'en pouvoir donner à V. M. les preuves les  
plus convaincantes.

Après quoi nous prions V. M. de vou-  
loir réfléchir, suivant ses grandes lumières,  
si nous n'avons pas juste sujet d'être surpris,  
de voir arrêter par un ordre de la part de V.  
M. donné à notre insû, les opérations de l'Ar-  
mée des Alliez, la plus belle & la plus forte  
qui peut-être soit entrée en Campagne pen-  
dant tout le cours de la Guerre, & pour-  
vûe de tout le nécessaire, pour agir avec  
vigueur : & cela après qu'elle avoit marché  
suivant la résolution prise de concert avec  
le Général de V. M. comme en présence de  
celle des Ennemis, avec une grande supe-  
riorité, tant en nombre qu'en qualité de  
Troupes, animées d'un noble courage &  
ardeur de bien faire; de sorte que suivant  
toutes les apparences humaines, & avec  
l'Assistance Divine, que nous avons ressentie  
si clairement en tant d'autres occasions, on  
auroit ( soit par une Bataille, soit par des  
Sièges ) pu remporter de grans avantages  
sur l'Ennemi, rendre la Cause des Alliez  
meilleure, & faciliter les Négociations de  
la Paix.

Nous nous flations bien de l'espérance,  
que le Duc d'Ormond a donnée, que dans  
peu de jours il attendoit d'autres ordres;  
mais nous voïons cependant avec douleur  
une occasion des plus belles passée, dans  
l'incertitude, si elle sera bien aussi favorable  
ci-après; puis qu'on laisse aux Ennemis le  
tems de se fortifier & de se précautionner,

1712.

„ pendant que l'Armée des Alliez reste dans  
 „ l'inaction, & consumant les fourages tout  
 „ à l'entour, s'ôte à soi-même les moïens de  
 „ subsister à l'avenir dans les Lieux, où sui-  
 „ vant les projets, les operations devroient  
 „ se faire; ce qui pourroit rendre ci-après im-  
 „ possibles les entreprises, qui seroient fort  
 „ praticables présentement, par où toute la  
 „ Campagne peut être rendue infructueuse,  
 „ au préjudice inestimable de la Cause Com-  
 „ mune de tous les Hauts Alliez.

„ Certainement quand nous considérons  
 „ d'un côté l'Armée telle qu'elle est, com-  
 „ posée des Troupes de V. M. & des autres  
 „ Alliez; jointes ensemble d'un commun con-  
 „ cert, pour agir au plus grand avantage &  
 „ avancement de la Cause Commune, & de  
 „ l'autre côté les assurances que V. M. nous  
 „ a données par Lettres, par ses Ministres, &  
 „ dernièrement par son Général, le Duc  
 „ d'Ormond, de ses intentions de faire agir  
 „ ses Troupes avec leur vigueur ordinaire;  
 „ comme aussi les engagements, dans lesquels  
 „ V. M. est entrée, non seulement à notre é-  
 „ gard, mais aussi (tant séparément que con-  
 „ jointement avec nous) à l'égard des autres  
 „ Alliez, il nous est bien difficile de con-  
 „ jecturer & de comprendre, comment un or-  
 „ dre si préjudiciable à la Cause Commune,  
 „ donné si subitement à notre insû, & sans  
 „ doute aussi à l'insû des autres Alliez, peut  
 „ convenir & subsister avec la nature de la So-  
 „ cieté, avec ces assurances, & avec ces en-  
 „ gagemens, dont nous venons de parler. Car  
 „ quoi que suivant la Déclaration de l'Evêque  
 „ de Bristol, V. M. se tienne pour dégagée  
 „ de

de toute obligation à notre égard, il est  
 évident qu'il ne s'agit point ici de notre intérêt  
 ou avantage particulier, mais de celui de  
 tous les Alliez, qui souffriront par le préju-  
 dice que cet ordre si peu attendu portera à  
 toute la Cause Commune.

Mais, Madame, nous ne pouvons pas  
 nous dispenser de dire à V. M. que la Dé-  
 claration faite par l'Evêque de Bristol à U-  
 trecht, ne nous a pas moins surpris que cel-  
 le du Duc d'Ormond à l'Armée. Elles  
 nous paroissent si extraordinaires, que nous  
 ne savons pas, comment les concilier avec  
 cette grande bonté & bienveillance, dont  
 V. M. nous a toujourns honorez : ne pouvant  
 concevoir comment elles peuvent avoir  
 changé si subitement à notre égard. Nous  
 n'en sommes pas seulement surpris, mais  
 nous en sommes affligez. Nous avons  
 examiné avec soin toute notre conduite, &  
 nous n'y trouvons rien qui puisse avoir  
 donné lieu au mécontentement, que  
 V. M. nous fait paroître par cette Déclara-  
 tion.

Dès le premier jour que V. M. est mon-  
 tée sur le Trône, nous avons eu pour elle  
 toute la déférence, qu'elle pouvoit desirer  
 d'un Etat Ami & Allié, nous avons re-  
 cherché avec soin son amitié & af-  
 fection ; & considérant les bons effets  
 que pouvoient produire & qu'ont produits  
 réellement la bonne intelligence, harmo-  
 nie & union entre V. M. & nous, & en-  
 tre les deux Nations, de même que l'avan-  
 tage qui en resuloit pour l'une & pour l'au-  
 tre, aussi bien que pour la Cause Commu-

1712. „ ne de tous les Alliez: nous avons pris à  
 „ tâche & à cœur de les cultiver & de gagner  
 „ de plus la confiance de V. M. & de nous  
 „ conformer à ses sentimens, autant qu'il nous  
 „ a été possible.

„ Nous croions en avoir donné une preu-  
 „ ve éclatante, particulièrement à l'égard de  
 „ la Négociation de la Paix: puis que non  
 „ seulement après que nous fûmes informez  
 „ des pourparlers qui se sont tenus ci-devant  
 „ en Angleterre sur ce sujet, nous avons at-  
 „ tendu que V. M. nous en donneroit con-  
 „ noissance & ouverture, aiant cette ferme  
 „ confiance en son Amitié pour notre Répu-  
 „ blique & en son zèle pour le bien de la Cause  
 „ Commune, que rien ne seroit fait qui pût  
 „ porter préjudice à nous, ni aux autres Al-  
 „ liez. Mais aussi, quand V. M. nous a fait  
 „ communiquer les Points Préliminaires si-  
 „ gnez par M. de Ménager en Angleterre, &  
 „ quand elle nous a fait proposer la Convoca-  
 „ tion & la Tenuë d'un Congrès pour la Paix  
 „ générale, nous requerant de donner à cet  
 „ effet les Passeports nécessaires aux Ministres  
 „ de l'Ennemi, nous y avons consenti, quoi-  
 „ que nous eussions plusieurs raisons (à notre  
 „ avis) très-bien fondées, de n'entrer point  
 „ dans une telle Négociation, sans plus de  
 „ fondement, du moins sans la concurrence  
 „ des autres Alliez. Mais nous avons postpo-  
 „ sé nos sentimens à ceux de V. M: pour lui  
 „ donner une nouvelle preuve de notre défe-  
 „ rence à son égard.

„ Nous n'avons pas moins fait par rapport  
 „ aux difficultez qu'on a fait naître au sujet du  
 „ Traité de Garantie mutuelle de la Succes-  
 „ sion

„ son dans la Ligne Protestante aux Roiaumes de V. M. & de notre Barrière: Traité  
 „ si important pour les deux Nations, que  
 „ nous le considérons, comme le lien le plus  
 „ fort, qu'on pourroit trouver, pour unir à  
 „ jamais les cœurs & les intérêts des deux  
 „ Nations, conclu après la plus mûre déli-  
 „ bération, & ratifié de part & d'autre dans  
 „ la forme la plus authentique: Car quoi que  
 „ nous eussions pu nous tenir simplement à ce  
 „ Traité; cependant nous sommes entrez en  
 „ Négociation sur ces difficultez, & particu-  
 „ lièrement sur le point de l'*Assiento*, sur  
 „ quoi nous avons tellement instruit nos Plé-  
 „ nipotentiaires, que nous ne doutions plus,  
 „ que toutes les difficultez seroient aplanies,  
 „ au contentement reciproque, & que par là  
 „ nous aurions regagné entièrement la confian-  
 „ ce de V. M. d'autant plus, qu'en premier lieu,  
 „ lors qu'il s'agissoit del'Assemblée d'un Con-  
 „ grès pour la Paix générale, V. M. nous  
 „ a fait déclarer par son Ambassadeur, qu'el-  
 „ le ne desiroit que notre concurrence en ce  
 „ seul point, & cette unique marque de notre  
 „ confiance: qu'après cela elle nous donne-  
 „ roit des preuves fortes & réelles de son af-  
 „ fection envers nous, & de ses droites in-  
 „ tentions à l'égard de la Cause Commune de  
 „ tous les Alliez; & qu'ensuite, quand on a  
 „ fait intervenir des difficultez sur le Traité  
 „ de Succession & de Barrière, V. M. nous a  
 „ fait assurer de même, que si nous nous re-  
 „ lâchions sur les points les plus essentiels, &  
 „ particulièrement sur l'affaire de l'*Assiento*, ce  
 „ seroit le vrai moien de rétablir la confiance  
 „ mutuelle & nécessaire; laquelle étant réta-



1712.

„ blie, V. M. prendroit particulièrement à  
 „ cœur les intérêts de l'Etat, & iroit de con-  
 „ cert avec nous dans toute la Négociation,  
 „ pour parvenir à une Paix honorable, bonne,  
 „ & assurée.

„ Mais nous nous trouvons bien éloignez de  
 „ notre attente, puis que dans le tems mê-  
 „ me, que nous nous sommes le plus appro-  
 „ chez de V. M. & que nous croïons, que  
 „ nous tomberions d'accord sur les points qui  
 „ étoient en différend, nous voïons partir le  
 „ Comte de Strafford, sans avoir fini l'affai-  
 „ re : nous voïons arrêter l'Armée dans le  
 „ commencement de sa Carrière, & nous en-  
 „ tendons une Déclaration, par laquelle V.  
 „ M. se tient dégagée de toutes ses obligations  
 „ à notre égard, dont on allègue pour raison,  
 „ que nous aurions mal répondu aux avances  
 „ qu'elle nous a faites, & que nous ne vou-  
 „ lions point concerter avec ses Ministres sur  
 „ la Paix.

„ Si V. M. veut avoir la bonté de regar-  
 „ der d'un œil un peu favorable notre con-  
 „ duite, nous nous flatons & nous avons u-  
 „ ne ferme confiance qu'elle n'y trouvera rien  
 „ qui lui puisse donner une idée de pensées si  
 „ défavantageuses à notre égard, mais qu'elle  
 „ trouvera plutôt, que nous avons satisfait &  
 „ satisfaisons encore à tous les devoirs de  
 „ bons & fidèles Alliez, particulièrement en-  
 „ vers V. M.

„ Ce que nous avons déjà dit, pourroit  
 „ peut-être suffire pour l'en persuader, mais  
 „ nous devons y ajouter, qu'ayant toujours  
 „ regardé l'affection de V. M. & la bonne  
 „ harmonie entre les deux Nations, comme

„ un

„ un des plus fermes appuis de notre Etat &  
„ de la Religion Protestante , & comme un  
„ des moiens les plus efficaces , pour le sou-  
„ tien & l'avancement de nos intérêts com-  
„ muns & de ceux de toute l'Alliance. Ce  
„ sentiment sincère étant imprimé fortement  
„ dans nos cœurs, nous n'avons jamais été  
„ éloignez de communiquer & de concerter  
„ en toute confiance sur les affaires de la Paix  
„ avec V. M. & avec ses Ministres, suivant  
„ les fondemens portez par la Grande & autres  
„ Alliances. Nous déclarons, que nous y  
„ avons toujours été portez & prêts, & que  
„ nous le sommes encore, autant que nous  
„ le pouvons faire sans préjudicier aux autres  
„ Alliez, & sans contrevenir aux Engage-  
„ mens, Traitez, & Alliances que nous a-  
„ vons contractez.

„ Mais, Madame, toutes les Propositions  
„ qui nous ont été faites jusqu'à présent sur  
„ ce sujet, sont demeurées en des termes  
„ fort généraux, sans que le résultat des Né-  
„ gociations entre les Ministres de V. M. &  
„ ceux de la France, ni même les pensées  
„ de V. M. sur le sujet sur lequel nous devrions  
„ concerter ensemble, nous aient été com-  
„ muniquez. Il est vrai, que dans quelques-  
„ unes des dernières Conférences, les Minis-  
„ tres de V. M. ont demandé, si les nôtres é-  
„ toient munis d'un Plein-Pouvoir & auto-  
„ risez à faire un plan pour la Paix. Mais il  
„ auroit été bien juste, qu'avant que d'exiger  
„ cela de nous on nous eût communiqué le  
„ résultat des Négociations traitées depuis  
„ long-tems entre les Ministres de V. M. & ceux  
„ de l'Ennemi, ou du moins les pensées de V.  
„ M.

1712.

„ Si ce plan regardoit seulement les inté-  
 „ rêts de V. M. & les nôtres, nous aurions  
 „ peut-être tort, de n'y avoir point donné  
 „ les mains incessamment, quoi que même  
 „ alors l'affaire ne seroit point sans difficulté;  
 „ puis que la moindre connoissance qui  
 „ en parviendroit à l'Ennemi, ne pour-  
 „ roit être que fort préjudiciable. Mais  
 „ comme le plan, dont il s'agit, doit regar-  
 „ der les intérêts de tous les Alliez, & pres-  
 „ que de toute l'Europe, nous avons eu de  
 „ fortes appréhensions, que comme les Négoci-  
 „ ations particulières entre les Ministres de  
 „ V. M. & ceux de France, & la facilité a-  
 „ vec laquelle nous avons consenti au Congrès  
 „ d'Utrecht, & donné nos Passeports aux  
 „ Ministres de l'Ennemi, ont déjà donné  
 „ beaucoup de soupçons & d'inquiétudes à S.  
 „ M. I. & aux autres Alliez, nous avons ap-  
 „ préhendé, disons-nous, que S. M. I. & les  
 „ autres Alliez venant à apprendre (ce qui se-  
 „ roit bien difficile de leur cacher) le concert  
 „ qui se feroit entre les Ministres de V. M. &  
 „ les nôtres, pour un Plan de Paix, avant  
 „ même que les Ministres de France aient ré-  
 „ pondû spécifiquement aux Ministres des Al-  
 „ liez, leur soupçon & leur inquiétude pour-  
 „ roit s'augmenter, & ce procédé pourroit  
 „ leur donner sujet à des pensées préjudicia-  
 „ bles, comme si l'intention de V. M. & la  
 „ nôtre étoit d'abandonner la Grande Allian-  
 „ ce & la Cause Commune, ou pour le  
 „ moins, de régler seuls avec la France le  
 „ sort de tous les autres Alliez: par où S.  
 „ M. I. & les autres Alliez pourroient être  
 „ poussés à prendre leurs mesures à part.

.. &amp;c

„ & à faire des démarches qui ne convien- 1712.  
 „ droient nullement avec les intérêts de  
 „ V. M.

„ Nous croïons ces raisons assez bien fon-  
 „ dées, pour justifier auprès de V. M. notre  
 „ conduite à cet égard; & si nous ne sommes  
 „ pas entrez avec tout l'empressement qu'elle  
 „ peut avoir souhaité, dans le concert propo-  
 „ sé, nous espérons, que tout au plus V. M.  
 „ ne regardera notre difficulté, que comme  
 „ un *excès de prudence*, ou de scrupule, & nul-  
 „ lement comme un défaut de confiance en  
 „ V. M. pendant que les Alliez pourroient le  
 „ regarder, comme une Contravention aux  
 „ Traitez, & particulièrement à l'Art. VIII.  
 „ de la Grande Alliance. Nous espérons aussi,  
 „ que V. M. par les raisons que nous venons  
 „ d'alléguer, reviendra d'une pensée si des-  
 „ avantageuse pour nous, savoir, que nous au-  
 „ rions mal répondu aux avances qu'elle nous  
 „ a faites, & que nous ne voudrions point  
 „ concerter avec ses Ministres au sujet de la  
 „ Paix. Mais, Madame, quand V. M. n'a-  
 „ quiesceroit pas à nos raisons (de quoi  
 „ pourtant nous ne pouvons pas douter)  
 „ nous prions V. M. de considérer, si cela  
 „ suffiroit, pour que V. M. pût se tenir dé-  
 „ gagée de toutes ses obligations à notre é-  
 „ gard.

„ Si nous avions contrevenu aux engage-  
 „ mens & aux Traitez, que nous avons l'hon-  
 „ neur d'avoir conclus avec V. M. nous at-  
 „ tendrions de sa bonté & de sa justice, qu'elle  
 „ nous fit représenter ces Contraventions  
 „ & qu'elle ne se tint point quitte de ses en-  
 „ gagemens, qu'après que nous aurions refu-

1712.

„ sé d'y apporter les remèdes nécessaires. Mais  
 „ comme nous ne nous sommes engagés nul-  
 „ le-part, d'entrer avec V. M. dans un con-  
 „ cert pour faire un Plan de Paix, sans la  
 „ participation des autres Membres de la  
 „ Grande-Alliance: le peu de facilité & d'em-  
 „ pressement que nous aurions montré en ce  
 „ cas, ne peut être regardé comme une  
 „ Contravention à nos engagements, & ainsi  
 „ cela ne peut pas servir à dégager V. M. des  
 „ liens à notre égard; puis-que nous sommes  
 „ fortement persuadés d'avoir pleinement sa-  
 „ tisfait à tous nos Traitez & à toutes nos  
 „ Alliances, tant avec V. M. qu'avec les  
 „ Hauts-Alliez en général: & d'avoir fait en  
 „ la présente guerre plus qu'on n'auroit pu  
 „ attendre de notre part avec justice & équi-  
 „ té. Toute la différence entre V. M. &  
 „ nous en ceci ne consiste tout au plus, (à  
 „ la considérer sagement) que dans une dispa-  
 „ rité de sentimens.

„ En vérité, Madame, si pour un tel su-  
 „ jet entre des Puissances Alliées, & Unies  
 „ ensemble par les liens & les nœuds les plus  
 „ forts & les plus étroits d'Alliance, d'Inté-  
 „ rêts & de Religion, une seule de ces  
 „ Puissances pouvoit se dégager de tous ses  
 „ engagements, & se défaire de toutes ses  
 „ obligations, il n'y a point de liaison  
 „ qui ne puisse être rompue à tout mo-  
 „ ment: & nous ne voyons point sur quels  
 „ engagements on pourroit compter à l'ave-  
 „ nir.

„ Nous nous assûrons, que V. M. en  
 „ voyant ces conséquences, ne voudra pas  
 „ se tenir à la Déclaration, que l'Evêque-

de Bristol nous a faite: Nous l'en supplions  
avec tout le respect & tout l'empres-  
sément, dont nous sommes capables, com-  
me aussi, qu'elle veuille révoquer l'ordre  
donné au Duc d'Ormond, s'il ne l'est pas  
encore; & de l'autoriser d'agir selon les oc-  
currences, ainsi que la raison de Guerre &  
l'avancement de la Cause Commune le de-  
mandera.

Nous Vous prions aussi, Madame; de  
vouloir encore nous communiquer le ré-  
sultat des Conférences, tenues par vos Mi-  
nistres avec ceux des Ennemis, ou du moins  
vos pensées sur la Paix; & nous tâcherons  
de donner à V. M. toutes les marques ima-  
ginables de notre déférence pour ses senti-  
mens, & de notre desir sincère, de conser-  
ver la précieuse amitié, autant que nous le  
pourrons faire, sans blesser la bonne foi  
des engagements, dans lesquels nous som-  
mes entrez par des Traitez & Alliances,  
tant avec V. M. qu'avec d'autres Puissan-  
ces.

Nous sommes fortement persuadés, que  
ce n'est nullement l'intention de V. M. de  
les rompre en aucune manière, puis qu'elle  
l'a toujours été avec nous de ce senti-  
ment, & avec les autres Alliez, savoir, que  
la bonne Union entre les Alliez, non seu-  
lement dans la présente Guerre, mais aussi  
après que la Paix sera faite, est & sera tou-  
jours le moyen le plus solide, & même l'u-  
nique, de conserver la liberté & l'indépen-  
dance de tous ensemble, & de chacun en  
particulier, contre la grande Puissance de la  
France.

1712.

„ Nous attendons aussi , qu'après avoir  
 „ donné des preuves si grandes & si éclatan-  
 „ tes de sa Sagesse , de sa Fermeté & de son  
 „ Zèle pour le soutien de la Cause Commu-  
 „ ne, V. M. ne voudra pas prendre présen-  
 „ tement des résolutions, qui pourroient être  
 „ très préjudiciables à nous & aux autres Al-  
 „ liez ; mais que pour parvenir à une Paix  
 „ honorable, sûre & générale, elle poursui-  
 „ vra les mêmes voies, & se tiendra aux mê-  
 „ mes Maximes, qu'Elle a tenuës ci-devant,  
 „ & que le bon Dieu a benî d'une manière si  
 „ sensible, par des Victoires & par de grands  
 „ événemens, qui rendront la Gloire de V.  
 „ M. immortelle.

„ Nous renouvelons encore à V. M. les  
 „ assurances de notre haute & parfaite estime  
 „ pour sa personne, & pour son amitié, com-  
 „ me aussi de nos intentions & de nos desirs  
 „ sincères d'entretenir avec V. M. la même  
 „ bonne correspondance, harmonie & u-  
 „ nion, que ci-devant, & de les cultiver en-  
 „ tre les deux Nations, par tout ce qui dépen-  
 „ dra de nous, priant V. M. de conserver aus-  
 „ si pour nous & pour notre République sa  
 „ première affection. Nous nous remettons  
 „ au reste à ce que le Sr. de Borsele, notre  
 „ Envoïé Extraordinaire, pourra dire de plus  
 „ à V. M. sur ce sujet. Après quoi nou-  
 „ prions le Tout-Puissant &c.

*à la Haye le 5. Juin 1712.*

Get

Cette Lettre, comme on a pu le remarquer, contient une preuve authentique de l'adresse de la Cour de France à disposer celle de Londres en sa faveur, dès avant que l'on eût commencé le Traité de Paix, puis que les Ministres de la Reine, gagnés pour se servir de son nom, n'emploierent les Protestations & les Remontrances qu'on faisoit faire à cette Princesse, que pour mieux engager les Alliez à souscrire aux Conditions qu'il plairoit à la France de leur imposer. Cependant cette même Lettre, devenue publique en Angleterre, y produisit parmi le Peuple l'effet qu'on en devoit attendre naturellement; & pour en prévenir les suites, le Conseil de la Reine jugea à propos de calmer la crainte d'une Paix désavantageuse, qui paroissoit répandue dans le Public, par la Réponse suivante.

*Hauts & Puissans Seigneurs, nos bons  
Amis, Alliez & Confederez.*

IL n'y a rien qui nous soit plus cher que la conservation d'une bonne intelligence & d'une parfaite Union avec Votre Etat. Elles ont été l'objet de nos principaux soins, & bien loin de nous pouvoir accuser d'avoir contribué en aucune façon à leur diminution, nous réfléchissons avec plaisir sur toutes les peines que nous avons prises, & sur toutes les instances que nous avons faites, afin que les Disputes survenues au sujet des intérêts des deux Nations, fussent ter-

Réponse  
de la Reine  
aux  
E. Gr.

mis



1712.

„ minées à l'amiable, & afin que nous puf-  
„ fions nous parler fans reserve sur ceux du  
„ Public. Car dans des Conjonctures telles  
„ que celles où nous nous trouvons, il faut  
„ que l'ouverture soit égale de part & d'au-  
„ tre, de même que la confiance récipro-  
„ que.

„ Nous croïons que l'allarme que vous a-  
„ vez prise au sujet des Déclarations, tant du  
„ Duc d'Ormond que de l'Evêque de Bristol,  
„ aura cessé, & nous vous répétons ce que  
„ nous avons tant de fois déclaré, qu'il ne  
„ tiendra qu'à vous (comme il s'est fait par le  
„ passé) que toutes nos mesures touchant la  
„ Guerre, ou touchant la Paix, soient prises  
„ de concert avec Votre Etat.

„ Le Comte de Strafford retournera en  
„ peu de jours auprès de vous, pleinement  
„ instruit de nos intentions. Nos Ministres  
„ seront disposez & autorisez de faire tout ce  
„ qui peut dépendre de Nous, pour renou-  
„ veller une entière confiance avec Vous, &  
„ pour prévenir à l'avenir des mesintelligen-  
„ ces, qui ont été fomentées avec tant d'ar-  
„ tifice & avec si peu de fondement. Mais  
„ nous ne pouvons pas passer sous silence,  
„ que nous avons été extrêmement surpris de  
„ voir, que Votre Lettre du 5. de ce mois a  
„ été imprimée & publiée presque aussi-tôt  
„ que nous l'avons reçue des mains de Votre  
„ Envoïé. Un tel procédé est également  
„ contraire à la bonne Politique & à la Bien-  
„ séance. C'est faire une Remontrance, au  
„ lieu d'une Représentation, & appeler au  
„ Peuple, au lieu de s'adresser au Souverain.  
„ Nous espérons, que Vous ne voudrez plus  
„ souf-

„ souffrir que pareille chose arrive à l'avenir; 1712  
 „ car notre honneur nous engageroit à pren-  
 „ dre la résolution de ne donner aucune Ré-  
 „ ponse à des Lettres ou à des Mémoires qui  
 „ seroient publiez de la sorte. Au reste nous  
 „ prions Dieu &c.

*A Kensington le 9. Juin 1712.*

Votre bien bonne Amie

ANNE REINE.

Cependant le Marquis de Torci fit savoir,  
 comme on l'a dit \*, aux Ministres d'Angle-  
 terre, que le Roi d'Espagne avoit choisi l'al-  
 ternative de garder l'Espagne & les Indes, &  
 de renoncer pour lui & pour ses Descendans  
 à la Couronne de France. Que ce principal  
 obstacle de la Paix étant levé, le Roi s'atten-  
 doit que la Reine leveroit aussi de son côté les  
 autres difficultez qui retardoient l'effet de ce  
 grand Ouvrage; en faisant les Déclarations re-  
 quises pour cela, & promises au retour du  
 Courier de Madrid. Que le Roi croïoit que  
 la première & la plus pressante étoit d'établir  
 la Suspension d'Armes, ou générale ou au moins  
 entre les deux Armées des Pais-Bas, jusqu'à la  
 Conclusion de la Paix. Ce Ministre envoïa  
 en même tems le Mémoire suivant, conte-  
 nant la Réponse du Roi aux dernières Deman-  
 des qui lui avoient été envoyées de la part de  
 la Reine d'Angleterre.

Ré-

\* Par les Lettres du 8. & 10. Juin.

1712.

*Réponse du Roi au Mémoire envoyé  
de Londres le 5. Juin 1712.  
N. 8.*

Réponse  
du Roi à  
un Mé-  
moire en-  
voyé de  
Londres.  
Rapport du  
Comité se-  
cret.

- „ I. S A Majesté consent de céder à la  
Reine de la *Grande Bretagne* l'Ile de  
„ *Terre-Neuve* avec la Ville de *Plaisance*, com-  
me elle est fortifiée à présent; mais on en  
„ tiretá l'Artillerie & les Munitions, qui ne  
seront pas comprises dans la Cession qu'on  
„ fera de cette Place, & de l'Ile; puis qu'on  
ne sauroit prétendre qu'elles appartiennent à  
„ l'une ou à l'autre. Et pour se servir d'une  
Comparaison ordinaire, on doit regarder  
„ l'Artillerie & les Munitions d'une Place,  
comme les Meubles d'une Maison, qu'un  
„ Particulier emporte, lors qu'il la cède par  
un Contrát volontaire.  
„ Les Iles voisines de celle de *Terre-Neu-*  
„ *ve*, n'ont été ni demandées ni promises par  
les Articles signez à Londres au mois d'Oc-  
„ tobre dernier; Et comme ces Articles ont  
servi de Règle au commencement, & pen-  
„ dant le cours des Négociations, l'inten-  
tion du Roi est de suivre exactement cette  
„ Règle, qu'il estime la plus sûre, pour par-  
venir à la Conclusion du Traité; & S. M.  
est persuadée que la Reine de la G. B., fi-  
„ dèle à sa parole, n'insistera pas sur une de-  
mande qui ne se trouve pas dans la Con-  
„ vention, signée au nom de cette Prin-  
cesse.  
„ Le Roi veut bien cependant ajouter  
„ ces

„ cette Convention l'*Acadie*, avec ses an- 1712.  
 „ ciennes Limites, comme le demande la Rei-  
 „ ne de la G. B.

„ II. Les Articles signez à *Londres* con-  
 „ servent aux Sujets du Roi le Droit de pê-  
 „ cher & sécher leur Moruë sur l'Ile de *Ter-*  
 „ *re-Neuve*. Une disposition faite & conclue  
 „ ne sauroit être restrainte, ni recevoir d'au-  
 „ tres changemens, que ceux qu'on peut ju-  
 „ ger de part & d'autre conformes au bien  
 „ public.

„ Le Roi offre, sur ce fondement, de  
 „ laisser à l'*Angleterre* l'Artillerie & les Muni-  
 „ tions de *Plaisance*, les Iles voisines de *Ter-*  
 „ *re-Neuve*; de défendre aux *François* la li-  
 „ berté de la Pêche & de sécher leur Poisson  
 „ sur la Côte de cette Isle, & même sur cel-  
 „ le de la partie de cette Ile qu'on nomme  
 „ *Petit-Nord*; d'ajouter à ces conditions, la  
 „ Cession des Iles de *St. Martin* & de *St. Bar-*  
 „ *thelemi*, voisines de celle de *St. Christophe*,  
 „ pourvu qu'en vertu de cette nouvelle Of-  
 „ fre, le *Reine* de la G. B. consente à rendre  
 „ l'*Acadie*, à laquelle la Rivière de *St. George*  
 „ servira de borne, comme les Anglois l'ont  
 „ prétendu autrefois.

„ On laisse ainsi au choix de la *Reine* de la  
 „ G. B. de s'en tenir aux Articles signez à  
 „ *Londres*, ou d'accepter l'Echange que le  
 „ Roi propose. En ce dernier cas S. M. tâ-  
 „ chera de faciliter, autant qu'il lui sera pos-  
 „ sible, la Conclusion de l'affaire de la ran-  
 „ çon de l'Ile de *Nevis*, à la satisfaction de  
 „ l'*Angleterre*.

„ III. Comme la Correspondance parfai-  
 „ te, que le Roi propose d'établir entre ses  
 „ Su

1712. „ Sujets, & ceux de la Reine de la *Grande*  
 „ *Bretagne*, doit faire, moiennant la *Grace*  
 „ de Dieu, un des principaux avantages de  
 „ la Paix, il faut éloigner toutes les Propo-  
 „ sitions capables d'interrompre cette heureu-  
 „ se Union. L'Experience a suffisamment fait  
 „ connoître qu'il est impossible de la conser-  
 „ ver dans les Lieux possédez en commun  
 „ par les *François* & les *Anglois*. Aussi cette  
 „ raison seule suffiroit pour empêcher S. M.  
 „ de consentir à la Proposition de laisser pos-  
 „ séder le *Cap Breton* par les *Anglois*, conjoin-  
 „ tement avec les *François*. Mais il s'en trou-  
 „ ve une autre plus forte encore contre cette  
 „ Proposition; c'est que comme on voit sou-  
 „ vent les Nations les plus unies devenir En-  
 „ nemies, il est de la prudence du Roi de  
 „ conserver la possession de la seule Ile, ca-  
 „ pable de lui procurer, à l'avenir, l'entrée  
 „ de la Rivière de *St. Laurent*, laquelle se-  
 „ roit absolument bouchée aux Vaisseaux de  
 „ S. M. si les *Anglois*, Maîtres de l'*Acadie*  
 „ & de *Terre-Neuve*, possédoient outre cela  
 „ l'Ile du *Cap Breton* en commun avec les  
 „ *François*; & même le *Canada* seroit perdu  
 „ pour la *France*, s'il arrivoit que la *Guerre*  
 „ vînt à se rallumer entre les deux Nations,  
 „ ce qu'à Dieu ne plaise; mais le moyen le  
 „ plus sûr pour l'empêcher, est de penser sou-  
 „ vent que cela pourroit arriver.  
 „ IV. On ne dissimulera pas, que le Roi  
 „ souhaite, par la même raison, de conser-  
 „ ver le Droit Naturel & la Liberté Com-  
 „ mune à tous les Souverains, pour faire dans  
 „ les Iles du Golfe, & à l'embouchure de la  
 „ Rivière de *St. Laurent*, aussi-bien que dans  
 „ l'Ile

„ l'Ile du *Cap Breton*, les Fortifications que S. 1712  
 „ M. y jugera nécessaires : Ces Ouvra-  
 „ ges qu'on ne fait que pour la sûreté  
 „ du Pais, ne sauroient jamais être pré-  
 „ judiciables aux Iles & aux Provinces voi-  
 „ fines.  
 „ Il est juste que la Reine de la Gr. B. ait  
 „ la même liberté de faire des Fortifications,  
 „ selon qu'elle le jugera à propos, soit en *A-*  
 „ *cadie* ou dans l'Ile de *Terre Neuve*: Et par  
 „ cet Article le Roi ne prétend pas exiger u-  
 „ ne chose contraire aux droits, que la Pro-  
 „ priété & Possession donnent naturellement  
 „ à cette Princeesse.  
 „ V. Le Roi consent par la considération  
 „ particulière qu'il a pour la Reine de la Gran-  
 „ de Bretagne, de lui laisser le Canon & les  
 „ Munitions qui se trouveront dans les Forts  
 „ & les Places de la Baye de *Hudson*, non-  
 „ obstant les raisons que le Roi pourroit a-  
 „ voir de les en retirer, & de les transporter  
 „ ailleurs.

### *Article du Commerce.*

„ C Omme le Roi souhaite sincèrement Article du  
 „ qu'on lève au plutôt tout ce qui pour- Comm-  
 „ roit causer de la division entre S. M. & la  
 „ Reine de la G. B., il lui seroit très-agréa-  
 „ ble de voir régler à *Utrecht* toutes les diffi-  
 „ cultez qui regardent le Négoce, par ses  
 „ Plénipotentiaires & ceux d'*Angleterre*.  
 „ Mais au cas qu'on ne puisse le faire a-  
 „ vant la conclusion de la Paix, S. M.  
 „ consent aux deux Demandes faites au nom  
 „ de

1712. „ de cette Princesse, plutôt que de la dé-  
 „ férer.

„ I. De nommer des Commissaires qui  
 „ s'assembleront à Londres pour examiner  
 „ & régler les Droits & les Impositions  
 „ qu'il conviendra de paier dans chaque Roi-  
 „ aume.

„ II. Que la France & l'Angleterre, s'en-  
 „ gagent réciproquement à accorder aux Su-  
 „ jets des deux Couronnes, les mêmes Pri-  
 „ vilèges, & tous les avantages dont jouis-  
 „ sent ou pourroient jouir les Nations les plus  
 „ favorisées.

*Article d'une Suspension d'Ar-  
 mes.*

Article  
 d'une Sus-  
 pension  
 d'Armes.

„ U N terme de si peu de durée que deux  
 „ Mois, n'ôtera pas aux Ennemis  
 „ de la Paix l'espérance d'interrompre les  
 „ Conférences avant la fin de la Campa-  
 „ gne. Le Roi, persuadé des bonnes in-  
 „ tentions de la Reine de la G. B., ju-  
 „ ge qu'il est nécessaire pour le bien pu-  
 „ blic, de l'étendre jusqu'à celui de quatre  
 „ mois.

„ I. Il doit suffire, pour achever de sur-  
 „ monter toutes les difficultez du Traité, les  
 „ principales ayant déjà été levées, par la fer-  
 „ me résolution que le Roi d'Espagne a prise  
 „ de renoncer pour lui & pour ses Descen-  
 „ dans à la Couronne de France, de garder  
 „ l'Espagne & les Indes, & de consentir que  
 „ cette Renonciation soit insérée dans le  
 „ Traité de Paix.

„ II. Après

„ II. Après avoir établi le commence-  
 „ ment & le cours des Négociations, sur la  
 „ bonne foi, & la confiance mutuelle, dont  
 „ on a déjà senti les heureux effets, il faut  
 „ bannir jusques aux apparences de la méfian-  
 „ ce, lors qu'on aproche de part & d'autre,  
 „ dans ses Propositions, de la fin qu'on s'est  
 „ proposée. Le Roi laisse à juger à l'équité  
 „ de la Reine de la G. B. s'il n'y a pas quel-  
 „ que chose de désobligeant pour lui, dans la  
 „ demande qu'elle fait, de mettre une Gar-  
 „ nison *Angloise* dans *Dunkerque*, pendant la  
 „ Suspension d'Armes, & si le Public n'au-  
 „ ra point lieu de regarder cela, comme si  
 „ l'on doutoit de l'exactitude de Sa Majesté  
 „ à s'acquiter de ses promesses. Le Roi est  
 „ persuadé que la Reine d'*Angleterre* est bien  
 „ éloignée d'avoir cette pensée, ayant reçu  
 „ trop de preuves de son estime pour le su-  
 „ poser. Et comme il y a déjà long-tems  
 „ qu'il fait fonds sur l'amitié de la Reine, non-  
 „ obstant la continuation de la Guerre, il  
 „ est aussi persuadé qu'elle n'insistera pas sur  
 „ cette demande, parce qu'elle est inuti-  
 „ le, & qu'elle pourroit produire un ef-  
 „ fet contraire aux intentions de cette Prin-  
 „ cesse.

„ Car il est certain que le but de la Reine  
 „ n'est que d'obliger les *Hollandois* à donner  
 „ volontairement au Roi un Equivalent pour  
 „ les Fortifications de *Dunkerque*, que S. M.  
 „ a promis de faire démolir.

„ Il faut vaincre leur obstination, & leur  
 „ faire voir qu'ils ne sauroient persister dans  
 „ les sentimens où ils sont, sans que le mal  
 „ en retombe sur eux. Mais ce n'est pas les

„ me-



1712.

„ menacer, que de leur déclarer que les Trou-  
 „ pes de la Reine garderont les Villes, Cit-  
 „ delles & Forts de *Dunkerque*, jusques à ce  
 „ que les Etats Généraux aient donné au Roi  
 „ un Equivalent à la satisfaction de S. M. Le  
 „ Roi souffrirait seul par les nouveaux obsta-  
 „ cles qu'ils apporteroient à la Paix; & il  
 „ faut des voyes opposées pour rendre cette  
 „ République plus flexible.

„ La condition de combler le Port, & de  
 „ ruiner les Ecluses de cette Place dépend,  
 „ comme le Roi s'en est expliqué, de la res-  
 „ titution que S. M. a demandée de *Tournai*.  
 „ Il réitère la promesse qu'il en a faite: mais  
 „ la ruine des Ecluses de *Dunkerque*, causera  
 „ celle des Pais d'alentour, les Amis &  
 „ les Ennemis en souffriront également. Le  
 „ Roi seroit bien aise de prévenir cette des-  
 „ truction inutile, à laquelle la Reine de la  
 „ Grande Bretagne n'a peut-être pas fait as-  
 „ sez d'attention. Sa Majesté souhaite qu'on  
 „ le représente encore une fois à cette Prin-  
 „ cesse, qui fera ensuite, sur cet Article,  
 „ ce qu'elle jugera à propos, moyennant la  
 „ Restitution de *Tournai* & de ses Dépen-  
 „ dances.

„ III. La Paix est nécessaire à l'Europe;  
 „ le Roi la souhaite comme un Bien général,  
 „ & Sa Majesté regarde la Suspension d'Ar-  
 „ mes, comme le meilleur moyen pour y  
 „ parvenir; mais il refuseroit cette Suspen-  
 „ sion, & romproit même les Négociations  
 „ de la Paix, si l'on ne pouvoit obtenir cet-  
 „ te Suspension ou cette Paix, sans admet-  
 „ tre une Garnison *Hollandaise* dans *Cambrai*,  
 „ pendant tel tems que ce puisse être. Il ne

„ con-

„ consentira jamais à une Proposition si con- 1712.  
 „ traire à son honneur, à ses intérêts, & au  
 „ bien de son Royaume.

Fait à Marli le 10. Juin 1712.

## DE TORCI.

Le Ministre de France marquoit en même tems à celui d'Angleterre que les Lettres de l'Armée parloient du dessein qu'avoient les Alliez d'investir le Quesnoi pour en faire le Siège : mais que le Roi ne pouvoit croire que la Reine aprouvât cette entreprise, & beaucoup moins qu'elle permit à ses Troupes d'y assister. Il ajoûtoit que si la Suspension d'Armes ne se faisoit au plutôt, on pourroit se trouver indispensablement engagé en quelque grand Evénement, qu'il espéroit que la prudence & les soins de Mr. de St. Jean sauroient prévenir. Celui-ci lui fit réponse & lui manda qu'il n'avoit qu'à signer la Suspension d'Armes & à l'envoyer au Duc d'Ormond; lequel au moment qu'il prendroit possession de Dunkerque, déclareroit aux Alliez qu'il avoit ordre de ne plus agir contre la France.

Ces mesures, & la Déclaration qu'avoit déjà faite le Duc d'Ormond aux Généraux des Alliez, n'aportèrent néanmoins aucun retardement au Siège du Quesnoi qui avoit été investi dès le 8. Juin. La Tranchée y fut ouverte le 18. en deux endroits & l'on fit une troisième attaque entre les deux autres; de sorte que le Siège fut poussé vigoureusement.

1712. Les Alliez avoient auparavant détaché 1400. Chevaux de leur Armée avec quantité d'Officiers & de Volontaires pour faire une irruption en Champagne; surquoi les François détachèrent 60. Escadrons pour les suivre. Mais ces derniers revinrent peu de tems après au Camp de M. de Villars, soit parce que ce Maréchal craignoit d'être attaqué, soit parce que le Détachement des Alliez étoit déjà trop avancé. En effet il pénétra en plusieurs Troupes par delà Reims jusques dans le Soissonois, d'où il revint par Châlons marchant vers la Lorraine, après avoir enlevé grand nombre d'Otages pour les Contributions & s'être chargé de Butin. Ces Troupes passèrent ensuite la Moselle; d'où elles allèrent demander des Contributions au Gouverneur de Mets, & sur le refus qu'il en fit accompagné de menaces insultantes, elles brûlèrent plus de trente Villages dans le Pais Messin, & emmenèrent plusieurs Otages. Quant au Siège du Quesnoi les Travaux en furent avancez avec succès jusqu'au 23. du même mois de Juin; & toutes les Batteries ayant été prêtes le lendemain, les Assiégeans se mirent en état de donner un Affaut à la Contrescarpe le 1. Juillet. Les Assiégez furent chassés du Chemin couvert le même jour; & les Brèches ayant été élargies le jour suivant, on se préparoit à donner l'Affaut le 3. au soir; lors que les François battirent la Chamade & demandèrent à capituler. Le Général Fagel qui commandoit le Siège vouloit que la Garnison fût Prisonnière de Guerre; mais le Commandant de la Place \* refusant de se rendre à cet-

\* Mr. Labadie.

cette Condition , on recommença à tirer à l'entrée de la nuit. Les Assiégez battirent une seconde fois la Chamade à la pointe du jour , & demandèrent que la Garnison fût envoyée en France , à condition de ne pas servir ; ce qui ayant aussi été rejeté, les Batteries tirèrent de nouveau , jusqu'à ce qu'enfin la Garnison se rendit à discrétion sur les neuf heures. Elle sortit le 6. au matin , au nombre de 1665. hommes , qui furent embarquez sur l'Escaut , pour être conduits vers la Hollande.

Dans la Réponse du Roi aux Demandes de la Reine d'Angleterre , il n'avoit encore été convenu de rien touchant l'évacuation de Dunkerque & la Garnison Angloise qu'on devoit y recevoir ; & l'on refusoit absolument d'admettre une Garnison Hollandoise dans Cambrai , quoi que ces choses eussent été proposées comme les Conditions de la Suspension d'Armes. Cependant Mr. de Torci ne laissoit point d'espérer que ce refus ne causeroit aucune méintelligence , d'autant que „ comme le commencement & le cours de „ la Négociation s'étoit fait de *bonne foi* & avec une confiance mutuelle , il étoit , dit-il \* , nécessaire , de bannir toute la méfiance , & que la Reine devoit se fier entièrement au Roi , sans insister sur des Demandes qui pouvoient donner de l'ombrage. Aussi Mr. de St. Jean , pleinement convaincu de cette *bonne foi* & de la disposition de la Reine sa Maîtresse à s'y confier , lui répondit

P 2

\* Lettre du 10. Juin.

Suites des  
Intrigues  
de la France  
avec  
l'Angle-  
terre.  
Rapport du  
Comité se-  
cret.

1712.

dit que „ qu'oit que le Roi n'eût pas satisfait  
 „ aux Demandes de la Reine, Sa Majesté ne  
 „ laisseroit pas de se rendre au Parlement, &  
 „ d'y faire toutes les Déclarations nécessaires  
 „ pour porter la Nation unanimement à la  
 „ Paix; qu'à la vérité elle ne feroit pas men-  
 „ tion de la Suspension d'Armes à son Parle-  
 „ ment, mais qu'il avoit ordre de lui apren-  
 „ dre la résolution que Sa Majesté avoit pri-  
 „ se à cet égard. . . . . que le Comte de  
 „ Strafford étoit sur le point de retourner à  
 „ Utrecht, & que les Instructions qu'il y  
 „ portoit mettroient les Plénipotentiaires de  
 „ la Reine, comme les François le souhai-  
 „ toient, en état de ne plus garder les me-  
 „ sures auxquelles ils avoient été obligez de  
 „ se soumettre jusqu'alors; mais qu'à l'avenir  
 „ ils pourroient se joindre ouvertement avec  
 „ ceux de France & donner des loix à ceux  
 „ qui ne voudroient pas se soumettre à des  
 „ conditions justes & raisonnables; ajou-  
 „ tant, comme je l'ai déjà dit, qu'il n'a-  
 „ voit qu'à signer la Suspension d'Armes,  
 „ & à l'envoyer au Duc d'Ormond, qui  
 „ ne manqueroit pas aussi-tôt de se dé-  
 „ clarer.

Suspension  
 d'Armes  
 déclarée  
 par le Duc  
 d'Ormond.

En effet le Duc d'Ormond ayant demandé  
 quelques jours \* après une Conférence au  
 Prince Eugène & aux Députez des Etats Gé-  
 néraux, leur déclara, „ qu'il avoit ordre de la  
 „ Reine de faire publier dans 3. jours une  
 „ Suspension d'Armes de deux mois dans son  
 „ Armée, & d'envoyer dix Bataillons An-  
 „ glois

„glois à Dunkerque, auxquels les François  
 „livreroient cette Place, pour sûreté de  
 „leurs bonnes intentions pour la Paix.“ Ce  
 Général proposa au Prince Eugène & aux Dé-  
 putez une pareille Suspension, surquoi ceux-  
 ci ayant demandé du tems, le Duc ne voulut  
 accorder que cinq jours. Il proposa aussi aux  
 Généraux des Troupes Etrangères à la solde  
 d'Angleterre de le suivre, sur peine d'être pri-  
 vez de leur subsistance, de leur Solde & des  
 arrérages, surquoi ils demandèrent aussi du  
 tems. Pendant cet intervalle l'Armée du Gé-  
 néral Anglois fouragea du côté de Cambrai;  
 & en prit non seulement occasion de piller;  
 mais ayant mis le feu au Village de Marcois,  
 & les Habitans s'étant réfugiés dans l'Eglise,  
 les Anglois les empêchèrent d'en sortir &  
 y mirent le feu: de sorte que plus de  
 300. personnes, Hommes, - Femmes ou  
 Enfans, y furent impitoyablement brû-  
 lez.

Il faut remarquer que l'ordre que le Duc  
 d'Ormond avoit reçu de ne faire aucun Siège  
 & d'éviter de s'engager dans une Bataille, a-  
 voit été jusques-là un secret entre les Cours de  
 France & d'Angleterre, & leurs deux Géné-  
 raux. On amusoit cependant le Prince Eugè-  
 ne & tous les Conféderez de l'espérance qu'on  
 permettroit au Duc de suivre en quelque ma-  
 nière ses Instructions & les assurances solem-  
 nelles & réitérées qu'on leur avoit donné d'a-  
 gir de concert avec le reste des Alliez. Mais  
 le tems étoit venu auquel les soins & la pru-  
 dence du Secrétaire devoient tirer le Roi  
 des peines & des craintes que Mr. de Torci  
 avoit si souvent déclaré qu'il avoit eues des

Condi-  
 tions de ces  
 Armistices.

1712. Evénemens de la Campagne. Cependant, quoi-que la France infistât fortement sur la Conclusion de la Suspension d'Armes, qu'on ne consentoit d'accorder que pour la conservation de l'Armée Françoisse, ce qui devoit naturellement porter la Cour à souscrire aux Demandes de l'Angleterre: les Ministres Anglois eurent la complaisance, nonobstant que la France eût refusé les Conditions auxquelles on avoit d'abord proposé de faire cette Suspension, de faire modérer les termes auxquels ils devoient accepter une chose qui ne pouvoit être avantageuse à l'Angleterre, & qui étoit de la dernière importance pour la France.

Ce fut par le moyen de deux changemens contenus dans la Réponse de Mr. de Torci, aux dernières Propositions qui lui avoient été envoyées: le premier, qu'au lieu qu'on demandoit que la Renonciation fût ratifiée de la manière la plus solennelle par les Etats de France, sur quoi l'on s'étoit expliqué auparavant comme sur la sûreté la plus essentielle, *on ne voulut simplement que la faire enregistrer dans tous les Parlemens.* Et quant à l'Article de Dunkerque, on y ajouta *que tous les Officiers du Roi, tant de Terre que de Mer, auroient la liberté d'y rester & d'y exercer leurs Charges.* Mr. de Torci écrivit en mêmetems deux Lettres à Mr. de Sr. Jean, l'une publique pour expliquer amplement les raisons des changemens dont on vient de parler, & l'autre particulière pour le porter à y consentir. Correspondance qui n'étoit pas nouvelle entre ces deux Secretaires. On fit tenir aussi la Copie de ce Mémoire, & la Répon-

ponse au Maréchal de Villars, qui l'envoya avec une Lettre du 24. Juin au Duc d'Ormond, auquel il dit qu'on en avoit envoyées Originaux en Angleterre, & qu'il ne doutoit pas que la Suspension d'Armes ne suivit immédiatement.

Au reste il paroît par la Lettre du Duc d'Ormond au Maréchal de Villars, que ces Copies n'étoient pas signées; puisque ce Seigneur dit, qu'il auroit souhaité que le Marquis de Torci les eût signées, comme cela étoit porté dans ses Instructions. Cependant qu'il n'insistoit pas sur des formalitez, de crainte d'interrompre un Ouvrage de cette conséquence, par des scrupules & des difficultez. Qu'il ne laisseroit pas aussi d'aller immédiatement trouver le Prince Eugène & les Députés des Etats, pour leur persuader d'abandonner l'Entreprise du Quesnoi, (dont on faisoit en ce tems-là le Siège) & leur déclarer qu'au cas qu'ils persistassent dans ce dessein, il seroit obligé de se retirer, comme il fit. Il en écrivit aussi-tôt à Mr. de St. Jean, & fit sçavoir en même tems au Maréchal de Villars que les Généraux des Troupes Auxiliaires à la solde de l'Angleterre refusoient de se retirer de l'Armée du Prince Eugène, sans un ordre particulier de leurs Maîtres.

Les Copies sur lesquelles on l'accepte ne sont point signées.

Cette Nouvelle ayant été portée à la Cour de France, Mr. de Torci écrivit par un Express le 27. Juin, qu'au cas que les Troupes Etrangères à la solde d'Angleterre, ne quittassent pas l'Armée du Prince Eugène, les Conditions auxquelles Dunkerque devoit être

Les Troupes Etrangères refusaient d'obéir au Duc d'Ormond.



1712.

tre évacué, n'étant point accomplies, les Anglois ne pouvoient insister avec raison qu'on remit cette Forteresse entre leurs mains, se fondant sur le titre du même Acte, qui portoit une Suspension d'armes *entre les deux Armées des Pais-Bas*: il insista qu'il fût envoyé un ordre positif au Duc d'Ormond de faire retirer toutes les Troupes qui étoient à la solde de l'Angleterre, déclarant qu'aussi-tôt qu'elles auroient obéi à cet ordre, le Roi feroit évacuer Dunkerque selon sa promesse. La Résolution imprévue que ces Troupes prirent de ne point abandonner leurs Alliez, déconcerta pendant quelque tems toutes les mesures des Anglois. Mr. de St. Jean écrivit \* au Marquis de Torci que les Lettres du Duc d'Ormond étoient conformes à celles qu'il avoit reçues de sa part, dont la Reine avoit un sensible déplaisir: Cependant, que comme Sa Majesté avoit résolu de ne se point laisser rebuter par les difficultez, il ne doutoit pas qu'on n'en vînt encore à bout, & qu'il étoit persuadé que lui, Marquis de Torci, seroit convaincu de cette vérité, en lisant sa Lettre; puis qu'il venoit de déclarer aux Ministres des Princes, qui avoient des Troupes à la solde de la Reine, qu'à moins qu'elles n'obéissent au Duc d'Ormond, S. M. estimerait leur procédé, comme une Déclaration contr'elle, & ne les payeroit plus dès ce moment. Qu'au cas que le Roi de France voulût évacuer Dunkerque, le Duc d'Ormond

mond se retireroit avec les Troupes Angloises, & tous les Etrangers qui voudroient obéir à ses ordres, & déclareroit que la Reine ne vouloit plus agir contre la France, ni payer ceux qui le feroient; qu'elle ne feroit aucune difficulté de faire une Paix séparée avec Sa Majesté Très-Chrétienne, & qu'on fixeroit aux Alliez un tems pendant lequel ils pourroient encore se soumettre aux conditions, dont on conviendrait entre la Reine & Sa Majesté. Vous voyez, Monsieur, dit-il, que la Paix est entre les mains du Roi: si toute l'Armée du Duc d'Ormond consent à la Suspension d'Armes \*, notre premier projet subsiste, & si les Etrangers n'y veulent pas consentir, les Troupes Angloises se retireront, & les laisseront chercher leur subsistance chez les Etats Généraux, qui sont si éloignés de pouvoir se charger de nouvelles dépenses, qu'ils ont de la peine à subvenir à celles qu'ils ont déjà sur les bras. Enfin, la Grande Bretagne se retirant du Théâtre de la Guerre, & y laissant ceux qui sont en état de faire tête à la France, la Paix pourra être conclue en peu de semaines entre les deux Couronnes. Voilà, Monsieur, les Propositions que la Reine m'ordonne de faire, & croit que le Roi y trouvera aussi bien son compte que de l'autre manière. Il le prioit encore une fois de dépêcher au Duc d'Or-

P 5

mond

\* Ceci & tout ce qui suit, s'entend de la Suspension d'Armes par Mer & par Terre; celle du Duc d'Ormond n'ayant pas été générale.

1712. mond un Exprès, sur lequel il pût régler sa conduite, & l'assûroit qu'au cas qu'il lui marquât que le Roi avoit donné ordre au Gouverneur de Dunkerque d'admettre les Anglois, ce Seigneur feroit immédiatement de son côté ce qui avoit été dit. Il lui marquoit de plus que la Reine avoit résolu d'envoyer incessamment le Comte de Strafford à l'Armée.

Le Comte de Strafford va à l'Armée & pour-quoi.

Ce Seigneur y alla en effet, chargé des Instructions de la Reine pour le Duc d'Ormond, telles que Sa Majesté Britannique ne pouvoit les confier qu'à ce Ministre. On l'envoya exprès pour cela à l'Armée. Le Sr. de St. Jean lui fit rendre en même temps une Copie de la Lettre qu'il avoit écrite à Mr. de Torcy, lui mandant qu'il ne feroit pas à propos qu'elle fût vûë par d'autres yeux que les siens. Il lui ordonna de plus d'apprendre au Maréchal de Villars la peine que la Reine s'étoit donnée pour vaincre l'obstination de ceux qui refusoient d'obéir, & qu'il attendoit un Exprès de France par ses soins. Ce Seigneur reçut encore un second ordre, portant qu'au cas qu'on lui apût de la Cour de France qu'on eût accepté les dernières Propositions de la Reine, & qu'on envoyât des ordres pour l'évacuation de Dunkerque, il eût immédiatement à déclarer la Suspension d'Armes entre la Grande Bretagne & la France: à tenir en Corps toutes les Troupes qui obéiroient à ses ordres & à se retirer le mieux qu'il lui seroit possible.

Conditions de la Suspension d'Armes.

Cette offre ne fut pas plutôt arrivée en France, qu'on l'accepta sans balancer & sans perdre un seul moment, comme Mr. de Tor-

ci

ci l'écrivit \* au Sr. de St. Jean. Il n'oublia pas cependant de faire une mention très-particulière de toutes les raisons & de tous les engagements proposez, d'une manière si claire & si distincte; & dit, qu'à condition que la Reine fît immédiatement une Paix séparée; qu'elle ne gardât plus de mesures avec ses Alliez, & qu'on leur limitât un tems pour se soumettre aux conditions dont il seroit convenu pour eux, entre la France & l'Angleterre, le Roi avoit résolu d'envoyer ordre qu'on remit Dunkerque entre les mains des Troupes Angloises. On dépêcha en même tems un Courier au Maréchal de Villars pour lui porter ces ordres. Et comme l'Angleterre avoit proposé une Suspension de toutes les hostilités par Mer & par Terre entre les deux Nations, jusques à la Conclusion des Traitez, le Roi T. C. y consentit avec la même promptitude.

Aussi-tôt qu'on eut reçu cette Nouvelle en Angleterre, on envoya de nouveaux ordres au Duc d'Ormond de déclarer la Suspension d'Armes, sans délai, dès qu'il auroit appris que le Gouverneur de Dunkerque auroit reçu ordre d'évacuer cette Place, & d'y admettre les Troupes de la Reine; & de se retirer avec les Troupes Angloises, & les autres qui voudroient obéir à ses ordres. Et de crainte qu'il n'arrivât quelque accident capable d'empêcher l'effet de ce Projet, Mr. de St. Jean lui recommandoit d'observer que l'ordre étoit positif; & qu'il ne pouvoit rien arriver qui fût capable de faire changer de mesures à Sa-

générale  
on de la  
Paix sépa-  
rée de  
l'Angle-  
terre.  
Raport du  
Comité  
secrète.

1712

Majesté. Mr. de St. Jean marquoit en même tems le chagrin qu'il avoit de ce que le Comte de Strafford arriveroit plus tard à l'Armée qu'il ne seroit à souhaiter, parce que le Duc devoit recevoir de lui des lumières & informations pour se conduire dans une conjoncture si délicate, le Comte ayant d'amples Instructions sur lesquelles il devoit se régler. Le 12. Juillet, le Comte de Strafford arriva au Camp; & le 14. le Prince Eugène fit savoir au Duc d'Ormond par un Aide de Camp, qu'il devoit marcher le lendemain à dessein, à ce qu'on suposoit, d'attaquer Landrecies. Le Duc en fut fort surpris, refusa de marcher avec lui, ou de l'assister des Troupes de la Reine, & fit dire à ce Prince, que lors que S. A. marcheroit, il pourvoiroit de son côté le mieux qu'il lui seroit possible à la sûreté des Troupes de la Reine, & changeroit de Camp pour cela.

Correspondance  
du M de  
Villars avec  
le Duc  
d'Ormond

Le même jour le Maréchal de Villars ap-  
prit au Duc d'Ormond, qu'il avoit envoyé  
les ordres nécessaires pour l'évacuation de  
Dunkerque, par le Colonel Lloyd. Per-  
mettez-moi, Monsieur, dit il, d'avoir  
l'honneur de vous dire, que quoi que ce  
soit un grand avantage de n'être pas obli-  
gé de combattre contre les plus braves &  
les plus fiers de nos Ennemis, il ne lais-  
se pas d'être important de savoir qui sont  
ceux qui nous restent, & que je prenne  
la liberté de vous prier de me faire l'hon-  
neur de m'apprendre, quelles sont les Trou-  
pes & les Généraux qui obéiront à vos or-  
dres, parce que je suis résolu d'atta-  
quer les Ennemis, à la première entre-  
pri-

„ prise qu'ils feront. Le Roi m'a permis de  
 „ combattre, & rien ne m'a empêché de le  
 „ faire jusqu'à présent que les Négociations,  
 „ l'Armée que je commande le souhaitant ar-  
 „ demment. Je suis cependant persuadé qu'il  
 „ ne se fera rien, si l'Armée qui est sous vos  
 „ ordres vous obéit. Ainsi j'espère que ce  
 „ ne sera pas une curiosité indiscrète, de vous  
 „ prier de me donner quelques lumières sur  
 „ le doute où je suis. Je vous serai infiniment  
 „ obligé, Monsieur, si vous voulez bien  
 „ m'honorer d'un mot de réponse par ce  
 „ Trompette, & me donner les lumières que  
 „ je souhaite. Vous me permettrez de joindre  
 „ à ce Paquet une Lettre du Comte de Straf-  
 „ ford.

Le 15. Juillet le Duc d'Ormond répondit <sup>Lettres</sup> à  
 cette Lettre, qu'il seroit bien aisé de pouvoir <sup>qu'ils s'é-</sup>  
 lui donner les lumières qu'il souhaitoit: mais <sup>crivent.</sup>  
 que cela ne lui étoit pas encore possible. Qu'il  
 n'avoit cependant pas voulu retenir son  
 Trompette, quoi qu'il fût persuadé qu'il  
 pourroit lui apprendre le lendemain avec certi-  
 tude que les Troupes resteroient sous son  
 Commandement. Quant à la Suspension  
 d'Armes, dit-il, vous savez déjà, Monsieur,  
 que suivant mes ordres, je ne saurois la dé-  
 clarer dans les formes, jusqu'à ce que j'aie a-  
 pris que le Gouverneur de Dunkerque ait exé-  
 cuté les ordres du Roi, en évacuant cette Pla-  
 ce. Le Duc ajoûtoit, Vous conviendrez ce-  
 pendant, avec moi, Monsieur, que cette  
 Suspension a déjà son effet à mon égard,  
 puis que je viens d'informer le Prince Eugène  
 & les Députés des Etats, qu'au cas qu'ils en-  
 treprennent quelque nouvelle Operation, je

1712. ne pourrai les assister avec l'Armée de la Reine.

Le 16. le Duc d'Ormond écrivit encore une fois au Maréchal de Villars & lui dit: Votre Trompette vient de remettre entre mes mains la Lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 15. & je vais m'acquitter de la promesse que je vous fis hier. Le Prince Eugène s'est mis en marche ce matin, & toutes les Troupes Etrangères nous ont quitté à la réserve d'un Bataillon, de 4. Escadrons de Holstein, & de deux de Walef. Il ajouta, Les choses s'étant passées comme j'ai l'honneur de vous le dire, j'ai cru devoir vous l'apprendre au plutôt, & comme je vous marquai hier, la Suspension a déjà son effet à mon égard, puisque j'ai séparé les Troupes de la Reine, & toute son Artillerie, de celles du Prince Eugène, & lui ai déclaré, que je ne pouvois lui donner aucune assistance. Outre cela, on a arrêté le paiement des Troupes Etrangères, & par conséquent ce sera un nouveau fardeau pour l'Empereur & la Hollande, qu'ils ne feront pas long-tems en état de soutenir. Je me repose sur votre bonne foi, Monsieur, & ferai demain un mouvement pour me mettre dans une autre situation, où j'espère que j'aurai des nouvelles de Dunkerque, qui m'autoriseront à déclarer la Suspension d'Armes. Le Maréchal de Villars fit savoir le même jour au Duc d'Ormond, que le Gouverneur de Dunkerque faisoit les Préparatifs nécessaires pour l'évacuation de la Place: il ajouta, Quant à moi, Monsieur, comme je vous estime déjà un de nos Alliés, je n'ai aucune impatience que vous vous éloi-

éloigniez de nous. Vous êtes en pleine liberté d'approcher & de vous camper sur les Terres du Roi, & par tout où il vous plaira. Le lendemain le Duc d'Ormond fit proclamer la Suspension d'Armes au son des Trompettes. 1712.

Si le premier dessein de la France eût réussi, qui étoit d'engager tous les Etrangers à la folde de la Reine d'Angleterre, qui composoient l'Armée du Duc d'Ormond, à se séparer & à abandonner le reste des Alliez, il est certain que toute l'Armée du Prince Eugène eût été obligée de se soumettre à ce qu'on eût voulu exiger d'elle, ou qu'elle eût été exposée à la merci des François. Cependant ces mêmes Troupes qui n'avoient pu se résoudre à abandonner leurs Conféderez & à les sacrifier à la France, en furent punies en Angleterre par la perte de leur paie & de leurs subsides. Les Troupes de Hanover entr'autres furent celles qui aimèrent mieux s'exposer au ressentiment des Anglois, que de manquer à ce qu'elles devoient à leurs Alliez. Traitem<sup>t</sup> fait aux Troupes Etrangères à la folde d'Angleterre.

On ne peut nier que la Suspension d'Armes n'ait été très-avantageuse aux François, & même le plus grand service que l'Angleterre ait pu leur rendre, sans en tirer pour elle-même aucun avantage réel. Car quoi que la Démolition de Dunkerque eût toujours été regardée comme un point très-important, à la faveur duquel les Anglois esperoient de justifier leur conduite envers la France, n'a-t-on pas vu la Démolition de cette Place suppléée par un nouveau Canal plus avantageux à la France & plus formidable pour la Navigation de la G. B., que ne le fut jamais Dunkerque? On peut donc Avantages que la France tira de la Suspension d'Armes des Anglois.



1712. donc dire que cet Article ne fut ajouté à la Suspension d'Armes que pour la justifier dans l'esprit du Peuple, & lui faire approuver le dessein d'une Paix séparée par cette démarche faite à propos. Quant à l'Article de la Renonciation, au moyen de laquelle la Reine d'Angleterre avoit déclaré du Trône que la France & l'Espagne seroient plus divisées que jamais, la France l'accorda d'autant plus facilement, qu'elle voioit qu'on la regardoit comme un expédient propre à prévenir l'union des deux Monarchies; quoi qu'elle eût déclaré ouvertement qu'il seroit nul & invalide par les Loix fondamentales du Roiaume. Il est pourtant vrai de dire, malgré cette déclaration, que cet Article n'étoit pas si peu important qu'on le croioit en France, & que les mêmes raisons par lesquelles on a fait valoir la validité de la Renonciation de la Reine Marie Thérèse, faite au Traité des Pyrénées, peuvent avoir lieu à l'égard de celle du Roi Philippe: sauf le Droit du plus Fort, qui seroit à la vérité le meilleur, si l'on venoit à le disputer les Armes à la main.

Dunker-  
que leur  
est livrée.

Quoi qu'il en soit, Dunkerque fut remise aux Troupes Angloises, qui en prirent possession le 10. Juillet, & l'on ne fut pas longtemps à s'apercevoir des suites de l'Armistice. La Cour étoit à Fontainebleau, lors que le Roi aprit l'agréable nouvelle de la Suspension d'Armes des Anglois, suivie de la séparation de leur Armée & du succès des desseins que le Maréchal de Villars fondeoit sur cette séparation. Le Marquis de Nangis arriva en effet le 26. au matin à Fontainebleau, avec la  
nou-

nouvelle que le Corps d'Armée, que le Comte d'Albemarle commandoit à Denain, avoit été entièrement défait. Voici, suivant les Relations les plus exactes, comment la chose se passa.

L'Armée des Alliez étoit campée la droite à Noëllès & la gauche à Solemne, aiant l'Escaut devant, & la Selle derrière elle. Le Comte d'Albemarle fut détaché le 26. de Mai avec 12. Bataillons & 30. Escadrons pour prendre Poste à Denain sur l'Escaut & pour assurer la Communication avec Marchiennes, d'où les Alliez tiroient les munitions & les vivres. Ce Général fit travailler le même jour à un Retranchement pour mettre ses Troupes en sûreté: la droite s'appuioit contre la vieille Ligne que les François avoit faite depuis l'Es-carpe jusqu'à l'Escaut après la Bataille de Malplaquet, & la gauche contre l'Escaut. Il fit aussi travailler en toute diligence à une double Ligne de Communication qui s'étendoit au travers de la Plaine de Beaurepaire. Ces Lignes étoient de 2. lieues de longueur & défendues de distance en distance par des Redoutes & des Gardes. Le Siège du Quesnoi étant fini les Alliez résolurent d'entreprendre celui de Landrecies; mais comme leur Armée devoit alors passer l'Escaillon, ils commencèrent le 8. de Juillet à travailler à un Retranchement pour couvrir les Ponts à Denain contre les insultes des François. Ce Retranchement fut gardé par le Régiment du Prince Héritaire de Wollenbute. qu'on y fit camper en trois pelotons. On fit travailler en même tems à une nouvelle Ligne de Communication de Denain, vers Thian, pour as-

1712.

Disposition des Armées avant l'affaire de Denain. Relations diverses de cette affaire.

sûrer

1712.

sûrer le passage des Convois pour le Siège de Landrecies, & pour couvrir le Pont de Communication à Thian. Le 14. on défit un des Ponts de Pontons à Denain, qui fut envoyé par ordre exprès à la grande Armée, pour s'en servir le 17. à faire la Communication sur la Sambre & l'inondation au dessus & au dessous de Landrecies, afin d'investir la Ville. Le 16. le Prince Eugène de Savoie passa l'Escaillon avec son Armée & toutes les Troupes Etrangères, & les fit camper l'Aile droite à Thian, & la gauche à Fontaine au Bois, auprès de Landrecies, la première Ligne faisant front vers l'Escaillon, & la seconde vers Valenciennes & le Quesnoi. Le 17. on fit occuper la nouvelle Ligne de communication entre Denain & Thian, par 6. Bataillons Impériaux & Palatins, sous le commandement du Lieutenant Général Secquin, & les Majors Généraux le Prince de Holstein & Zobel, pour garder cette Ligne, & pour empêcher que les François ne pussent couper le Corps qui étoit à Denain de la Grande Armée. Le même jour on détacha le Prince d'Anhalt avec 50. Bataillons & 40. Escadrons, pour faire le Siège de Landrecies; & comme parmi ce nombre il y en avoit quelques-uns du Corps de Mylord d'Albemarle qui marchaient de ce côté-là, ils furent d'abord remplacés; de sorte que le Corps de Denain consistoit alors en 10. Bataillons & 23. Escadrons, qui étoient campez le long du Retranchement, depuis la gauche jusqu'à la droite, la Cavalerie & l'Infanterie entremêlée.

Le

Le 19. l'Armée Françoisse passa l'Escaut, <sup>1712.</sup>  
 au dessous de Cambrâi ; après avoir tiré en-  
 semble toutes leurs Troupes de Monchipreux,  
 & des Postes du long de la Sencette : elle se  
 campa l'Aîle gauche auprès de Cambrâi, &  
 l'Aîle droite au Câtelet, faisant courir le bruit  
 qu'elle vouloit en venir à une Bataille. Là-  
 dessus le Prince Eugène de Savoïe fit mettre  
 son Armée sous les Armes & ordonna à My-  
 lord d'Albemarle, de se tenir avec ses Trou-  
 pes prêt à marcher, en cas qu'il en fût besoin.  
 Et comme les François continuoient leurs  
 mouvemens le 20. du côté de la Sambre, il  
 fit ferrer la grande Armée vers la gauche, &  
 ordonna deréchef à Mylord d'Albemarle de  
 se tenir prêt à marcher au premier ordre ;  
 comme il le fit en effet. Les François s'é-  
 tant campez alors derrière la Selle, la gauche  
 à Vieilles Coachi, & l'Aîle droite à St. Mar-  
 tin contre le Bois de Bohain, le Prince Eu-  
 gène fit faire une Ligne depuis la Source de  
 l'Escailon jusques à la Sambre, pour couvrir  
 l'Aîle gauche, & pour conserver la commu-  
 nication avec les Troupes du Siège: il fit oc-  
 cuper cette Ligne par 12. Bataillons, & fit  
 revenir ses Troupes à leur vieux Camp, or-  
 donnant à Mylord d'Albemarle d'en faire de  
 même. Ce qui aiant été exécuté, & My-  
 lord d'Albemarle voiant qu'on ne renvoïoit  
 point, suivant la promesse qu'on lui avoit  
 faite, les Pontons du second Pont qu'on a-  
 voit levez le 14., & qui avoient été emploiez  
 le 17. à Landrecies, il fit travailler, immé-  
 diatement après ces mouvemens, à un Pont  
 de Bois: & on fit commander pour cet effet  
 tous les Charpentiers, une quantité de Tra-  
 vail-

Les Alliez  
 se prépa-  
 rent à re-  
 cevoir les  
 François  
 en cas d'at-  
 taque.

1712. vailleurs, & 5. à 600. hommes pour chercher le bois nécessaire dans les Bois voisins. Ce travail dura jusqu'au 24., que le Pont auroit été achevé, si les François n'eussent commencé à attaquer. Il ne pouvoit être achevé plutôt à cause de la largeur de la Rivière qui exigeoit en cet endroit-là 8. Pontons, ce qui fait voir combien il falloit de peine & de travail pour construire un tel Pont. Le 23. il arriva à Marchiennes un Convoi pour les Alliez, escorté par 2. Bataillons, auxquels on donna ordre de rester à Beaurepaire, auprès du Brigadier Berkhoffer, qui y eut de cette manière sous ses ordres six Bataillons & 3. Escadrons. Le Comte d'Albemarle lui ordonna qu'en cas que les François eussent l'osil sur Marchiennes, & vinssent à lui avec une force supérieure, il eût à se rendre à Marchiennes avec ses Troupes, & se camper entre l'Escharpe & le grand Marais, où il n'y avoit qu'un seul passage, pour venir aux Bâteaux, le Prieuré de Hamager sur la gauche, & le Fort de Riolet à la droite, étant bien pourvus.

**Feinte des François pour surprendre les Ennemis occupés au Siège de Landrecies.** Le 21. 22. & 23. les François furent continuellement en mouvement du côté de la Sambre, pour faire croire aux Alliez qu'ils vouloient faire lever le Siège de Landrecies. Ils firent construire des Ponts sur la Sambre, & faire des ouvertures dans les Trouées de Feini, comme s'ils y eussent voulu passer, & se donnèrent tous les mouvemens qui pouvoient servir à persuader que leur dessein étoit d'attaquer les Lignes des Alliez devant la Place assiégée. Mais leur véritable but étoit de tom-  
ber

ber premièrement sur le Corps posté à Denain, & de prendre ensuite Marchiennes. Pour cet effet, le Maréchal de Villars avoit déjà ordonné à la Garnison de Valenciennes de se tenir prête à marcher, & le 23. à midi il fit sortir tous ses Hussars pour battre l'estrade entre Cambrai, Bouchain, & la grande Armée; il envoya une quantité de Partis à pié & à cheval sur tous les passages de la Selle & de l'Escaut, pour empêcher que les Alliez n'eussent vent de son dessein. A 7. heures du soir il fit avancer le Comte de Coigni avec 30. Escadrons de Dragons, vers leurs Lignes de Circonvallation devant Landrecies, comme s'il eût voulu les attaquer la même nuit; mais en même tems il détacha le Marquis de Vieuxpont avec 30. Bataillons, tous les Pontons & une Brigade de Cavalerie, aussi bien que le Lieutenant Général d'Albergetti, avec 20. Bataillons & 40. Escadrons, pour soutenir. Toute l'Armée suivit là-dessus; & le gros Bagage fut envoyé à St. Quentin, & à Ham. Le Comte de Broglio couvroit la marche de l'Infanterie, avec 49. Escadrons du Corps de Réserve, aiant ordre en même tems d'avoir soin que personne ne pût passer la petite Rivière de Selle, pour avertir les Ennemis de leur marche. Ces mesures ainsi prises, les François décampèrent en grande diligence de leur Camp de Câteau-Cambresis, le 23. au soir, après qu'on eut battu la retraite, & marchèrent toute la nuit par les Plaines entre la Selle & l'Escaut, jusques à Neufville sur l'Escaut, au dessous de Bouchain, où la tête étant arrivée à la pointe du jour, on fit  
conf.

1712. construire d'abord les Ponts pour passer cette Rivière.

Les Alliez  
n'appré-  
nent la  
marche  
des Fran-  
çois, que  
quand ils  
ne peuvent  
plus les  
éviter.

Quoi que Mylord d'Albemarle eût continuellement plusieurs Espions en Campagne, pour veiller sur les mouvemens des François contre ces Rivières, il ne reçut aucun avis de cette marche; soit qu'ils eussent été arrêtés ou pris, ou qu'ils n'eussent pu passer à cause de la quantité de Partis François qui battoient la Campagne de ce côté-là. Il ne reçut non plus aucune nouvelle de Bouchain, quoi que les Ponts se fissent à Neufville qui n'est pas loin de là, & que jusques alors il y eût établi & entretenu une correspondance régulière, dont il recevoit des nouvelles journellement, ayant de plus ordonné expressément aux Habitans de la dépendance de Bouchain, sur le moindre mouvement des François dans ce voisinage, d'en donner d'abord connoissance au Commandant de cette Place. Et comme le Prince Eugène n'aprit aussi la nouvelle de cette marche que le 24. à 7. heures du matin, Mylord d'Albemarle n'en put recevoir aucun avis de la Grande Armée: ainsi ce ne fut qu'entre 7. & 8. heures du matin que le Général Major Bothmar, qui étoit de jour, & qui visitoit le Camp, lui fit savoir que l'Armée Française se faisoit voir à Avesne-le-Sec. Mylord d'Albemarle en donna d'abord connoissance au Prince Eugène, qui lui fit dire qu'il viendrait incessamment en personne auprès de lui, comme il fit aussi ensuite; & en même tems il donna le signal concerté de six coups de Canon, tant pour avertir les Postes à Bouchain,

chain, Marchiennes & St. Amand, que pour faire revenir les chevaux de la Cavalerie, qui étoient en pâture, aussi bien que ceux de la grande Armée. Ces chevaux étant revenus aussi-tôt, Mylord d'Albemarle fit d'abord monter la Cavalerie à cheval, fit poster le Général Major Comte de Croix avec 7. Escadrons Impériaux devant l'Aîle droite du Retranchement sur le grand chemin de Valenciennes, pour observer la Garnison de cette Place, laquelle étant aussi sortie, commença à se faire voir sur la Hauteur de Hurtebize, & avec les autres 16. Escadrons il fortoit sur la Plaine par la gauche dans l'intention de disputer aux François le passage de Neufville. Il ignoroit que leurs Ponts étoient faits, & que leurs Troupes y passoient déjà, parce qu'ils étoient dans un fonds d'où il ne pouvoit les voir, à cause d'une grande Hauteur qui étoit entre deux. Mais si-tôt qu'il fut avancé avec la tête de la Cavalerie jusques sur la Hauteur, il trouva qu'une grande partie de la Cavalerie & de l'Infanterie Française, entremêlée l'une parmi l'autre, avoit déjà passé l'Escaut, & s'étendoit dans la Plaine vers Escaudain : & comme par conséquent il n'étoit pas possible de les attaquer, Mylord d'Albemarle fit ranger ses 16. Escadrons devant le Retranchement avec leur droite contre la Ligne de Communication, entre Denain & Marchiennes, & la gauche vers les Prairies le long de l'Escaut, jusques à ce qu'on vît les mouvemens que les François feroient ensuite. Alors ceux-ci commencèrent aussi-tôt à faire leur disposition pour attaquer la Cavalerie Ennemie avec la leur qui étoit fort nombreux.



1712.

breuse. Mylord d'Albemarle fit rentrer la siennne fort à propos dans le Retranchement, sans quoi elle auroit bien-tôt été renversée par la grande supériorité des François. Et comme il vit ensuite qu'ils continuoient leur marche pour passer la Ligne de Communication, pour se joindre à la Garnison de Valenciennes, il fit avancer quelques Escadrons hors du Retranchement, entre les deux Lignes défendues de distance en distance par des Redoutes & des Gardes, & qui ne pouvoient être occupées, ni assurées autrement, à cause qu'elles avoient deux lieues & demie de longueur. Les François s'en aperçurent, & en étant beaucoup plus près, ils les occupèrent avec leur Infanterie, pour faciliter le passage de la Cavalerie; de sorte qu'il ne fut pas possible de le leur disputer, à cause de leur supériorité: ainsi ils poursuivirent leur marche jusques à leur vieille Ligné.

Disposition des  
Alliez avant l'attaque.

Mylord d'Albemarle avoit fait poster le long du Retranchement son Infanterie consistant en 10. Bataillons, fort affoiblis par des Détachemens, sous les ordres du Lieutenant Général Comte de Dhona & de quelques autres, & environ sur les 10. heures arriva le Prince Eugène de Savoie, avec plusieurs de ses Généraux. Il fut reconnoître en personne la marche & les mouvemens des François: visita le Retranchement & la disposition de l'Infanterie, & ordonna ensuite à la Cavalerie de repasser l'Escaut. Elle ne pouvoit plus être d'aucune utilité, parce que les François étant passez avec toute leur Armée, avoient investi le Retranchement de fort près de tous côtez. Comme les 10. Bataillons des Alliez

ran-

rangez à trois hommes de hauteur n'en occupoient qu'un grand tiers vers l'Aîle gauche & le Centre, & que l'Aîle droite étoit tout-à-fait dégarnie & sans monde, le Prince Eugène fit passer les 6. Bataillons Impériaux & Palatins, qui étoient le plus à portée, étant campez dans la nouvelle Ligne de communication, entre Thian & Denain, & les plaça à l'Aîle droite du Retranchement, sous le Commandement du Lieutenant Général Secquin, & des Généraux-Majors, le Prince de Holstein & Zobel.

L'Armée François se rangea durant ce tems-là en Bataille avec grande diligence pour attaquer le Retranchement des Alliez, l'Infanterie devant & la Cavalerie derrière. La Garnison de Valenciennes se rangea de même, & investit la droite du Retranchement; voici quelle étoit leur disposition. On avoit commandé 30. Bataillons, 80. Compagnies de Grenadiers, & le Piquet de l'Armée, de même que tous les Dragons à qui on avoit fait mettre pié à terre; ces Dragons formoient la première Colonne sur leur droite, & marchoient par les Prairies le long de la Rivière, vers l'Aîle gauche du Retranchement; les 30. Bataillons, les Grenadiers & le Piquet, formoient deux autres Colomnes, entre celle des Dragons, & les Lignes de Communication. Ces deux Colomnes étoient soutenues par 30. autres Bataillons, suivis de tout le reste de la Cavalerie & de l'Infanterie; & dans cet ordre l'Armée François se avança vers le Retranchement avec tant de diligence, qu'il fut impossible aux Alliez d'avoir aucun secours de la grande Armée qui pût venir à tems.

Tom. IX.

Q

Ceux-

1712.

On com-  
mence de  
part &  
d'autre à  
se canon-  
ner.

Ceux-ci canonnières les François aussi fortement qu'il fut possible, avec six pièces de Canon qui étoient rangées sur deux Batteries au Centre, & les François leur répondirent avec quelques autres qu'ils avoient devant leur Aîle droite sur la Hauteur. Mylord d'Albemarle donnoit avis de tems en tems de toutes les manœuvres des François au Prince Eugène, qui demeura jusqu'à la fin de l'Action de l'autre côté de l'Escaux sur la Redoute dans le Retranchement qui couvroit le Pont, le faisant aussi prier de lui envoyer ses ordres. Le Prince lui ayant fait dire plus d'une fois, qu'on devoit défendre ce Poste le plus long-tems qu'il seroit possible, & qu'il faisoit avancer de l'Infanterie de la grande Armée pour le secourir, le Comte d'Albemarle fit tous les Préparatifs qu'il put pour bien recevoir les François. Il fit boucher les trois ouvertures qui étoient au Retranchement pour entrer & sortir, & pour avoir la Communication avec Bouchain & Marchiennes; & voyant que la plus grande force des François vouloit pénétrer au Centre, il envoya ordre au Comte de Dhona, qui commandoit à la gauche, de se jeter en cas de besoin de ce côté-là vers le Centre avec son Infanterie, pour les attaquer en flanc, & tâcher de les repousser. Le Comte de Dhona exécuta cet ordre fort à propos, mais sans que ce mouvement pût produire l'effet qu'on souhaitoit; parce que les François s'étant approchés du Retranchement avec beaucoup de vitesse, & en bon ordre, jusques sous la mousqueterie, ils l'attaquèrent vigoureusement à une heure après midi.

La

La première Colonne de leur Infanterie se jeta sur la Redoute ; dans laquelle le Régiment de Welderren étoit posté, & sur l'ouverture d'à côté qui étoit bouchée ; ils y furent reçus avec un grand feu par pelotons ; mais les derniers de leur Colonne aiant poussé les premiers jusques sur le Parapet du Retranchement, qui n'étoit de ce côté-là que de pierres & de sable, il s'éboula & remplit le Fossé. Les François y pénétrèrent d'abord, & poussèrent les Alliez fort vivement, la baïonnette au bout du fuzil : sur quoi ceux-ci abandonnèrent le Retranchement de tous côtez prenant la fuite, partie vers le Pont de Pontons, & partie vers le Moulin à eau. Mylord d'Albemarle, aussi bien que tous les autres Généraux, fit ce qu'il put pour rallier ceux du Centre, l'aîle gauche où étoient le Comte de Dhona & le Comte de Nassau-Woudenbourg, étant coupée par les François, & séparée des autres Troupes ; mais ce fut inutilement. Ce Général tâcha alors de mener quelques Régimens de la droite au Village de Denain, pour les poster entre les Maisons & dans l'Abbaie, afin d'arrêter les François ; mais lorsqu'il se croioit suivi, il se trouva presque tout seul entre les Troupes Françaises, & dans le tems qu'il faisoit un dernier effort pour rallier les debris de sa Troupe devant le Pont, il fut pris prisonnier l'épée à la main ; & mené peu après à Valenciennes. Partie de l'Infanterie se précipita dans la Rivière, partie fut tuée par les François ; 2080. furent faits prisonniers, & le reste au nombre de 4080. s'étant sauvé, retournèrent ensuite à la Grande Armée.

1712.

Les Alliez  
sont battus  
& leur  
Retran-  
chement  
forcé.

Q 2

Parmi

1712. Parmi ceux qui se noïèrent , furent le Lieutenant Général Comte de Dhona , & le Général Major Comte de Nassau-Wou-  
denbourg , tous deux fort regrettez de leur Parti ; Et parmi les Prisonniers , le Lieutenant Général Secquin , les Généraux Majors , Prince de Holstein , Darberg & Zobel : les Colonels Comte de la Lippe , Jengnagel , Cuvanac , Spaen , & Greck : les Lieutenans Colonels Donnelly , Herbshausen , Heuske , Brakel , Munnik , & Els ; & les Majors Winckel , Fabritz , Buloras , Till , & Moors : 44. Capitaines , 109 Lieutenans & Enseignes , comme aussi 58. Cavaliers de la Garde du Camp , & le Commis de l'Artillerie Taurinus.

Le Prince Eugène avoit fait avancer 14. Bataillons jusques sur le bord de l'Escar , où ils étoient rangez , prêts à passer ; mais ils ne purent le faire à tems , parce que le Pont qui étoit resté , se trouva embarrassé par la Cavalerie & le Bagage , & qu'il se rompit même ensuite ; le Pont de Bois n'étoit pas encore achevé , ainsi ces Troupes ne pouvoient servir que pour favoriser la retraite des débris , qui s'étoient attroupez au Pont.

Voici de quelle manière les Députez des Etats Généraux avouèrent cette défaite dans la Lettre qu'ils en écrivirent à Leurs H. P.

*Hauts*

*Hauts & Puissans Seigneurs,*

„ **L**E Maréchal de Villars décampa hier Lettre des  
 „ au soir au coucher du soleil de Câ. Députés  
 „ teau Cambresis, & marcha avec tant de des E. G.  
 „ diligence, qu'aujourd'hui de grand matin, sur cette  
 „ il a passé l'Escaut sur 8. Colomnes à Sour- défaite.  
 „ che & Neufville. D'abord que le Prin-  
 „ ce Eugène de Savoie eut reçu avis de  
 „ la marche des Ennemis, il se rendit à De-  
 „ nain, y fit passer 6. Bataillons pour ren-  
 „ forcer le Corps du Comte d'Albemarle,  
 „ visita en personne son Retranchement,  
 „ & l'Infanterie qui y étoit postée, fit ve-  
 „ nir la Cavalerie & les Bagages en deçà  
 „ de l'Escaut, afin qu'ils ne causassent aucun  
 „ embarras, & revint sur les 10. heures en  
 „ deçà du Pont, pour faire les dispositions  
 „ nécessaires pour soutenir ce Corps-là,  
 „ avec toute l'Infanterie de l'Armée qui é-  
 „ toit déjà en marche. Cependant les En-  
 „ nemis s'étant avancés jusqu'auprès du Re-  
 „ tranchement, en une Colonne tort res-  
 „ serrée de leur aîle gauche, & de leur  
 „ Corps de Bataille, ont défilé pour l'atta-  
 „ quer en front; ils ont ensuite fait mine di-  
 „ verses fois de se retirer, à cause du grand  
 „ feu que nos gens faisoient sur eux de  
 „ leur Canon; mais ils se sont enfin ruez a-  
 „ vec tant de furie sur les Régimens qui  
 „ toient là postez, qu'après une décharge ils  
 „ ont abandonné le Retranchement. Les  
 „ Ennemis aiant ensuite pénétré dans ce Re-  
 „ tranchement, ont chargé nos gens à droit

1712.

„ & à gauche, les ont culbutez, & les ont  
 „ obligez après une vigoureuse, mais inu-  
 „ tile résistance, de se retirer vers le Pont sur  
 „ l'Escaut, mais il avoit été malheureuse-  
 „ ment rompu, par le poids des Bagages qui  
 „ venoient de le passer; de sorte que la plus  
 „ grande partie de ceux qui vouloient le pas-  
 „ ser ont été noiez; une autre partie est ve-  
 „ nue en deçà de l'Escaut; & le reste de 17.  
 „ Bataillons qui étoient dans le Retranchement  
 „ ont été tuez ou faits prisonniers. Le  
 „ Général Comte d'Albemarle & le Major  
 „ Général Zobel sont parmi les derniers. Le  
 „ Comte de Dhona, Lieutenant Général,  
 „ & le Prince de Holstein, Major Général,  
 „ au Service de l'Empereur, ont été noiez.  
 „ On n'a encore aucunes nouvelles certaines  
 „ du Comte de Nassau-Woudenberg. Par-  
 „ mi les 17. Bataillons dont on vient de par-  
 „ ler, il y en avoit 8. Impériaux ou Palatins,  
 „ & 3. de l'Etat, savoir ceux d'Albemarle,  
 „ de Welderen, & de Douglas, le reste é-  
 „ tant de Troupes Auxiliaires. Nous som-  
 „ mes obligez de remettre à une autre occa-  
 „ sion à envoyer à Vos Hautes-Puissances un  
 „ plus exact détail de la perte que nous avons  
 „ faite; Elle est petite, eu égard au grand  
 „ feu; & sans l'accident survenu au Pont,  
 „ elle auroit été encore moindre; car l'Enne-  
 „ mi n'a pas osé pénétrer jusqu'à l'Escaut,  
 „ pour éviter le feu de notre Infanterie qui  
 „ étoit postée en deçà de cette Rivière. Le  
 „ Brigadier Berkhofer est à Marchiennes a-  
 „ vec 6. Bataillons, & comme cette Place  
 „ est située sur la Scarpe dans un endroit  
 „ presque inaccessible, nous espérons qu'il se  
 „ reti-

„ retirera ailleurs, en cas que les Ennemis  
 „ viennent à passer cette Rivière. Comme  
 „ toute communication nous est coupée avec  
 „ Marchiennes, on a d'abord donné ordre  
 „ de cuire du pain pour l'Armée ici & à  
 „ Mons; & l'on a fait revenir l'Infanterie à  
 „ l'Armée, qui est dans la précédente situa-  
 „ tion.

„ On concertera demain avec M. le Prin-  
 „ ce Eugène de Savoie & le Comte de Tilli,  
 „ ce que nous ferons; & nous en informe-  
 „ rons d'abord Vos Hautes Puissances. Nous  
 „ espérons qu'on prévendra entièrement par  
 „ là les mauvaises suites de cette perte. Nous  
 „ sommes,

Hauts & Puissans Seigneurs, &c.

*Au Quésnoi le 24. Juillet 1712.*

L'Armée Françoisé consistoit en 133. Ba-  
 taillons & 250. Escadrons, & se campa après  
 cette Action avec l'Aîle gauche sur la hau-  
 teur de Hurtebize, le Centre à Escaudin, &  
 l'Aîle droite plus loin que Bouchain à Mar-  
 que, la première Ligne faisant front vers l'Es-  
 caut, & la seconde vers la Scarpe. La nou-  
 velle de cette Victoire fut reçue à la Cour  
 avec toute la joie que l'on peut s'imaginer; &  
 le Comte de Villars y arriva le 13. avec les  
 Drapeaux pris dans le Camp de Denain. M.  
 de Torci ne manqua point d'en faire aussi-tôt  
 part à Mr. de St. Jean & de lui dire „ que le  
 „ Roi étoit persuadé que l'Avantage que ses  
 „ Troupes venoient de remporter seroit plai-  
 „ sir à la Reine, parce que ce seroit un mo-

*Comment  
 cette Nou-  
 velle fut  
 reçue &  
 à quoi  
 attribuée.  
 Rapport du  
 Comité  
 Secret.*



1712.

„ tif pour surmonter l'obstination des Enne-  
 „ mis de la Paix „ Le Maréchal de Vil-  
 lars de son côté ne perdit pas un moment à  
 l'apprendre au Duc d'Ormond ; attribuant cet-  
 te Victoire à la séparation des braves An-  
 glois , & insultant aux Alliez comme à des  
 Ennemis communs qui voioient alors les  
 fausses mesures qu'ils avoient prises. Il le  
 pria d'en envoyer la Relation aux Plénipo-  
 tentiaires de France à Utrecht , & de faire  
 mille complimens de sa part au Comte de  
 Strafford. Les François se tenoient telle-  
 ment assurés des Ministres de la G. B. ,  
 qu'ils se flatoient de leur assistance pour  
 profiter de cet avantage contre les Confé-  
 rences ; puis que M. de Torci dans sa Let-  
 tre au Secrétaire Anglois , dit qu'il espère  
 que la Reine les réduira enfin à la raison ,  
 & leur fera accepter les dernières Offres du  
 Roi pour finir ce grand ouvrage. Elle est  
 en état de le faire , dit-il , pourvu qu'elle  
 veuille se servir de Gand & de Bruges dont  
 ses Troupes sont en possession , & particu-  
 lièrement de Gand : puisqu'il dépend de  
 ceux qui en sont Maîtres de faire avorter  
 tous les desseins des Généraux des Enne-  
 mis & d'imposer des Loix aux Hollan-  
 dois.

Ce que  
 font les  
 Anglois  
 en faveur  
 des Fran-  
 çois.

En effet le Duc d'Ormond après la sépa-  
 ration de son Armée , ne s'étoit pas conten-  
 té de ne point agir contre les François , mais  
 pour les favoriser encore davantage , il s'étoit  
 emparé de Gand & de Bruges , dont il aug-  
 menta les Garnisons des Troupes de sa Na-  
 tion. Et afin qu'il n'y eût aucun lieu où les  
 Ministres d'Angleterre n'assistassent les Fran-  
 çois

çois leurs nouveaux Amis, M. de Torci proposa que la Reine arrêtât les projets du Comte de Staremberg en Catalogne en envoyant ordre à ses Troupes à Tarragoné, de n'y pas laisser entrer les Impériaux. Non content de cette assistance par terre, il souhaita qu'on envoiât des ordres exprès par la France aux Vaisseaux de Guerre Anglois, qui croisoient alors dans la Méditerranée, de permettre aux Vaisseaux François revenant du Levant de passer librement, ce qui fut immédiatement accordé. L'Amiral Jennings arbora aussi l'Étendard d'Angleterre dans l'Île de Minorque & au Port-Mahon, quoi que les Anglois ne fussent en possession de cette Île, que comme Alliez de l'Empereur qui étoit Maître de la Catalogne.

Ces complaisances constantes des Ministres d'Angleterre firent croire à M. de Torci que rien ne les arrêteroit désormais. Il les pressa de conclure une Paix séparée, qui étoit ce que la France souhaitoit le plus : ne doutant point que ce ne fût la voie la plus courte pour obliger le reste des Alliez à conclure une Paix Générale. Ce Ministre souhaita que les Troupes qui étoient en Flandre, sous les ordres du Duc d'Ormond, y restassent pour faire un bon usage des Places qu'il y occupoit. Il ne se passa pas grand'chose à Utrecht durant ce tems-là. La nouvelle qu'on y reçut des ordres donnez au Duc d'Ormond alarma extrêmement tout le monde. Les Ministres des États Généraux prièrent les Anglois de leur donner quelques lumières sur une affaire dans laquelle ils jugeoient leur Religion, leur Liberté & tout ce qu'ils a-

L'Evêque  
de Brissol  
déclare à  
Utrecht  
la suspen-  
sion d'ar-  
mes.

voient de plus cher fort intéressé ; cependant ils ne reçurent que des réponses générales ; & sur ce qu'ils témoignèrent leur mécontentement de ce qu'on ne leur donnoit aucune connoissance de ce qui se passoit, l'Evêque de Bristol prit cette occasion de leur déclarer, que la Reine jugeoit une Suspension d'Armes absolument nécessaire. Il seroit difficile d'exprimer quelle fut alors la consternation générale des Alliez. On voit par toutes les Lettres que l'Evêque écrivit en ce tems-là, qu'il craignoit la rage effrénée du Peuple & qu'il ne savoit à quoi elle aboutiroit : que les Hollandois ne pouvoient digérer l'incertitude de leur sort, d'ignorer ce qu'on leur destinoit, quelles exceptions on devoit faire au Tarif de 1664., & quelles Villes on devoit retrancher de la Barrière ; l'Evêque leur ayant déclaré, comme une vérité constante, qu'il ne savoit ni l'un ni l'autre.

*Demandes  
du Roi en  
faveur de  
l'El. de  
Bavière.  
Rapport du  
Comité sen-  
sité.*

La Reine avoit communiqué à son Parlement les Propositions que les François avoient faites pour parvenir à une Paix générale. L'Evêque de Bristol eut ordre de sonder les Ministres de tous les Alliez sur le Plan contenu dans la Harangue de S. M. Mais Mr. de St. Jean lui ayant conseillé de consulter premièrement les Plénipotentiaires de France, pour savoir s'ils voudroient bien avoir en pleine Conférence que les particularitez que la Reine venoit de déclarer à son Parlement étoient les Offres du Roi aux Alliez, dont il ne se désisteroit pas dans les Négociations : les François refusèrent de le faire, jusqu'à ce que l'Angleterre eût conclu une Paix séparée.

&c

& que l'on eût consenti aux demandes du Roi en faveur de l'Electeur de Bavière. Ces demandes étoient qu'on donnât le Pais-Bas à ce Prince avec son Electorat: ce que le Marquis de Torci jugeoit d'autant plus facile, que la Reine avoit, disoit-il, une bonne Armée en Flandre sous les ordres du Duc d'Ormond. Il ajoûtoit, *que S. M. B. ayant tant fait pour ses Alliez, ingrats, sa Gloire étoit intéressée à faire quelque chose pour un Prince du mérite de l'Electeur de Bavière, dont la reconnoissance répondroit au bienfait qu'il en recevroit.* Cette proposition ne fut pas goûtée par les Ministres de la G. B., étant non seulement contraire à toutes les propositions faites pour la Paix entre l'Angleterre & la France, mais encore une nouvelle semence de Guerre pour obliger les Impériaux & les Hollandois à y consentir.

La Reine de son côté demandoit la Sicile pour le Duc de Savoie, qui étoit, dit Mr. de S. Jean, celui de tous les Alliez dont les intérêts lui étoient le plus à cœur. Elle vouloit faire entrer ce Prince dans toutes les mesures de la Paix particulière que l'on méditoit, afin de le mettre à couvert des insultes qu'il pouvoit avoir à craindre de la part des Impériaux. Dans cette vûe on posoit pour principe, „ que ce n'étoit l'intérêt ni „ de la G. B. ni de la France de donner le „ Roïaume de Sicile à la Maison d'Autriche, & la demande qu'on en faisoit „ pour le Duc de Savoie étoit une chose „ dont la Reine ne pouvoit se désister. „ On ne pouvoit comprendre la raison de ce pro-

*Demander  
de la Reine  
d'Angl.  
pour le  
Duc de  
Savoie.*

1712.

cedé; d'autant plus que la France venoit d'offrir la Sicile à l'Empereur, comme il paroît par une Lettre \* de l'Evêque de Bristol à Mr. de St. Jean. Le Duc de Savoie même n'approuva pas d'abord la proposition qu'on lui en fit, comme il paroît par une autre Lettre † de Mylord Peterborough au même Mr. de St. Jean, dans laquelle il dit que le Duc de Savoie avoit répondu, „ Qu'il n'étoit pas si avide du vain Titre de Roi, qu'il voulût perdre ou hazarder pour cela des intérêts réels, & qu'il ne trouvoit rien de plus extraordinaire, que de laisser à un Prince, battu dix années de suite par ses Ennemis, le prix qu'il avoit si long-tems disputé, & que le Parlement avoit si souvent déclaré le juste & principal motif de la Guerre. Le même Comte de Peterborough marqua dans une autre Lettre du 16. Novembre à Mr. de St. Jean qu'il lui étoit impossible d'exprimer les agitations d'esprit où s'étoit trouvé le Duc de Savoie, lors qu'on lui avoit fait ces Offres.

Agitation de ce Prince, lorsqu'on lui proposa de le Royaume de Sicile.

Pour calmer cette agitation, & fixer son Altesse Royale dans les mesures du Ministère, on jugea à propos de lui représenter, dans un Mémoire écrit par le Comte de Peterborough, qu'en refusant les Offres qu'on lui faisoit il ne pourroit manquer de se brouiller avec la Reine & avec les Ministres d'Angleterre, que ce Comte tâchoit d'excuser, à l'égard du reproche tacite qu'on

\* Du 2. Avril.

† Du 24. Septembre.

qu'on leur faisoit d'être dévouez à la France: Que l'Angleterre ou la France, ou l'une & l'autre conjointement, lui fourniroient une Flote suffisante, pour l'exécution de ce qu'on lui proposoit, & qu'on feroit une Garantie pour protéger Son Altesse Royale, contre les Puissances, qui pourroient s'opposer à ce Projet, ou qui voudroient l'insulter pour l'avoir accepté. Les argumens des Anglois prévalurent à la fin sur l'esprit de S. A. R.; & si leur but étoit effectivement de mettre l'Empereur hors d'état de se soutenir contre la France, après la séparation de l'Angleterre, en forçant un Allié aussi considérable que le Duc de Savoye, à se mettre dans les intérêts de la France, il faut avouer qu'ils avoient parfaitement bien pris les mesures pour cela. Mais comment l'Angleterre pouvoit-elle avoir tant d'intérêt dans cette affaire, pour garantir la Sicile, puis que cela devoit naturellement l'engager dans une Guerre contre l'Empereur? Cette promptitude à offrir la Garantie de l'Angleterre pour des Conditions qui n'étoient avantageuses qu'à la France, parut d'autant plus extraordinaire, que dans tout le cours de cette Négociation on ne vit pas que l'on eût fait aucune démarche, pour procurer la Garantie des Alliez en faveur de la Succession Protestante, comme l'avoient souhaité les deux Chambres du Parlement par leur Adresse à la Reine. On ne trouve pas même qu'on ait demandé celle du Roi de Sicile, pour cette Succession, quoiqu'on s'intéressât si fort pour lui. Quoi qu'il en soit, on continua la Négociation sur la supposition que la Reine devoit se désister de

1712.

plusieurs choses qu'elle étoit obligée en justice de procurer à ses Conféderez; mais le Roi ne s'estima nullement engagé à en faire de même. Son honneur, disoit-on, ne lui permettoit pas de négliger un Allié, dont la fidélité étoit sans reproche, & par cette raison il ne pouvoit se départir de ses engagements envers lui, & vouloit même encore lui faire avoir la Sicile. Cependant pour faire paroître les bonnes intentions de S. M. T. C. pour la Paix, Elle consentit à la fin que le Duc de Savoye auroit la Sicile à de certaines conditions, dans lesquelles on n'oublia pas d'insérer une ample Satisfaction pour l'Electeur de Bavière, & l'on déclara expressement que la Paix se feroit entre l'Angleterre, la France, l'Espagne & la Savoye, après qu'on auroit réglé une Suspension d'Armes par Mer aussi bien que par Terre.

Mr. de St. Jean va en France pour travailler à la Paix de l'Angleterre.

On jugea alors à propos d'envoyer Mr. de St. Jean, fait Vicomte de Bolingbroke, en France, pour mettre la dernière main à cette importante Négociation, avant même qu'il en fût parlé à Utrecht; & ce Ministre écrivant à Mr. de Torci lui manda qu'il espéroit d'avoir l'honneur de le saluer dans peu à Marli, où il devoit passer par ordre de la Reine, sous les Auspices de l'Abbé Gautier. Ses instructions portoient en substance, qu'il devoit travailler à lever toutes les difficultez qui pourroient arrêter le cours de la Suspension d'Armes générale entre la G. B. & la France, ou à mettre le Traité de Paix sur un pié, qu'on pût bien-tôt parvenir à une heureuse conclusion. Qu'il déclareroit, qu'il

ne

ne croyoit pas qu'il fût possible de porter la Reine à signer la Paix avec la France & l'Espagne, à moins qu'on ne donnât pleine satisfaction à Son Altesse Royale le Duc de Savoye ; & qu'on pût l'engager à y entrer aussi ; Qu'il prendroit un soin tout particulier de régler sa Barrière, & lui procurer la Sicile : De régler la Renonciation de manière, qu'elle ne fût sujette ni à des disputes ni à des délais : Qu'on accordât la Sardaigne à l'Electeur de Bavière, avec les Etats qu'il avoit dans l'Empire, à la réserve du Haut Palatinat, & du Titre de premier Electeur ; qu'après avoir obtenu satisfaction sur ce point-là, il eût à procéder sur les Articles qui regardoient particulièrement l'intérêt de la Grande Bretagne, & qu'il tâchât de faire expliquer à son avantage ceux à l'égard desquels il sembloit y avoir quelques doutes ; Qu'il fit, ensuite, tous ses efforts pour découvrir les dernières résolutions de la France à l'égard de toutes les Parties du Plan général de la Paix, & que quand on signeroit la Paix entre l'Angleterre & la France, il seroit à propos de fixer un tems aux Alliez pour se résoudre, & pendant lequel la Reine pût interposer ses bons Offices en leur faveur : Et enfin qu'elle ne vouloit nullement s'engager à leur imposer le Plan offert par la France, ni les empêcher d'obtenir les meilleures conditions qu'ils pourroient stipuler eux-mêmes.

Telles étoient les Instructions avec lesquelles Mylord Bolingbroke passa en France. Quant à ce que ce Seigneur fit en cette Cour, on ne peut mieux en être inf-



1712. instruit que par la Lettre suivante qu'il  
 écrivit au Comte de Dartmouth le 21.  
 Août.

MY LORD,

Lettre de  
 Mr. de Bo-  
 lingbroke  
 au Comte  
 de Dart-  
 mouth.  
*Raport du  
 Comité se-  
 cret.*

J E partis de *Calais* Lundi dernier, com-  
 me j'ai eu l'honneur de vous l'écrire,  
 & j'arrivai à *Paris* Mercredi sur les 6. heu-  
 res du soir. J'ai fait inutilement tout ce  
 qui m'a été possible pour n'être pas connu  
 sur la route, & éviter les Cérémonies, en  
 ne m'arrêtant en aucun lieu, qu'autant qu'il  
 étoit absolument nécessaire pour me rafraî-  
 chir, & évitant les grandes Villes: Mais  
 cela n'a de rien servi; on n'a rien oublié,  
 par tout où j'ai passé, pour marquer la con-  
 sidération qu'on a pour la Reine, de  
 sorte que je suis arrivé ici aussi fatigué des  
 complimens qu'on m'a faits que de mon  
 voyage.

Je ne fus pas plutôt descendu de ma  
 Chaise, qu'un Gentilhomme me vint trou-  
 ver de la part de Madame de *Croissi*; la-  
 quelle m'envoya son Carosse, & m'invita  
 à souper avec elle: elle me dit que Mr. de  
*Torci* devoit me venir trouver en Poste de  
*Fontainebleau*, & il arriva en effet un peu  
 après moi à l'Hotel de *Croissi*. Je n'ai pu  
 résister à ses importunités, ni à celles  
 de Madame sa Mère; il a fallu rester chez  
 eux pendant le séjour que j'ai fait à *Paris*.  
 Je n'y ai perdu aucun tems, & me suis ac-  
 quité en deux jours des ordres de la Rei-  
 ne, avec toute l'application dont je suis

capa-

„ capable , & je me flatte même d'a- 1712.  
 „ voir eu le bonheur de le faire à sa satis-  
 „ faction.

„ Nous avons commencé par les intérêts  
 „ du Duc *Savoie* , qui faisoit le principal ob-  
 „ tacle à la conclusion de la Suspension d'Ar-  
 „ mes par Mer & par Terre , & après quel-  
 „ ques contestations nous les avons réglés de  
 „ la manière suivante.

„ Le Droit de ce Prince & de sa Famille  
 „ à la Couronne d'*Espagne* & des *Indes* , a-  
 „ près *Philippe* & ses Descendans , doit être  
 „ substitué dans les mêmes Actes & au mê-  
 „ me tems , qu'on doit faire déclarer & con-  
 „ firmer les Renonciations & les Règlemens  
 „ nécessaires à l'accomplissement de l'Article  
 „ dressé pour prévenir la Réunion des deux  
 „ Monarchies.

„ Mr. de *Torci* auroit bien voulu laisser ce  
 „ point-là plus indécis , & différer de rè-  
 „ gler la Succession de la Maison de *Savoie* ,  
 „ ou au moins ne le pas faire dans les mê-  
 „ mes Actes qu'on doit passer à l'autre égard.  
 „ Mais comme j'ai jugé cette manière la  
 „ plus sûre & la plus authentique , j'ai insisté  
 „ dessus , & il en est convenu.

„ Quant à la Cession de la *Sicile* , il vou-  
 „ loit s'en tenir aux termes de sa dernière  
 „ Dépêche , insistant toujours sur l'absurdité  
 „ de donner ce Royaume avant d'être assû-  
 „ ré que la *Savoie* feroit la Paix. Mais je  
 „ lui ai fait connoître , qu'il avoit déjà cessé  
 „ d'insister sur cet Argument , & qu'on ne  
 „ pouvoit s'opposer avec raison à la Cession  
 „ de la *Sicile* en faveur du Duc de *Savoie* , a-  
 „ près avoir consenti à lui assûrer la Succes-  
 „ sion

1712.

„ sion de l'*Espagne* & des *Indes*; d'autant plus,  
 „ qu'au cas que la Paix ne se fit pas, tout  
 „ cela seroit invalide & n'auroit aucun ef-  
 „ fet, & que si elle se concluoit, on par-  
 „ viendrait au but, pour lequel on cédoit  
 „ cette Ile. Ce point-là étant réglé, nous  
 „ sommes convenus assez facilement du tems  
 „ auquel on doit remettre ce Royaume entre  
 „ les mains de Son Altesse Royale. Nous  
 „ l'avons fixé à celui de la Ratification de  
 „ la Paix générale, ou de la Paix de la Rei-  
 „ ne & de la *Savoie*, avec la *France* & l'*Es-  
 „ pagne*.

„ Le Comte de *Maffei* ne sera peut-être  
 „ pas satisfait de cela, puis qu'il me souvient  
 „ bien, qu'il souhaitoit dans son Mémoire,  
 „ que son Maître pût prendre possession de  
 „ ce Royaume lors qu'il le jugeroit à pro-  
 „ pos. Mais il me semble que le Duc de *Sa-  
 „ voie* n'a pas lieu de se plaindre, & qu'il  
 „ doit se contenter de recevoir les avanta-  
 „ ges qu'on lui procure, au même tems que  
 „ la Reine recevra ceux qu'on a stipulez pour  
 „ elle.

„ Je souhaiterois avoir pû réussir aussi bien  
 „ à l'égard de sa Barrière, mais cela n'a pas  
 „ été possible. Mr. de *Torci* a déclaré que le  
 „ Roi ne consentiroit jamais, & n'avoit ja-  
 „ mais même consenti, à rien accorder au-  
 „ delà d'*Exilles*, de *Fenestrelles* & de la Val-  
 „ lée de *Pragelas*, avec la Restitution des  
 „ Pais dont la France est en possession: Que  
 „ lors que les Ministres de *Savoie* avoient fait  
 „ les mêmes demandes ultérieures en *Hollan-  
 „ de*, le Grand Pensionnaire s'en étoit mo-  
 „ qué & n'avoit pas pressé la France d'y sou-

„ cri-

„ crire: Que sous prétexte d'assurer ses E-  
 „ tats, Son Altesse Royale ne cherchoit qu'à  
 „ s'agrandir aux dépens de la *France*, & des  
 „ Domaines de la Couronne: Que bien  
 „ qu'un Roi de *France* fut beaucoup plus puis-  
 „ sant qu'un Duc de *Savoye*, celui-ci ne lais-  
 „ soit pas d'être un Ennemi redoutable, lors  
 „ qu'il étoit soutenu par une Confédération,  
 „ sans laquelle il n'oseroit rien entreprendre:  
 „ Qu'on avoit une Minorité en vuë en *France*,  
 „ & par conséquent qu'on devoit avoir  
 „ soin de ne pas laisser les Frontières du Ro-  
 „ yaume exposées: Enfin que la Sicile étoit  
 „ une récompense suffisante pour les services  
 „ que Son Altesse Royale avoit rendu à la  
 „ Reine, & que pourvu que S. M. fut satis-  
 „ faite le Duc se soumettroit à la raison: Il  
 „ conclut en réitérant que le Roi ne lui ac-  
 „ corderoit pas une plus grande Barrière; &  
 „ que S. M. insistoit d'autant plus à présent  
 „ sur ce refus, qu'elle étoit résoluë de le fai-  
 „ re jusqu'à la fin, & de ne laisser aucune es-  
 „ pérance à ce Prince à cet égard, de crain-  
 „ te qu'en se flattant il ne tirât le Traité en  
 „ longueur, & ne différât à conclure la Paix:  
 „ Enfin que le Roi prioit la Reine, d'appuyer  
 „ ce refus par la même raison.

„ Il seroit inutile d'apprendre à Votre Gran-  
 „ deur les réponses que j'ai faites à ces repré-  
 „ sentations: je m'en suis acquité le mieux  
 „ qu'il m'a été possible, & lui ai déclaré se-  
 „ lon mes Instructions que la Reine ne con-  
 „ sentiroit jamais à empêcher Son Altesse Ro-  
 „ yale de tâcher d'obtenir des choses, qui lui  
 „ étoient peut-être nécessaires & par con-  
 „ séquent qu'il ne falloit rien conclure sur

„ ce:

1712.

„ ce point-là qu'on laisseroit débattre aux Mi-  
„ nistres de ce Prince : Qu'au reste je ne  
„ croyois pas que la Reine songeât à agrandir  
„ les États de Sadite Altesse aux dépens de la  
„ France ; mais que j'étois assuré qu'Elle ne  
„ signeroit pas la Paix , à moins qu'on ne  
„ pourvût réellement à la sûreté de ce Prin-  
„ ce ; chose que la France ne pouvoit refu-  
„ ser en particulier au Duc de *Savoie* , a-  
„ près l'avoir promise en général à tous les  
„ Alliez.

„ Nous avons passé ensuite aux Renoncia-  
„ tions & aux Règlemens nécessaires pour  
„ prévenir l'Union des deux Couronnes , à  
„ quoi je n'ai trouvé aucune difficulté. Je  
„ lui ai aussi déclaré qu'on n'accepteroit au-  
„ cun expedient, pour signer la Paix , avant  
„ l'entier accomplissement de cet Article,  
„ quoi qu'il eût insisté qu'on ne laissât pas d'y  
„ proceder , & qu'il suffiroit de suspendre  
„ jusques alors les Ratifications. Il a consul-  
„ té là-dessus Mr. de *Bergheik* , & ils cro-  
„ yent qu'un Mois ou six Semaines suffiront  
„ pour passer par toutes les formes nécessai-  
„ res. Sur quoi il m'a prié de presser le dé-  
„ part de Mylord *Lexington* , ou du Ministre  
„ qu'il plaira à la Reine d'envoyer en *Espa-*  
„ *gne*. Il me semble que cela se doit , puis-  
„ qu'il seroit fâcheux qu'on fût prêt à finir  
„ cet important Article en France & en *Es-*  
„ *pagne* sans que nous y eussions des Minis-  
„ tres pour en voir l'exécution ; puisque nous  
„ pressons la conclusion de la Paix , & refu-  
„ sons de la signer avant qu'on ait accompli  
„ ces formalitez-là.

„ Le Projet de l'Acte de la Renonciation  
„ de

„ de *Philippe*, & les Minutes que j'ai dressées  
 „ avec Mr. de *Torci*; lesquelles j'envoye à  
 „ Votre Grandeur avec cet Acte, serviront  
 „ de fondement pour dresser les Instructions  
 „ de ceux qu'il plaira à la Reine d'envoyer  
 „ ici & à *Madrid*.

„ Le dernier point, & celui sur lequel  
 „ nous avons eu le plus de chaleur, a été au  
 „ sujet de l'Electeur de *Bavière*. J'appris à  
 „ mon arrivée à *Paris* qu'il étoit à *Chaillot*  
 „ proche de cette Ville. Mr. de *Torci* me  
 „ parut embarrassé, ou feignit de l'être, à l'é-  
 „ gard des reproches qu'il dit que ce Prince  
 „ feroit avec raison, à moins qu'on ne fît plus  
 „ pour lui que ce que la Reine avoit voulu  
 „ accorder jusqu'alors.

„ Il a tourné cette affaire de tous les cô-  
 „ tez, & a fait plusieurs Propositions, qui  
 „ m'ont paru étudiées, quoi qu'il ait tâché  
 „ de les faire passer pour des expédiens qui  
 „ lui venoient dans l'esprit en traitant. En-  
 „ fin il s'est arrêté sur celui-ci, que la Reine  
 „ s'engageât à procurer à cet Electeur le Du-  
 „ ché & l'Electorat de *Bavière*, à l'exclusion  
 „ du Haut *Palatinat*, & du premier Rang  
 „ au Collège Electoral, & qu'elle promît de  
 „ plus de le maintenir dans la possession des  
 „ Duchez & Villes de *Luxembourg* & de *Na-*  
 „ *mur*, & dans celles de *Charleroi* & de *Nieu-*  
 „ *port*, en attendant qu'on lui en donne un  
 „ Equivalent à sa satisfaction. J'ai rejeté ab-  
 „ solument cette Proposition, en déclarant  
 „ nettement à Mr. de *Torci*, que si on lais-  
 „ soit ces Pais & ces Places-là entre les mains  
 „ de l'Electeur, jusqu'à-ce qu'on lui en don-  
 „ nât un Equivalent à sa satisfaction, ce se-  
 „ roit

1712.

„ roit lui en accorder la propriété, chose que  
 „ que je savois bien que la Reine ne pouvoit  
 „ & ne voudroit pas admettre. De plus que  
 „ S. M. ne vouloit nullement s'engager à pro-  
 „ curer quoi que ce fût pour l'Electeur, ni  
 „ même d'employer ses bons offices en sa fa-  
 „ veur; que les Villes & les Places, dont ce  
 „ Prince étoit en possession, pourroient por-  
 „ ter les Alliez à consentir à quelque Echan-  
 „ ge; que S. M. ne s'oposeroit pas à la réso-  
 „ lution qu'on pourroit prendre de lui don-  
 „ ner la *Sardaigne*, Equivalent proposé ici.  
 „ Je conclus enfin, en lui disant que c'étoit  
 „ tout ce qu'on devoit attendre de la Reine,  
 „ & Votre Grandeur trouvera que les Minu-  
 „ tes sont dressées sur ce pié-là.

„ Ayant trouvé en cette occasion, & en  
 „ plusieurs autres, que Mr. de *Torci* affec-  
 „ toit par ses expressions d'engager la Reine  
 „ à agir de concert avec le Roi son Maître,  
 „ j'ai jugé à propos de lui dire clairement, &  
 „ dans les termes les plus forts dont j'ai pu  
 „ me servir, que S. M. vouloit bien entrer  
 „ dans une Garantie commune pour la dé-  
 „ fense du Règlement qu'on devoit faire par  
 „ la Paix. pour la sûreté de l'*Europe*; mais  
 „ qu'elle ne vouloit nullement entrer dans des  
 „ Stipulations particulières pour procurer ce  
 „ Règlement: Que la *France* devoit se con-  
 „ tenter que S. M. fit la Paix avant ses Al-  
 „ liez, au cas que leur conduite rendit cer-  
 „ te démarche juste & nécessaire: & qu'en-  
 „ suite elle employeroit ses bons Offi-  
 „ ces, comme Amie de toutes ses Par-  
 „ ties.

„ Je réitère si souvent cela aux Ministres  
 „ de

„ de *France*, que je crois qu'ils l'envisageront  
 „ comme une Règle dont la Reine ne se dé- 1712.<sup>7</sup>  
 „ partira jamais.

„ J'arrivai Samedi au soir à *Fontainebleau*,  
 „ où l'on m'avoit fait préparer un Aparte-  
 „ ment, & où l'on me reçut avec une civi-  
 „ lité extraordinaire. Dimanche sur les 9.  
 „ heures du matin, j'eus Audience du Roi,  
 „ auquel je présentai la Lettre de la Rei-  
 „ ne.

„ Il me reçut très-obligeamment, & me  
 „ parla assez long-tems. La substance de ce  
 „ qu'il me dit fut, ce me semble, car il par-  
 „ le fort vite, qu'il avoit toujours eu une  
 „ estime toute particulière pour la Reine,  
 „ qu'il espéroit qu'elle ne doutoit pas qu'il  
 „ n'eût fait tout ce qu'il avoit pu de son côté  
 „ pour faciliter la Paix: Qu'il étoit bien-aisé  
 „ qu'elle aprochoit de sa Conclusion: Qu'il  
 „ y avoit des gens qui faisoient tous leurs ef-  
 „ forts pour s'y opposer, mais que grâces à Dieu,  
 „ i's ne feroient pas long-tems en état de le  
 „ faire: Que Dieu ne permettroit pas qu'ils  
 „ donnaient les Loix qu'ils prétendoient: Que  
 „ le succès de ses Armes n'apporteroit aucun  
 „ changement à son égard: Et qu'il tiendrait  
 „ tout ce qu'il avoit promis.

Au sortir \* de l'Audience du Roi le Vi-  
 comte de Bolingbroke alla avec Mr. de Torci  
 faire l'examen des Minutes qu'ils avoient dressées & le Projet de la Convention pour la Suf-  
 pension d'Armes, qu'ils signèrent le soir du 22.  
 Elle demeura néanmoins datée du Vendredi  
 19, jour auquel on en avoit préparé le premier  
 Brouillon. Voici la Copie de ce Traité.

*Traité*

\* Lettre du même, du 22.

Il y négocia le Traité de Suspension d'armes générale.



1712.

*Traité de la Suspension d'Armes entre  
la Grande Bretagne &  
la France.*

Copie de  
ce Traité.

„ ANNE par la Grace de Dieu, Reine  
„ de la Grande Bretagne, France & Ir-  
„ lande, Déciéneur de la foi, &c. A tous  
„ ceux qui ces Présentes verront, Salur.  
„ D'autant que notre très-fidèle & bien Amé  
„ Cousin Henri Vicomte de Bolingbroke, Lord  
„ St. Jean, Baron de Lidiard Tregoze, M. m-  
„ bre de notre Conseil privé, & un de nos  
„ premiers Secretaires d'Etat, en vertu du  
„ Plein-Pouvoir que nous lui avons donné;  
„ & Jean Baptiste Colbert, Chevalier, Mar-  
„ quis de Torci, Croissi, Sable, Bois-Dauphin &  
„ autres Places, Conseiller de notre très cher  
„ Frère le Roi Très-Chrétien, Ministre &  
„ Secrétaire d'Etat, Commandeur, Chan-  
„ cellier & Garde des Sceaux des Chevaliers  
„ de son Ordre; Grand Maître des Postes de  
„ France, aussi en vertu du Plein-Pouvoir  
„ qui lui a été donné, ont signé un Traité  
„ de Suspension d'Armes du 8. de ce mois  
„ d'Août, V. S. 1712. de la manière sui-  
„ vante.

„ Comme il y a lieu d'espérer un heureux  
„ succès des Conférences établies à Utrecht  
„ par les soins de leurs Majestez Britannique  
„ & Très-Chrétienne, pour le rétablissement de  
„ la Paix Générale, & qu'elles ont jugé né-  
„ cessaire de prévenir tous les événemens de  
„ Guerre capables de troubler l'état où la  
„ Né-

„ Négociation se trouve presentement, Leurs-  
 „ dites Majestez attentives au bonheur de la  
 „ Chrétienté sont convenues d'une Suspen-  
 „ sion d'armes, comme du moien le plus  
 „ sûr pour parvenir au bien général qu'el-  
 „ les se proposent: Et quoi que jusqu'à pré-  
 „ sent Sa Majesté Britannique n'ait pu  
 „ persuader ses Alliez d'entrer dans ces  
 „ mêmes sentimens, le refus qu'ils font  
 „ de les suivre n'étant pas une raison suf-  
 „ fisante pour empêcher S. M. T. C. de  
 „ marquer par des preuves effectives, le  
 „ desir qu'elle a de rétablir au-plûtôt une  
 „ parfaite amitié entre elle & la Reine de la  
 „ G. B., les Roïaumes, Etats & Sujets de  
 „ Leurs Majestez; Sadite M. T. C., après  
 „ avoir confié aux Troupes Angloises la  
 „ Garde des Villes, Citadelles & Forts de  
 „ Dunkerque, pour marque de sa bonne  
 „ foi, consent & promet, comme la Reine  
 „ promet de sa part:

„ I. Qu'il y aura une Suspension Géné-  
 „ rale de toutes sortes d'entreprises & ac-  
 „ tions militaires, & généralement de tou-  
 „ tes hostilitéz entre les Armées, Trou-  
 „ pes, Flotes, Escadres & Vaisseaux de  
 „ Leurs Majestez *Britannique & Très-  
 „ Chrétienne*, pendant l'espace de quatre  
 „ mois, à commencer de ce présent mois  
 „ d'Août, jusqu'au 22. Decembre pro-  
 „ chain.

„ II. La même Suspension sera établie  
 „ entre les Garnisons & Troupes, que  
 „ Leurs Majestez ont pour la défense & la  
 „ garde de leurs Villes, dans tous les lieux  
 „ où leurs armes agissent ou pourroient

Tom. IX.

R

„ agir,

1712.

„ agir, par mer ou par terre, ou autres  
 „ eaux, de sorte que s'il arrivoit, pendant  
 „ le tems de cette Suspension, qu'elle fût  
 „ violée par une des Parties, par la pri-  
 „ se d'une ou de plusieurs Places, soit par  
 „ attaque, surprise ou intelligence privée,  
 „ dans quelque partie du Monde que ce  
 „ fût; qu'on fît des Prisonniers, ou qu'on  
 „ commît d'autres hostilités, par quelque  
 „ accident imprévu, qu'on ne pourroit  
 „ prévenir, contre la présente Suspension  
 „ d'Armes: cette Contravention sera fi-  
 „ dèlement réparée de part & d'autre, sans  
 „ délai ou difficulté; on rendra sans la  
 „ moindre dissimulation, ce qui aura été  
 „ pris, & on mettra les prisonniers en li-  
 „ berté, sans rien exiger pour leur ran-  
 „ çon ou dépense.

„ III. Pour prévenir aussi toutes les cau-  
 „ ses de plaintes & de disputes, qui pour-  
 „ roient naître au sujet des Vaisseaux,  
 „ Marchandises ou Effets, pris en Mer,  
 „ pendant le cours de cette Suspension,  
 „ on est convenu respectivement, que les-  
 „ dits Vaisseaux, Marchandises ou Effets,  
 „ qui seront pris dans le Canal, ou dans  
 „ les Mers du Nord après l'espace de 12.  
 „ jours, à compter de la signature de la  
 „ Suspension, seront réciproquement ren-  
 „ dus de part & d'autre. Qu'il y aura fix  
 „ semaines pour les prises faites depuis le  
 „ Canal, la Mer *Britannique* & l'Océan  
 „ Septentrional, jusqu'au Cap de *St. Vin-*  
 „ *cent*. Et pareillement fix semaines de ce  
 „ Cap & au delà, jusqu'à la Ligne, soit  
 „ dans l'Océan ou la Méditerranée. En-  
 „ fin,

„ fin, six mois au delà de la Ligne, & 1712.  
 „ dans toutes les autres Parties du Mon-  
 „ de, sans exception, & sans faire une  
 „ mention plus particulière de tems ou de  
 „ lieux.

„ IV. Comme la même Suspension s'ob-  
 „ servera entre la G. B. & l'*Espagne*, S.  
 „ M. Britannique promet qu'aucuns de ses  
 „ Vaisseaux de guerre, ou Navires Mar-  
 „ chands, Chaloupes ou autres Vaisseaux  
 „ appartenant à Sa dite Majesté, ou à ses Su-  
 „ jets, ne seront emploiez à l'avenir à  
 „ transporter ou à convoier en *Portugal*,  
 „ en *Catalogne* ou autres Lieux présente-  
 „ ment en guerre, aucunes Troupes,  
 „ Chevaux, Armes, Habits, ni Provisions  
 „ ou Munitions, en général.

„ V. Mais il sera permis à S. M. Bri-  
 „ tannique de faire transporter des Muni-  
 „ tions, des Provisions & autres choses né-  
 „ cessaires, à *Gibraltar* & à *Port-Mabon*, Pla-  
 „ ces dont elle est actuellement en posses-  
 „ sion, & qu'elle doit garder par le Trai-  
 „ té de Paix à faire, aussi bien que de tirer  
 „ d'*Espagne* les Troupes *Angloises*, & géné-  
 „ ralement tous les effets qu'elle a dans ce  
 „ Roïaume, soit pour les transporter en  
 „ l'île de *Minorque*, ou dans la G. B. sans  
 „ que ce transport soit estimé contraire à la  
 „ Suspension.

„ VI. La Reine de la G. B. pourra aus-  
 „ si, sans violer la Suspension, prêter ses  
 „ Vaisseaux pour transporter en *Portugal*  
 „ les Troupes de cette Nation, qui sont  
 „ présentement en *Catalogne*, & pour con-  
 „ duire en *Italie* les Troupes *Allemandes*.

1712.

„ qui sont dans la même Province.

„ VII. Immédiatement après que cette Suspension aura été déclarée en *Espagne*, le Roi s'engage de faire lever le Blocus de *Gibraltar*, & que la Garnison *Angloise*, & les Marchands qui seront dans cette Place, pourront vivre librement, agir & négocier avec les *Espagnols*.

„ Les Ratifications du présent Traité seront échangées de part & d'autre, dans l'espace de quinze jours, ou plutôt, s'il est possible.

„ En foi de quoi, & en vertu des Ordres & Pouvoirs, que nous soussignez avons reçus de la Reine de la G. B., & de S. M. T. C., notre Maîtresse & notre Maître, nous avons signé les Présentes, & avons apôsé les Cachets de nos Armes. Fait à Paris le 19. Août 1712.

( L. S. ) BOLINGBROKE.

( L. S. ) COLBERT DE TORCI.

„ Aiant vu & considéré le Traité sus écrit, nous l'avons approuvé, ratifié & confirmé ; & par les Présentes nous l'approuvons, le ratifions & le confirmons, promettant & engageant notre Parole Royale d'accomplir & d'observer fidèlement & inviolablement tout ce qui y est contenu, & que nous ne le violerons jamais directement ni indirectement. En témoignage de quoi, & pour lui don-

„ ner

LOUIS XIV. LIV. XVIII. 389

„ ner plus de force , nous avons fait apo- 1712.  
„ ser le Grand Sceau de la Grande Bre-  
„ tagne à ces Présentes , que nous avons si-  
„ gnées de notre main Roïale.

*Donné à notre Château de Windsor  
le 18. d'Août de l'an 1712. , & le  
onzième de notre Regne.*

ANNE REINE.

*FIN du XVIII. Livre & du IX. Tome.*



A01 1473299









